

Il y a dix ans à Jérusalem

C'est un anniversaire salué plutôt modestement, une commémoration tranquille, sans commune mesure avec l'événement que l'on est censé fêter : il y a dix ans, le 19 novembre 1977, le président Sadat arrivait à Jérusalem ; le lendemain, il s'adressait à la Knesset devant des députés qui croyaient vivre un rêve ; moins de deux ans plus tard, en mars 1979, Israël et l'Égypte signaient un traité de paix. La carte politique et militaire du Proche-Orient en est restée durablement et profondément modifiée.

Si les anniversaires ont un sens, le souvenir de ce voyage devrait être célébré en Israël de la façon la plus marquante. Or l'opinion publique israélienne est relativement indifférente ; côté officiel, l'impression est celle d'une certaine déception. Point de grandes festivités au programme, point de cérémonies commémoratives à la Knesset et encore moins d'échanges de délégations officielles. Et, au Caire, ce sont les propos peu enthousiastes et souvent franchement hostiles de l'intelligence égyptienne qui dominent.

Forces est donc de constater que la paix n'a pas engendré ce dialogue avec l'Égypte que l'on souhaitait en Israël, même si le traité de Camp David a résisté à bien des épreuves. Le scénario est à sens unique : des milliers d'émigrants se rendent en Égypte, mais les voyageurs égyptiens en Israël ne se comptent que par dizaines. Le commerce reste limité : en 1986, les Israéliens ont exporté pour 14,5 millions de dollars en Égypte (moins de 1 % du total des exportations israéliennes). Enfin, hormis certaines missions d'experts agricoles, la coopération bilatérale est quasi inexistante, qu'il s'agisse de culture, d'éducation ou de sciences.

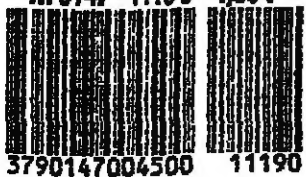
Un pan entier des accords de Camp David est toujours lettre morte : celui consacré à la question palestinienne. Il prévoyait une large autonomie pour les habitants des territoires occupés et, après une période de cinq ans, une négociation sur le statut final de la Cisjordanie et de Gaza, mais une absence totale de progrès est enregistrée sur ce front-là.

Les résultats du récent sommet d'Amman ont cependant mis du baume au cœur des dirigeants israéliens : l'Égypte a renoué des relations diplomatiques avec une bonne partie des pays arabes. Les Israéliens optimistes voient là comme une acceptation « a posteriori » des accords de Camp David et du droit à l'existence d'Israël. Les pessimistes — ou les réalistes — sont bien plus prudents, tant ils savent que c'est la peur de l'Iran qui a conduit plusieurs capitales arabes à se rapprocher de la puissance militaire qu'est l'Égypte.

Guérilla de religion au Kenya

Lire page 7 l'article de JACQUES DE BARRIN

M 0147 - 11190 - 4,50 F



3790147004500 11190

4,9 milliards de francs en octobre

Aggravation du déficit du commerce extérieur

Le déficit commercial de la France s'est élevé, pour le mois d'octobre, à 4,9 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières, contre 2,4 milliards en septembre. S'exprimant devant le congrès de l'entreprise, le mercredi 18 novembre, M. Jacques Chirac a jugé ces résultats « préoccupants ».

A Paris, le mark a sensiblement progressé à 3,3905 F.

Les résultats du commerce extérieur du mois d'octobre pour la France sont très mauvais. A nouveau, le déficit se creuse. Il atteint 3 milliards de francs en données brutes et 4,9 milliards en données corrigées des variations saisonnières. Il avait été de 2,4 milliards données en CVS en septembre et de 1,1 milliard en août.

Sur les dix premiers mois de l'année, le déficit commercial cumulé s'élève ainsi à 32,8 milliards de francs. Les dernières prévisions de l'INSEE, évaluant entre 30 et 35 milliards de francs le déficit pour l'ensemble de l'année.

Le niveau soutenu de la consommation et de l'investissement a entraîné, d'après le communiqué du ministère de l'économie, des finances et de la privatisation, contribué à l'augmentation des importations qui se sont élevées à 79,8 milliards de francs (plus 2,3 % par rapport à septembre). Les exportations, quant à elles, diminuant de 0,9 % pour se situer à 75 milliards.

On note à nouveau en octobre une nette dégradation du solde industriel, dont le déficit passe à 3 milliards alors qu'il avait été de 0,6 milliard en septembre. Le déficit énergétique est lui aussi en léger accroissement : 7,7 milliards, bien qu'il ne dépasse guère la moyenne des derniers mois (7,4 milliards). Seul l'excédent agro-alimentaire enregistre un progrès, s'élevant à 3,2 milliards contre une moyenne mensuelle de 2 milliards au premier semestre.

Publiés en même temps, le mercredi 18 novembre, les résultats de la balance des paiements courants pour les neuf premiers mois de l'année sont également très mauvais. Le déficit cumulé atteint 17,2 milliards de francs, contre un excédent de 16,1 milliards l'an dernier sur les neuf premiers mois.

M. Jacques Chirac a estimé que la balance des paiements courants « la seule qui compte vraiment », ne lui inspirait « aucune inquiétude ».

(Lire nos autres informations page 32.)

La réforme de l'instruction judiciaire

En 1989, trois juges décideraient de la détention provisoire

Le ministre de la justice, M. Albin Chalandon, a fait approuver, le mercredi 18 novembre, par le conseil des ministres son projet de réforme de l'instruction. Le texte prévoit la création de chambres spéciales, composées de trois juges, qui statueront sur la première mise en détention. Ce projet est en retrait par rapport à sa version initiale.

Où est passée la « révolution » judiciaire de M. Albin Chalandon ? Déjà, on connaît le sort que durant ses projets — ou bien souvent ceux de ses conseillers — en matière de prison, de toxicomanie, de code de la nationalité. Et voilà une nouvelle fois des idées, qui, en leur temps, ont fait grand bruit, discrètement rangées au magasin des accessoires.

Soucieux de réduire le nombre affligeant des détentions provisoires, inquiet des dérapages de juges trop solitaires, trop puissants, ou trop flattés par un fugitif ventarier, le ministre de la justice avait décidé d'attacher son nom à un grand projet. Il rejoignait là, pouvait-on croire, une opinion sensée par des faits divers à grand spectacle et que pouvait effrayer une prétendue toute-puissance des juges d'instruction.

Il fallait donc agir. D'autant que la loi Badinter de 1985 devait entrer en vigueur au printemps. Alors, le cabinet du ministre et ses services, en parallèle, en con-

rence, ont élaboré quantité de textes. Certains cachaient mal leur souci d'en finir avec ces gènes de « petits juges ». Tenus dans l'ignorance de décisions auxquelles ils ne participaient pas, les magistrats se sont inquiétés. Découvrant par une interview télévisée du ministre un projet sur lequel ils n'étaient pas consultés, suivant à travers la presse les modifications d'un texte sans cesse amendé, ils se sont émus. Une fois de plus, le ministère de la justice, que le Conseil d'Etat n'a pas épargné, a dû battre en retraite.

On avait essayé au départ de déboulonner la statue du juge d'instruction. Faut-il y parvenir, il fallait, pour éviter de nouvelles tourmentes, trouver une façon élégante de se sortir de ce guépier. On a choisi le profil bas. Le garde des sceaux, on s'en doute, ne s'évertuera pas pour autant bien des critiques.

AGATHE LOGEART.

(Lire nos informations page 12.)

Cible nucléaire en Iran

Les Irakiens ont bombardé une centrale en construction.

PAGE 4

La situation au PR

Un livre de M. Léotard et les divergences avec les giscardiens.

PAGE 10

La crise au Pendjab

Les sikhs, une communauté déboussolée.

PAGE 3

Revenus agricoles

Une progression de 2,5 % en 1987.

PAGE 32

Campus

L'Ecole normale supérieure de Cachan mise sur la recherche technologique.

PAGE 27

Le sommaire complet se trouve page 40

L'ENQUÊTE : crise du recrutement et baisse du militantisme

Syndicats peau de chagrin

Un recrutement en crise, un salariat qui change, un militantisme en baisse : les syndicats font toujours face à de graves difficultés (environ 15 % des salariés sont syndiqués). Les élections prud'homales, le 9 décembre, seront pour eux un nouveau test de représentativité (lire page 34).

Il ne crie pas « Vertubleu » à tout bout de champ. Mais, aussi massif que résolu, Jean-Luc Delhay, ce Picard de trente-cinq ans, a un physique à la Porthos. Avec ses cheveux mi-longs, sa fine moustache, ce magasinier gestionnaire, qui travaille à Saint-Maximin, à ce qu'on appelle « le bagne » de l'usine Chausson de Creil-Montataire (Oise), aurait pu, à ses moments perdus, jouer les mousquetaires. Ou faire du syndicalisme. Mais il n'est ni mousquetaire ni syndicaliste.

Comme 85 % des salariés français, Jean-Luc est a-syndical ou plutôt « non syndiqué ». Anarchiste en 1968, giscardien en 1974 — parce qu'au ministère des finances il « connaissait Giscard » — électeur socialiste depuis 1981, il n'a jamais eu de carte syndicale en poche. Quand on lui parle syndicats, il répond : « politisation ; c'est un peu comme dans les partis politiques, il faut suivre un homme ». « Le syndicat idéal, explique-t-il, ce serait celui qui s'occuperait de l'ouvrier sans s'opposer à la bonne marche de l'entreprise. Sans compromis avec la direction, ça ne peut pas marcher ». Récemment, Jean-Luc a fait grève sur les horaires. FO est arrivé et « a négocié avec la direction sur tout autre chose. On s'est fait avoir ».

Dans la même usine, un peintre pistoleux, qui préfère garder l'ano-

nymat, reproche aussi aux syndicats de « faire de la politique ». Mais, ce qui le gêne avant tout, c'est « qu'ils ne sont pas d'accord entre eux ». Responsable de chaîne, cet ouvrier professionnel de quarante ans fait rarement grève. Mais il vote à chaque élection. « Pas toujours pour le même syndicat : les délégués, ils ne nous disent bonjour que quand ils ont besoin de nous, au moment des votes. Entre deux élections, on ne les voit pas ». A trente-sept ans, Jacques est cadre supérieur chez Kodak. Son jugement est sans appel : « Les syndicats sont plus des instruments de combat politique que de lutte ouvrière. Ils ont été dévoyés. Ils sont corporatistes et conservateurs ». Inutile de lui demander s'il a une carte syndicale. Même à la CGC ? « Le syndicalisme de cadres, c'est bidon. La CGC, c'est mou ».

MICHEL NOBLECOURT.
(Lire la suite pages 36 et 37.)

Le contrôle du financement des partis divise la majorité

PAGES 8 - 9

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le ballet du Kirov au Palais des congrès

Le ballet de Leningrad n'était pas venu à Paris depuis 1982. L'influence occidentale s'est étendue sur ce temple du classique le plus pur.

Le cinquantième anniversaire de la mort du compositeur Albert Roussel

L'occasion d'un regain d'intérêt pour ce musicien solitaire, contemporain du Debussy et de Ravel.

Le Festival du cinéma espagnol à Paris

Douze films inédits en France, qui racontent l'évolution des mentalités, montrent les blessures mal cicatrisées, marquent la diversité des talents.

Pages 17 à 19

La mort du champion cycliste

Jacques Anquetil, l'élégance dans l'effort

Le champion cycliste Jacques Anquetil est mort à l'aube du mercredi 18 novembre. Agé de cinquante-trois ans, il avait été opéré l'été dernier d'un cancer de l'estomac. Il était hospitalisé, depuis le 10 octobre, à la clinique Saint-Hilaire de Rouen.

Jacques Anquetil était sans doute le champion le plus doué et le moins conformiste de sa génération. C'est à l'âge de dix-neuf ans, en 1953, qu'il fait une entrée fracassante en gagnant le Grand Prix des Nations (140 kilomètres contre la montre) devant les meilleurs spécialistes de l'époque.

Ce superbe athlète du vélo, qui ajoutait à la robustesse foncière un style d'une rare élégance devait se constituer un palmarès exceptionnel. Entre 1953 et 1966,

il remporte les Nations, son épreuve préférée, à neuf reprises, sans jamais connaître la défaite. Cependant, son talent s'exprime principalement dans les courses par étapes, ainsi qu'en témoignent ses cinq victoires dans le Tour de France, durant la période de 1957 à 1964.

Vainqueur, en outre, du Tour d'Italie, du Tour d'Espagne, de Paris-Nice, de Liège-Bastogne-Liège et de Bordeaux-Paris au lendemain d'un Critérium du Dauphiné libéré également victorieux, Anquetil manifeste ses qualités de grand champion, indifféremment sur la route et sur la piste. Le mariage de la résistance et de la souplesse lui permet de réaliser des prodiges. Il enlève d'ailleurs le championnat de

France de poursuite, les Six Jours de Paris (en équipe avec Darrigade-Terruzzi) et, surtout, il améliore en 1956, à l'âge de vingt-deux ans, le record du monde de l'heure détenu jusqu'alors par Fausto Coppi : 46,159 km contre 45,871 km. Alors qu'il débutait dans la carrière, il avait eu en la circonstance le mérite et l'audace de s'attaquer à un monument qui a rebuté les meilleurs rouleurs. L'entreprise révélait un tempérament hors du commun.

Pendant plus d'une décennie, ce coureur d'exception déconcerte ses adversaires par ses possibilités physiques dont on ne pouvait évaluer les limites avec certitude et par ses exploits qui souvent tenaient de la gageure.

JACQUES AUGENDRE.
(Lire la suite page 14.)

OLIVIER TODD

CRUEL AVRIL

1975 / LA CHUTE DE SAIGON

Le grand livre. Jean-François Ravell/EST-OUEST

Bouleversant, impitoyable, brillant.

Jean Lacouture/LE NOUVEL OBSERVATEUR

ROBERT LAFFONT

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dr ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 AS ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 150 dr. ; Inde, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Japon, 9 400 Y. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 150 esc. ; République Fédérale d'Allemagne, 12,50 m. ; Suède, 1,80 kr. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Débats

Deux idées pour aider les entreprises à investir

Il faut relancer la croissance et on le peut, en agissant sur les causes des difficultés du secteur productif

par CHRISTIAN PIERRET (*)

Il est essentiel pour notre économie de relancer l'investissement productif. Dans le contexte actuel de taux d'intérêt élevés et de faiblesse de la demande, cela implique la mise en place d'un dispositif fiscal puissant et diversifié.

Comme en 1929, la France a été moins touchée au début par la crise, mais est plus atteinte aujourd'hui que les autres pays européens, les États-Unis et le Japon. Nous avons eu l'illusion que la « manne pétrolière » allait nous permettre de « sortir du tunnel ». Mais la politique du gouvernement n'a pas permis à notre pays de bénéficier pleinement des avantages qu'a représentés la baisse du prix du pétrole. Les très mauvais résultats de la balance commerciale montrent au contraire que notre compétitivité est en train de se détériorer.

A quoi attribuer cette situation ? Les causes sont multiples, mais, à mes yeux, il est clair que la principale réside dans l'insuffisance de l'investissement productif. Je rappelle que de 1963 à 1973 l'investissement productif a augmenté en volume à un rythme annuel de 7,3 %. Ce taux est tombé à 2 % entre 1973 et 1980. Il s'est encore réduit entre 1980 et 1984. Le taux d'augmentation, qui était remonté

à 9,1 % en 1985, est retombé à 1 % en 1986, et il ne dépasserait pas 3 % en 1987. Comme le note fort justement un article paru dans la *Revue française d'économie* : « Si l'investissement peut être jugé satisfaisant, c'est parce que la croissance est trop faible en France. »

Dès lors que toute relance par la demande est condamnée par l'insuffisance de notre appareil productif, il n'y a pas d'autres solutions, sauf à se résigner à une montée inexorable du chômage, que de favoriser une forte relance de l'investissement, seul moyen de rétablir à moyen terme notre compétitivité et de nous permettre d'avoir, comme par le passé, un différentiel positif de croissance par rapport à nos voisins européens.

Comment relancer l'investissement ? Les taux d'intérêt anormalement élevés représentent un double obstacle à l'investissement productif : d'une part, ils réduisent la rentabilité du capital investi ; d'autre part, ils détournent les profits des entreprises

vers les placements financiers spéculatifs.

Les incitations fiscales sont efficaces mais, contrairement à ce que prétend Raymond Barre, à condition d'être instituées pour une courte période. Les aides durables et indifférenciées sont au contraire coûteuses et ont un effet très limité. Par ailleurs, le système du crédit d'impôt envisagé par l'ancien premier ministre n'a aucun effet sur les entreprises qui ne paient pas d'impôt sur les sociétés.

En outre, la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés n'a pas d'incidence directe sur l'investissement. Une étude de l'OFCE d'août 1987 conclut que, « pour un même coût budgétaire, la baisse de l'impôt sur les bénéfices des sociétés a un impact très faible sur l'investissement, comparé à celui d'une déduction fiscale ». Une analyse faite par la Banque nationale de Paris aboutit à la même conclusion : elle estime en effet que la baisse de 50 % à 45 % du taux de l'IS a généré une augmentation de 0,1 % des investissements !

Il convient donc de s'engager résolument dans la voie d'une incitation fiscale directement liée à l'effort d'investissement productif des entreprises industrielles. Cette incitation fiscale doit être temporaire et puissante.

On peut envisager une augmentation des coefficients d'amortissement dégressif, un crédit d'impôt déterminé en pourcentage du montant des investissements ou, comme en 1979, une déduction fiscale égale à l'augmentation des investissements d'une année par rapport à l'année précédente (l'étude OFCE montre que cette dernière solution est la meilleure en termes coût-efficacité).

Ces méthodes sont indiscutablement utiles. Mais ma préférence irait à des systèmes nouveaux qui agiraient directement sur les causes des difficultés des entreprises.

Je préconise la mise en œuvre de deux nouveaux mécanismes : le premier consisterait en une diminution du coût du financement des investissements grâce à une

« bonification fiscale » des emprunts ; le second serait un remboursement budgétaire du « report en arrière des pertes » en cas d'investissement. Voyons ces mécanismes de plus près.

L'idée d'une bonification fiscale est simple : puisque les taux d'intérêt sont trop élevés et puisque la France ne peut les réduire substantiellement dans le contexte international sans risque pour le franc, comment en alléger le poids pour les entreprises qui sont obligées de s'endetter pour financer leur programme d'investissement ?

Une enveloppe de 20 milliards

Il existe un moyen traditionnel pour résoudre cette difficulté : proposer des prêts à taux réduits pour financer les investissements, le budget de l'État prenant en charge la différence. Mais l'expérience a montré que cette solution entraîne la mise en place de circuits bureaucratiques qui fonctionnent mal et qui ont des effets pervers. Il est, de plus, inadapté à la perspective du grand marché unique européen, où la liberté de circulation des capitaux et de distribution du crédit sera totale.

C'est pourquoi je propose une autre solution : la surdéductibilité fiscale des intérêts. Les intérêts des emprunts sont, comme toute charge de l'entreprise, déductibles du résultat imposable. Ma proposition consiste à augmenter, en multipliant les intérêts par un coefficient multiplicateur, le montant de la déduction qui est opérée, et donc celui de la réduction d'impôt qui en résulte. (C'est en fait l'application aux intérêts d'une technique d'inspiration de celle pratiquée pour les amortissements dégressifs).

Le coefficient multiplicateur pourrait être calculé de façon à effacer totalement l'intérêt réel, c'est-à-dire la différence entre le taux d'intérêt payé par l'entreprise et le taux d'inflation. Tout se passerait donc pour l'entreprise comme si l'État avait bonifié l'emprunt. Ce coefficient serait modifié chaque année pour tenir

compte de l'évolution des taux d'intérêt pratiqués et du taux d'inflation.

Bien entendu, il ne porterait que sur les emprunts contractés pour financer des investissements productifs. Le mécanisme s'appliquerait pendant toute la durée d'amortissement de l'emprunt. Par contre, il ne pourrait couvrir que les investissements réalisés au cours des deux ou trois prochaines années pour obtenir l'efficacité désirée.

Autre idée : le « report en arrière des pertes ». Grâce à la réforme que le Parlement a votée, sur ma proposition, en 1984, lorsqu'une entreprise qui a réalisé des bénéfices dans le passé est en déficit, elle peut obtenir une créance sur l'État à hauteur du montant de la perte et du montant de l'impôt payé au cours des trois dernières années. Mais cette créance, si elle améliore la présentation des bilans, ne donne aucun avantage financier à l'entreprise puisqu'elle n'est remboursable qu'en cas de dépôt de bilan ou au bout d'une période de dix ans.

Or ce sont souvent les entreprises qui connaissent des difficultés financières temporaires qui ont le plus besoin d'investir pour redresser leur situation : l'exemple de Peugeot et de Renault est très illustratif. Ce sont donc les entreprises qui ont le plus besoin d'investir qui ont les plus grandes difficultés pour le faire.

Je propose que cette créance sur l'État provenant du report en arrière des pertes soit remboursée à l'entreprise en fonction du montant des investissements nouveaux qu'elle réalisera. Le coût budgétaire de ce dispositif devrait être de l'ordre de milliards.

Pour que ces deux dispositifs soient efficaces, il faut prévoir une enveloppe budgétaire d'une vingtaine de milliards. Bien entendu, j'ai conscience que la relance des investissements serait ainsi opérée avant, dans un premier temps, un effet négatif sur la balance des paiements en raison des importations de biens d'équipement qui en résulteraient. Mais, à terme, ces nouveaux investissements amélioreraient notre compétitivité et rétabliraient le solde de notre balance commerciale.

(*) Député (PS) des Vosges, ancien rapporteur général du budget.

Au Courrier du Monde

VISION

Le Maroc de Michel Jobert

Dans votre supplément sur le Maroc, paru dans le *Monde* du 12 novembre, le lyrisme de Michel Jobert m'est resté en travers de la gorge.

Revenant tout juste d'un voyage touristique dans ce pays, je ne prétends aucunement être « spécialiste » du Maroc mais j'ai des yeux pour voir. Or, si je n'ai eu aucune difficulté à observer, placardés dans les rues, des centaines de portraits d'Hassan II, jeune, et de son épouse, ni « la vieille complicité d'un peuple et de son souverain » ni les progrès ne m'ont sauté aux yeux.

A Erfoud et surtout à Rissani, donc, seulement aux portes du désert, c'est déjà la misère qui est apparente : enfants en haillons, aux yeux souvent malades et dont certains recherchent et mangent des épaves de fruits ramassés dans le sable. Et M. Jobert ose écrire que « rien ne doit être brusqué dans une société très rurale encore et attachée à de multiples traditions » : la faim et la misère, aux pieds de palais et de parcs splendides et à l'ombre d'édifices de Sa Majesté font-elles partie de ces traditions à ne pas bousculer ?

De plus, si j'ai bien compris, votre « éditorialisme » du jour estime que le Maroc devrait être... fier que des défenseurs des droits de l'homme espèrent encore l'améliorer. Autrement dit, la répression politique dans ce pays n'est rien puisqu'il y aurait encore pire ailleurs ! Simple touriste, j'ai vu des dizaines de femmes qui, avec leurs enfants

et chargées de provisions, attendaient, assises dans la poussière, une éventuelle ouverture des grilles d'une prison à Rabat, près du beau quartier des Oudayas. Et un Marocain nous a expliqué qu'à chaque fois les gardes les bousculent, et aussi que des prisonniers qui ne reçoivent pas ainsi de vivres de l'extérieur risquent littéralement de mourir de faim.

Comme n'importe quel touriste français, je pense, des images m'ont particulièrement frappées : femmes chargées comme des mulets dans les campagnes, très vite usées par des travaux pénibles et des grossesses répétées, voilées ou non mais presque toujours dans l'ombre d'un monde d'hommes qui décident de tout, les femmes n'ayant qu'à travailler dur, avoir des enfants, obéir. On voit souvent de grandes foules d'écoliers, beaucoup moins souvent d'écolières, une des conséquences évidentes étant, pour le touriste français, le fait que beaucoup d'hommes parlent français, ce qui est nettement moins fréquent pour les femmes.

Qui dit une telle mise à l'écart et oppression des femmes dit aussi un monde d'hommes boursés de préjugés et de mépris. Rien de très lyrique et encore de progressiste dans cette « tradition-là ». Or, au Maroc aussi, une femme sur deux est une femme !

MICHELLE BERNARD.
(Paris.)

ÉCRANS

Crise du cinéma (suite)

Sortie cinéma. Un vendredi soir sur les Champs-Élysées. Deux jours après la sortie du film. Un quart d'heure sous la pluie, un quart d'heure dans un couloir surchauffé (la séance précédente a eu retard). Un court métrage de 1983 (1) dans une salle aux lumières allumées. Vingt minutes de publicité.

Les lumières s'éteignent : le son du film, mais pas d'image. Cinq minutes dans le noir : pas de projectionniste dans la cabine. L'ouvreur, qui a tendu le main sans placer personne : « Nous allons trouver le projectionniste, il est dans une salle voisine ».

Encore un quart d'heure d'attente. Remboursez (37 francs) ! CHRISTOPHE HÉTRAIE.
(Paris.)

TRAITEMENT

Condition humaine

Parmi les réactions à la proposition d'élimination des nouveaux-nés handicapés que le *Monde* du 7 novembre a publiées, je relève celle du cardinal J.-M. Lustiger : « La condition humaine ne se discute pas. Un mongolien est un homme. Un négre est un homme. Un idiotique est un homme. »

Le moins qu'on puisse dire, c'est que le négre est bien encadré. On peut seulement souhaiter que son traitement soit moins long et moins coûteux que celui du SIDA.

HENRI GÉOFFROY.
(Baie-Mahault, Guadeloupe.)

MOT

Une « Eglise » musulmane ?

Parmi les extraits d'intervention devant la Commission de la nationalité publiés dans votre numéro du 17 octobre dernier, la référence à l'éventuelle constitution d'une « Eglise musulmane de France » a connu quelque succès dans les médias.

Sans discuter ici l'opportunité d'une telle initiative des pouvoirs publics — dont il reste à démontrer sa compatibilité avec notre principe constitutionnel de la laïcité — il convient de souligner l'impropriété d'une telle expression : l'Eglise se définit comme la société religieuse fondée par Jésus-Christ. C'est donc un terme spécifiquement chrétien.

De même qu'on ne parle jamais d'« Eglise juive », ni d'« Eglise bouddhiste », on ne doit pas parler d'« Eglise musulmane ». Les disciples de Mahomet eux-mêmes ne l'accepteraient pas. Le mot « consulaire » serait peut-être plus adapté puisqu'il est déjà en usage pour les structures protestantes et juives de France.

JOEL-BENOÎT DONORIO.
(Aix-en-Provence.)

PRÉCISIONS

Politique familiale

Une coquille s'est glissée dans mon article du *Monde* du 14 novembre sur la politique familiale : les 64,50 F d'allocation quotidienne

allouée au chômeur de longue durée sont fâcheusement devenus 46,50.

Par ailleurs, un « mastio » a obscurci le développement consacré aux incidences d'une proposition des « sages » : inclure les prestations familiales dans l'assiette de l'impôt sur le revenu. Une telle imposition entraînerait une amputation globale de l'ordre de 10 % à 12 % de ces prestations, et rien ne pourrait contraindre l'État à redonner une affectation familiale à ce prélèvement.

La proposition des « sages », séduisante à certains égards, revient donc à détourner de leur destination une fraction des cotisations allocations familiales et à réduire l'importance globale des sommes affectées aux besoins des familles.

Accessoirement, la succession des impositions — cotisations d'abord, impôt ensuite — accroît les prélèvements obligatoires ! Mais il paraît qu'il faut plus se soucier tellement de leur montant...

JEAN-JACQUES DUPEYROUX.

HOMMAGE

Pierre-Aimé Touchard et « Esprit »

Affecté par la mort de Pierre-Aimé Touchard qui était un ami, je vous demande de publier ce commentaire de l'article que vous lui avez consacré dans le *Monde* du 13 novembre.

Ce n'est pas après la guerre que Touchard a pris le « virus » du théâtre mais bien avant, en collaborant dès 1933 à la revue *Esprit* par des chroniques théâtrales. Ses articles sur Ibsen, Giraudoux, Pirandello, Calderon, Gide, Claudel, le conduisent à écrire en 1938, dans la collection « Esprit », un livre qui a fait date : *Dionysos. Apologie pour le théâtre*. C'est à partir de ce livre qu'il a œuvré pour le théâtre, comme le dit bien Colette Godard.

Mais ce serait déformer la vision de l'homme si on ne rappelait pas sa collaboration à la revue *Esprit* sur tous les autres plans. N'écrit-il pas le 1^{er} juillet 1937 l'éditorial de la revue : « Le temps du mépris », après l'expulsion de Toukhatchevski, en précisant « le vice réhabilité du communisme : le masque de foi en l'homme » ? Le 28 septembre 1938, au soir de Munich, il crée un journal, *Le Voltaire*, pour dénoncer tous les abus. A la mobilisation de 1939, il codirige avec Monnier, devenu soldat, la revue *Esprit*.

Ne faut-il pas laisser aux hommes toutes leurs dimensions ? PAUL FRAISSE.
président de l'Association des amis d'Emmanuel Mounier.

7 F
NUMÉRO
DE NOVEMBRE

Le Monde
dossiers et documents

DOSSIER
SPÉCIAL

**L'EXPLOSION
DES MARCHÉS FINANCIERS**

Panique à New York et Paris.
Des années de progression (10 000 milliards de dollars échangés chaque jour) brutalement remises en cause. La dérégulation, l'engouement pour la spéculation et ses dérapages, le divorce avec l'économie réelle, la permanence des déséquilibres.
Les retombées économiques et politiques à Washington et Paris.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPAR 656572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Barre-Méry (1944-1969)
Jacques Fawet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Dirige de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Barre-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Sola

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montcaumon, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 286 136 F

Le Monde USF 755-510 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde c/o Speedprint, 45-35 38 th street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at L.I.C. and additional offices. N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedprint, U.S.A., P.O. Box 45-35 38 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 069 F 1 388 F

IL - SUISSE, TUNISIE
594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à votre correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 38-15 - Tapes LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

INDE : terrorisme et répression au Pendjab

Les sikhs, une communauté déboussolée...

AMRITSAR
de notre envoyé spécial

Des pigeons planent au-dessus des coupes, comme attirés par le miroir qui scintille au soleil. Dans le réservoir sacré qui protège le temple, des poissons étranges pulsent. Quelques dizaines de pèlerins, selon un parcours rituel, font des va-et-vient du déambulatoire au sanctuaire. Celui-ci est ouvert aux quatre points cardinaux pour rappeler que chacun, quel que soit sa religion, sa caste ou son axe, est le bienvenu. Les sikhs, en principe, professent la tolérance.

Tout est calme. A l'intérieur du Temple d'or, les rajis (musiciens), assis en tailleur, pincent les cordes de leur instrument, et leurs mélodies, qui commencent à l'aube pour s'éteindre au crépuscule, achèvent de conférer aux lieux des aspects d'éternité. Au premier étage, un prêtre médite inlassablement les pages enluminées du livre saint, le Granth Sahib, les tables de la loi du sikhisme, écrites par son fondateur Guru Nanak, et ses successeurs, et qui, entre autres choses, enseignent la non-violence. Tout n'est qu'apparence.

Au-delà du parikrama, cette promenade de marbre blanc qui brûle les pieds nus des pèlerins, s'étendent les nombreux bâtiments qui forment le complexe du Temple d'or. C'est là, dans la pièce numéro sept, qu'un policier fut torturé en mars dernier et deux autres tués par une vingtaine de jeunes extrémistes armés de revolvers. C'est là, dans les appartements, que les chefs de bande viennent de temps à autre se « refaire une santé » quand ils sont fatigués de battre la campagne et d'échapper aux balles des forces de sécurité. Des armes au Temple d'or ? Partout et nulle part. La police le sait bien qui, le 23 septembre, a effectué une descente massive, à la recherche d'armes et d'extrémistes, et qui a dû se contenter, pour tout butin, d'un seul et unique pistolet. En juin et en juillet, d'autres intrusions, d'autres fouilles avaient eu lieu avec un résultat identique.

La profanation du sanctuaire se banalise. La communauté sikh aujourd'hui n'est plus que des protestations de principe, mais le nombre désormais réduit de pèlerins montre assez que la peur l'emporte sur la ferveur religieuse. Ce temple est un temple gigogne, tracé comme un gruyère, formé de labyrinthes que les terroristes utilisent pour s'échapper

et qui, parfois, donnent à penser que les policiers d'Amritsar ressemblent à des carabiniers. On y trouve pêle-mêle beaucoup de ferveur, des assassins déguisés en gourous, des indices de la police, des comptables en turban qui centralisent les aumônes des pèlerins, et les « boys », comme disent, pour les excuser, les grands prêtres du sikhisme.

Les « boys », on les voit un peu partout, turban safran, bleu ciel ou vert pomme, barbe naissante et le « kirpan » (poignard) rituel battant les côtes, poises faciles de quelques criminels chevronnés mais charismatiques qui, ayant déjà été emprisonnés ou en voie de l'être, sont à coup sûr considérés comme des martyrs de la « cause ». Au Pendjab, pour faire carrière au sein de la hiérarchie religieuse de la secte, il est de bon ton d'avoir passé quelque temps dans une geôle.

Des lambeaux d'autorité

Ils sont là, en ce début de matinée, alors que le Temple et la ville s'éveillent à peine, à regarder passer, presque incrédules, un petit homme à longue barbe poivre et sel. M. Bhan-Singh, secrétaire du SGPC (l'organisation religieuse et financière responsable du Temple d'or et des quelque deux mille cinq cents temples sikhs), entouré d'une poignée de fidèles, feint d'ignorer les regards accusateurs. Après tout, il est chez lui, du moins officiellement. Et puis, comme « ancien combattant » de « Blue Star » (1), il en a vu d'autres. Jovial, il s'enquiert : « Alors, vous l'avez vu ce fameux hélicoptère des terroristes dont parle la presse ? Vous avez vu beaucoup de fusils et de mortiers dans le Temple d'or ? »

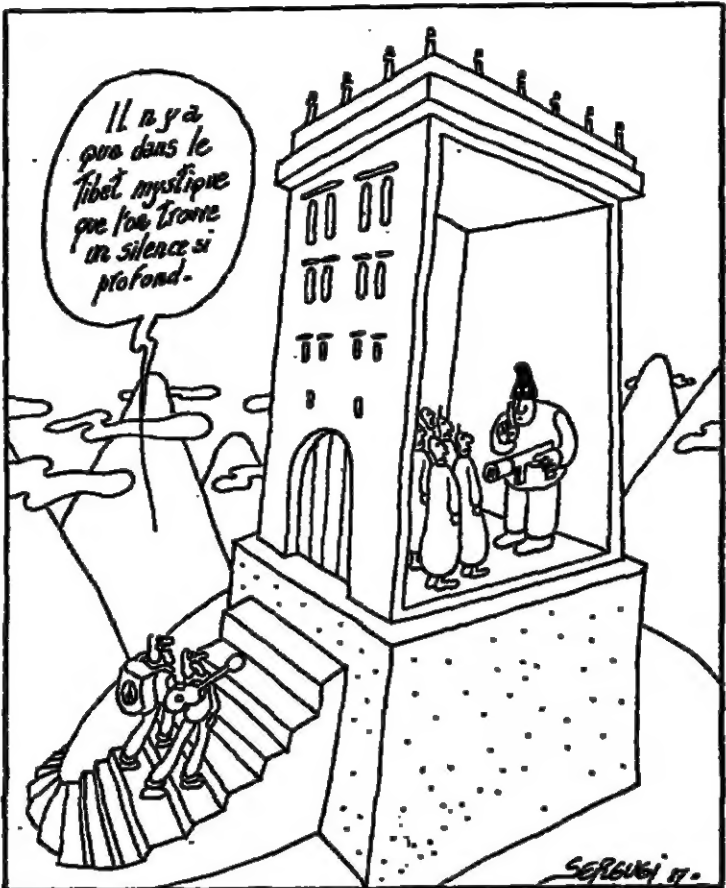
L'ironie, pourtant, n'est plus de mise. Le SGPC n'a plus aujourd'hui que des lambeaux d'autorité. Les quatre grands prêtres ont virtuellement abdiqué la leur, devant les exigences des jeunes extrémistes, et le cinquième, le Jathetar (commandant suprême) de l'Akal Takht (2), le professeur Darshan Singh, retiré dans sa ferme de Zirakpur, reste pour l'instant sourd aux appels pressants qui, de toutes parts, lui demandent de revenir au Temple d'or pour remettre de l'ordre au sein d'une communauté déboussolée : les sikhs.

Ancien raji aux honneurs très élevés, le Jathetar ménage ses effets : « Je reviendrai si tout le

monde le souhaite ». Tout le monde ? Les fous de violence du KCF (Khalistan Commando Force), du KLF (Khalistan Liberation Force) et de Babbar Khalsa, les trois principales organisations terroristes ? Les jeunes extrémistes de l'AISSF (Fédération des étudiants sikhs), principaux acteurs d'un coup d'Etat permanent au Temple d'or ? Les cinq membres du comité Panthic, dont la tête est mise à prix par la police et qui tentent de braquer la

mais peu nombreux sont ceux qui osent condamner les « boys », et tous, au Pendjab, sont plus ou moins persuadés qu'en effet les richesses des sikhs sont rançonnées et leurs croyances balayées par l'Etat indien.

M. Bhan-Singh justifie sinon les méthodes, du moins le principe de la lutte : « Que Delhi remplisse ses promesses, que l'Etat nous accorde des structures fédérales, l'autonomie. Si Delhi continue sa



communauté, comme leurs jeunes supporters braquent les banques ? Qui encore ? Le SGPC, qui prêche la modération, mais dont les membres, soit par peur des représailles, soit par conviction, n'osent pas condamner totalement la violence ? L'Akal-Dal, enfin, le parti sikh modéré, atomisé en de multiples chapelles, et qui n'en finit pas de se lever du soupçon de trahison pour cause de relative coopération avec New-Delhi ?

« Qui parle au nom des sikhs ? », titrait récemment le quotidien du Pendjab. Tout le monde et personne. Et c'est bien là la source de tous les dangers. Chacun sait bien qu'une infime minorité veut le Kalistan (cet Etat indépendant mythique),

politique de répression au Pendjab, tous les sikhs seront amenés à suivre les extrémistes. M. Bhan-Singh, prolifique des qu'il s'agit de faire le compte des victimes des membres de sa communauté, reste plus discret pour parler de la situation au Temple d'or : « Nous ne voulons pas de confrontation avec les extrémistes dans l'enceinte du Temple. S'ils existent, c'est en réaction contre la répression de l'Etat. »

Plus tard, avec des airs de conspirateurs, des membres de l'AISSF nous emmèneront dans un cablot discret pour un entretien avec l'un de leurs responsables, M. Jasbir Singh-Jung. Son discours est sensiblement diffé-

rent : « Nous voulons un Etat séparé. Dans le passé, nous avons lutté contre les Britanniques, et ils sont partis. Aujourd'hui, nous luttons contre le gouvernement de Rajiv Gandhi. »

L'assassinat récent des membres de la famille du ministre de l'intérieur, M. Buta-Singh ? « J'approuve, mais nous ne sommes pas à l'origine de ses actions. » Les « actions » continuent de plus belle, et le fait que le Pendjab soit plus ou moins en état de siège n'y change rien. Toutes les nuits, des meurtres sont commis ; toutes les nuits, des terroristes sont abattus par la police au cours de « rencontres », et ce jeu du chat et de la souris fait autant de « martyrs ». Il y a bien, comme disent les « fous » du Khalistan, un jeu d'actions-réactions, une spirale de la violence que personne ne sait arrêter.

« Ce sont des fous »

A une portée de fusil du Temple d'or, aux portes de la vieille ville sillonnée de temps à autre par des jeeps de l'armée, les soldats le doigt sur la détente, les armureries foisonnent. Régulièrement dévalisées, toujours approvisionnées. Comment s'étonner ? La police a récemment demandé de façon pressante aux autorités d'être dotée d'armes modernes. Les policiers n'ont que de vieilles mitraillettes Sten et des fusils Enfield à opposer aux fusils d'assaut Kalachnikov des terro-

ristes. « Ce sont des fous. Nous traitons avec des fous qui tuent des sikhs, des hindous, des femmes et des enfants. » Julio Ribeiro, directeur général de la police du Pendjab, qui nous reçoit dans son bureau fortifié à Chandigarh, n'a qu'une devise : « Balle pour balle. » Le plus grand flac de l'Inde, cible numéro un de toutes les organisations terroristes, n'a pas d'états d'âme. « Ce sont les intellectuels qui parlent de répression ; nous sommes à la recherche des tueurs, pas des innocents. Je ne suis pas un politicien, je ne suis qu'un policier, et mon travail est d'attraper les terroristes. »

« Zorro » ressemble décidément à sa légende, aux nombreux articles que consacre la presse indienne à sa vie, à sa carrière, à ses certitudes et à sa famille. Il vit comme un reclus, entouré de gardes du corps. Sa maison, dans une avenue calme de Chandigarh, cette double capitale (du Pendjab et de l'Haryana), devenue « Sarcelles-sur-Indus » par le rêve débridé de Le Corbusier, est un bastion : guérites entourées de sacs de sable, mitrailleuses en batterie sur le toit. Julio Ribeiro a les coudées plus franches aujourd'hui, New-Delhi ayant mis fin aux interventions des politi-

ciens sikhs, qui voulaient sauver tel ou tel extrémiste. Mais il a bien conscience de ne pas avoir encore gagné « les cœurs et les esprits de la communauté sikh ».

Dans l'immédiat, son but est de mettre hors d'état de nuire les quelques « soixante-quinze chefs terroristes ». Déjà, les interrogatoires (la torture, disent les extrémistes) des suspects lui ont permis de situer très exactement les camps d'entraînement au Pakistan. « Les noms de trois ou quatre officiers pakistanais nous ont été donnés. Le gouvernement pakistanais offre un refuge, des facilités aux terroristes. Ils peuvent entrer et sortir (du Pakistan) comme ils veulent. » Julio Ribeiro ne croit pas que chaque entrée infructueuse de la police dans le Temple d'or lui aliène la sympathie de la majorité des sikhs. « Toute la communauté en a assez de ces gens parce qu'ils sont totalement irréligieux. »

Le reste, c'est de la politique et, on le voit, ce n'est pas un travail de flic. Le premier ministre a « un plan, une politique pour le Pendjab », assure-t-il récemment le gouverneur de cet Etat, M. S. S. Ray. Seulement voilà : personne ne la connaît. New-Delhi gouverne d'une main de fer le Pendjab, et le terrorisme perdure. Pendant ce temps, la communauté sikh se fracture un peu plus, faute d'une autorité morale qui puisse mettre un terme au temps des assassinats.

LAURENT ZECCHINI

(1) Le 4 juin 1984, l'armée indienne prenait d'assaut le Temple d'or au cours de l'opération « Blue Star ». Il y eut plus d'un millier de morts.

(2) L'Akal Takht est un bâtiment spécialement en reconstruction, situé en face du Temple d'or. C'est le siège de l'autorité temporelle et spirituelle du sikhisme qui prononce toutes les directives régissant la communauté.

● Les négociations frontalières avec la Chine. — Le premier ministre, M. Rajiv Gandhi, a déclaré, mardi 17 novembre, qu'il était persuadé qu'un accord sur le différend frontalier qui oppose son pays à la Chine pourrait être conclu, tout en précisant qu'il convenait de ne pas « s'attendre à des solutions rapides et faciles », a rapporté mardi l'agence PTI. L'Inde et la Chine se sont donné des assurances mutuelles mardi pour régler pacifiquement leur différend frontalier, a annoncé un porte-parole du gouvernement indien à l'issue de trois jours de négociations. Les deux pays, qui ont connu une brève guerre des frontières en 1962, sont tombés d'accord pour assurer « la paix et la tranquillité » tout au long de la frontière et faire des « efforts pour poursuivre le développement de leurs relations amicales », a indiqué le porte-parole. Aucun accord n'a été signé et, de sources diplomatiques, on a précisé que des différences subsistent sur la position des deux parties sur le tracé de la frontière. — (AFP.)

CHINE : lendemains de congrès

Passionnants amendements...

PÉKIN
de notre correspondant

Ministère dans le législatif : telle est visiblement la consigne pour la nomination du prochain premier ministre chinois. Alors qu'il est pratiquement acquis que M. Li Peng (cinquante-neuf ans) remplacera M. Zhao Ziyang (soixante-neuf ans), celui-ci venant de prendre la tête du Parti communiste à titre permanent, les médias officiels s'en tiennent à la plus scrupuleuse discrétion sur le choix du successeur. M. Zhao, se sont-ils contentés d'indiquer, le mardi 17 novembre, a formellement remis sa démission de chef du gouvernement (il avait accédé à ce poste en 1980) et a « formé une suggestion sur celui qui devrait devenir premier ministre par intérim », en attendant d'être confirmé par l'Assemblée nationale populaire en mars. Le comité permanent de l'Assemblée, qui siège entre les sessions annuelles du Parlement, est réuni depuis le 12 novembre pour examiner, outre divers projets de lois, cette « proposition ». Réponse, en principe, le 24 novembre.

Ces finesses de procédure entraînent un suspense un peu faible tant le nom du futur premier ministre est sur toutes les lèvres. Mais elles font perdre des formes auxquelles le régime entend se tenir, même si tout un chacun sait pertinemment qu'une décision de cet ordre n'est prise nulle part ailleurs qu'au sommet du Parti communiste.

Précautions d'autant plus nécessaires que le parti et le Parlement entretiennent pour le moment des rapports paradoxaux pour un régime socialiste. M. Peng Zhen, président de l'Assemblée, à la tête, ces dernières années, de son comité permanent un formidable contrepoint aux réformes les plus osées des amis de M. Deng Xiaoping. Aussi, au moment où le parti, désormais contrôlé au sommet par ces derniers, s'efforce de donner l'exemple de la démocratie, il doit, au nom de cette même libéralisation, remettre au pas un Parlement qui a commencé à goûter — avec modération il est vrai — à son rôle de régulateur politique.

Car toutes les informations qui ont filtré sur le déroulement du troisième congrès du PCC, depuis sa clôture le 1^{er} novembre, indiquent qu'un petit dédicé sur la voie d'une plus grande démocratie en son sein s'est bien produit. Par exemple, il se confirme que l'une des bêtes noires des intellectuels, l'idéologue Deng Liqun, a été éliminée du comité central lors du vote à bulletin secret des primaires ayant précédé l'élection formelle, à main levée. Ou encore, la passionnante liste des amendements — soixante-six, pas moins — apportés par les congressistes au rapport politique de M. Zhao Ziyang. Presque toutes les corrections vont dans le sens d'une libéralisation, mesurée mais réelle, tout au moins sur le papier.

Là où M. Zhao avait parlé prudemment de vagues « abus de pouvoir » à combattre, le texte amendé dénonce sans ambages

des « violations des droits et libertés ». Les limites imposées à la réforme politique dans l'immédiat sont définies de façon moins restrictive. Toutefois, la « transparence » chinoise n'est pas allée jusqu'à la publication comparée des deux textes. Seuls ceux qui avaient pris soin d'enregistrer le discours de M. Zhao transmis à la radio ont pu retrouver les ajouts dans la version définitive, publiée après le congrès.

Que dit M. Deng ?

Un de ces amendements concerne directement les gardiens de l'orthodoxie rassemblés au sein du Parlement : le fonctionnement de son comité permanent doit être révisé, sans doute pour empêcher cet organe de rejeter, comme il l'a fait plusieurs fois dans le passé, des projets de lois soumis par le premier ministre avant même leur examen par l'assemblée plénière. Pour faire bonne mesure, M. Zhao Ziyang, qui avait été victime en tant que chef du gouvernement de ce barrage redoutable, a imposé aux membres du comité l'étude de... son propre rapport politique au parti, qui n'a rien à voir en principe avec les travaux des législateurs. Bref, après des années d'obstruction aux réformes sous couvert de parlementarisme, le pouvoir a décidé de secouer cette assemblée joutant les poids morts.

L'équipe de M. Zhao n'est pas pour autant au bout de ses peines. Les réformes prévisibles à ses innovations — à commencer par l'idée que la Chine se trouve au

« stade initial » du socialisme, et peut jouer pendant un siècle sur les mécanismes de l'économie de marché — ont commencé à se faire sentir. Le Quotidien du peuple a jugé utile, mardi, de s'en prendre à ceux qui y verraient un pas en arrière dans la construction du socialisme, une bonne raison pour s'en tenir à la routine dans le travail, voire une excuse commode pour se croiser les bras. Une réponse, à n'en pas douter, aux arguments soutenus par ceux qui ont accueilli avec scepticisme le nouvel emballage idéologique des thèses réformatrices.

Que dit M. Deng de tout cela ? Officiellement, rien, sinon qu'il est enchanté d'avoir passé la main, que la jeune génération a toute sa confiance, que la Chine n'a rien à craindre pour l'avenir. A cette nuance près qu'il le dit avec une telle insistance qu'on jurerait qu'il a du mal à s'en persuader. On l'a ramené vu autant à la télévision qu dans les journaux, recevant des visiteurs, discourant sur les grandes affaires en cours, allant jusqu'à envisager de rencontrer M. Gorbatchev avant d'avoir atteint quatre-vingt-cinq ans, en 1989. Toujours entouré, bien sûr, des mêmes égarés qu'avant sa « retraite ».

M. Zhao Ziyang avait bien prévu : M. Deng restera le véritable patron de la Chine jusqu'à sa disparition. Il n'avait pas ajouté : comme Mao Zedong. Difficile, pourtant, de ne pas se remémorer le « Grand Timonier » dans ces circonstances...

FRANCIS DERON.

Hervé
GUIBERT



Vous m'avez fait
former des fantômes

roman

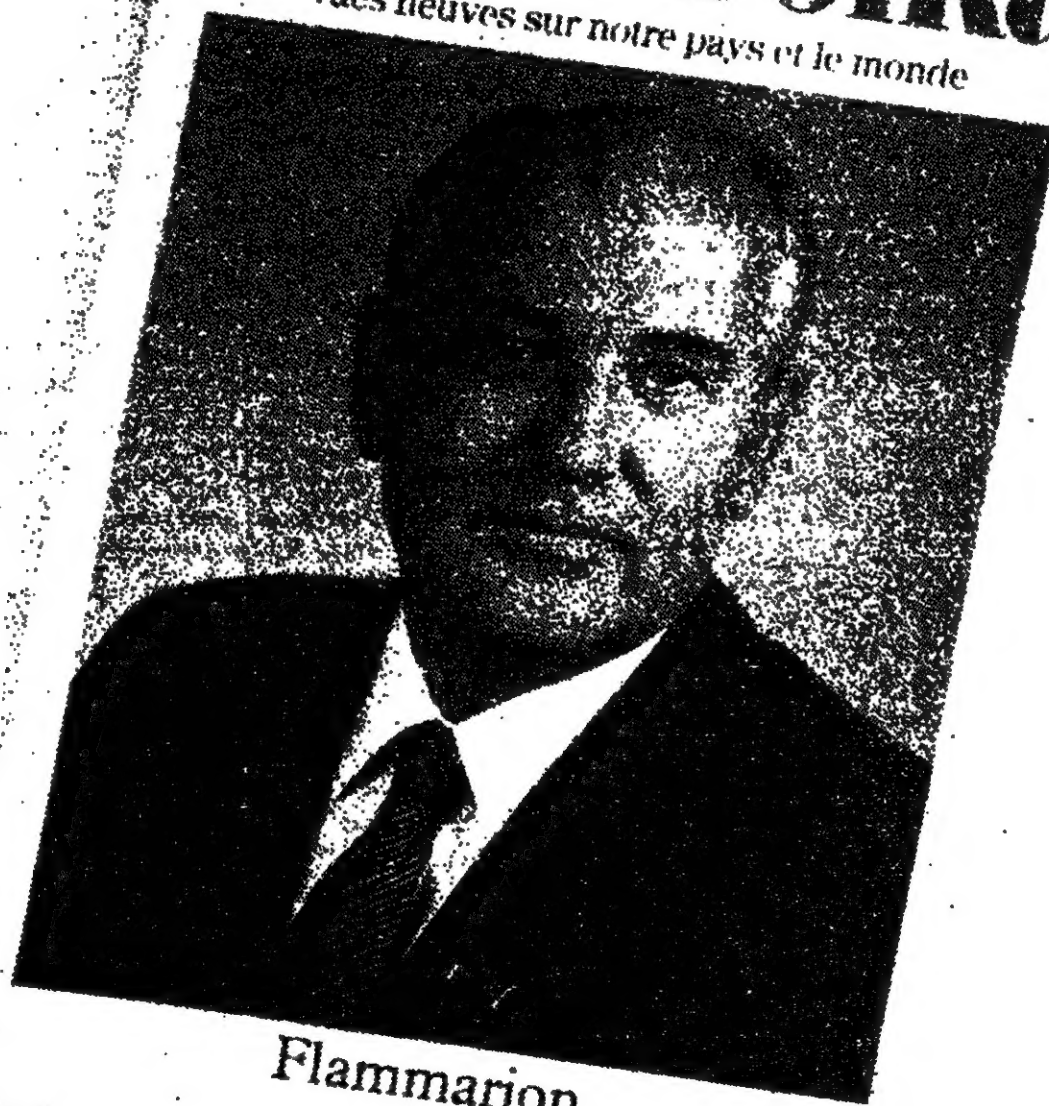
« Rassurez-vous, avec des mots qui peut être font peur, ce roman est un chant d'amour »

Michèle Bernstein / Libération

GALLIMARD nrf

LA REVOLUTION DE NOVEMBRE.

MIKHAÏL
GORBATCHEV
Perestroïka
Vues neuves sur notre pays et le monde



Flammarion

374 pages, 89 F.
En librairie le 18 novembre.

Flammarion

Afrique

TUNISIE : la détente

Les exilés politiques commencent à rentrer...

TUNIS
de notre correspondant

Aucune déclaration officielle n'était encore venue confirmer, le mardi 17 novembre, l'existence du « complot » visant à assassiner M. Zine El Abidine Ben Ali alors qu'il était encore premier ministre (le Monde du 17 novembre). Des quatre grands quotidiens nationaux, seul l'organe du gouvernement, la Presse, a repris sans la commenter l'information mais, curieusement, en citant une dépêche du bureau de Tunis de l'AFP qui, elle-même, se référait au journal Tunis-Habib.

L'annonce, dix jours après le 7 novembre, d'un projet d'élimination physique du président Ben Ali et la désignation de ses principaux auteurs ne sont pas sans intrigues. On peut, en effet, se demander pourquoi, pendant plusieurs jours, le premier ministre, M. Hedi Boucoucha, a dit et répété publiquement qu'il n'y avait pas de procès politiques et que toutes les personnes arrêtées « à titre préventif » allaient être libérées, puisque c'est la découverte de ce projet d'assassinat — si l'on en croit Tunis-Habib, qui n'a pas été démenti — qui est à l'origine de la destitution

de M. Boucoucha. Dès lors, on imagine mal que la remise en liberté de ses auteurs et l'absence de toute poursuite à leur encontre aient pu être un seul instant envisagées.

La poursuite d'une éventuelle enquête sur cette affaire et la situation de MM. Mohamed Sayah et Mansour Skairi, maintenus en état d'arrestation, alors que leur immunité parlementaire n'a pas encore été demandée, n'expliquent pas non plus totalement la persistance du silence officiel.

Élargissement de l'échiquier politique

En dépit de cette ombre qui vient planer sur le déroulement jusqu'ici d'une absolue limpidité, des événements ayant précédé et suivi le changement, le climat demeure résolument à la détente. Les retours de plus en plus nombreux des exilés politiques en constituent l'une des illustrations, en même temps qu'ils présagent un singulier élargissement de l'échiquier politique. Tous demeurent en liberté mais ceux qui ont été condamnés doivent faire opposition au jugement les concernant.

La première personnalité à regagner la Tunisie a été l'ancien minis-

tre de l'intérieur, M. Driss Guiga, qui avait été condamné à dix ans de travaux forcés par la Haute Cour à la suite des « émeutes du pain » de janvier 1984. M. Mohamed Masmoudi, qui fut ministre des affaires étrangères jusqu'en 1974 et qui avait quitté librement le pays après son éviction du gouvernement, au lendemain de l'union marocaine tuniso-libyenne de Djirba, est lui aussi rentré. Il en est de même de M. Mazzi Chakir, ancien collaborateur de M. Mzali, « déchargé » de ses fonctions d'ambassadeur à Genève en septembre 1986. Pourvu de sa viridite par M. Mansour Skairi et menacé d'un procès, il avait précédé de l'étranger.

Les dirigeants du Mouvement de l'Unité populaire (MUP) à Tunis soulignent le retour rapide de M. Ahmed Ben Salah, qui demeure leur secrétaire général. Avant le 7 novembre, indiquent ses amis, le gouvernement lui avait fait savoir que son retour ne posait pas de problème, si toutefois il s'abstenait de toute activité politique. M. Ben Salah avait alors refusé cette condition. Aujourd'hui, déclare-t-on au MUP, il semble que le pouvoir soit mieux disposé, et il y a tout lieu d'être « satisfait et optimiste ». Ancien ministre de l'économie et des finances et animateur,

à ce titre, de la politique de collectivisation menée dans les années 60, M. Ben Salah avait été condamné, après l'échec de cette expérience, en mai 1970, à dix ans de travaux forcés et avait pu, par la suite, s'évader de la prison civile de Tunis et fuir à l'étranger.

L'ex-premier ministre, M. Mohamed Mzali (condamné à quinze ans de prison), dont la femme vient d'être autorisée à le rejoindre en Europe, n'a pas précisé ses intentions, pas plus que M. Tahar Belkhouja, ancien ministre de l'information, et Ahmed Benmour (condamné à trois ans de prison), ancien ambassadeur à Rome. Enfin, la Presse a annoncé que la veuve de Salah Ben Youssef, qui vivait en Égypte, s'apprête à rentrer en Tunisie et à rassembler le corps de son mari. Rival de tous jours de l'ancien président, qui l'avait fait assassiner à Frankfurt en 1961 (1), Salah Ben Youssef avait quitté la Tunisie en 1955. Il fut, en quelque sorte, le premier exilé politique de l'ère bourguibienne.

MICHEL DEURÉ.

(1) M. Bourguiba s'en était vanté quelques années plus tard dans un discours public.

La guerre en Angola

Pretoria reconnaît la perte de deux avions

Un pilote de l'armée de l'air sud-africaine est porté disparu depuis que son avion, un Impala, nous signale notre correspondant, s'est écrasé dimanche soir dans le sud de l'Angola. Le pilote, le capitaine André Staps, trente ans, participait, de nuit, à une opération contre les guérilleros de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO, mouvement de libération de la Namibie) dans le Sud-ouest. Les recherches se poursuivent, a indiqué le quartier général, sans précision. Les militaires anglois ont annoncé avoir abattu notamment un Mirage sud-africain au cours des récentes opérations de l'armée sud-africaine contre les forces armées angolaises (FAPLA) dans le sud de l'Angola. Pretoria a reconnu jusqu'à maintenant avoir perdu un Mirage « au cours des dernières semaines ».

L'avion, selon l'armée sud-africaine, s'est écrasé en Namibie après avoir été touché en Angola, et son pilote est à l'hôpital dans un état sérieux.

A Paris, le gouvernement français a exprimé mardi sa « préoccupation » après l'annonce par Pretoria d'une inspection de troupes effectuée par le président Pieter W. Botha en territoire angolais, estimant qu'il s'agissait là d'une « escalade de l'intervention de l'Afrique du Sud hors de ses frontières ». Cette information « ne peut être accueillie qu'avec préoccupation », a déclaré un porte-parole du ministère des affaires étrangères, relevant que « c'est la première fois que Pretoria reconnaît ainsi son implication dans la guerre civile angolaise en contrevenant à l'accord signé le 16 février 1984 » par l'Afrique du

Sud. « Nous assistons là à une escalade, qui n'est pas de nature, loin de là, à favoriser la paix dans la région », a-t-il conclu.

Sur le terrain, deux autres soldats blancs sud-africains ont été tués au cours des affrontements entre la guérilla de l'UNITA, soutenue par les forces armées sud-africaines (SADF), et les forces gouvernementales angolaises (FAPLA) appuyées par des effectifs cubains et soviétiques, a annoncé mardi un communiqué des SADF. Ces pertes portent à au moins vingt et un le nombre de soldats des SADF tués dans le sud-est de l'Angola depuis deux semaines.

Les deux soldats ont été tués, lundi et mardi, au cours de la « même action » dans la province de Cuando-Cubango, précise le com-

munié. La radio d'Etat sud-africaine (SABC) a, d'autre part, annoncé mardi que vingt-quatre soldats blessés des SADF sont actuellement soignés à l'hôpital militaire de Pretoria. Six d'entre eux sont dans un état grave.

● RECTIFICATIF. — La carte de l'Angola publiée dans nos éditions du 14 novembre comportait une erreur. La ville de Jamba, située au centre du pays, n'est pas, bien entendu, la capitale de l'UNITA, dont il est question dans l'article de notre envoyé spécial. La « Jamba » de Jonas Savimbi ne figure sur aucune carte officielle et se situe dans l'extrême sud-est du pays, à 40 km au nord de la frontière namibienne et à 200 km au sud-est de Mavinga.

COTE-D'IVOIRE : la visite de M. Aurillac

La France accorde à Abidjan 1,6 milliard de francs d'aide supplémentaire

ABIDJAN
de notre envoyé spécial

La décision que la Côte-d'Ivoire avait prise, au mois de mai, de se déclarer insolvable va être réexaminée et les relations de ce pays avec ses créanciers étrangers sont d'ores et déjà en voie d'amélioration, apprend-on à Abidjan, à l'occasion d'une visite de M. Aurillac. Arrivant au Sénégal avant de se rendre en Zambie, d'où il repartira pour Paris le jeudi 19 novembre, le ministre de la coopération a, séjourner lundi et mardi en Côte-d'Ivoire dans le cadre d'une tournée africaine à laquelle le dossier de la dette donnait un relief particulier.

Venant d'un pays réputé pour la modération de ses dirigeants et la relative prospérité de son économie, l'initiative ivoirienne avait surpris et inquiété. Pourtant, il ne s'agissait ni d'un défi ni d'un acte désespéré mais d'un signal d'alarme, de nature à attirer l'attention sur les problèmes de l'ensemble du continent durement frappé par la chute des cours des matières premières. « On ne s'attendait pas à une telle décision de ma part, devait dire ultérieurement le président Houphouët-Boigny à M. Aurillac, et c'est pourquoi cela a eu de l'effet. »

En fait, si Abidjan essaie effectivement de payer les intérêts de ses emprunts (la dette extérieure est évaluée à environ 45 milliards de francs) contractés auprès des banques privées étrangères, le dialogue ne fut jamais interrompu avec le FMI et la Banque mondiale, et les prêts non remboursables furent remboursés aux échéances normales.

La Côte-d'Ivoire a fait parvenir, il y a quelques jours, au FMI une lettre d'intention relative à l'équilibre de ses finances et à sa politique de développement. Un accord de confirmation devait intervenir lors d'une réunion du conseil d'administration du FMI, le 15 décembre. Une réunion du Club de Londres devrait avoir lieu quelques jours auparavant pour débattre la situation en ce qui concerne les créanciers privés.

L'objectif de la Côte-d'Ivoire est d'obtenir, non pas un rééchelonnement de la dette à court terme —

comme cela fut négocié en 1984 et 1985, — mais un rééchelonnement sur quinze ou vingt ans. Les autorités ivoiriennes soulignent, d'autre part, que toute relance économique de nature à alléger le poids de la dette est impossible sans l'apport de capitaux, permettant de nouveaux investissements.

À l'occasion d'un dîner offert par M. Konan Bedie, président de l'Assemblée nationale, considéré comme le numéro deux du régime, M. Aurillac a déclaré : « Les phases ultimes des négociations (entre la Côte-d'Ivoire, le FMI et la Banque mondiale) sont sur le point d'aboutir, ce qui a permis à la France d'apporter son mal d'argent frais dans l'escarcelle ivoirienne ». M. Chirac avait informé le président Houphouët-Boigny du montant de cette aide exceptionnelle dans une lettre qu'il lui a adressée voilà quelques jours. Il s'agit de 600 millions de francs, sous forme de prêts d'urgence structurels débloqués d'ici à la fin de l'année, et de 1 milliard de francs, sous forme de crédits de la Caisse centrale de coopération économique pour la réalisation de projets spécifiques.

L'annonce de cette aide est un événement important pour la Côte-d'Ivoire en raison de son montant et du moment où elle intervient. Dans la mesure où Paris fait en sorte que son aide bilatérale soit coordonnée avec l'action des institutions monétaires internationales, les Ivoiriens peuvent considérer que la France vient de donner un « signal » aux autres créanciers étrangers. Ils espèrent que cela est de bon augure pour la phase finale des négociations avec le Club de Paris et que d'autres partenariats suivront l'exemple du gouvernement de M. Chirac pour l'octroi d'une aide bilatérale.

D'une façon générale, la visite de M. Aurillac a été une occasion d'affirmer la prise en compte des intérêts africains par le gouvernement français dans les négociations internationales. Elle a montré aussi que la décision ivoirienne de cesser les paiements était essentiellement tactique et n'avait pas le caractère dramatique qu'on avait pu croire dans un premier temps.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

ALGÉRIE : remaniement technique au gouvernement

Le ministère du plan disparaît

ALGER
de notre correspondant

Le président Chadli Bendjedid a procédé, le mardi 17 novembre, à un « remaniement technique » de son gouvernement. Les ministères liés à l'éducation et à la jeunesse changent de mains, alors que l'université algérienne est paralysée par la grève depuis plus de dix jours.

Le ministre de l'enseignement supérieur, M. Abdelhak Belhadj, — qui occupait ce poste depuis l'avènement de M. Chadli Bendjedid à la magistrature suprême en 1979 — est nommé ministre de la jeunesse et des sports en remplacement de M. Kamel Bouchama appelé à d'autres fonctions. Les deux seules femmes du gouvernement s'en vont. M^{me} Zohr Onnissi, ministre de

l'éducation, et Leila Ettayeb, vice-ministre chargée de l'enseignement secondaire et technique, sont appelées à d'autres fonctions.

M. Moncef Ben Amar, précédemment ministre du commerce, devient ministre de l'éducation et de la formation. Ce ministère, nouvellement créé, « renforce », selon l'agence officielle Algérie Presse Service, la nécessaire mission unitaire de l'éducation et de la formation dans des domaines essentiels. M. Bouchabeh Belhadj, qui était ministre de la formation professionnelle et du travail, succède à M. Belhadj et devient ministre de l'enseignement supérieur.

En pleine période de « restructuration de l'économie » — les lois concernant l'autonomie des entreprises et la réforme des domaines

agricoles socialistes sont débattues en ce moment même devant l'Assemblée nationale, — le ministère du plan disparaît. Son titulaire, M. Ali Oubouzar, ne se voit pas, pour l'instant, attribuer d'autre portefeuille. Ses prérogatives sont désormais dévolues à un Conseil national de la planification dépendant directement du premier ministre, M. Abdelhamid Rahmani, qui était auparavant ministre du plan.

Le poste de M. Mazouzi, vice-ministre de la pêche, disparaît également, tandis que M. Mohand Cherif, nouveau ministre du commerce, fait son entrée au gouvernement. Seuls les grands ministères « de souveraineté » (intérieur, affaires étrangères, défense, énergie) ne sont pas concernés par ce remaniement.

FREDERIC FRITSCHER.

La visite de M. Jospin

Inquiétude à Alger à propos des négociations sur le gaz

ALGER
de notre correspondant

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, a quitté Alger, le mardi 17 novembre, au terme d'une visite de travail et d'amitié de deux jours à l'invitation du parti unique algérien, le Front de libération national (FLN). Avant de partir pour Tunis, où il devait rencontrer le premier ministre, M. Baccoucha, dans la soirée et le nouveau président de la République mercredi matin, M. Jospin a été reçu par le président Bendjedid Chadli avec lequel il s'est entretenu pendant une heure et demie.

La situation politique de chacun des deux pays, la situation internationale et, bien évidemment, les relations bilatérales sur lesquelles influent le sort de l'immigration en France et celui de la communauté française en Algérie, ont été abordés. Le président Chadli n'a pas caché au premier secrétaire du PS son inquiétude après le blocage des négociations sur le gaz et la diffusion d'un communiqué du ministère français de l'Industrie indiquant que Paris envisageait d'avoir recours à l'arbitrage international au cas où les discussions, infructueuses depuis plus d'un an, n'aboutissent pas.

F. F.

**ABIDJAN
AVEC UTA,
ON VOUS RECOIT
7 SUR 7.**

Le lundi, le mardi, le mercredi, le jeudi, le vendredi, le samedi, le dimanche. 7 jours sur 7 vers Abidjan, retrouvez le service 3 classes UTA : Première de Luxe, Galaxy, Economique.

UTA

C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA.

UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE APPRENEZ LE **CHINOIS** EN CHINE dans une grande université Pékin, Shanghai, Canton... PLACES LIMITÉES

LA partir de février 88, UN SEMESTRE 18.500 F. Logement compris. CEPES, 157, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly 147.45.09.19 ou 47.22.94.94.

Les Français en Afrique noire de Richelieu à Mitterrand Pierre Biomès

Biomès se préoccupe moins de juger que de remettre les choses à leur place.

Jean-Marc Kalféche Le Quotidien de Paris

Mine de rien, à petites touches, il fait tomber une idole : celle de "de Gaulle l'Africain".

Mireille Duteil - Le Point

ARMAND COLIN

مكتبة الأمل

Afrique

KENYA

Guérilla de religion à Mombasa

MOMBASA
de notre envoyé spécial

Sur le toit du Banadir Café où il tient garçons, dans ce quartier du vieux Mombasa, Noor Mehta a installé un haut-parleur qui diffuse alentour, ce vendredi après-midi, une homélie sur cassette d'Abdullahi Kishiki, un prédicateur égyptien, bien connu, parait-il, pour ses incessantes déclarations de pouvoir au Caire. A l'intérieur, un portrait de l'imam Khameini et deux dessins satiriques de Ronald Reagan, « pour faire plaisir aux fidèles de la mosquée voisine qui vénèrent le premier et haïssent le second », explique-t-il sans conviction.

Président, depuis vingt ans, de la cellule locale de la KANU, le parti unique au pouvoir, Noor Mehta a passé six jours en prison au lendemain de manifestations musulmanes qui, dans ce port de l'océan Indien, ont tourné à l'émeute. « C'est une honte d'avoir été traité ainsi, je vais démissionner de mes fonctions », dit-il. Le vénérable imam Ahmed Bedawi, lui aussi, pour la première fois de sa vie, a passé une nuit au poste de police. Certes, un voyage à Téhéran en 1980 l'a convaincu que « tout ce qui est dit contre l'Iran est pure propagande ». Mais de là à le soupçonner de menées séditionnelles, il n'en voit pas la raison et s'en remet donc au « jugement d'Allah ».

Cette affaire avait commencé le 30 octobre par l'annulation à la dernière minute, « pour des raisons de sécurité publique », d'une réunion en plein air au cours de laquelle trois prédicateurs tanzaniens, comme ils l'avaient fait lors de trois précédents meetings, devaient se livrer à une étude comparative des livres saints pour en arriver à la conclusion que tout ce qui était écrit dans la Bible l'était aussi dans le Coran et que, par conséquent, l'islam, qui compte 7 % d'adeptes au Kenya, était le plus achevé des religions.

Furieuse de ce contretemps, la foule — en majorité des jeunes — s'empara de la rue, et les autorités locales firent donner la brigade anti-émeutes. Il y eut des blessés et

des arrestations. De nouvelles violences eurent lieu, le 6 novembre, lors de la traditionnelle procession organisée à l'occasion de la naissance du prophète. Le cycle de conférences fut annulé et les prédicateurs furent renvoyés dans leurs foyers. « On n'avait jamais vu ça ici depuis un siècle », commentent des habitants de Mombasa.

« Il n'y avait pas de quoi en faire un drame : ces prédicateurs ne cherchaient qu'à mettre au net les rapports entre religions grâce à leurs connaissances approfondies de tous les livres saints », assure un jeune musulman. « Sous couvert de « clarification », ces prédicateurs ont émaillé leurs homélies d'allusions perfides contre les chrétiens », rétorque un prêtre catholique. Pour attirer du monde, les organisateurs de ces réunions publiques n'ont-ils pas laissé courir la (fausse) rumeur que le vice d'une paroisse catholique de Mombasa, récemment converti à l'islam, assisterait au quatrème meeting...

« Bureaucratie chrétienne »

Les autorités locales crurent donc de leur devoir de prévenir d'éventuels affrontements entre chrétiens et musulmans. Pour compliquer le tout, Shariff Nassir, le patron de la KANU, surnommé le « petit Bokassa de Mombasa », jugea bon de profiter de ces échauffourées, au cours desquelles il avait été molesté, pour faire « coiffer » Said Hamed Said, son rival politique, plus populaire que lui parmi les disciples d'Allah.

A Mombasa — cinq cent mille habitants — ces disciples d'Allah sont un peu chez eux. L'islam ne s'y est pas implanté dès le septième siècle, dix siècles plus tôt que le christianisme ? Les musulmans — 80 % de la population — y disposent d'une certaine de mosquées et y animent une vingtaine d'organisations sociales. Ils s'alarment de constater que, notamment attirés par le développement du tourisme, des « étrangers », venus de l'intérieur du Kenya, ont envahi « leur » ville, qu'ils y ont

acheté des terrains, des propriétés, qu'ils y font du commerce, et que « ces étrangers-là » sont, hélas pour la plupart, des infidèles.

Quant au gouvernement central, parfois qualifié par eux de « bureaucratie chrétienne », les musulmans estiment qu'il défend mal leurs intérêts, que ce soit en matière d'éducation religieuse ou d'attribution de terres. Ne rassemblent-ils pas environ le cinquième de la population ? Or, dans ce pays qui ne compte qu'un seul ministre musulman, ce sont les chrétiens qui ont pignon sur rue et occupent le haut du pavé. « C'est un gouvernement pour les Africains, pas pour les Arabes », se plaint Noor Mehta.

L'intégrisme musulman n'a pas non plus épargné Mombasa. L'Iran et le Libye y ont leurs zéloteurs et leurs obligés, notamment parmi les jeunes générations. « Chaque année, ici, plusieurs milliers de personnes se convertissent à l'islam, le plus naturellement du monde, sans être gavés de pétrodollars, comme d'aucuns le prétendent », affirme un disciple d'Allah.

Sur la défensive, les chrétiens en viennent à dénoncer ce prosélytisme de mauvais aloi, ce confusionnisme religieux. « C'est le christianisme, pas l'islam, qui aujourd'hui, se répand comme un feu », lance un prêtre catholique qui semble ne pas trop s'inquiéter de l'avenir car c'est, à son avis, « une petite minorité », une poignée d'agitateurs qui essaient de jeter le trouble dans les esprits.

Il n'empêche que cette « petite minorité » a troublé la quiétude de Mombasa où tout le monde s'accorde à reconnaître que, depuis des générations, les différences communautaires religieuses ont vécu en parfaite intelligence. « Nous ne sommes pas des fanatiques », souligne un homme d'affaires, mais, aujourd'hui, ce qui se passe sous nos yeux ressemble à une guerre entre chrétiens et musulmans. La radio kényane le constate récemment : « Il y a un fanatisme grandissant au sein des Eglises. Les gens commencent à insister davantage sur ce qui les divise plutôt que sur ce qui les unit. »

JACQUES DE BARRIN.

Europe

ITALIE : les consultations de M. Gorla

Le nouveau gouvernement pourrait être rapidement formé

ROME
de notre correspondant

Comme prévu, M. Giovanni Gorla, démocrate-chrétien, va tenter de se succéder à lui-même. Le chef du gouvernement démissionnaire a reçu, le mardi 17 novembre, du président de la République, M. Francesco Cossiga, le mandat de former un nouveau cabinet de coalition qu'il souhaite constituer avec les cinq mêmes partis : démocrate chrétien, parti socialiste, républicain, social-démocrate et libéral. « Dans la situation où nous nous trouvons, le temps aussi est important », a déclaré le président du conseil pressenti qui, aussitôt, a entamé au Palazzo Chigi

(le Matignon italien) les consultations avec les forces politiques de la défunte coalition. Il a commencé ces entretiens avec les dirigeants du Parti libéral (2,2 % des voix) dont la défection pour des dissensions sur le projet de budget 1988 avait causé la chute, le 13 novembre, du premier gouvernement Gorla après tout juste 109 jours d'existence. Les libéraux semblent plutôt satisfaits des dernières propositions qui leur ont été faites, et une solution de la crise pourrait, en conséquence, en être facilitée.

L'épisode a cependant réveillé les appétits et les rivalités entre les partis. Les socialistes et les sociaux-démocrates (ces derniers représen-

tant à peine 3 % des voix) veulent ainsi que le prochain cabinet tire pleinement les conséquences des résultats des référendums sur la justice et le nucléaire, où une majorité de votants s'étaient prononcés pour l'arrêt du maigre programme de construction de centrales et l'instauration d'une responsabilité civile pour les magistrats. Les négociations sur le programme gouvernemental s'annoncent donc ardues, d'autant que la démocratie chrétienne reste partagée sur ces questions et qu'un des partis de la coalition, le PRI (Parti républicain, 3,7 % des voix) avait été le héraut de la campagne pour le « non ».

(Interim.)

POLOGNE : avant le référendum du 29 novembre

Le bureau politique rappelle les limites du « pluralisme socialiste »

Varsovie (AFP). — Le sixième plénum du comité central du POU (Parti ouvrier unifié polonais, le PC polonais), consacré aux réformes politiques que le pouvoir se propose de mettre en application en 1988, commencera ses travaux le 25 novembre, a annoncé, le mardi soir 17 novembre, la télévision nationale.

Le rapport du bureau politique, qui sera examiné par le plénum, a été publié mardi soir également. Ce texte approuve le renforcement du rôle des conseils municipaux — au détriment du pouvoir central — dans le fonctionnement des rouages politico-économiques du pays, et exprime l'accord du bureau politique pour une modification de la loi électorale — multiplication des candidatures — et pour une discussion sur la possibilité de création d'une deuxième Chambre à la Diète (Parlement).

Le bureau politique soutient les projets gouvernementaux de renforcer les cellules d'« autogestion socialiste » sur l'ensemble du territoire et se prononce pour la formation de « clubs de discussion » et d'associations diverses — notamment dans les milieux ouvriers et de la jeunesse — afin de favoriser l'établissement d'une vaste concertation nationale.

Toutefois, le bureau politique du POU rappelle les « limites » du « pluralisme socialiste » qui exclut

d'avance « toute entente » avec la direction du syndicat dissous Solidarnosc. Sans nommer le mouvement de Lech Walesa, le texte y fait cependant très clairement allusion, soulignant que cette « opposition antisocialiste » agit « contre les intérêts vitaux de la nation » et se cantonne dans « une politique de refus derrière laquelle se cache un souffle venant de l'étranger, aussi bien matériel que politique ».

En revanche, le bureau politique invite au « dialogue » tous les anciens militants de Solidarnosc qui ne se sont pas enfermés dans « le cercle d'une négation destructrice ».

Le bureau politique adresse aussi une mise en garde à peine voilée à la

hiérarchie et aux prêtres de l'Eglise catholique en Pologne, à qui il demande instamment de ne pas suivre la voie de la politisation.

Le bureau politique approuve, d'autre part, la création d'un « comité social des droits de l'homme », qui aura pour tâche de garantir les libertés des citoyens. Mais il se déclare en même temps pour le maintien de la censure en Pologne. Il rejette enfin — implicitement — le pluralisme syndical, estimant que le seul syndicat officiel, l'OPZZ, constitue « une représentation efficace des intérêts professionnels et sociaux de la classe ouvrière ».

**20 H R-V AU THEATRE
AVEC LA FEMME A
LA CRAVATE
NOIRE** SIGNÉ: modigliani

Petite et Géniale.

Psion Organiseur II La petite machine géniale

☑ C'est un répertoire électronique

Il permet de stocker adresses, numéros de téléphone, notes, prix, etc. Il les retrouve instantanément et facilement (tapez "Kovs" et il retrouvera Tchikovsky par exemple).

☑ C'est un agenda

Il enregistre les rendez-vous. Il s'allume automatiquement dès l'approche d'un rendez-vous en émettant un bip sonore et en affichant qui, quand et où. Très pratique pour ceux qui ont mille et une choses à faire dans la journée.

☑ C'est une horloge et un calendrier

Il affiche jour, mois, année, heure, minute, seconde. Il dispose de 8 alarmes qui peuvent être programmées pour sonner toutes les semaines, tous les jours ou toutes les heures. Avec lui, vous n'oubliez plus jamais rien.

☑ C'est une calculatrice

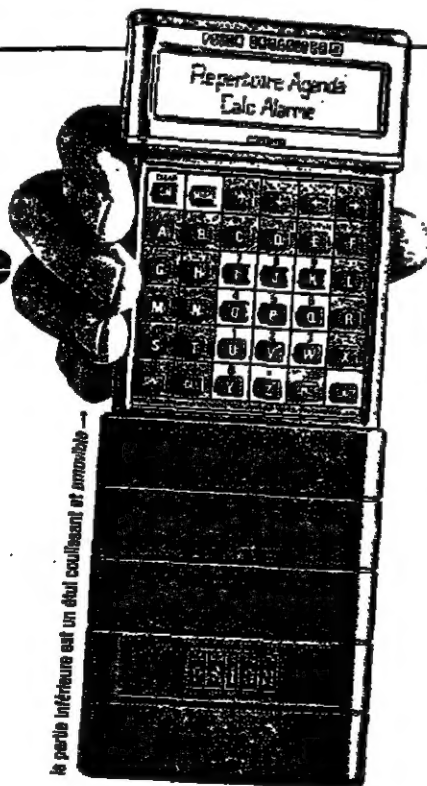
Précision à 12 chiffres. 10 mémoires. Fonctions financières et scientifiques. Vous pouvez même créer vos propres fonctions, pour gagner du temps.

☑ C'est programmable

Vous disposez d'un langage, type BASIC (if, do, goto, len, mid, etc., plus de 50 fonctions au total). Vous stockez vos programmes en mémoire centrale ou sur les mémoires amovibles optionnelles.

☑ C'est petit (mais c'est génial)

A l'aide de ses mémoires amovibles optionnelles, il peut stocker jusqu'à 5000 adresses par exemple. Et le tout tient dans la poche.



Offrez-vous un Organiseur II. Il ne coûte que 1174 F TTC (990 F HT), avec manuel en français et garanti un an. Il est en vente dans les FNAC, les NAS, la Règle à Calcul et dans d'autres magasins. Pour le nom de votre point de vente le plus proche, appelez Aware au 45.23.21.12 (10 lignes groupées).

Aware

21 rue Le Peletier 75009 Paris

*Prix généralement conseillé. Aware est une marque déposée.

ADP

LE MEILLEUR JOUR POUR ALLER A DOUALA, C'EST MARDI, MERCREDI OU VENDREDI.

Et la meilleure heure pour aller à Douala c'est 11 h 20 le mardi, 22 h 15 le mercredi et 23 h 59 le vendredi. Si après cela, vous allez à Douala sans y aller avec UTA, c'est vraiment que vous êtes dans un mauvais jour.

UTA

C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA.

Dayle Davis Bernbach

Politique

Après les déclarations de M. François Mitterrand

Les protestations des responsables de la majorité ne masquent pas leur embarras

Pas question d'obéir aux injonctions du président de la République, mais en l'espèce il est prudent d'attendre. Ainsi peut se résumer l'attitude des dirigeants de la majorité après le souhait émis par M. François Mitterrand de voir adopter une loi sur le contrôle du financement des partis politiques avant l'élection présidentielle. Les socialistes de leur côté sont bien décidés à enfoncer le clou planté par le chef de l'Etat.

« Nous n'avons pas à obéir à des injonctions, fussent-elles du président de la République », M. Rossinot. « Nous n'avons pas à obtempérer aux ordres du président de la République », M. Jean-Claude Gaudin. « Le président de la République n'a pas d'ordre à donner au Parlement », M. Pierre Messmer. Sur la forme, la réaction est unanime. Seule fausse note, celle de M. Philippe Vasseur, porte-parole du PR et auteur d'une proposition de loi sur le financement des partis politiques : « nous disons depuis des semaines qu'il pleut ; ce n'est pas parce que le président de la République fait à son tour la même constatation qu'il ne pleut plus ».

Réactions vives, donc, à la façon dont M. Mitterrand « a renvoyé en touche », pour reprendre l'expression de M. Gaudin, le ballon qui lui avait été expédié dans l'affaire Luchaire. « Les socialistes n'ont pas de leçon de morale à nous donner », affirme le président du groupe UDF. « Je trouve suspect que le président de la République ressorte ce dossier au moment où il s'agit de laver les socialistes d'accusations graves portées contre eux à tort ou à raison », ajoute le président du groupe RPR, après la réunion de celui-ci, avant de se déclarer « stupéfait que M. Mitterrand demande au gouvernement et à sa majorité de faire en six semaines ce que les socialistes n'ont pas fait en cinq ans de pouvoir absolu ».

« Nous avons eu tort », reconnaît M. Pierre Joxe. Pour expliquer leur attitude d'ailleurs, le président du groupe PS affirme que les socialistes avaient voulu rechercher un « consensus » sur ce dossier et que M. Louis Mermaz, alors président de l'Assemblée nationale, avait ten-

ter de le faire aboutir par des contacts avec les autres groupes en même temps qu'il cherchait à réformer le règlement de l'Assemblée. Mais cela s'est fait dans la plus grande discrétion. Sur ce point, au moins, M. Messmer ne peut donner tort aux socialistes, puisque lui aussi explique : « Si nous voulons aboutir à un projet, il faut qu'il rencontre un vaste consensus qui dépasse les limites de la majorité quelle qu'elle soit ».

Foin des pudeurs passées. M. Joxe est bien décidé maintenant à pousser

arrivons pas, c'est parce que, une fois encore, le RPR s'opposera à une telle législation ».

Le RPR et le PCF d'accord

Effectivement, si M. Messmer se dit favorable à « une moralisation des acteurs de la vie politique » par une limitation des dépenses électorales et par la publication des patrimonies des hommes politiques, il est

tielle puissent faire des propositions précises.

M. Messmer envisage même la possibilité que cela aille plus vite : le Parlement pourra débattre de ce sujet « quand nous serons prêts, au moment que nous aurons choisi, car, pour faire un travail sérieux, il faut du temps. Il n'est pas impossible qu'en continuant à notre rythme nous soyons éventuellement prêts avant l'élection présidentielle ». M. Rossinot ne dit pas autre chose : « Le Parlement doit se saisir de ce dossier de fond, passionnant et difficile ».

Attendre et voir paraît donc être la ligne de conduite de la majorité. Mardi, en tout cas, elle s'est donnée le moyen de patienter. Lors de la conférence des présidents de l'Assemblée nationale, elle a bien refusé l'inscription à l'ordre du jour, demandée par M. Joxe, de la proposition de M. Vasseur. Mais elle n'a pas fermé définitivement la porte. Le ministre des relations avec le Parlement a expliqué que le gouvernement souhaite « un travail de réflexion et de synthèse au fond par les commissions des lois des deux Chambres » des différentes propositions déjà déposées. Au Palais-Bourbon, le président de la commission concernée, M. Pierre Mazeaud, député RPR de la Haute-Savoie, s'est immédiatement déclaré prêt à effectuer ce travail.

Un rapporteur, comme le règlement le prévoit, a déjà été désigné pour chacune des sept propositions déjà déposées à l'Assemblée depuis le début de la législature, en général un ami du signataire, comme le veut la coutume. Mais tant que ces textes ne sont pas inscrits à l'ordre du jour de la séance publique, ces désignations sont de pure forme. M. Mazeaud se propose donc de faire la synthèse. Mais à quelle allure ? Il verra, selon sa charge de travail. Et surtout selon la décision que prendra finalement M. Jacques Chirac. « Un parlementaire se déshonore en obéissant aux ordres du pouvoir exécutif », a affirmé, en visant le chef de l'Etat, M. Messmer, apparemment amusé : n'est-il pas été « baron » au temps des « godillots » ?

THIERRY BRÉMER.

Le reptile du Palais-Bourbon

C'est un reptile bien connu des zoologistes du Palais-Bourbon. Ils l'appellent le « serpent-de-mer-de-la-réforme-du-financement-des-partis-politiques ». La bête familière est venue faire « coucou », le mardi 17 novembre, à ses admirateurs. A l'Assemblée, tout le monde l'aime bien. Tout le monde, sauf M. Claude Labbé (RPR, Haute-Saône) : « La réforme ? Ce serait un monument d'hypocrisie ; cela ne fonctionnerait dans aucun pays du monde. Et par qui voulez-vous faire contrôler les dépenses ? Par des magistrats ? Regardez la CNCL, l'ET écoutez ce que l'on dit des magistrats ! ».

Sur ce point précis de la haute estime en laquelle sont tenus les juges, M^{me} Edith Cresson (PS, Vienne) partage l'opinion de son collègue : « Des magistrats, bien sûr, c'est ce qui vient à l'esprit quand on pense à des gens intègres ; et je ne souris pas en disant cela (large sourire). Mais moi, je mettrai certainement des commissaires aux comptes, qui sauront compter, et qui pourront dire qu'un meeting dans le Var, avec des lasers et une grande roue, cela coûte tant de briques ».

A l'image de M^{me} Cresson, tout le monde y va de sa caresse sur la tête du serpent. Les plus enthousiastes, bien sûr, sont les socialistes : « La débâcle d'effiches à laquelle donnent lieu les campagnes est excessive et indécente », s'indigne M^{me} Yvette Roudy (PS, Calvados).

Certains députés UDF ne sont pas en reste, tel M. Philippe Vasseur (PR, Pas-de-Calais), grand serpentophile devant l'éternel, immortel auteur d'une proposition de loi sur le sujet : « Depuis des années, je propose cette réforme. Ce n'est pas parce que le président vient sur nos positions que je vais me mettre à être contre lui ».

Pour attester de sa bonne foi, M. Vasseur exhibe même de son attaché-casse la copie d'une lettre à M. Georges Sarre (PS, Paris), père d'une proposition de loi cousine : « Je lui ai écrit pour que

nous joignons nos efforts. Pas de réponse. Cela doit être le courrier qui marche mal ; j'en parlerai à Longuet... Et rien dans les poches, M. Vasseur ? « Si, si, regardez les finances du PR », réplique le député en sortant de la monnaie de son portefeuille. « Et il y a beaucoup de pièces jaunes », renchérit une collaboratrice.

La loi de la charbonnière

Quant aux centristes, bien sûr, ils n'ont rien contre, mais de loin. M. Pierre Médisseigne, ministre de l'équipement, est aussi partisan d'examiner soigneusement les exemples étrangers et... de créer une commission. Il suffisait d'y penser !

Sur un sujet touchant à l'honneur et à la morale, M. Jean-Marie Le Pen, évidemment, ne saurait être en reste. Si la loi l'édifie, il rendra public son patrimoine jusqu'au dernier maronnier du parc de Montreuil. Mais, suggère-t-il, « pourquoi ne pas étendre cette obligation aux directeurs de journaux, aux grands patrons, aux présidents de mutuelles ? ».

Quant à son lieutenant, Jean-Claude Martinez (FN, Hérault), à se surpasser : « Pourquoi légiférer là-dessus ? Que chacun se démerde ! » En revanche, il brûle de réglementer « le statut de la presse, l'embauche des journalistes, l'existence de ce pouvoir sauvage, qui n'est absolument soumis à aucun contrôle ».

Mais, dans la majorité, même les plus enthousiastes trouvent que l'initiative présidentielle arrive un peu tard. « Cela doit être une sorte d'ordonnance, propose M. Jacques Godfrain (RPR, Aveyron). J'ai relu ces cent dix premières de 1981 : je n'ai pas trouvé trace de financement des partis ».

Ah, n'est-ce pas déjà trop tard ? « Si le président l'a proposé, c'est que cela doit être possible », réplique M^{me} Yvette Roudy, avec le fol... de la charbonnière.

D. SCHNEIDERMAN.



les feux. « Nous avons été offensés, diffusés ; le seul moyen d'en sortir, c'est qu'il y ait un texte sur le financement des partis et qu'il soit discuté publiquement afin que chacun prenne ses responsabilités ».

Pour l'obtenir, il espère profiter des divisions de la majorité : il a fait ses comptes. « Il suffit que soixante-cinq députés de l'UDF nous rejoignent. S'il le faut nous demanderons un vote sur l'ordre du jour. S'il le faut, même, nous recueillerons des signatures pour voter, conformément à la Constitution, qu'une majorité de députés demandent la convocation du Parlement en session extraordinaire. Plus personne ne doit pouvoir renvoyer à plus tard l'application de ses bonnes intentions. Si nous n'y

coopérons un financement des partis par le produit de l'impôt, ne serait-ce que parce que cela implique un contrôle par l'Etat des finances des partis. Le PC partage cette opinion. Son bureau politique, réuni le mardi 17 novembre, a, en effet, demandé à son groupe de déposer des propositions de loi sur la « moralisation », mais confirme son opposition à un financement public des partis qui « serait absolument contraire » à leur indépendance.

Faut-il alors ne rien faire ? Nul dans la majorité n'ose le proposer. Si M. Gaudin ne veut pas « agir dans la précipitation », il souhaite que les nombreuses propositions déposées soient examinées par la commission des lois « dans le calme et la sérénité », afin que, le dossier mis à plat, les candidats à l'élection présiden-

**SINGAPOUR!
SINGAPOUR!
SINGAPOUR!
CHAQUE SEMAINE
NOUS RÉPÉTONS
TROIS FOIS
LA MÊME CHOSE.**

En 747 Big Boss et plus précisément tous les mercredis à 20h20, tous les vendredis à 18h20 et tous les dimanches à 22h10. Singapour, c'est toujours plus facile d'y aller avec UTA. Doit-on vous le rappeler?

UTA

C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA.

BIBLIOGRAPHIE

Aux Etats-Unis

Obsédés par l'argent

Voilà un ouvrage qui arrive à point nommé. Dans le Coup de poing américain, Sophie Huot, journaliste au Figaro, décrit en effet « trente-cinq ans de publicité politique aux Etats-Unis ».

A travers les neuf campagnes électorales présidentielles qui s'y sont déroulées depuis 1952, elle souligne en effet le rôle grandissant que la publicité y a joué. De multiples anecdotes illustrent cette enquête, qui montre à la fois la complexité et la variété des sources de financement et l'ampleur des moyens ainsi mobilisés.

L'auteur affirme par exemple : « Obsédés par le besoin d'argent, le Parti républicain et le Parti démocrate ont créé, en 1984, des structures financières « attrape-tout » pour préparer les prochaines échéances. Malgré la réglementation des ressources et le plafonnement des dépenses imposés par la loi, les Américains reconnaissent l'existence de soft money — l'équivalent en français des caisses noires — dont l'évaluation, pour la campagne présidentielle de 1984, a varié entre 15 et 40 millions de dollars en plus des ressources déclarées et vérifiables. Au total, selon l'auteur, le coût d'une campagne pour un siège de sénateur s'est multiplié par six en dix ans, pour atteindre 120 millions de dollars (soit plus de 600 millions de francs).

Pour les présidentielles, le financement sur fonds publics est en principe total. Chaque candidat a ainsi touché en 1984 20 millions de dollars. Un pactole pourtant insuffisant.

A. P.

★ Le Coup de poing américain, par Sophie Huot. Editions Claude Lattès. 252 pages, 110 francs.

Selon un sondage de la SOFRES

L'affaire Luchaire n'a pas modifié les intentions de vote pour 1988

Réalisé une semaine après le début de l'affaire Luchaire, un sondage d'intentions de vote pour l'élection présidentielle effectué par la SOFRES (1), indique que les Français n'ont pas modifié leur comportement électoral. Les résultats de ce sondage sont conformes, pour l'essentiel, à ceux d'enquêtes précédentes, réalisées avant l'affaire.

Publié le mercredi 18 novembre, dans un groupe de journaux de province (2), le sondage de la SOFRES montre que si les candidats de droite et d'extrême droite sont majoritaires au premier tour, les représentants de la gauche l'emportent dans trois hypothèses sur quatre au second tour. MM. Raymond Barre, Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen recueillent 52,5 % des suffrages lors que M. François Mitterrand est candidat, et 59,5 % si M. Michel Rocard porte les couleurs socialistes.

Mais, au second tour, le président de la République est réélu, face au premier ministre avec 56 % des suffrages, et face à M. Barre, avec 52 % des voix. Si M. Rocard sort vainqueur du duel l'opposant à M. Chirac avec 51 % des suffrages,

il est battu par M. Barre qui obtient 54 % des voix.

L'examen des reports de suffrages du premier au second tour montre, qu'opposé à M. Mitterrand, M. Chirac ne recueille que 68 % des voix des électeurs qui se sont prononcés pour M. Barre au premier tour, et 55 % des voix de M. Le Pen. 61 % des électeurs de ce dernier et 75 % de ceux du premier ministre sont prêts à accorder leurs suffrages à M. Barre, lorsqu'il est opposé au chef de l'Etat.

A gauche, M. Mitterrand recueille les suffrages de 71 % d'électeurs communistes, mais 65 % seulement accordent leur soutien à M. Rocard au second tour. En l'absence de leur chef de file, 37 % des électeurs du Front national voteront en faveur de M. Barre, 29 % apporteraient leurs suffrages à M. Chirac et 13 % au président de la République.

(1) Sondage effectué du 7 au 12 novembre, auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.
(2) Les Dernières Nouvelles d'Alsace, la Dépêche du Midi, Le Provençal et la Nouvelle République du Centre-Ouest.

LA MARTINIQUE EN CONCORDE, NOËL AU MÉRIDIEN.

Départ le 21 décembre. Voyage aller en Boeing 747 Air France, 9 jours/7 nuits avec petits déjeuners au Méridien Trois Bets, voyage retour à bord du Concorde le 28 décembre.

Centre d'Informations Jet Tours.

Paris : 47.05.01.05

Lille : 20.06.52.52

Marseille : 91.22.19.19

Lyon : 76.42.60.77

Monaco : 89.66.20.02

Nice : 93.80.88.66

Toutes agences Air France et agréées.

9 JOURS AU MERIDIEN : 18500F.
Jet tours
REVE PROMIS, REVE TENU!

Politique

sur le financement des partis politiques

La colère de M. Chirac

M. Jacques Chirac et ses amis du RPR sont dans une situation déplaisante. Officiellement, la majorité est tout entière soudée pour crier à l'escamoteur après la contre-attaque du président de la République, qui, pour se dégager du mauvais pas où l'a placé l'affaire Luchaire, a mis le gouvernement au défi de faire voter en janvier une réglementation des finances des partis politiques ; mais cette unanimité est de pure forme.

Après tout, depuis bientôt dix ans, l'obstacle à tout projet de clarification des ressources des partis s'appelle le RPR. A l'UDF, on ne voit pas pourquoi on oublierait, ni pour quelle raison on aiderait l'allié-rival à se dédramatiser d'un passé marqué par une évidente mauvaise volonté. La proposition de M. François Mitterrand a été accueillie avec empressement par M. Philippe Vasseur, porte-parole du Parti républicain, qui y a reconnu ses propres idées, puis avec faveur par les centristes, apôtres de toujours d'une moralité publique, dont M. Raymond Barre s'est fait le champion.

Le premier ministre et ses partisans, d'ailleurs partagés, se sont retrouvés un peu seuls. Cet inconvénient s'est traduit dans les propos tenus, le mardi 17 novembre, lors du déjeuner hebdomadaire des responsables de la majorité, par un M. Chirac de mauvaise humeur, selon les uns, « remonté », selon d'autres. Le chef du gouvernement, qui avait annulé sa participation à la réunion du bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale, en fin de matinée, afin de garder ses

réflexions pour lui, a vivement dénoncé la manœuvre par laquelle M. Mitterrand avait tenté de se tirer d'affaire. Selon M. Chirac, l'attention soudain portée par le chef de l'Etat aux mœurs financières des partis politiques était purement tactique.

La mise en cause implicite des partis de la majorité, qui avaient pu bénéficier plus longtemps que les autres, dans ce domaine, des avantages du pouvoir, devait être contrée, ajoutait le premier ministre, en observant que le PS, dans l'opposition, n'avait pas manqué de mettre en place des circuits de financement efficaces. En tout cas, une chose est sûre à 100 %, a souligné M. Chirac, c'est que « nous [la droite] n'avons pas vendu d'armes à l'Iran », sous-entendu, depuis mars 1986.

Tout cela est bel et bon, mais que faire face à l'initiative du président de la République ? Ne pas s'affoler, voir venir : c'est la position, par exemple, de M. Charles Pasqua, celle, aussi, de M. Jean-Claude Gaudin, qui estiment, l'un comme l'autre, qu'on ne peut pas légiférer en pareille matière en quelques jours. M. Gaudin suggère que M. Pierre Mazeaud, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, qui a déjà commencé un inventaire des propositions existantes, soit officiellement nommé rapporteur et s'attelle à la compilation de ces textes, à des auditions, etc. S'il paraît opportun, en janvier, d'engager l'examen et le vote d'une loi, le gouvernement pourra en prendre alors, lui-même, l'initiative et demander au chef de

l'Etat de convoquer le Parlement en session extraordinaire, comme M. Mitterrand s'est engagé à le faire.

Se méfier de son rival

Le premier ministre aimerait certainement pouvoir circonvenir, ainsi, la contre-offensive du président de la République à une simple habileté, qui pourrait être vite oubliée, enterrée, comme il se doit, par une commission. Il n'est pas sûr que ses alliés lui en laissent le loisir. Sentant venir le danger, M. Jacques Toubon avait proposé, il y a trois semaines, lors d'un déjeuner des responsables de la majorité, que le RPR et l'UDF proposent conjointement la réunion des partis représentés à l'Assemblée nationale afin qu'ils se concertent sur le problème de leur financement et de sa transparence. M. Gaudin avait objecté, alors, qu'une telle concertation devait se faire dans le cadre du Parlement et de ses procédures. On n'en avait plus parlé. L'idée revient puisque M. Chirac pourrait recevoir en consultation, à Matignon, les chefs de partis.

M. Alain Juppé, lui aussi inquiet des dommages que cette question du financement, habilement maniée par les socialistes et par les barristes, pourrait causer au RPR et à son candidat, était

M. Messmer met en cause le chef de l'Etat

A l'issue de la réunion du groupe RPR de l'Assemblée nationale, le mardi 17 novembre, M. Pierre Messmer s'est montré particulièrement sévère envers les déclarations de M. Mitterrand relatives à l'affaire Luchaire. Le président du groupe RPR a affirmé : « Pas un seul député n'a trouvé ses explications satisfaisantes. Pendant trente-deux minutes, le président a exposé ses états d'âme et ses scrupules moraux et expliqué qu'il n'était pas informé. Il est ainsi clair que, bien qu'étant chef des armées, il n'a été sur les affaires militaires — le Rainbow Warrior, l'affaire Luchaire — ni informé ni averti. Cela est très grave. Il n'a pas non plus recherché avec beaucoup d'énergie à savoir si ses ordres avaient été exécutés ni quels étaient les responsables de ces déboissances. »

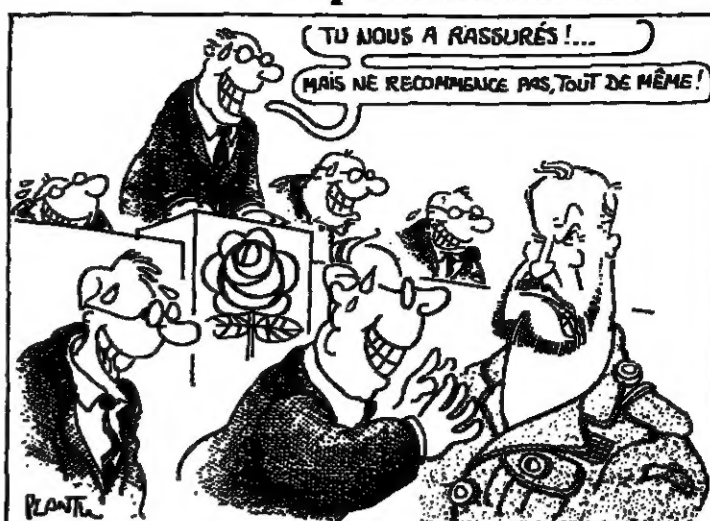
M. Messmer a également insisté sur le lien à établir entre l'affaire des ventes d'armes et la proposition du chef de l'Etat concernant le financement des partis politiques dans laquelle il voit tout à la fois une « opération de diversion », et un « piège » dû à une « illumination soudaine et suspecte » de M. Mitterrand.

« Le talent du prestidigitateur »

Ce thème est repris par M. Alain Peyrefitte, député RPR de Seine-et-Marne, qui salue dans le *Figaro* de mercredi « le talent du prestidigitateur » et l'accuse « d'esquiver le vrai problème », ajoutant : « Pour l'affaire Luchaire comme pour l'affaire Greenpeace, M. Mitterrand est pris dans la tenaille d'un dilemme. Ou bien il savait et il ne dit pas la vérité, ce qui est troublant pour un professeur de morale. Ou bien il ne savait pas et il a failli à sa tâche. [Car] un président de la Ve République n'est pas un roi faignant. C'est un vrai chef d'Etat et des armées ». La plupart des députés RPR avaient fait lors de la réunion de leur groupe des réflexions semblables.

● **POLYNÉSIE** : le maire de Papeete à l'Elysée. — Le maire de Papeete, M. Jean Juvenin (div. g.), ancien député, a été reçu le mardi 17 novembre, à l'Elysée, par M. François Mitterrand avec lequel il s'est entretenu de la situation en Polynésie française. « La grève des dockers n'a été qu'un détonateur, a-t-il notamment déclaré au terme de cette entrevue. Les Polynésiens vivent mal, les jours n'ont pas de travail, les grandes communes manquent de logements et il y a un réveil du racisme ». M. Juvenin a également regretté la présence en Polynésie de ceux qu'il a appelés des « aventuriers » venus de métropole et de Nouvelle-Calédonie « pour prendre la place des petits Polynésiens ». Il a souligné que le président de la République était très préoccupé par la situation dans les territoires du Pacifique : « Je pense, a-t-il dit le maire de Papeete, qu'il ne faut pas que ce qui s'est passé en Nouvelle-Calédonie se répète en Polynésie ».

M. Charles Hernu se défend devant les députés socialistes



Les députés socialistes sont de grands sentimentaux ! Ils avaient été heurtés que pas une fois depuis le débat de l'affaire Luchaire M. Charles Hernu ne vienne en parler avec eux. L'ancien ministre de la défense s'est fait pardonner en s'exprimant longuement, le mardi 17 novembre lors de la réunion hebdomadaire du groupe, d'un ton tout à la fois ému et ferme. Il a même justifié ses absences des semaines précédentes, en expliquant qu'il avait voulu attendre que M. François Mitterrand se soit exprimé avant de le faire à son tour.

Sur le fond de l'affaire, M. Hernu n'a, d'après M. Pierre Joxe, rien appris aux élus du PS. Il a quand même expliqué que, dans le cas de Greenpeace, il avait effectivement couvert des militaires. Mais pour les ventes d'armes à l'Iran, il n'avait

jamais donné d'ordre, ni même converti de son autorité une telle action. « Je n'ai rien à me reprocher, a-t-il ajouté, on a mis en cause mon honneur, cela est ignoble. »

Devant des députés très attentifs, et sensibles à ses propos, M. Hernu a aussi remercié ceux qui « avaient toujours eu confiance » en lui. « Dont moi », a précisé M. Joxe, qui a ajouté que, si des socialistes avaient pu être troublés par les accusations portées contre l'ancien ministre, la suite de l'affaire leur montrerait qu'ils ne devaient pas se laisser impressionner par les attaques dont ils sont l'objet. Aussi la fin de l'intervention de M. Hernu a été vivement applaudie. M. Roland Dumas expliquant pour sa part qu'il était « très offensé » et « très convaincu ».

Le ministère de la défense

doute des informations sur des livraisons d'armes par des Transall à l'Iran. — L'information selon laquelle des avions Transall de l'armée de l'air française auraient transporté des armes en Iran, entre 1982 et 1986, est mise en doute par le ministère de la défense. Cette information, publiée par *Lyon-figaro*, émanait d'un ancien militaire qui assurait avoir lui-même participé aux opérations de chargement sur la base de Strasbourg (le *Monde* du 18 novembre). Au ministère de la défense, on indique que ces « révélations » sont contredites par les éléments actuellement réunis sur les mouvements d'avions, à l'époque, du Commandement du transport aérien militaire (COTAM) et de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), les deux seuls utilisateurs, en France, d'appareils Transall.

24 H LA CONVERSATION AVENUE MONTAIGNE

SIGNE: Henri-Matise

CLASSE GALAXY UTA: AUJOURD'HUI LES HOMMES D'AFFAIRES PEUVENT ENFIN VOYAGER DANS L'ESPACE.

Vers l'Afrique, le Sud-Est Asiatique, le Pacifique ou les USA, en DC 10 ou en 747 Big Boss, choisissez l'espace luxueux de la Classe Affaires Galaxy, vous comprendrez pourquoi c'est toujours mieux d'y aller avec UTA.



Doyle Dane Benbach

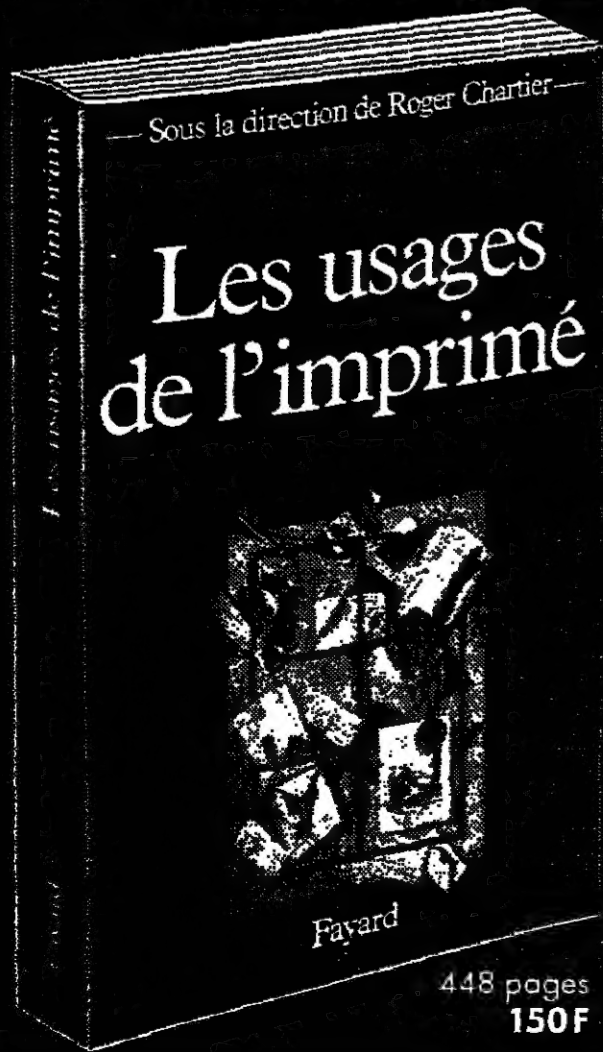
C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA.

L'HISTOIRE chez Fayard

Voyage dans l'univers de l'imprimé.

Un travail passionnant, exemplaire des méthodes et des orientations prises aujourd'hui dans l'Ecole de la Nouvelle histoire.

François Ewald - Le Magazine littéraire



448 pages 150F

Politique

Le débat interne au Parti républicain

Léotardiens et giscardiens s'affrontent sous l'œil des barristes

M. François Léotard éprouve décidément bien des difficultés à ramener le calme dans les rangs du Parti républicain. Malgré ses déclarations volontaristes pour montrer que « le PR se veut rassembler autour de son secrétaire général » et que ces accès de fièvre ne sont, en fait, que les symptômes normaux d'une « crise de croissance trop brutale », malgré les propos de M. Madelin assurant « qu'il n'y a pas d'état d'âme » dans ce parti, l'épreuve de force continue entre M. Léotard et les giscardiens.

Le bureau politique qui s'est tenu dans la matinée du mardi 17 novembre, et qui fut exceptionnellement long, devait permettre, selon M. Madelin, « d'enterrer la hache de guerre et de fumer la cigarette de la paix ». Chacun, en réalité, est plutôt resté sous son tipi, et M. Madelin s'est même brûlé les doigts. Vouloir mettre au vote, au terme de cette réunion, une déclaration de soutien à M. Léotard, M. Madelin a dû faire machine en arrière devant l'opposition conjuguée de MM. Hervé de Charette et Raymond Marcellin, qui n'apprécient pas que cette initiative ait été prise si tôt que M. Michel d'Ornano eut tourné le dos.

Chacun campe donc sur ses positions. Une fois de plus, M. Léotard a tenté de convaincre tout le monde qu'il n'avait aucune mauvaise inten-

tion à l'égard de M. Valéry Giscard d'Estaing, que tout le parti « avait besoin de sa personnalité et de son talent », mais qu'il était néanmoins entendu que lui-même et ses amis « continueraient à dire ce qu'il avait à dire à l'abri de toute intervention extérieure ». Les giscardiens se sont montrés peu convaincus par ce raisonnement : « N'entrez pas trop vite Giscard », a averti M. d'Ornano. Des hommes d'Etat, il y en a peu dans notre pays et ils resurgissent toujours.

Le rôle de M. Madelin

Giscardiens et barristes se sont trouvés d'accord pour demander que l'on s'occupe de l'élection présidentielle. M. Charles Millon a ainsi jugé singulier que M. Léotard veuille entamer les négociations pour les élections législatives avant même d'avoir clairement défini l'attitude de son parti dans la campagne présidentielle.

La discussion a été aussi particulièrement tendue entre M. Léotard et le président des jeunes giscardiens, M. Richard Marchand. L'accueil fait dimanche dernier à M. Gérard Longuet par ces jeunes a laissé des traces. Pour autant, M. Marchand n'a pas eu les éclaircissements qu'il attendait obtenir sur le projet de constitution d'un mouvement de jeunes au sein même du PR, c'est-à-dire en concurrence directe avec celui qu'il préside. Un tel projet existe, ébauché lors de la

rencontre organisée le 28 mars dernier entre les ministres libéraux et les jeunes à Paris, et confirmé lors de la dernière réunion des secrétaires fédéraux du 15 octobre.

M. Giscard d'Estaing, mis à part quelques mots de soutien à M. d'Ornano à TF1 au cours de son « Sept sur sept » du 1 novembre, s'est encore peu exprimé publiquement sur cette affaire. Son entourage se contente d'expliquer « qu'il regarde d'un œil sympathique l'action de ses amis ». Mercredi, l'ancien président de la République devait participer à un dîner offert au Sénat à l'occasion du vingtième anniversaire des républicains indépendants. M. Léotard sera aussi présent. Le lendemain, M. Giscard d'Estaing doit présider un déjeuner organisé par M. Marcellin et d'autres parlementaires RI. Il serait surprenant qu'il ne saisisse pas l'une ou l'autre occasion pour donner son avis sur cette affaire qui commence à inquiéter les autres parlementaires de la majorité.

A quelques semaines du ralliement officiel de M. Léotard à leur cause, les barristes ne voudraient pas que le secrétaire général du PR leur arrive trop affaibli. A Matignon, on semble également s'inquiéter de ces secousses giscardiennes. M. Chirac a longuement parlé mardi M. Madelin lequel paraît vouloir profiter de toutes ces vicissitudes pour se poser en grand réconciliateur. M. Madelin a aussi insisté sur son agenda une rencontre vendredi avec M. Giscard d'Estaing.

DANIEL CARTON.

La campagne du PCF

Les chercheurs de l'université d'Orsay passent le candidat Lajoinie aux rayons X

Accélérateur de particules, rayons X et astrophysique spatiale : savant en herbe d'un matin, M. André Lajoinie a pris, le mardi 17 novembre, une leçon de choses avec un réel plaisir et un intérêt non feint. Le candidat du PCF à l'élection présidentielle est allé à la rencontre des « travailleurs intellectuels » sur leurs lieux de machines, en l'occurrence les chercheurs de l'université d'Orsay (Essonne).

Chaperonné par le mathématicien du comité central du parti, M. Jean-Pierre Kahane (qu'on dit partant de cette instance), M. Lajoinie s'est familiarisé avec la fixation de l'azote par des cellules végétales, l'utilisation du laser dans les relevés topographiques et la nécessaire formation de spécialistes français, réclamée par les universitaires, pour les programmes Hermès et Ariane. 5. L'élève Lajoinie s'est montré appliqué.

Puis il est passé aux travaux pratiques en animant, pendant près de deux heures, un débat dans une salle « remplie comme on ne l'avait pas vu depuis quinze ans », confiait un homme du lieu et du parti. Tout qu'Orsay-faculté compte de cellules grises et communistes avait fait le déplacement. « Pour le redressement du PC apportons-lui notre soutien, et les moyens financiers », annonçait l'affiche d'invitation à l'entrée de la salle de cours.

Après que le professeur Kahane eut invité les rares étudiants, il s'est installé aux premiers rangs — car « si vous restez tous au fond, les photographes ne pourront pas travailler ». — M. Lajoinie a fait un rapide exposé,

mélange de ses impressions universitaires matinales et de son moment politique élyséen. « On nous avait dit qu'il fallait aller vers les 80 % de bacheliers, a-t-il remarqué, nous en sommes à des années-lumières. »

Le « rétrécissement absolu »

D'embûche un jeune communiste, tout frais de cette année, qui pensait avoir face à lui son « futur secrétaire général » a arraché le candidat à son espace sidéral. Il s'est étonné que certains camarades de sa section de Palaiseau aient dénoncé « le coup politicien » des démissionnaires de Haute-Vienne. Il s'est graté la tête quand il a vu, à propos du PCF et de l'élection présidentielle : « Même en étant moins fort, il serait plus fort ! » Sur le premier point, M. Lajoinie a répondu que « tout ce qui se dit n'est pas forcément juste. Ceux qui ont des désaccords peuvent les faire valoir, mais le vote tranche ». Sur l'évidence du second, il s'est montré très sceptique. « Je ne partage pas ce point de vue. Cette thèse peut entraîner très loin, a-t-il dit, jusqu'au rétrécissement absolu. »

Le président du groupe communiste de l'Assemblée a marqué sa volonté de « poursuivre la bataille contre la sélection par l'argent » à l'université. Il a dénoncé les atteintes à la démocratie qui, selon lui, est en recul. Il s'est prononcé pour l'annulation de la dette du tiers-monde, qui pourrait bénéficier de « la réduction immédiate de 40 milliards de francs du budget militaire » proposée par le PCF.

Mis en cause par l'inévitable militant trotskiste de Lutze ouvrière qui ne se laisse jamais d'apporter la contradiction à un dirigeant du PCF, M. Lajoinie a, une fois encore, été obligé de s'expliquer sur la présence de quatre ministres communistes dans les gouvernements socialistes de 1981 à 1984. Fier que les communistes, en 1954, aient été au centre de l'opération de captage de l'armée européenne (CED), M. Lajoinie s'est montré persuadé que « les usines fabriquant des avions de guerre peuvent très facilement construire des avions civils de grande qualité ».

Constatant que « des pays comme la Suède ou l'Autriche qui ne sont pas membres de la CEE ne s'en portent pas plus mal », il a clamé son « refus de voir la France soumise à des décisions auxquelles elle n'aurait pas participé » dans le cadre de l'application de l'Acte unique européen qui « n'est pas fatal ». Quant au « Conseil constitutionnel qui se permet de revenir sur des lois votées par le Parlement », il demande sa suppression pure et simple.

M. Lajoinie « ne compte pas sur les petites phrases de M. Mitterrand pour enrayer l'action du gouvernement » car « ce qui est essentiel, c'est l'action des gens dans les entreprises, les bureaux et les universités ».

A la demande de M. Kahane, qui s'est félicité de voir le candidat « passer aussi bien chez les chercheurs qu'à la télévision », les quelques deux cents personnes présentes ont applaudi le professeur Lajoinie. OLIVIER BIFFAUD.

BIBLIOGRAPHIE

« A mots découverts », de François Léotard

Une seule ambition : l'Elysée

Ce n'est peut-être pas un vrai livre, mais c'est un livre vrai. Une longue conversation avec trois amis au coin du feu de la vérité, devant une cheminée où brûleraient en fumée les bûches de la langue de bois et des petits calculs. Un témoignage bâti de mots simples, banals, mais qui passionne, surprend, et qui reste.

Léo raconte Léotard, comme un nageur qui, soudainement libéré du scaphandre étroit de son entourage, éprouverait l'indispensable besoin de venir respirer à pleins poumons sur la grève. François Léotard, pour la première fois, se donne à cœur ouvert, remonte pour le lecteur le chemin escarpé d'une jeunesse tourmentée, partage devant lui et sans habillage ses déceptions et ses ambitions : cela donne un autoportrait saisissant. Au risque de surprendre sous ceux qui l'avaient rangé au rayon des derniers barils de lessive politique. Au risque aussi de déplaire à tous les beaux esprits du microcosme, qui n'imaginent pas qu'en politique toute vérité peut être bonne à dire.

François Léotard parle de lui, des autres, de ses amis, de ses ennemis, de la politique et de bien d'autres choses. On connaît le Léotard, le Léotard beau parleur, charmeur des médias, ne chassant qu'en bande. On découvre le Léotard mystique, solitaire, sans cesse en quête de lui-même, obsédé par l'essentiel plus que par l'accessoire.

Apporter un autre souffle

Seul au milieu de tous, il dit adieu par dessus tout le silence, lui le ministre en charge de la communication. Il s'affirme préoccupé par son être dans un monde où il n'est question que de paraître. Il se décrit comme humble devant ses propres errements, mais ne cache pas sa grande ambition : c'est ainsi qu'il avoue, paraphrasant Malraux, qu'il fait de la politique sans l'aimer, et qu'il pourrait, du jour au lendemain, saluer cette compagnie. Mais, au terme de ce livre, voilà qu'il prend déjà rendez-vous pour... l'élection présidentielle suivante !

Car la politique reste la trame de cet autoportrait. Sa conquête de Fréjus pour venger le père, le spectacle de la campagne présidentielle de 1981, ses premières armes de chef de parti aux élections européennes de 1984, ses négociations avec Jacques Chirac avant les législatives de mars 1986, ses débuts place de Valois, son retrait de la joute présidentielle : dans ce grand tour de la maison de la droite, François Léotard claque quelques portes avec fracas.

M. Giscard d'Estaing n'est pas épargné. « En 1981, rappelle-t-il, la référence à Giscard était devenue

une sorte de postulat, un rituel qui n'avait plus un grand contenu. » Raymond Barre est frappé par quelques sous-entendus parlants : « A chaque fois, nous voyons renaitre cette tentation d'une aventure solitaire où des hommes, pour des raisons de carrière, de comportement, d'égoïsme, écartent les formations politiques. » L'UDF est comparée à un « machin » : « C'est toujours ainsi avec l'UDF, ironise-t-il. Quand quelque chose nous est favorable, nous nous écartons, et quand le RPR a des difficultés nous nous précipitons à son secours. C'est très chrétien ! »

On voit poindre encore l'ambivalence quand il se dit convaincu que sa candidature à l'élection présidentielle aurait apporté « un autre souffle et un vrai renouvellement à cette majorité ». Mais aucune résignation : « Si, après l'élection présidentielle de 1988, je me fixe comme but de participer quoi qu'il arrive à la suivante, je sais que j'asservirai ma vie à cette ambition, mais sans me mutiler. »

Enfin, François Léotard a le mérite de poser ici clairement et nettement le problème des rapports entre la majorité et le Front national. A tous ses amis, il lance un véritable cri d'alarme : « Ne laissez pas leur intimité-t-il, assurant qu'il préfère perdre sa mairie de Fréjus plutôt que de faire alliance avec les amis de M. Le Pen. »

Curieux Léo : rien n'est simple pour lui, rien n'est simple avec lui. Comme le montre ce livre, il n'a sans doute pas fini de dérangier. Fort de la justice de son combat libéral, un mot revient aujourd'hui sans cesse dans sa bouche : indépendant. Vaste programme, qui résume au fond toute son ambition. A l'heure où certains se demandent si les hommes politiques ne sont pas « tous pourris », ce livre-confession apporte quelque réconfort.

DANIEL CARTON.

* A mots découverts, de François Léotard. Grasset, 274 pages, 84 F.

Grands hommes et petites phrases

Raymond Barre : « Je me souviens de son cours à Sciences-Po. C'était à 2 heures ou 2 heures et demie dans le grand amphithéâtre, son aspect d'homme qui l'on pouvait suivre un cours aussi austère avec l'attention qui convenait... Donc les titres tombaient un peu... La mienne parfois. »

Valéry Giscard d'Estaing : « Il y a un côté oiseau chez Giscard. C'est un prédateur. Il a une très grande capacité : quand il veut tuer quelqu'un, il touche au bon endroit. »

Michel Poniatowski : « Pour moi, c'était le maréchal d'Empire. Le seigneur au service du souverain, celui qui se couche devant la porte et qui reste fidèle. »

Charles Millon : « J'ai toujours apprécié chez Charles son côté un peu démocrate-chrétien. Sa capacité à soumettre sa vie politique à une exigence de foi. Il n'est pas cynique. La cynisme m'a toujours choqué dans la vie politique et je trouvais Millon moins cynique que d'autres. »

Michel d'Ornano : « C'est un remarquable négociateur. Personne ne pouvait faire mieux. »

Jack Lang : « Sa popularité ne m'impressionnait pas. Je n'ai jamais éprouvé beaucoup d'intérêt pour sa personne. Je préfère à tout prendre quelqu'un comme Jack Ralite, qui a une vraie

culture, une certaine étoffe et plus d'humilité. »

François Mitterrand : « J'apprécie chez l'homme sa dimension littéraire, son aspect « meurtrier ». Son goût du livre et de l'écriture. François Mitterrand est un romantique, ce que l'on ne saurait dire des deux autres. » (MDLR : Jacques Chirac et Raymond Barre.)

Jean-Marie Le Pen : « Il est évidemment difficile de se battre contre lui. Il cristallise tous les mécontentements. C'est un démagogue extraordinaire. Il s'entend comme personne à faire certains instincts qui sonnent en chacun de nous. C'est le contraire d'un comportement politique digne. »

Michel Rocard : « La tolérance n'est pas en soi un programme politique. (...) Je crois simplement que Michel Rocard va connaître, comme tous les autres, le fantastique tremblement de terre qui est en train de secouer l'architecture déjà malmenée de la maison sociale. »

Laurent Fabius : « Je pense que le plus intelligent (à gauche), le plus dangereux, celui qui a probablement décidé d'aller jusqu'au bout, c'est Fabius. Mais à lui, comme à d'autres, il manque le minimum de charisme sans lequel on reste sur sa faim. »

Les fraudes électorales à Trappes

La déchéance des droits civiques est requise contre cinq inculpés

Un président de bureau de vote dans lequel des « fraudes électorales indiscutables » ont été commises peut-il en être tenu pour personnellement responsable ?

Le procès de huit militants communistes, dont quatre conseillers municipaux de Trappes (Yvelines), accusés de fraude électorale lors des élections municipales de 1983, qui s'est achevé le mardi 17 novembre, doit permettre à la cinquième chambre du tribunal correctionnel de Versailles de répondre à cette question. Le jugement sera rendu le 15 décembre.

A l'encours des cinq présidents de bureaux de vote mis en cause, le procureur de la République a requis la déchéance de leurs droits civiques pendant dix ans, une peine de prison avec sursis d'un an et une amende de 15 000 F, en vertu de l'article L 113 du code électoral.

Pour les trois autres prévenus, accusés de « bourrage d'urnes », le procureur a demandé une peine de prison avec sursis d'un an et une amende de 20 000 F, en vertu de l'article L 94 du même code.

Le scrutin de mars 1983, invalidé par le tribunal administratif, avait vu la victoire, avec 129 voix d'avance, de la liste conduite par M. Bernard Hugué, maire sortant communiste (le Monde du 12 novembre).

Les avocats de la défense, qui demandent la relaxe de leurs clients, ont tenté de démontrer que, si des fraudes ont bien été commises, les présidents de bureaux ne pouvaient en être « responsables » et qu'il n'existe « pas de preuve » de la culpabilité des autres prévenus.

Il est rappelé que les électeurs ont confirmé, en juin 1983, leur choix de mars, la liste d'union de la gauche conduite par M. Hugué l'emportant avec 56 voix d'avance.

ALEX LEROUX.

Les derniers points de friction entre la direction et les fédérations contestatrices

La direction du PCF ne se prépare pas un succès, mais un triomphe à l'occasion du vingtième congrès du parti du 2 au 6 décembre. Dans une déclaration publiée par l'Humanité du vendredi 13 novembre, M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central, indiquait que sur plus de cent récentes conférences de section (environ deux mille délégués), le projet de résolution de la direction avait été adopté par 97 % des voix (1 % contre et 2 % d'abstentions).

Dans l'Humanité de mardi, M. Laurent, chargé au bureau politique de la liaison avec les fédérations, a communiqué les résultats enregistrés le week-end précédent, à l'occasion des quatre premières conférences fédérales. Dans le Finistère, le projet recueille 169 voix de délégués (trois abstentions) ; dans le Lot-et-Garonne, 156 voix (une abstention) ; dans la Somme, 224 voix (une contre) et dans la Vienne, 100 voix (deux contre et une abstention). « Mon impression est très satisfaisante », a précisé M. Laurent.

M. Le Guez défait chez Peugeot

Il existe cependant quelques sévères points de friction dans les dernières fédérations où survit une contestation interne : la Haute-Vienne, la Meurthe-et-Moselle et le Doubs.

A Limoges, où le quotidien communiste, l'Echo du centre, annonce, mercredi, que son directeur-général, M. Denis Tricot, a demandé à être déchargé de ses fonctions, les dirigeants « orthodoxes », qui assument le fonctionnement de la fédération, semblent vouloir apaiser les esprits au sujet de la rumeur contestant le rôle de M. Marcel Rigout dans la Résistance (le Monde du 17 novembre).

Dans l'Est, M. Claude Billard, qui avait remporté un succès à la conférence de section de Nancy (le Monde du 14 novembre), a enregistré une défaite à Longwy.

Appuyé par le maire de la commune, le conseiller général communiste, M. Jules Jean, le membre du bureau politique qui « suit » la fédération de Meurthe-et-Moselle, n'a

pas imposé M. Patrick Martin, militant CGT des FIT, au poste de secrétaire de section. M. Fernand Thibaut, secrétaire du syndicat CGT-Unité, a été élu par les contestataires. Après trois heures de débat, les délégués critiques l'ont emporté. A la conférence de Nancy-Est, samedi, les délégués ont bien failli en venir aux mains et une partie d'entre eux a quitté la salle.

Dans le Doubs, M. René Le Guen, membre du bureau politique, qui n'avait déjà pas réussi à imposer les vœux de la direction à Besançon (le Monde du 11 novembre) a subi un cuisant échec lors de la conférence de section de Penguot-Souchaux, samedi.

Dans ce bastion communiste ouvrier, la direction fédérale sortante contestataire a obtenu un soutien sans précédent : quarante-sept des cinquante délégués ont voté en sa faveur (deux contre et une abstention). Le projet de résolution, profondément amendé, a été adopté dans les mêmes proportions. Reconnaissant implicitement la légitimité de la direction fédérale, M. Le Guen a indiqué dans la presse locale : « Il faut que les gens dans le Doubs apprennent à être minoritaires dans le parti et qu'ils ne fassent pas de procès d'intention. »

Pins discrètement en Corse du Sud, une fédération contestataire, on indique que « tout s'est bien passé à Ajaccio et à Sarène ». O. B.

● RECTIFICATIF. — Contrairement à ce que nous avons indiqué par erreur (le Monde du 17 novembre), la direction nationale est majoritaire dans les sections nord-est et nord-ouest de Limoges. Par ailleurs, les débats n'ont pas duré une heure trente, mais cinq heures trente, à Saint-Jurien.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre deux dossiers complets sur : L'AUDIOVISUEL ENTRE PUBLIC ET PRIVÉ

Envoyer 35 F (timbres à 2 F ou chèques) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

OISE OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

L'ANGLAIS A OXFORD

EN COURS PARTICULIERS

Stages intensifs, individualisés, toute l'année, toute durée, pour écrit et oral BAC - PREPA HEC PREPA SCIENCES-PO DEUG - LICENCE CAPES

مكتبة الأنجلو

Politique

A l'Assemblée nationale

Le gouvernement modifie les règles de transmission des entreprises

Les députés ont commencé, le mardi 17 novembre, l'examen du projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises.

Ce texte a été présenté par le ministre délégué chargé du commerce, de l'artisanat et des services, M. Georges Chavanes. Il a

été approuvé par le garde des sceaux, M. Alain Chalon, qui est pour sa part concerné par les dispositions sur les droits de succession.

Le gouvernement a dû, au cours de la discussion, faire face aux vives critiques de la gauche, partagées par un certain nombre

de députés de la droite. Les députés socialistes ont, en effet, reproché au gouvernement de bouleverser le code civil en permettant, en cas de transmission d'entreprise, à des tiers de bénéficier des avantages de la donation-partage, jusqu'alors réservés aux descendants.

Dans les dix années qui viennent, sept cent mille entreprises, sur les 2,8 millions qui existent, feront l'objet d'une transmission ; 50 % des dirigeants de PMI sont âgés de plus de cinquante ans. A elles seules, ces deux données, rappelées par le ministre du commerce, permettent de se faire une idée des difficultés qui attendent nombre d'entreprises dans la décennie prochaine, quand il leur faudra trouver un repreneur. Dans l'industrie, personne n'a d'ailleurs contesté cette réalité et l'urgence des mesures à prendre pour faciliter la transmission des entreprises.

Dans son rapport, M. Yves Blet (RPR, Pas-de-Calais) a voulu voir dans le projet Chavanes une des pièces du puzzle mis en place par le gouvernement pour créer « un environnement favorable à la naissance, au développement et à la transmission des entreprises en France ». « Il faut que le chef d'entreprise puisse léguer son affaire à qui lui semble le plus capable d'en assurer la survie, y compris d'ailleurs, le cas échéant, les membres du personnel », a insisté le rapporteur de la commission des lois.

Pour le ministre, M. Chavanes, une bonne transmission d'entreprise

assurera les emplois de demain : « Créons des entreprises, mais évitons aussi de laisser disparaître des entreprises qui existent déjà », a-t-il affirmé, en ajoutant que, « comme la démographie des hommes, la démographie des entreprises est une condition essentielle à la compétitivité à moyen et à long terme ».

Il a également expliqué que la voie choisie par le gouvernement était pavée de prudence, et qu'elle demanderait dans l'avenir d'autres troupes : « Nous préférons une méthodologie progressive à une grande loi sur la transmission qui bouleverserait d'un coup l'environnement juridique et fiscal des entreprises ». Ce projet permettra en tout cas, a assuré le ministre, « de sensibiliser les chefs d'entreprise au problème de leur succession ».

Le garde des sceaux, M. Chalon - à qui il a été reproché de ne pas avoir coigné ce projet de loi, - a pris la parole brièvement pour affirmer sa parfaite solidarité avec M. Chavanes. « Ce texte apporte une pièce essentielle au socle des libertés économiques. (...) Il contribuera à la modernisation de nos entreprises sans que la moindre atteinte soit portée à l'orthodoxie

juridique. (...) Le gouvernement a tenu à ce que l'équilibre entre les parties concernées soit respecté, à ce que soient préservés les droits des associés, des créanciers et ceux de la famille. »

« J'attendais aujourd'hui que le ministre de la justice défende énergiquement la modification considérable de nos lois qui nous est proposée », a protesté M. Philippe Marchand (PS, Charente-Maritime) après la courte intervention du ministre de la justice. M. Chavanes a répliqué que ce projet de loi avait été élaboré avec le garde des sceaux et que celui-ci sera également signataire de la loi quand elle aura été votée.

« Il faut repartir de zéro »

L'optimisme du rapporteur et des ministres à propos de l'extension aux collatéraux et aux tiers des avantages de la donation-partage n'a pas fait l'unanimité. L'article 21 du projet de loi, qui met en place ce dispositif, avait été repoussé à l'unanimité début novembre en commission des lois. Le président de cette commission, M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), avait, à l'époque, exprimé son mécontentement devant la pratique législative actuelle, qui consistait à « bouleverser » les règles du code civil pour apporter à des fins fiscales une solution à des problèmes qui sont étrangers au code civil. Dans les couloirs, le député RPR ne cachait pas son irritation.

M. Philippe Marchand, auteur de l'amendement de suppression de l'article 21, a expliqué, pour sa part, que la commission des lois avait supprimé le « dispositif essentiel » de ce projet, puisqu'il ne répondait pas - « ou dangereusement » - à la question de la transmission des entreprises. « Il faut repartir de

zéro », a déclaré le député socialiste en défendant une question préalable (il n'y a pas lieu de débattre).

« Vous bouleverserez les règles de notre droit civil alors que, pour apporter une réponse pratique et efficace, il suffisait d'un aménagement de la fiscalité. (...) Nous attendons donc que vous nous proposiez d'alléger la fiscalité. Mais peut-être n'avez-vous pas trouvé auprès du ministre de l'économie toutes les facilités auxquelles vous pourriez prétendre », a expliqué à la tribune M. Marchand, sûr de rencontrer également sur ce point l'approbation de M. Mazeaud.

D'autre part, M. Jacques Roger-Machart (PS, Haute-Garonne) a rappelé que le Parti socialiste avait déposé une proposition de loi tendant à établir des avantages fiscaux pour les salariés de l'entreprise qui souhaiteraient racheter leur outil de travail.

« Quand on demande aux chefs d'entreprise à quelles difficultés ils se heurtent, ils évoquent l'absence de successeur, le régime fiscal défavorable, les coûts trop élevés », a rappelé M. Olivier Marlière (RPR, Nord). « Il y a des réponses à ces questions dans ce projet », a-t-il affirmé. « Votre texte va dans le bon sens », s'est exclamé M. Pierre Pascal (RPR, Puy-de-Dôme), qui s'est déclaré favorable au système des donations-partages. « C'est une opération publicitaire pour faire croire que le gouvernement se préoccupe du sort des petits commerçants et artisans », a répliqué M. Guy Desolons (PC, Haute-de-Seine). « C'est dans le domaine fiscal qu'il fallait légiférer », a souligné M. Georges-Paul Wagner (FN, Yvelines). La discussion se poursuivait mercredi.

PIERRE SERVENT.

4 H DU MATIN FIN DE SEANCE

SGNE: F.VALLOTTON.

L'info la plus événement.
L'argent
La fin d'un rêve?
Le Monde en Face
de Christine Ockrent.
Jeudi 19 Nov. 20h30.



Les principales dispositions du projet

Le projet de loi présenté par M. Chavanes comprend trois grands chapitres. Le premier concerne l'allègement du droit des sociétés afin de favoriser le développement et les mutations des entreprises. Le deuxième, l'extension du régime juridique de la donation-partage.

La réduction des droits de succession qui est attachée à la donation-partage ne s'applique actuellement qu'aux seules donations en ligne directe. L'article 21 du projet de loi prévoit d'étendre cet avantage aux droits de succession supportés par les collatéraux et les tiers.

Ainsi, la transmission des entreprises pourrait se faire du vivant (donation-partage) ou après le décès de leur propriétaire (testament-partage), au profit de toute personne choisie par celui-ci, même s'il ne s'agit pas de ses parents.

« Défendre leurs droits »

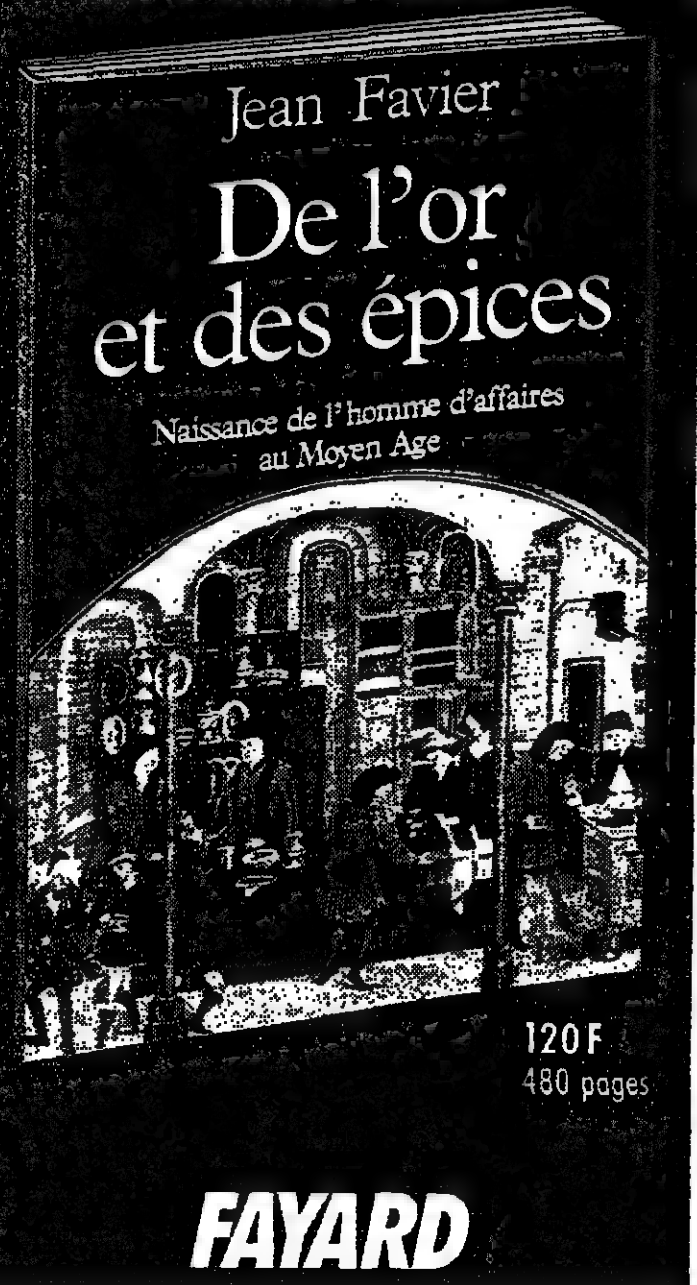
Toutefois, cette extension ne se fera que si les héritiers sont partie prenante à l'acte de donation-partage : « Ils seront donc à même de défendre leurs droits si le texte est utilisé pour transmettre d'autres biens que les entreprises », a précisé le ministre délégué chargé du commerce, de l'artisanat et des services.

Enfin, le dernier chapitre comprend trois mesures fiscales : l'harmonisation du statut fiscal des gérants majoritaires de SARL avec celui du gérant minoritaire, réduction d'impôt de 25 % sur les sommes versées pour les souscriptions en numéraires au capital des sociétés nouvelles constituées entre le 1^{er} janvier 1988 et le 31 décembre 1990 ; la réduction également des droits de mutation sur fonds de commerce.

JEAN FAVIER



Entre le temps des foires de Champagne et des premières audaces au-delà de Gibraltar et celui des Médicis et des Fugger, le marchand médiéval s'est mué en homme d'affaires... A l'heure de la Renaissance, il y a toujours du monde dans la boutique et l'atelier, mais l'or et les épices auront donné à l'Europe des princes et des mécènes...



JUSTICE

Selon le projet de réforme de l'instruction

A partir de 1989, une chambre spéciale décidera de la détention

Le projet de réforme de l'instruction a été approuvé par le conseil des ministres du 18 novembre. Abrogeant la loi Badinter de 1985, le nouveau texte est bien loin de la « révolution » annoncée par le ministre de la justice il y a quelques semaines. Des pans entiers de la réforme ont, en effet, été gommés. Le ministre de la justice, en outre, doit tenir compte des vives réserves du Conseil d'Etat.

Pour la cinquième fois au moins depuis le printemps dernier, le texte proposant une réforme de l'instruction judiciaire, plus « public » que bien d'autres car il touche à l'aspect pénal de la justice, a été entièrement refondu. Intitulé « projet de loi relative aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale », le

texte devait être examiné au conseil des ministres du 18 novembre. Il abroge la loi Badinter de 1985 qui devait entrer en vigueur au printemps prochain, jugée trop coûteuse en effectifs. D'autre part, selon l'exposé des motifs, elle alourdissait la procédure et ne constituait pas « un progrès suffisant pour les libertés individuelles ».

La collégialité, imaginée au départ, ne concerne plus que la mise en détention. Lorsqu'il « estime y avoir lieu à placement en détention provisoire », le juge d'instruction — et lui seul — saisira une chambre de la détention appelée « chambre des garanties préalables au placement en détention ». Elle sera composée de trois magistrats désignés par le tribunal de grande instance — dont éventuellement un juge d'instruction qui n'aura pas eu à connaître de l'affaire. Le juge d'instruction — c'est une nouveauté — transmettra ses observations à cette chambre, en même temps que le dossier. Il restera maître du contentieux ultérieur de la détention.

On a donc tout à fait abandonné l'idée de « détention à la carte » qui permettait au parquet ou à l'inculpé de saisir la chambre de la détention, ou encore à l'avocat, par sa seule absence lors du débat dans le cabinet du juge d'instruction. On a ainsi renoncé à faciliter le dessaisissement du magistrat instructeur et à accroître les prérogatives du parquet à ce stade de l'information judiciaire.

Cette partie du texte avait provoqué un tollé et l'on y avait vu la volonté de contrôler des juges trop indépendants. Vraisemblablement entraîné par son entourage plus loin qu'il ne le souhaitait, le ministre de la justice a fait, sur ce point, machine arrière. Cette partie du projet devrait entrer en vigueur le 1^{er} mars 1989 au lieu d'octobre 1988 comme il était prévu initialement. Les nouvelles dispositions nécessiteront en effet la création de plusieurs dizaines de postes de magistrats et de greffiers.

Au Conseil d'Etat, on a d'ailleurs — après bien des péripéties — accordé, le 12 novembre, un avis favorable au projet sans s'exprimer clairement sur l'opportunité de la réforme. En première instance, des magistrats qui auraient eu précédemment à statuer sur la mise en détention.

Le deuxième volet du projet qui n'a pas changé, porte sur l'accroissement des pouvoirs de la chambre d'accusation. Comme prévu, son président sera nommé par décret du président de la République, pour trois ans, comme les juges d'instruction, et non plus désigné pour un an par l'assemblée générale de la cour. Le président contrôlera plus étroitement le juge d'instruction et pourra

ment le juge d'instruction et pourra le dessaisir d'un dossier dans lequel aucun acte n'aurait été accompli depuis quatre mois. Ces dispositions pourraient entrer en vigueur sans délai. De même, l'assemblée générale du tribunal ne fixera plus le nombre et le jour des audiences. Ces décisions seront désormais prises « dans un souci de meilleure gestion » par le président du tribunal ou le premier président de la cour, après avis de l'assemblée générale.

Enfin, à partir du 1^{er} octobre 1988, le délai d'appel en matière de détention provisoire sera ramené de trente à quinze jours.

Le texte ne concerne pas l'instruction des affaires de mineurs qui devraient faire l'objet de dispositions distinctes dans un délai non précisé.

AGATHE LOGEART.

● Le premier président de la cour de Paris apaise les juges d'instruction. — M. Pierre Drai, premier président de la cour d'appel de Paris, vient d'adresser aux présidents des tribunaux de grande instance de son ressort une lettre par laquelle il fait savoir qu'il « comprend et partage l'émotion des juges, et notamment des juges d'instruction, lorsque leur indépendance et la liberté de leurs démarches juridictionnelles leur paraissent mises en cause ou menacées ».

Les termes de ce texte sont à situer dans le contexte aussi bien de l'affaire Michel Droit que des projets de réforme de l'instruction.

M. Le Pen condamné pour provocation à la discrimination raciale

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national a été reconnu coupable du délit de « provocation à la haine, à la discrimination et à la violence raciales » dans deux jugements rendus le 16 novembre par la 17^e chambre correctionnelle de Paris saisie par le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP).

Le premier jugement concerne un tract publié en mars 1983 par M. Le Pen, alors candidat au mandat de conseiller municipal du vingtième arrondissement de Paris, tandis que le second est relatif aux propos tenus par le président du Front national lors de l'émission « l'heure de vérité » diffusée le 14 février 1984 sur Antenne 2. Les conseils de M. Le Pen ayant soulevé plusieurs moyens de procédure, ces affaires n'avaient pu être érogées au fond par le tribunal que le 19 octobre 1987, après les rejets prononcés successivement par la cour d'appel de Paris et la Cour de cassation.

Le tract et les phrases prononcées sur Antenne 2 étaient consacrés au même thème puisqu'il s'agissait, dans les deux cas, d'expliquer l'attitude de M. Le Pen face à l'immigration. L'action du MRAP en justice visait l'ensemble du tract et plusieurs réponses du président du Front national aux journalistes de « l'heure de vérité », mais une partie des opinions exprimées étant de portée générale, les magistrats ont prononcé une relaxe partielle en affirmant notamment : « Il ne saurait être interdit à un homme sollicitant le suffrage de ses concitoyens de

s'exprimer ainsi sous peine d'interdire la polémique sur des sujets d'ordre politique, ce qui conduirait à la négation même de la liberté d'opinion ».

En revanche, les juges déclarent à propos du dernier paragraphe du tract : « En voulant persuader les électeurs du vingtième arrondissement qu'il y a trop d'immigrés en France, qu'ils coûtent cher à la collectivité, qu'il est essentiel d'en réduire le nombre, sous peine de la perte de l'identité du peuple français, Jean-Marie Le Pen invite les lecteurs à des mesures de discrimination à leur égard [...]. Se trouvent employés des termes volontairement alarmistes [...] susceptibles de faire naître chez certains lecteurs des sentiments de peur de nature à engendrer une haine ou la violence à l'encontre de toute personne d'appartenance étrangère ».

De la même manière, le tribunal examine certains propos tenus sur Antenne 2 par M. Le Pen pour en déduire : « distribuant aux étrangers un comportement négatif et réjette menaçant des lors Français dans leur liberté et leur avenir, il ne peut qu'inciter ces derniers à les considérer comme des indésirables. Il provoque les auditeurs à la discrimination, à la haine et même à la violence à leur égard ».

En conséquence, M. Le Pen est condamné à deux amendes de 5 000 F et de 3 000 F, et le MRAP obtient un total de 8 000 F de dommages et intérêts.

M. P.

Après trois inculpations

Une protestation des syndicats de journalistes du « Monde »

L'intersyndicale CGT-CFDT-SNJ des journalistes du *Monde* exprime son indignation après l'inculpation, à la demande du ministre de la justice, de ses confrères Bertrand Le Gendre, Georges Marion et Edwy Plenel, et tient à leur témoigner sa solidarité.

Ces journalistes n'ont fait que leur travail en révélant des faits dont M. Chandon a reconnu lui-même, depuis, la réalité.

Pour certains hommes politiques qui mélangent affaires privées et responsabilités publiques, la vérité serait-elle devenue diffamatoire tout simplement parce qu'elle dérange ?

Venant après d'autres signes alarmants — ainsi, récemment, un jugement sans précédent contre un confrère de l'AFP — ce dévoilement des pratiques judiciaires s'accompagne d'une autre décision inquiétante : l'inculpation de notre confrère Edwy Plenel pour complicité de violation d'un secret de l'instruction auquel les journalistes ne sont pas tenus, vingt-deux mois (!) après la publication d'un article dévoilant les agissements de milices anti-indépendantistes en Nouvelle-Calédonie.

L'utilisation à des fins si manifestement partiales de la justice risque de jeter un discrédit sur une institution dont il convient de préserver l'indépendance.

Au tribunal de Marseille

Les vols sans effraction de la greffière en chef

La greffière en chef de tribunal d'instance de Marseille, M^{me} Michèle David, trente-six ans, et six de ses complices, dont un commissaire-priseur d'Aubagne (Bouches-du-Rhône), M. Gérard Gamet, opérant dans le domaine des tutelles judiciaires. Le second, coaccusé par M^{me} David et un ténacitaire de bar ayant longtemps exercé la profession de brocanteur, M. Gérard Peyrard, intervenant dans le cadre de procédures de successions vacantes.

Décrit par le président du tribunal, M. Franck Lapeyrière comme le « *deus ex machina* » des tutelles marseillaises, M. Garbe n'était théoriquement chargé, dans l'exercice de ses fonctions municipales, que de l'instruction des plaintes d'insolubilité. Mais au fil des années, grâce à son entourage, il avait su capter la confiance de nombreuses associations tutélaires — dont l'Association tutélaire d'insolubilité dont il deviendra administrateur — ainsi que de tuteurs libres et de proposés d'établissements hospitaliers, au point de se comporter comme un gérant de tutelle de fait. Libre d'opérer à sa guise, il faisait fon de tout bois. Non content de s'approprier meubles, titres et objets appartenant à des incapables majeurs, il réalisait aussi, avec l'accord de Gérard Gamet, des ventes de gré à gré d'une partie des biens de la tutelle déclarés en l'occurrence de faible valeur, ou disposait de la marchandise réputée non négociable.

Le brio-brac de l'inspecteur principal de l'association entre M^{me} David et M. Peyrard semble avoir fonctionné de manière plus ponctuelle. La greffière en chef se faisait assister dans ses tâches de chef de service des scellés par l'ancien brocanteur qui en profitait pour soustraire des meubles et objets appartenant à des incapables majeurs, il réalisait aussi, avec l'accord de Gérard Gamet, des ventes de gré à gré d'une partie des biens de la tutelle déclarés en l'occurrence de faible valeur, ou disposait de la marchandise réputée non négociable.

Il est, en fait, ressorti de l'instruction que les détournements ont été commis par deux groupes qui ont d'abord agi séparément avant de se

fondre dans une seule organisation structurée et homogène. Le premier avait pour acteurs principaux M. Garbe et un commissaire-priseur d'Aubagne (Bouches-du-Rhône), M. Gérard Gamet, opérant dans le domaine des tutelles judiciaires. Le second, coaccusé par M^{me} David et un ténacitaire de bar ayant longtemps exercé la profession de brocanteur, M. Gérard Peyrard, intervenant dans le cadre de procédures de successions vacantes.

Décrit par le président du tribunal, M. Franck Lapeyrière comme le « *deus ex machina* » des tutelles marseillaises, M. Garbe n'était théoriquement chargé, dans l'exercice de ses fonctions municipales, que de l'instruction des plaintes d'insolubilité. Mais au fil des années, grâce à son entourage, il avait su capter la confiance de nombreuses associations tutélaires — dont l'Association tutélaire d'insolubilité dont il deviendra administrateur — ainsi que de tuteurs libres et de proposés d'établissements hospitaliers, au point de se comporter comme un gérant de tutelle de fait. Libre d'opérer à sa guise, il faisait fon de tout bois. Non content de s'approprier meubles, titres et objets appartenant à des incapables majeurs, il réalisait aussi, avec l'accord de Gérard Gamet, des ventes de gré à gré d'une partie des biens de la tutelle déclarés en l'occurrence de faible valeur, ou disposait de la marchandise réputée non négociable.

lequel elle dit avoir évolué à Marseille. « On a mis ma conscience sous le boisseau », explique-t-elle en rappelant les agissements du précédent greffier en chef (ce magistrat à la retraite est également inculpé de détournements et comparutions prochainement devant la justice).

Les motivations de son complice, Gérard Peyrard, trente-six ans, résident exclusivement dans la recherche de bonnes affaires. Quant à Gérard Gamet, trente-cinq ans, qui s'occupe aujourd'hui de l'édition de livres d'art, il ne se reproche que quelques négligences. Les autres inculpés, l'ex-épouse de Garbe, l'épouse de Peyrard et un autre fonctionnaire des services d'hygiène de la ville de Marseille, n'ont joué, eux, que des rôles secondaires.

GUY FORTE.

FAITS DIVERS

Deux parachutistes arrêtés après le meurtre d'un Algérien

« Il m'avait regardé d'un sale oeil »

Un Algérien, Soussi Bouchiba, trente-deux ans, père de trois enfants, chômeur depuis quelques semaines, a été tué de plusieurs coups de couteau, mardi matin 17 novembre, à la sortie d'un établissement de nuit de Castres (Tarn), après une querelle avec deux soldats du 8^e régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMA) stationné dans cette ville. Les deux parachutistes, Yamicq Gugen, originaire d'Auray (Morbihan), et Alain Santucci, de Villers-Cotterêts (Aisne), tous deux âgés de vingt ans, ont été appréhendés et placés en garde à vue à la gendarmerie de Castres.

Selon les premiers éléments de l'enquête, le drame s'est produit à la sortie du Brummel, une boîte de nuit proche de la caserne, après que les soldats Gugen et Santucci, ivres, eurent commencé à porter des coups, sans raison, à Soussi Bouchiba qui quittait l'établissement. Réussissant dans un premier temps à échapper à ses agresseurs, Soussi Bouchiba prenait la fuite et tentait de trouver refuge dans un immeuble situé à plusieurs centaines de mètres du Brummel. C'est là que les deux militaires, qui l'avaient poursuivi, finissent par le rejoindre et le frappent à coups de poing et de pied, avant de l'achever à coups de couteau, sans que les habitants de l'immeuble, effrayés, interviennent.

La police, prévenue une heure seulement après les faits, devait appréhender les meurtriers, qui ont reconnu être les auteurs de cette agression mardi, lors de leur interrogatoire. Alain Santucci a admis avoir, lui seul, porté les coups de couteau mortels, parce que, explique-t-il aux enquêteurs, « l'homme m'avait regardé d'un sale oeil ».

Après l'interpellation des deux soldats, le général Michel Guignou,

commandant la 11^e division parachutiste, a indiqué dans un communiqué que « l'ensemble de l'armée réprobat » le meurtre « suite à une *prise de boire* ». Par ce communiqué « l'autorité militaire » veut « éviter toute interprétation tendancieuse visant à mettre en cause l'ensemble de l'armée ».

Le soldat Alain Santucci doit être un coauteur de ce que l'armée appelle « *prise de boire* ». Le 9 juin dernier, le même parachutiste, en compagnie du fils de la ténacière d'un bar, Le 2000, s'était, après plusieurs bagarres avec des Maghrébins, lancé dans une expédition punitive dans le quartier d'Ail-kot. Armé d'un fusil à pompe, Alain Santucci avait fait feu contre les volets du domicile d'un ressortissant maghrébin. Incarcéré pendant quelques jours et inculpé pour ces faits, Alain Santucci devait comparaitre le 25 novembre prochain devant le tribunal correctionnel de Castres.

● Naufrage d'un chalutier espagnol au large de Terre-Neuve : trente-quatre marins d'un chalutier espagnol en perdition depuis le 16 novembre au large de Terre-Neuve sont considérés comme perdus en raison des très mauvaises conditions atmosphériques. Le chalutier espagnol *Hosanna I*, de 52 mètres, et immatriculé au Honduras, a vraisemblablement sombré peu de temps après avoir envoyé un signal de détresse, alors qu'il se trouvait à environ 240 miles au sud-est de Terre-Neuve, près de l'endroit où le *Titanic* avait sombré, il y a soixante-quinze ans, après avoir heurté un iceberg. Les marins du chalutier étaient de nationalité sud-coréenne. — (AFP.)

CONCOURS
LE MONDE DU VIN
LES INDICES

INDICE 13
Dans cette question, on parle de « caudales... » Caudales, voilà encore un mot bizarre ! Mes souvenirs me disent que cela doit avoir un rapport avec le mot « caudale... » qui veut dire « relatif à la queue »...

INDICE 14
La chapitalisation est un vaste sujet... La loi française autorise, avec ce procédé, de remonter le vin de 3 degrés maximum. Alors, avec le sucre, il faut faire attention à ne pas transformer le vin en vin de betterave... Je ne vous en dis pas plus !

INDICE 15
Je crois me rappeler que j'ai déjà bu du bourgogne blanc en primeur.

INDICE 16
Il produit toujours du vin, et je suis sûr que ce n'est pas une ville du Berry.

INDICE 17
Une même lettre est commune à toutes ces propositions. Elle peut avoir plusieurs significations.

INDICE 18
Ça se saurait si c'était espagnol !

INDICE 19
J'ai déjà vu au moins un des trois en rouge.

INDICE 20
Après avoir bu leurs deux premiers bordeaux, ils en prirent un troisième en bouteille ; le bourgogne suivit enfin.

INDICE 21
Pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple...

INDICE 22
En Alsace, je ne connais que gewurztraminer, riesling... Alors !

INDICE 23
Il est question aujourd'hui de noble-joué. Je n'ai, certes, pas de renseignements... Juste cet indice : le roi Louis XI, qui affectionnait particulièrement une région de France, saurait la réponse s'il était encore en vie. Même si ses fillettes n'avaient rien à voir avec celles qu'on boit sur les bords de la Loire...

INDICE 24
Un cépage, qu'est-ce que c'est ? Alors, un indice. On ouvre le dictionnaire, voici la définition : « Plan de vigne/variété de vigne ».

Société

MÉDECINE

Une conférence européenne sur les transplantations d'organes

Greffes sans frontières

La conférence des ministres européens de la santé consacrée aux transplantations d'organes s'est achevée le mardi 17 novembre à Paris par l'adoption, à l'unanimité, d'un texte définissant un certain nombre de « lignes directrices » visant, en particulier, à favoriser la coopération européenne. « Chaque fois que cela est possible, indique ce texte, tout organe qui, selon des critères médicaux, ne peut pas être utilisé avec des perspectives de succès dans l'état du donneur doit être offert, selon les mêmes critères, à des patients d'autres pays, de préférence par l'intermédiaire d'organisations d'échanges européennes sur une base strictement non commerciale. »

« L'Europe des greffes s'organise et la France entend bien jouer un rôle moteur dans cette affaire », on ne cachait pas, mardi soir, dans l'entourage de M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, une réelle satisfaction de voir l'ensemble des pays européens se ranger derrière les positions françaises sur le nécessaire développement de la pratique des greffes d'organes. A cet égard, disait-on, il est significatif de constater que le texte du communiqué final ne fait que reprendre des dispositions contenues dans l'arsenal législatif et réglementaire français.

Pénurie

et banalisation

Mais ce consensus, si satisfaisant soit-il, ne devrait pas pour autant masquer l'essentiel, à savoir « l'inadéquation croissante entre les besoins et la disponibilité d'organes ». On manque de donneurs, on manque d'organes transplantables. En 1985, sur les 17 000 patients qui auraient dû bénéficier d'une greffe de rein dans les 21 Etats membres du Conseil de l'Europe, seulement 7 452 ont subi une telle intervention. Mots de la mort.

L'apparition de cette pénurie d'organes transplantables (rein,

foie, pancréas, poumon) est allée de pair avec une véritable « banalisation » des greffes d'organes : autrefois considérées comme de véritables prouesses techniques, ces opérations, les progrès de la chirurgie, de l'anesthésie, de la réanimation et de la pharmacologie aidant, sont devenues presque des interventions « de routine ». Au point que, selon certaines études, la transplantation représentera en France, au début du prochain millénaire, la moitié des actes chirurgicaux.

Par conséquent, comment se donner, dès aujourd'hui, les moyens de cette banalisation ? « En développant une politique d'information sur la signification des transplantations d'organes » et en encourageant la coopération européenne, répondent les ministres européens de la santé. Force est, en effet, de constater que le grand public connaît mal le problème des transplantations d'organes. Selon un sondage que vient de réaliser la SOFRES pour le compte de la Fondation Vincent-Guéry et de l'assistance publique de Paris, seulement 16 % des Français disent connaître la législation en matière de dons et de transplantations d'organes. Plus de quatre Français sur cinq ignorent donc que, en vertu de la loi Caillaud du 22 décembre 1976, tout sujet en état de mort cérébrale doit être considéré comme un donneur potentiel d'organes. Pourtant, 75 % des personnes interrogées se disent prêtes à faire don d'un organe si elles étaient en état de mort cérébrale.

« Se laisser emporter avec des organes viables est un crime social », disait il y a quelques mois le professeur Christian Cabrol (hôpital de la Pitié-Salpêtrière, Paris). La sous-information du grand public devrait aujourd'hui l'amener à nuancer ses propos. D'autant que ce ne sont pas les bonnes volontés qui manquent. Apparemment, de moins, car selon un récent rapport effectué par le professeur Gérard Benoit (hôpital de Bicêtre) à la demande de la direction des hôpitaux, 8 % seulement des gens accepteraient de donner de leur vivant un de leurs reins pour sauver un membre de leur

famille. Cette proportion atteint 50 % dans d'autres pays. Tout se passerait-il comme si, faute d'informations, les gens manquaient de générosité ?

Le 4 mars dernier, M^{me} Barzach avait annoncé une série de mesures visant à développer la pratique des greffes d'organes (le Monde du 6 mars). Elle avait en particulier défini des objectifs chiffrés devant être atteints « à l'horizon 1989 » : 1 750 greffes de rein, entre 500 et 600 greffes cardiaques, 270 greffes de foie et 80 greffes de pancréas. Sans le lancement d'une grande campagne d'information sur le don d'organes, ces objectifs pourraient-ils être atteints ?

FRANCK NOUCHI.

ILE-DE-FRANCE

M. Chirac prend des mesures pour le maintien des familles dans Paris

Le maire de Paris veut « maintenir un maximum de familles » dans la capitale. Il a présenté, le mardi 17 novembre, à la presse, une série de mesures en faveur des familles de plus de deux enfants. Pour la plupart, ces mesures, qui seront examinées lundi prochain par le Conseil de Paris, confirment et étendent des décisions adoptées au mois de mai dernier. Elles prennent place dans une action sociale qui concerne aussi les personnes âgées, les handicapés et les jeunes.

Paris, ville de vieux, de solitaires et d'isolés ? En l'espace d'une génération — trente ans — la proportion de ménages composés d'une seule personne est passée d'un tiers à la moitié. En même temps, le confort et la taille des logements se sont accrus, mais leur nombre a diminué. Pour endiguer et combattre ce qu'il appelle « la montée impressionnante de la solitude », M. Jacques Chirac se fixe des priorités : rendre les personnes âgées moins dépendantes, aider les familles à se loger et à vivre dans la capitale, lutter contre la pauvreté et tenter de prendre en compte les problèmes des jeunes.

C'est surtout vers les familles nombreuses que sont les nouvelles. Le 1^{er} janvier prochain sera créée une carte « Paris-famille ». Elle sera attribuée aux familles ayant au moins trois enfants à charge ou un handicapé, et domiciliées à Paris depuis trois ans. Aucune condition de ressources ne sera exigée.

Cette carte ouvrira un crédit de 2 000 F par an destiné à rembourser des dépenses de transports, de cantines, de gardes, d'activités pour les

enfants, etc. Elle permettra l'accès gratuit aux musées, parcs et jardins et, ultérieurement, à d'autres équipements. Elle accordera une réduction annuelle de 1 800 F sur la facture d'électricité si la famille de trois enfants n'acquiesce pas 10 000 F d'impôts sur le revenu, plafond augmenté de 5 000 F par enfant supplémentaire.

L'aide au logement consentie aux familles de quatre enfants sera étendue à celles de trois enfants qui consacrent 20 % au moins de leurs revenus à se loger, et dont le loyer mensuel est inférieur à 10 000 F. Elle s'élèvera à 600 F par mois pour trois enfants, 1 000 F pour quatre et 200 F par enfant supplémentaire.

Ces mesures coûteront à la Ville quelque 50 millions de francs pour la carte Paris-famille et autant pour l'allocation logement. Elles correspondent au réajustement des crédits pré-cédemment affectés à l'allocation de congé parental d'éducation que la Mairie de Paris avait instaurée en 1980, et qui vient d'être reprise en charge par l'Etat.

La critique des élus socialistes au Conseil de Paris, à leur égard, est nuancée : approbation de principe, condamnation des modalités. Comme aucune condition de ressources n'est fixée pour obtenir la carte Paris-famille « les contribuables les plus modestes financeront les familles huppées de la capitale, qui, pour la majorité d'entre elles, ne demandent rien », déclare M. Georges Sarre, député de Paris et président du groupe socialiste au Conseil de Paris. « L'électoratisme à des limites », conclut-il.

CH. V.

DÉFENSE

De nombreux couples de militaires séparés par les mutations

Le célibat en garnison

Un couple de militaires sur six, c'est-à-dire un couple dont l'un des conjoints est cadre d'active, vit aujourd'hui, en France, en situation dite de « célibat géographique », pour reprendre une expression courante dans les armées qui désigne l'obligation de vivre séparés, en raison du lieu d'affectation de l'un par rapport au lieu de travail de l'autre. Le « célibat géographique » apparaît comme la seule solution possible lorsque le couple souhaite que chaque conjoint puisse continuer une carrière professionnelle, sans déqualification et sans interruption.

Cette situation, difficile au plan de la vie de famille et de la scolarité des enfants, est le résultat de l'extrême mobilité professionnelle des militaires d'active, officiers et sous-officiers. Dans un rapport rédigé au nom de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, un député, M. Guy-Michel Chauveau (PS, Sarthe), demande au ministre de la Défense de mieux prendre en compte les contraintes qui sont liées aux mutations et à la disponibilité des militaires.

Conjoints

sans emploi

Selon le rapporteur parlementaire, 20 % des personnels officiers et sous-officiers sont, chaque année, touchés par une mutation, ce qui représente plus de quarante mille mutations dans les armées et la gendarmerie.

Cette mobilité géographique est une nécessité de l'état militaire. Mais, aujourd'hui, un cadre d'active sur quatre estime, selon des enquêtes récentes, que ces mutations sont trop fréquentes, voire excessives, même si elles conditionnent leur avancement.

M. Chauveau indique, dans son rapport, que les militaires interrogés citent, dans l'ordre des préoccupations exprimées, les difficultés rencontrées dans la recherche d'un nouveau loge-

ment, dans la scolarité des enfants, dans le coût de leur déménagement et dans les risques de perte d'emploi par le conjoint.

La profession de militaire constitue un handicap certain à l'emploi du conjoint dans le secteur privé. Ainsi, 60 % des conjoints des militaires interrogés, qui possédaient un emploi au moment de leur mariage, y ont renoncé ou l'ont perdu. De même, 16 % des couples choisissent, à regret, la solution de la séparation géographique.

Si l'on fait le calcul des dépenses entraînées chaque année par ces mutations, le ministère de la Défense évalue à 700 millions de francs les frais occasionnés par le transport des personnes et de leur mobilier, par les compléments forfaitaires de l'indemnité de charges militaires et par les aides consenties (500 francs par famille) pour la quête d'un domicile.

Mais le rapport de M. Chauveau souligne, d'autre part, que la durée du travail hebdomadaire est aussi une préoccupation des militaires. Certains cadres de métier atteignent des durées de plus de cinquante heures, soixante heures dans des brigades de gendarmerie situées à la périphérie des grandes villes, voire soixante-dix heures pour des spécialités bien précises et, même, soixante-treize heures à la Garde républicaine de Paris. Ces conditions de travail risquent d'être d'autant plus mal ressenties qu'elles ne donnent lieu à aucune rémunération supplémentaire.

« Au contraire, note le rapporteur parlementaire, la condition des militaires s'est dégradée par rapport à la situation acquise lors de la refonte des statuts en 1975. Les armées évaluent la baisse du pouvoir d'achat des militaires de carrière à 7 % depuis 1978, alors qu'ils exercent leur activité dans des conditions difficiles. »

RELIGIONS

Le délégué du pape auprès des traditionalistes arrive en France. — « Viateur apostolique » chargé par Jean-Paul II d'une mission d'information sur la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X de Mgr Lefebvre, le cardinal canadien Edouard Gagnon se rendra, du 21 novembre au 3 décembre, en France dans les lieux de rassemblement des traditionalistes. Son itinéraire est tenu secret. On sait seulement qu'il sera les 22 et 23 novembre à Saint-Nicolas-du-Chardonnet (Paris 5^e), où il assistera le dimanche à la messe. Après la France, le cardinal Gagnon se rendra en Allemagne fédérale et devrait remettre ses conclusions au pape fin décembre.

De hautes personnalités du Vatican en Tchétchénie. — C'est une délégation de haut niveau, composée en particulier de Mgr Silvestre, secrétaire du conseil pour les affaires publiques de l'Eglise, et de Mgr Colasunno, ambassadeur itinérant dans les pays de l'Est, qui

s'est rendue, le mardi 17 novembre, en Tchétchénie pour les obsèques de Mgr Julius Gabriel, administrateur apostolique de Tmava. La mort de ce dernier réduit à quatre le nombre des évêques dans ce pays, qui compte treize diocèses, mais où, depuis quinze ans, le Vatican ne peut plus nommer d'évêques.

La mort du Père Vallery en Algérie. — Ce n'est pas à la suite d'une agression de pillards que sont morts dans le Sud algérien un prêtre belge, le Père Vallery, et ses trois compagnons français (le Monde du 22 octobre). L'enquête menée par les autorités algériennes et le rapport d'autopsie du professeur Mehdi, directeur de l'Institut médico-légal d'Alger, ont conclu à une mort par déshydratation. Egarés dans le désert, alors qu'ils se rendaient au Burkina-Faso, les quatre hommes avaient épuisé leurs réserves d'essence et d'eau, avant de mettre le feu à leur véhicule dans l'espoir d'être repérés.

REPÈRES

Education

La rentrée dans les collèges

La ministre de l'Éducation nationale publie dans le Bulletin officiel du 12 novembre la note de service destinée à préparer la rentrée 1988 dans les collèges.

Ceux-ci devront avoir tout entrepris la « rénovation » pédagogique introduite progressivement depuis 1984. Chaque établissement devra se doter d'un « projet » pour cinq ans fixant des objectifs, tels que l'augmentation du taux d'admission en seconde, et la diminution du nombre des sorties avant la fin des études. Le texte insiste sur le travail personnel des élèves et sur la qualité de l'enseignement. En sixième, les seront « pris en charge personnellement par leurs professeurs » avec le concours des parents « dans certains cas ».

Différentes formules de regroupement des élèves — groupes de rattrapage intensif, ateliers de lecture, groupes de niveau par matière — seront développées pour permettre de « consacrer davantage de temps aux élèves qui en ont le plus besoin ». Pour certains élèves, les programmes de sixième et de cinquième pourront être étalés sur trois ans, et des emplois du temps variables d'un trimestre à l'autre pourront être mis en place dans quelques matières. La note précise aussi les modalités d'une rénovation des classes pré-professionnelles de niveau (CPPN) destinées aux élèves en difficulté.

Euthanasie

85 % des Français seraient favorables au « droit à la mort »

Selon un sondage SOFRES demandé par l'Association pour le droit de mourir dans la dignité que préside M. Henri Caillaud, et publié dans France-Soir, le 18 novembre,

85 % des Français seraient favorables « à ce que soit reconnu à un malade souffrant de maladie grave et incurable l'accompagnement de soulagement ininterrompu le droit d'être aidé à mourir à sa demande ». 63 % estiment que cette aide comporte non seulement « le refus de l'acharnement thérapeutique » mais une « aide active à mourir » qui, pour 46 %, devrait être le fait du médecin traitant.

Enfin, 76 % des personnes interrogées souhaitent une modification du code pénal afin que les personnes qui ont aidé à mourir, à sa demande, un malade atteint d'une maladie grave et incurable ne soient plus, comme c'est le cas actuellement, passibles de poursuites judiciaires. (Sondage effectué du 7 au 12 novembre sur un échantillon représentatif de 1 000 personnes.)

Personnes âgées

Les hospitaliers

demandent un ministre

Pour coordonner l'action gouvernementale dans le domaine des personnes âgées, nous ne souhaitons ni un secrétaire d'Etat, comme c'était le cas avant 1986, ni un délégué auprès du premier ministre, comme le propose le récent rapport déposé par M. Théo Braun, mais « un ministre à part entière qui soit un patron et un décideur ». C'est ce qu'ont déclaré, mardi 17 novembre à Paris, les dirigeants de l'importante fédération des établissements hospitaliers et d'assistance privée qui recourent cent trente mille personnes âgées et handicapées dans ses mille quatre cents institutions.

La fédération a également rejeté l'idée d'une « assurance autonomie » qui couvrirait, à titre individuel, les risques de la perte d'indépendance due au grand âge.

Racisme

Une grande manifestation à Paris le 29 novembre

Désireux de mobiliser les Français « contre le racisme et la xénophobie, pour l'intégration et l'égalité des droits », avant la campagne électorale, M^{me} Harlem Désir, présidente de SOS-Racisme, et Philippe Druillet, président du syndicat étudiant UNEF-ID (proche du parti socialiste), appellent à une manifestation le dimanche 29 novembre à Paris.

Un grand nombre d'organisations, d'intellectuels et d'artistes se sont associés à cet appel, parmi lesquels la FEN, la CFTD, le PS, le PCF, la Ligue communiste révolutionnaire, le Collectif des communistes rénovateurs, le Syndicat de la magistrature, la Fédération des conseils de parents d'élèves, le mouvement ATD-Quart Monde et la CIMADE. Aucune personnalité de la majorité ne figure dans la liste des signataires, mais les organisateurs espèrent la participation la plus large possible à cette manifestation qui aura lieu de Montparnasse à la Bastille et sera animée par plusieurs orchestres.

Sciences

M. Georges Canguilhem et Jean-Pierre Serre lauréats du CNRS

La médaille d'or du Centre national de la recherche scientifique pour 1987 vient d'être attribuée au philosophe, historien des sciences, Georges Canguilhem et au mathématicien Jean-Pierre Serre.

[Normales et agrégé de philosophie, M. Canguilhem a succédé, en 1955, à Gaston Bachelard comme professeur à la Sorbonne. Il fut nommé à la même époque à la direction de l'Institut d'histoire des sciences et des techniques de l'université de Paris. Il est membre de l'Académie internationale d'histoire des

sciences, de l'Académie internationale d'histoire de médecine, de l'Institut national de philosophie.]

[M. Jean-Pierre Serre, agrégé de mathématiques, a participé au fameux groupe de mathématiciens Bourbaki. Son œuvre touche à des domaines aussi variés que la topologie, la géométrie et l'arithmétique. Professeur au Collège de France, il a reçu, en 1954, la médaille Fields, le Nobel des mathématiques.]

SIDA

Deux ans de prison pour relations sexuelles

Un ancien militaire américain, âgé de quarante-six ans, a été condamné par un tribunal de Nuremberg (RFA) à deux ans de prison ferme pour avoir eu des rapports sexuels sans protection et sans prévenir ses partenaires des dangers qu'ils couraient, alors qu'il se savait atteint du SIDA, ou tout au moins qu'il était séropositif. Le procureur avait demandé une peine de trois ans et six mois de prison ferme, pour « blessure volontaire ».

Le condamné a décidé d'en appeler à la Cour suprême allemande.

Toxicomanie

Une banque de données française

La première banque de données française sur les toxicomanies devrait être mise en service au début de l'année 1988.

Appelé Toxibase, ce réseau sera coordonné par le Centre national de documentation sur les toxicomanies (CNDT) et associera cinq centres de recherche et de soins : l'hôpital Marmottan et le centre Diderot (Paris), le Centre d'études et d'information sur la drogue (Bordeaux), l'Institut de recherches spécialisées pour la formation-information-prévention et recherches sur la toxicomanie (Reims) et la DASS de Bobigny. Des données en anglais et en français pourront être consultées par le public dans ces centres.

CONCOURS

LE MONDE DU VIN

COMMANDEZ

VOS NUMÉROS MANQUANTS

Cochez les numéros des vignettes qui vous manquent. Nous vous ferons parvenir les numéros correspondants en francs de port.

N° 1 4,50 F oui 17 oct.	N° 2 6,00 F oui 18 oct.	N° 3 4,50 F oui 20 oct.	N° 4 4,50 F oui 21 oct.	N° 5 4,50 F oui 22 oct.	N° 6 4,50 F oui 23 oct.
N° 7 4,50 F oui 24 oct.	N° 8 6,00 F oui 25 oct.	N° 9 4,50 F oui 27 oct.	N° 10 4,50 F oui 28 oct.	N° 11 4,50 F oui 29 oct.	N° 12 4,50 F oui 30 oct.
N° 13 4,50 F oui 31 oct.	N° 14 6,00 F oui 1 oct.	N° 15 4,50 F oui 2 oct.	N° 16 4,50 F oui 3 oct.	N° 17 4,50 F oui 4 oct.	N° 18 4,50 F oui 5 oct.
N° 19 4,50 F oui 7 oct.	N° 20 6,00 F oui 8 oct.	N° 21 4,50 F oui 10 oct.	N° 22 4,50 F oui 11 oct.	N° 23 4,50 F oui 12 oct.	N° 24 4,50 F oui 13 oct.

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____

Envoyez ce bon de commande avec votre règlement du total des exemplaires commandés à : Le Monde, service des ventes au numéro, 7, rue des Italiens, 75001 PARIS

Sports

Jacques Anquetil, l'élégance dans l'effort

(Suite de la première page.)

« Jacques Anquetil est ce qu'on a vu de mieux sur une bicyclette », disait de lui Raymond Poulidor, son rival devenu son ami, le seul qui soit parvenu à le mettre en difficulté dans le Tour de France, sans réussir toutefois à lui arracher le maillot jaune.

Quant à Raphaël Geminiani, son directeur sportif, il donnait du routier normand cette définition à l'emporte-pièce, « un moteur turbo, un ordinateur et un alambic ». Rou-

leur hyperpassant qui possède la faculté de se surpasser lorsque les circonstances l'exigent et calculeur intelligent, soucieux de ne pas produire d'efforts inutiles, Jacques Anquetil s'accorde par ailleurs un certain nombre de libertés avec le régime tel qu'on le connaît pour un sportif de haut niveau. Il préfère la bière ou le whisky à l'eau minérale, laquelle, de son propre aveu, ne lui convient pas.

Cette singulière discipline, plus proche des lois de Thélème que des

méthodes conventionnelles est à l'origine d'écarts gastronomiques qui n'allaient pas sans ses performances. « Maitre Jacques » en éprouve une satisfaction d'autant

l'astronomie, la contemplation des étoiles l'ayant peu à peu persuadé, selon ses termes, de l'aspect dérisoire des choses terrestres, et cette disposition d'esprit l'a peut-être aidé à supporter l'agression de la maladie. A travers ses multiples fonctions : commentateur à la radio et à la télévision, directeur technique des routiers professionnels français à l'occasion du championnat du monde et directeur de course sur la route de Paris-Nice ou du Grand Prix du Midi Libre, Jacques Anquetil était resté fidèle au cyclisme.

Son courage était légendaire, à vélo comme dans la vie. Jusqu'à ses derniers instants, il a fait preuve d'une volonté admirable. C'était un homme fort et serene.

JACQUES AUGENDRE.



plus vive qu'il se plait à cultiver le paradoxe et qu'il aime parfois choquer à défaut de convaincre.

Dans un livre intitulé *Je suis comme ça*, publié bien avant sa retraite, il a écrit : « S'il n'y avait que des champions, voici le programme que je conseillerais à la veille d'une course : un faisan aux châtaignes, une bouteille de champagne et une femme. Malheureusement, il n'y a pas que des champions. »

Ennemis de la contrainte sous toutes ses formes, obéissant en permanence à sa propre inspiration, cet incomparable technicien de la course contre la montre savait préparer mieux que quiconque les compétitions de son choix, et cela grâce à un entraînement intensif. Faisait-il ce que bon lui semblait, ou plutôt ce qui lui semblait bon ? En tout cas, il ne cédait pas à la facilité. Il s'efforçait toujours de chercher, de comprendre et sa nature curieuse l'avait conduit à se passionner pour

La retraite d'un ancien maillot jaune

Les adieux de Joop

Au terme d'une carrière de dix-sept ans dans les rangs professionnels, Joop Zoetemelk, le plus français des coureurs néerlandais, a renoncé à la compétition. C'est à Gernigny-l'Évêque, près de Mesux (Seine-et-Marne), où il habite, qu'il a fait ses adieux, dimanche 15 novembre.

Routier, d'une qualité exceptionnelle, il aura eu le double mérite de durer et de se soustraire au déclin, en évitant la course de trop. Sa longévité est équivalente à celle de Raymond Poulidor, qui fut son équipier et qui s'inspira des mêmes méthodes.

Révisé par sa victoire dans le Tour de l'Avenir en 1969, Zoetemelk devint champion du monde professionnel seize ans plus tard, à l'âge de trente-neuf ans. Et il participa neuf fois au Tour de France, se classant deuxième à

cinq reprises, avant de remporter enfin le maillot jaune sur les Champs-Élysées en 1980.

Bien qu'il ait affronté Marcoux puis Hinault, Joop Zoetemelk se construisait, à force de persévérance, un palmarès d'une grande richesse où figuraient Paris-Nice, le Tour d'Espagne, la Flèche wallonne, le Grand Prix d'automne, le Tour de Normandie, le Polymultiplié, le Critérium des as et l'Amstel Gold Race. Pourtant, un grave accident au cours du Grand Prix Midi-Libre faillit interrompre définitivement sa carrière en 1974. Il dut à son directeur sportif Louis Caput d'avoir la vie sauve. Pour Poulidor, cette chute nous a privés de l'un des plus grands champions de l'ère moderne.

J. A.

Au Tribunal civil de Paris

Le rugby à XIII perd son nom

La première chambre du Tribunal civil de Paris a rendu, le mardi 17 novembre, un jugement par lequel elle impose à la Fédération française de rugby à XIII de changer de dénomination avant deux mois, sous peine de se voir infliger le paiement d'une astreinte de 500 F par jour de retard.

Dans un premier jugement rendu le 29 septembre dernier, le Tribunal, saisi par la Fédération française de rugby (FFR), avait ordonné cette modification sans toutefois s'opposer à l'utilisation du mot « rugby », comme le souhaitait la Fédération française de rugby dans une demande jugée « excessive ».

En outre, les magistrats condamnent à l'Association condamnée de son intention d'utiliser le nom de « Ligue française de rugby à XIII » mais invitait les parties à « envisager leurs relations d'une façon moins bellueuse », leur suggérant d'élaborer « sportivement » un pacte dont le tribunal pourrait constater l'existence.

Le second jugement constate qu'aucun accord n'est intervenu « ni sur le point d'interdire » et en tire les conséquences par le prononcé de la mesure coercitive de l'astreinte avant de condamner la Fédération française de rugby à XIII au franc symbolique de dommages et intérêts.

France espoirs (moins de vingt et un ans) s'est qualifiée pour les quarts de finale du championnat d'Europe en faisant match nul (2-2) avec la RDA, le mardi 17 novembre à Besançon.

● **TENNIS** : Masters féminins. — Les dernières rencontres du premier tour, disputées le mardi 17 novembre à New-York, ont donné les résultats suivants : M. Mateveva (Bul.) b. C. Kohde-Kisch (RFA) 4-6, 6-3, 6-4 ; M. Navratilova (EU) b. C. Lindqvist (Sué.) 6-4, 7-6 ; R. Reggi (It.) b. H. Mandlikova (Tch.) 7-5, abandon.

● **BASKET-BALL** : championnat de France. — La douzième journée, disputée le mardi 17 novembre, a donné les résultats suivants : Saint-Etienne b. Lorient 97-91, Limoges b. Antibes 101-95, Nantes b. Avignon 83-79, Racing-CP b. Tours 82-73, Orthez b. Mulhouse 91-86, Cholet b. Caen 72-70, Monaco b. Vichy 95-81, Villeurbanne b. Reims 89-81. Classement : 1^{er} Cholet, 34 pts ; 2. Limoges et Nantes, 32 ; 4. Orthez et Monaco, 30 ; 5. Villeurbanne, 28.

● **FOOTBALL** : championnat d'Europe espoirs. — L'équipe de

Un palmarès exceptionnel

Né le 8 janvier 1934 à Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime), Jacques Anquetil, après des études secondaires au collège technique de Sotteville-lès-Rouen, débute dans la carrière cycliste à l'Auto-cyclo-Sottevillais, sous la direction d'un ancien coureur régional, André Boucher. Dès 1952, Jacques Anquetil révèle ses qualités de rouleur en remportant le maillot des As de Paris-Normandie. Peu après, il devient champion de France amateur sur route et l'année suivante, il débute chez les professionnels par une éblouissante victoire dans le Grand Prix des Nations. Incorporé à l'équipe La Perle sous la conduite de Francis Pelissier, Jacques Anquetil est ensuite le leader des groupes Helvet, Gitane-Saint-Raphaël, Ford-France et Bic. Ses directeurs sportifs sont alors Paul Wiegant, Raymond Louviot, Raphaël Geminiani, Maurice de Muer, et il dispute plusieurs fois le Tour de France à la tête de l'équipe de France sous les ordres de Marcel Bidot.

Vainqueur du Grand Prix des Nations à neuf reprises (1953-1954-1955-1956-1957-1958-1961-1966-1966), Anquetil a été le premier coureur à gagner cinq Tour de France (1957-1961-1962-1963-1964). A son palmarès figurent également le Tour d'Italie (1960-1964), le Tour d'Espagne

(1963), Paris-Nice (1957-1961-1963-1965-1966-1966), le Critérium national (1961-1963-1965-1967), le Critérium du Dauphiné libéré (1963-1966), les Quatre Jours de Dunkerque (1958-1959), le Tour de Sardaigne (1966), le Tour de Catalogne (1957), le Tour des Pays basques (1969), Gand-Wevelgem (1964), Bordeaux-Paris (1965), Liège-Bastogne-Liège (1966) et le Critérium des As (1959-1960-1963-1965). Indépendamment du Grand Prix des Nations, il obtient des succès contre la montre dans le Grand Prix de Lugano (1953-1964-1968-1969-1969-1980-1981-1986), le Grand Prix de Genève (1955-1956-1957-1958-1959), le Grand Prix de Fort (1960-1961-1965) et le Trophée Baracchi, avec Altig (1962), Stabinski (1965) et Gimond (1968). Curieusement, Anquetil n'a jamais été champion du monde, ni champion de France sur route ; cependant, il a détenu le titre de champion de France de poursuite de 1955 à 1957. Recordman du monde de l'heure (45,166 km à Milan en 1956), il parcourut 47,493 km en 1967 sur la même piste du Vigorelli, mais sa performance ne fut pas homologuée, en raison d'un constat de carence lors du contrôle antidopage.

Jacques Anquetil était chevalier de la Légion d'honneur.

BLA
BLA
BLA

L'EUROPE DU FUTUR
ARRETONS D'EN PARLER
FAISONS-LA.

L'Europe sans frontières, quel rêve ! Bla bla bla... La "Communauté", quel pari insensé ! Bla bla bla... Stop ! L'Europe du futur, arrêtons d'en parler, faisons-la !

Face à ce challenge, la synergie entre tous les métiers de l'entreprise est indispensable. En avril 88 et plus que jamais, le SICOB s'attachera à fédérer l'ensemble des technologies de communication de l'entreprise, fidèle à sa vocation depuis 38 ans.

Le SICOB tient le pari européen avec un seul but : programmer le succès pour tous en 1992.

SICOB
LES RACINES DU FUTUR.

مكتبة الامم المتحدة

adieux de Juppé

XIII perd son...

DU FUTUR
Y'EN PARLER
NS-LA

Ce livre n'est pas un essai politique ordinaire. Il ne retrace pas les étapes de la cohabitation et ne nous révèle pas le nom du prochain président. Il décrit, avec une joyeuse férocité, l'ampleur de la coupure qui existe aujourd'hui entre les Français et ceux qui les gouvernent.

En effet, s'ils prétendent faire notre bonheur, les hommes politiques vivent pourtant dans un autre monde. Aucun problème quotidien ne les assaille. Depuis combien de temps Barre, Chirac, Lang, Léotard, Mitterrand, Rocard et les autres n'ont-ils pas pris le métro, acheté une baguette de pain, rempli une feuille de Sécurité sociale ou payé une contravention ?

De voyages officiels en grand-messes militantes, d'inaugurations d'usines-pilotes, en visites guidées dans la France profonde, les princes de la République vivent en vase-clos.

Ce document qui brise la « loi du silence » chère au « microcosme » passionnera tous ceux qui suivent avec un scepticisme amusé ou exaspéré les péripéties de la vie politique.

Daniel Schneidermann est journaliste au Monde.

Collection « Documents » dirigée par Alexandre Wickham



Tous deux ont été Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing. Depuis plus de dix ans, ils ont appris à se connaître, à se juger et à se... détester. Entre eux, la coexistence n'a jamais été radieuse. Au-delà des querelles d'héritage sur le gaullisme et des consensus apparents sur le libéralisme, des « petites phrases » et des grands discours, des vraies divergences et des fausses réconciliations, des photos de famille au Puy-du-Fou et des déjeuners secrets, c'est l'avenir politique de la France qui est engagé dans le duel Chirac-Barre.

A l'approche de l'échéance présidentielle, la dimension humaine et affective de cette rivalité pèse au moins autant que le rapport de force entre la droite et la gauche.

Dans ce récit — qui révèle le dessous des cartes de la cohabitation — les stratégies de conquête du pouvoir des deux hommes se dessinent assez crûment...

Sylvie Pierre-Brossolette est chef d'enquêtes à L'Express.

Dominique de Montvalon est rédacteur en chef-adjoint à L'Express, responsable du service « France ».

Collection « Documents » dirigée par Alexandre Wickham.



belfond

Communication

La guerre des radios commerciales

RTL est la première radio de France. C'est un fait. Et malgré la légère baisse d'audience qu'accusent les résultats du mois d'octobre, personne ne conteste à la station de la rue Bayard sa place de leader. Pourtant dans son sillage, quelle empoignée entre les radios commerciales qui se disputent le marché publicitaire. La lutte, certes, n'est pas nouvelle, et chaque sondage apporte traditionnellement son lot de communications contradictoires et triomphants. Mais voici que, depuis plusieurs semaines, le trio qui formaient Europe 1, France-

Inter et RMC a vu débarquer dans ses rangs une intruse - NRJ, - peu soucieuse des usages et grisée par un succès récent. La FM, pensait-on, était faite d'une amorce de radios éphémères qui n'étaient pas près d'ébranler les citadelles pérennes. Aujourd'hui, l'illusion se dissipe. La FM est un bloc compact qui, selon l'enquête 55 000 de Médiamat, occupait en octobre 34,3 % des parts d'audience, contre 45,4 % seulement pour l'ensemble des périphériques. Radio-France et le secteur public qui

restent à l'écart de la lutte commerciale, en totalisent 17,5 %. Pis ! Ces mêmes résultats - pourtant moins favorables à NRJ que ceux du mois précédent - ont confirmé que « la plus belle radio » avait durablement franchi la « barre » des 10 % de parts de marché. Un pourcentage qui lui permet de jouer dans la cour des grands, puisque RMC n'en détient que 6,8 %, France-Inter 11,8 % et Europe 1, pourtant en hausse, 12,8 %.

NRJ laisse toujours à bonne distance les réseaux FM concurrents. Le deuxième, Nostal-

gie, ne « flirte » encore qu'avec les 4 % de parts d'audience, quand Fun, Skyrock ou Kiss FM, dynamiques pourtant, sont encore plus en arrière. Nul doute, pourtant, que la poussée irrésistible de la FM ne s'en tiendra pas là et qu'il sera de plus en plus difficile de parler de la radio ou des radios comme avant. A côté des stations généralistes et d'information, prendront progressivement place de grandes stations musicales, au contenu très diffé-

RTL

La valeur refuge

Première, RTL l'est résolument tout au long de la journée, de 5 heures à 18 h 45, et la fidélité qui caractérise son audience pourrait aussi s'appliquer au rendez-vous fixés par ses journalistes et animateurs. Une équipe « maison » avec ses « stars maison » (Philippe Alexandre, Patrick Sabatier, Fabrice, Anne-Marie Peysson, Philippe Bouvard). Aucun doute, Philippe Labro, directeur général des programmes, a su agir avec doigté. Les changements de la grille ont été introduits à doses homéopathiques et les équipes discrètement rajoutées. « RTL est comme une ancre, explique Philippe Labro, presque une valeur refuge qui joue à la fois le professionnalisme et la durée ».

Son public est sensiblement plus rural que celui d'Europe 1 : plus populaire aussi (ouvriers et employés représentent 42 % de l'audience totale), plus féminine (53 %). Une cible de choix pour les publicitaires en quête de ménagères (48 %). Aucun souci donc pour ses responsables, sinon... cette légère érosion que révèlent les sondages étalés sur deux ans et qui peut préfigurer un grignotage lent mais irréversible entrepris par la famille FM. Encore RTL dispose-t-elle d'atouts. Traditionnellement enracinée au nord (63,6 % de son audience réside dans le quart nord-est du pays), elle n'est que peu écoutée - et reçue - dans le Sud et tient là un gisement d'audience qui, convenablement attaqué, l'aiderait sans aucun doute à maintenir ses scores, voire les améliorer.

ANNICK COJEAN.

Europe 1

La stratégie du risque

Europe 1 vit dans l'inquiétude. Dans une véritable hantise. Celle d'une chute continue de son audience qui la ferait décrocher du peloton de tête des grandes stations commerciales. Que NRJ crie - précipitamment - victoire, et affiche dans la presse une deuxième place derrière RTL que les sondages suivants ne viennent pas confirmer, et le vice-PDG d'Europe 1, M. Jacques Lehn, croit nécessaire de monter au créneau. Et de rappeler que l'auditoire de sa station n'est composé que de VIP ! Les actifs (vingt-cinq-quarante-neuf ans) n'y sont-ils pas surreprésentés ? Ne constituent-ils pas 47,3 % des auditeurs de la radio, contre 39,8 % seulement du total de la population française ?

Europe 1 version Elkabbach - son directeur d'antenne depuis février 1986 - recherche en effet délibérément le haut-de-gamme. Il programme Harlem Désir quand d'autres emplissent les records d'audience avec « Stop ou encore ». Cherche à s'attirer les collaborations de M. Jacques Delors ou de M. Valéry Giscard d'Estaing. Monte des coups, fait de l'émission « Découvertes », l'un des must du Tout-Paris politique et culturel.

Si l'écoute d'Europe 1 est moderne, elle est sensible aux modes. Si elle affiche un esprit curieux, elle se fait volontiers critique. Si elle s'attache à quelques rendez-vous, elle est volatile. Sa grande passion - l'information - la camoufle aux heures du matin, le fameux 7-9, où à certains moments,

Europe 1 fait presque jeu égal avec RTL.

Reste que bonsoir par France-Inter, talonnée par NRJ, Europe 1 doit absolument fidéliser ses auditeurs et juguler l'érosion de son audience dont elle est victime depuis plusieurs années. Europe 1 doit aujourd'hui imposer sa stratégie du risque.

PIERRE-ANGEL GAY.

RMC

Entre le national et le régional

Signée « Toute la vie est au programme », la dernière campagne de promotion de RMC - la station du sud de la Loire - s'affiche sur les murs de la capitale. Paradoxe ? En apparence seulement, pour ce périodique monégasque qui a toujours

hésité entre le statut - valorisant - de radio nationale, et celui - complexe - de station multirégionale.

Pendant longtemps, cette ambiguïté même a fait son succès. Europe 1 et RTL ne franchissaient ni la barrière des Alpes ni celle du Massif Central. RMC pouvait chasser en toute quiétude les mêmes catégories d'auditeurs que ses rivaux du nord.

Elle ne s'en est pas privée, comme le prouve son écoute toujours familiale, exclusive et ménagère, copie de celle de la station de la rue Bayard. Comme RTL, RMC réalise ses meilleurs taux d'écoute entre 7 et 9 heures du matin. Comme RTL, elle continue à « faire un tabac » après le départ des bambins à l'école.

Mais la comparaison s'arrête là. Victime des changements fréquemment opérés à sa tête par l'Etat, son tuteur, la station a, contrairement à

RTL, souffert des incessants remaniements de programmes provoqués par chacun de ses maîtres éphémères. Quand la FM et les réseaux ont émergé, la station a durement accusé le coup. Elle a cru répliquer en débarquant à Paris. Mais c'est du sud que vient le danger. L'implantation de RTL et d'Europe 1 dans les villes de Provence ou du Langue doc, constitue autant de chevaux de Troie dans une chasse de moins en moins gardée. RMC doit aujourd'hui choisir. Se « nationaliser », se banaliser pour « monter » dans la capitale, au risque de délaier ses fidèles ? Ou bien « garder l'accent » ensoleillé, au risque de paraître exotique, passé l'Ardèche ou la Drôme.

P.-A. G.

NRJ

La station fast food

Depuis quatre ans, elle vole. Depuis deux ans, on la mesure.

	AUDIENCE CUMULÉE (1)				DURÉE D'ÉCOUTE				PART DU MARCHÉ (2)			
	(en %)				(en minutes)				(en %)			
	1987	1986	1987	1986	1987	1986	1987	1986	1987	1986	1987	1986
Oct.	Jul.	Oct.	Jul.	Oct.	Jul.	Oct.	Jul.	Oct.	Jul.	Oct.	Jul.	Oct.
RTL	20,1	20,5	21,3	23,1	167	165	171	167	24,9	24,4	26,3	26,2
EUROPE 1	14,7	14,2	16,5	18,4	117	118	116	133	12,8	12	13,8	16,7
RMC	6,5	6,3	7,8	8,1	140	145	135	153	6,8	6,6	7,5	8,4
NRJ	10	10,4	7,3	6,4	140	152	154	170	10,3	11,3	8,1	7,5
FRANCE-INTER	15,4	14,9	17	16,8	104	102	108	102	11,8	11	13,2	11,7

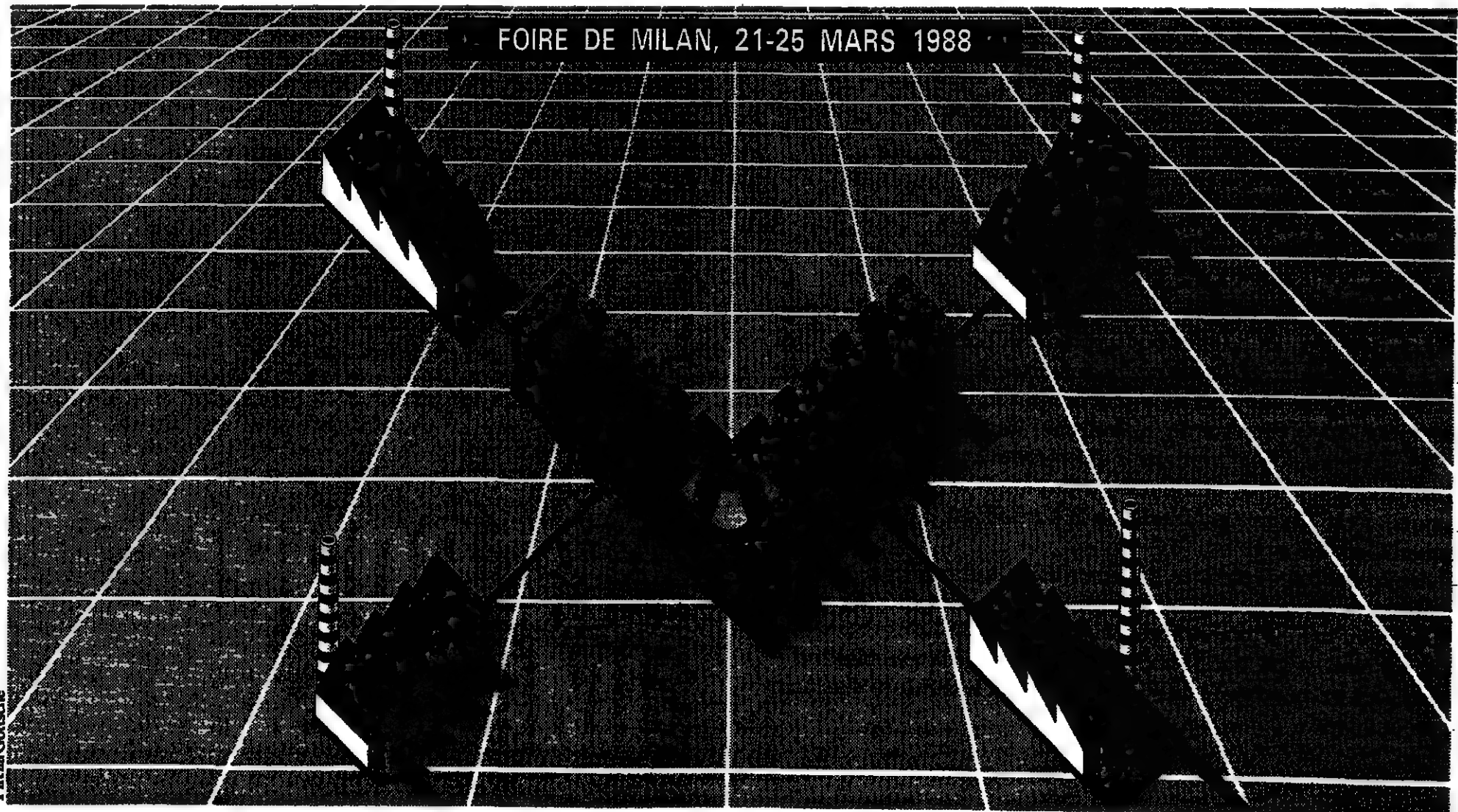
(1) Audience cumulée (en %) : c'est le nombre d'auditeurs ayant écouté la station au moins une fois dans la journée. Un point représente 435 000 auditeurs.

(2) Part d'audience ou part de marché : indicateur synthétique calculé à partir de l'audience cumulée et de la durée d'écoute de chaque radio. Donne le volume d'écoute globale de la radio.

A. Co.

8. FLEXIBLE INDUSTRIAL AUTOMATION.

FOIRE DE MILAN, 21-25 MARS 1988



Venez maîtriser le processus de production.

8. FLEXIBLE INDUSTRIAL AUTOMATION, l'exposition mondiale des systèmes pour l'automatisation industrielle organisée sous les auspices d'UCIMU-SISTEMI PER PRODURRE, aura lieu à Milan du 21 au 25 mars 1988.

Suivant le changement de la précédente dénomination de la manifestation, qui était limitée à la commande numérique et à la robotique, l'exposition a étendu son domaine.

La nouvelle exposition offre un panorama complet des systèmes de



production, de coordination, de commande et de contrôle ainsi que de tous les autres éléments essentiels de l'Usine Automatique.

8. FLEXIBLE INDUSTRIAL AUTOMATION est le milieu idéal pour présenter votre "know-how". Vous serez les bienvenus. Venez maîtriser le processus de production.

Informations: 8. FLEXIBLE INDUSTRIAL AUTOMATION c/o CEU - Centro Esposizioni UCIMU - Viale Fulvio Testi, 128 - 20092 Cinisello Balsamo (MI) - Italie. Tél. (02) 2497 1 - Télex 320212 CEU 1 - Téléc. (02) 2497349

L'EXPOSITION MONDIALE DE SYSTEMES D'AUTOMATISATION INDUSTRIELLE LA PLUS COMPLETE.

Farouk R



LA DE NA

هكنا من الأهل

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le Ballet du Kirov au Palais des Congrès

Le règne des pointes

Le Ballet du Kirov de Leningrad n'était pas venu à Paris depuis 1982. Ils sont installés jusqu'au 10 janvier au Palais des Congrès, où ils présentent six programmes. Et l'on pourra voir que l'influence occidentale s'est étendue sur ce temple du classique le plus pur.

AUX orties, un jour on l'autre, les chaussons de pointes ? Au placard, les tutus blancs de *Giselle* et du *Lac des cygnes* ? La question peut se poser légitimement à l'Ouest, surtout en France, où la danse moderne connaît l'efflorescence que l'on sait : le ballet classique a-t-il un futur ? « Oui », répond Oleg Vinogradov, le sveïte et bientôt quinquagénaire directeur du Ballet du Kirov de Leningrad. A condition que ses trois temples conservent leur spécificité : que Copenhague ne perde jamais le style Bournonville, l'Opéra de Paris ses très belles jambes et le Kirov ses bras incomparables.

Le hasard des programmations faisait parfois bien les choses, on va pouvoir juger sur pièces : à Paris, où le Ballet de l'Opéra vient de s'éteindre pour sa rentrée dans le *Lac des cygnes*, débloquent en même temps le Ballet royal du Danemark (pour trois soirs, avec le *Sylphide*) et le Ballet du Kirov (pour deux mois, avec six programmes). Une manière de réconciliation au sommet.

Un coup d'aile impatient vers Leningrad, où étaient affichés trois des ballets qui seront donnés à Paris, nous a fait devancer l'appel. Vert pistache rehaussé de

crème Chantilly comme tant de monuments de cette ville pour gourmets d'architecture (les autres sont fraise écrasée ou banane), le Théâtre Kirov tient son nom, depuis 1935, d'un chef du Parti communiste truffé de balles l'année précédente, probablement un cadeau de son ami Staline dont il n'approuvait pas les méthodes. C'était autrefois le Théâtre Mariyanski, et d'importants fantômes flottaient dans sa ravissante salle bleue et or : ici naquirent Boris Godounov, la *Dame de pique* et le *Prince Igor* ; ici chanta Chaliapine. Ici débâtèrent les oiseaux de feu qui allaient s'élever avec Diaghilev et ses Ballets russes à la conquête de l'Occident : tous formés à l'Ecole impériale de Saint-Petersbourg — aujourd'hui Institut Vaganova, en mémoire de l'illustre professeur qui y enseigna de 1919 à 1951.

Dans son bâtiment, rue Rossi, impossible de considérer d'un œil sec les barres de bois sur lesquelles ont transpiré Nijinski, Pavlova, Karavina, Spessivtsova, Onianova, et, plus près de nous, le trio des dissidents, Rudolf Noureïev, Natalia Makarova et Mikhail Baryshnikov.

Et l'on peut voir, dans la galerie de portraits de son musée, combien de sang français coule dans les veines du ballet russe. C'est un Français, Landé, qui fonde l'Ecole impériale en 1738. Après l'Autrichien Hilferding et l'Italien Angiolini, les maîtres de ballet s'appelleront Didelet, qui passe pour avoir inventé le collant chair des danseuses, Jules Perrot, le co-auteur de *Giselle*, enfin Marius Petipa, le Marseillais, qui passera plus d'un demi-siècle de sa vie à

Saint-Petersbourg et y créera cinquante-quatre ballets, dont la *Bayadère*, *Don Quichotte*, *Paquita*, la *Belle au bois dormant*, le *Lac des cygnes*.

« Le Kirov, dit Oleg Vinogradov, est un théâtre unique, qui a choisi en toute lucidité le statut de musée des chefs-d'œuvre de la chorégraphie. Pareil héritage ne se retrouve que partiellement dans le reste du monde. Nous donnons presque tous les ballets qui ont pu être conservés du passé : ils constituent un tiers de notre répertoire. Un autre tiers est composé de classiques soviétiques comme *Spartacus* ou *La Fontaine de Bakchisarai*, et le dernier tiers de ballets contemporains. » Qu'est-ce que le public préfère ? « Ce qui est bon. De l'Amérique au Japon on aime le *Lac*, la *Belle*, *Giselle*, la *Sylphide* : nous avons mis du temps à comprendre pourquoi. C'est que dans tous ces ballets il y a la base de tout ce qui suivra de moderne. Béjart et Jiri Kylian, nourris au départ de la même tradition, ont remporté ici des succès énormes. »

La troupe comprend deux cent dix danseurs et danseuses (la moitié seulement viennent à Paris, pour ne pas affaiblir Leningrad) et se produit quinze à dix-sept fois par mois au Kirov : « Pour bien danser, il faut beaucoup danser », dit Vinogradov.

Comment dansent-ils, depuis leurs dernières visites à Paris, en 1978 et 1982 ? Très bien, certes, mais... comment dire ? Le problème, avec le Kirov, est que son histoire et son prestige nous font placer la barre exagérément haut. Une cinquième position mal fermée et nous voilà prêts à gémir : « Le Kirov n'est plus ce qu'il était. » Il reste l'une des toutes premières compagnies du monde, mais quelques choses semblent s'évaporer de la poésie, de ses « bras incomparables ». On était passé la magie dans les *Ombres*, extrait de la *Bayadère*, où une théorie de blancs fantômes apparus un à un étire et entrelace d'impeccables arabesques ? Côté technique, il était surprenant de voir la nouvelle étoile alpha, qui répond au nom ensorcelé d'Alina Assylmouratova, exécuter dans le *Corsaire* des fouettés déportés de trois bons mètres sur le plateau (il convient comme on sait de les faire « dans une assiette »), et avec un pied droit fort mal tendu. Ce qui n'aurait eu que chétive importance si elle avait démontré par ailleurs une personnalité hors du commun.

Du *Corsaire*, grande machine exotico-romantique en trois actes, très vaguement inspirée de Byron, l'Occident ne connaît qu'un extrait fameux, ce « pas de deux » si chéri des danseurs qu'il fut présenté cinquante et une fois à la compétition de Varna 1986, sur cent quatre-vingts morceaux de concours. Sa première version, londonienne, date de 1837. Celle de Paris, due à Mazilier en 1856, est l'ancêtre des multiples versions russes qui se sont succédé pratiquement jusqu'à nos jours, avec éclipses.

De Petipa, qui ne monta pas moins de cinq fois le *Corsaire*, est signée la chorégraphie de celui que présente aujourd'hui le Kirov. Lui seul, sans doute, y reconnaît ses petits (pas), mais enfin admettons que ce qui est dansé



Le chevalier à la peau de tigre : Galina Mezentseva et Eldar Allor.

pure est de lui, pantomimes et mise en scène variant avec les arrangements.

Il faut renoncer à résumer l'action : enlèvements, perfides marchands d'esclaves, hardis corsaires, pacha lubrique, bouquet de fleurs soporifiques... Tout ça n'est pas très clair mais sert de prétexte à danse des pirates, danse algérienne, danse palestinienne, trio des odalisques, « Jardin enchanté » où s'ébattaient trente-deux dragées roses. Deux tableaux très réussis (Delacroix est passé par là) : le naufrage, au prologue, et la fuite finale des héros. L'ouvrage a été monté avec « un attendrissement fait d'ironie et de nostalgie » qu'il est permis de partager en le voyant.

Quelque chose danse dans les têtes

Quant à *Potemkine*, prononcez « Patisemkine » et n'attendez ni l'escalier d'Odessa ni le landau dévalant les marches. Son auteur, Oleg Vinogradov, dont c'est la plus récente création et le plus grand sujet de fierté, a voulu « échapper à l'influence du film génial de Serge Eisenstein ».

Dans un décor impressionnant de Teimouraz Mourvanidze, énormes plaques d'acier à gros rivets et gueules de canon évoquant l'univers carcéral d'un cuirassé, il semble avoir sacrifié l'invention chorégraphique à la théâtralité, à l'expression dramatique. Le corps de ballet masculin, qui tire peu la couverture à soi dans les œuvres classiques, tient

ici la vedette : trente-deux matelots humiliés et opprimés vont peu à peu relever la tête et marcher vers la révolte — chorégraphie ne cachant pas qu'il s'agit de toutes les révoltes contre tous les pouvoirs. La Mort, squelette blanc peint sur maillot noir, danse langoureux pas de deux avec ses victimes — mais plutôt passer au fil de sa faux que vous révéler le coup de théâtre final.

En un mot, l'interprétation de ces trois ballets nous a paru plus consciencieuse qu'inspirée. Baisse de tension passagère ? A Paris, la troupe mettra-t-elle plus de cœur à l'ouvrage ? A Leningrad, nous n'avons éprouvé le frisson sacré qui salue l'exceptionnel qu'à l'apparition, dans le *Corsaire*, de Farouk Rouzimatov (voir notre avant-dernière page). Mais nous reverrons ici quelques-unes des vedettes des tournées précédentes : l'ébouriffante Olga Tchentchikova, que ses fans ont plus commodément surnommée Technikova, Galina Mezentseva la torturée, Lioubov Kounakova ou la suavité, Tatiana Terekhova ou « Je peux tout faire ». Et nous découvrirons deux tendrons « spécialement préparés pour Paris » : Julia Makhalina et Veronika Ivanova.

Une étoile soviétique, aujourd'hui, n'a peut-être plus besoin de faire le saut de la liberté pour danser des œuvres occidentales. Le premier signe de dégel sur la Neva fut observé en 1978, lorsque Roland Petit vint monter au Kirov sa *Notre-Dame de Paris* : il était jusque-là interdit d'inviter des chorégraphes étrangers. Maurice Béjart, en juin der-

nier, a collaboré pendant un mois avec la troupe du Kirov. Il y eut échange de danseurs, navette de chorégraphes. On a pu voir le résultat de ce mixage à la télévision, le 27 juin, dans l'émission « Nuit blanche de la danse à Leningrad ». Et Balanchine fera enfin son apparition au répertoire du Kirov, c'est un événement, en avril prochain, avec *Sérénade* et *Symphonie écossaise*.

Quelque chose danse aussi dans les têtes, décidément, à l'Est. Au musée de l'Institut Vaganova, entre le maillot à pétales du *Spectre de la Rose*, les chaussons de Pavlova et les effigies des gloires maison, nous avons demandé, la bouche enfarinée, où étaient les photos des dissidents. « Cela viendra bientôt », nous fut-il répondu dans un gracieux sourire, « dès que le musée sera agrandi et disposera de trois salles... » D'ailleurs, Baryshnikov a été invité à Moscou, et le sera à Leningrad « s'il le demande ». Nourcev vient enfin de recevoir, après vingt-six ans d'attente, un visa pour l'URSS.

Quant à Béjart, il inaugure son installation à Lausanne, le 21 décembre prochain, avec une création intitulée *Souvenir de Leningrad*. « Une sorte de carnet de notes à la Stendhal », dit-il, où il fait revenir Bim, le petit héros de *Gatté Parisienne*. Dans ces nouvelles aventures, Bim rencontrera, entre autres, Lénine, Marius Petipa et Pierre le Grand.

SYLVIE DE MUSSAC.

* Palais des Congrès 20 h 30.

Farouk Rouzimatov



Ce félin tadjik de vingt-quatre ans a été chargé, à l'avance, de la lourde responsabilité d'être « la révélation de la tournée du Kirov à Paris ». « Cela ne me fait pas peur, dit-il, je suis juste un peu inquiet. » C'est d'escarboucle et boucles de jais, la narine fétale et le cerne prometteur, il a été détecté dans son Dzhirgatal par un groupe de talent-scouts léninogrois, qui l'ont invité à venir subir un examen à l'Institut Vaganova. Il n'avait jamais dansé, il avait dix ans, il est venu par curiosité ; on l'a déclaré bon pour le service chorégraphique, il est resté « plus perturbé par le climat que par la séparation familiale ». Et, après ses huit années d'études réglementaires, il est entré dans le

Ballet du Kirov, où il a bientôt été promu soliste.

Plus béjartien que nature, il incarne ce type de « nouveau danseur » qui commence de fleurir à l'Est sous l'influence occidentale : se mouvant avec plus de décontraction et de liberté en scène, chaque muscle et chaque nerf en action, gagnant en souplesse générale ce qui est peut-être perdu de spectaculaire dans les sauts.

Consultez les distributions. A Paris, il dansera *Giselle*, le *Lac des cygnes*, les *Ombres*, et aussi, dans les « soirées d'extraits de ballets », des morceaux béjartiens appris à Leningrad en juin dernier. Ses rêves : « Continuer ce travail entrepris avec Béjart. Et danser du Balanchine : je n'en ai vu jusqu'ici que sur bandes vidéo. »

VO : UGC BIARRITZ — UGC ODÉON — CMC BEAUBOURG LES HALLES — 14 JUILLET BASTILLE — 14 JUILLET PARNASSE — 14 JUILLET BEAUGRENELLE
VF : UGC GOBELINS — Périphérie, VO : ECRAN GÉRARD PHILIPPE, SAINT-DENIS

APRÈS
"LA BALLADE
DE NARAYAMA"

ZEGEN

LE SEIGNEUR DES BORDELS

LE NOUVEAU FILM DE
SHOHEI IMAMURA

MUSIQUES

Cinquantième anniversaire de la mort du compositeur Albert Roussel

Les secrets

Le cinquantième anniversaire de la mort d'Albert Roussel est l'occasion d'un regain d'intérêt pour ce compositeur singulier, contemporain de Debussy et de Ravel : concerts, colloques, expositions, livres, enregistrements tentent la curiosité des mélomanes, qui ne demandent pas mieux et s'étonnent qu'on leur ait caché un musicien de cette envergure...

QUAND les chiens aboient, il faut bien que la caravane passe... L'Année Roussel, donc, est passée, avec son cortège de manifestations et de publications où chacun trouvait son os à ronger : les organisateurs de concerts, les éditeurs, les disquaires, les artistes, les critiques, le public, heureux de flâner en pays de connaissance et de s'applaudir d'une telle aubaine. Fin novembre, l'œuvre de Roussel — nul ne s'en plaindra — est plus vivante que jamais, et l'on se rend compte avec un plaisir renouvelé que, quoiqu'il soit à la mode des anniversaires, il y avait mieux à faire, à commencer par célébrer celui d'Albert Roussel, disparu, lui aussi, en 1937.

Les mânes de Roussel, modestes et réservés comme il l'était lui-même, répugnant à se mêler au tumulte du monde musical, n'en ont conçu aucune amertume : elles sont habituées car l'année de naissance de l'auteur du *Festin de l'araignée*, 1869, coïncidait avec celle de la mort de Berlioz, le même phénomène s'était déjà produit à l'occasion du centenaire... Mais ce n'est pas grave, la musique de Roussel n'est pas menacée d'oubli, elle survit sans peine à l'ombre de celles de Debussy, son aîné de sept ans, et de Ravel, de six ans son cadet, déjà célèbres tous deux quand lui-même commençait à peine à composer.

C'est qu'en effet la vocation de Roussel semble avoir été exceptionnellement tardive. Né à Tours, dans une famille d'industriels, orphelin à huit ans, Albert Roussel apprend le piano pour combler sa solitude, déchiffre tout ce qu'il trouve et connaît de petits succès quand il exécute la *Mascotte* ou la *Favorita*. Mais, à quinze ans, fasciné par la mer, il va achever ses études à Paris et se présente à l'École navale, où il est admis en 1887. Pendant son séjour dans la capitale, il découvre *Carmen*, *Manon*, les sonates de Mozart et de Beethoven, mais il doit à présent s'embarquer à Brest sur un vaisseau-école.

Jusqu'en 1894, il naviguera sur divers bâtiments vers des destina-



Albert Roussel en 1937

tions de plus en plus lointaines. A bord, il joue des polkas pour distraire ses camarades, improvise pour accompagner le service religieux et tente d'étudier l'harmonie sur un traité dont l'obscurité le déconcerte...

Enfin, en 1892 (il a vingt-trois ans), il compose un petit quatuor exécuté à Cherbourg, son port d'attache, lors de la messe de minuit. Stimulé, il s'enhardit jusqu'à écrire une *Marche nuptiale* qu'un de ses amis lui propose de présenter à Edouard Colonne. Enthousiasmé, le célèbre chef d'orchestre conseille à Roussel de quitter la marine pour se consacrer à la composition. Du moins c'est ce que prétend l'ami dévoué qui, de fait, n'a pas pu rencontrer Colonne!

Le subterfuge réussit : en 1894, Roussel obtient un congé qu'il veut mettre à profit pour approfondir ses connaissances musicales. Trop âgé pour entrer au Conservatoire, il s'adresse à l'organiste Eugène Gigout, qui accepte et lui écrit : « Vos manuscrits dénotent une nature artistique délicate (...). Il faudrait vous garder de prêter une oreille trop complaisante aux manifestations artistiques courantes. Les vieux, les très vieux maîtres doivent être l'objet d'un culte spécial ; c'est par eux qu'il vous sera possible de bien penser et de rester jeune. »

Décidément musicien

C'est exactement ce que fera Roussel, sous la direction de ce premier professeur, puis de lui-même. Et peut-être y a-t-il là le secret de cette jeunesse si caractéristique de ses œuvres en général et surtout de celles qu'il écrira dans les quinze dernières années de sa vie.

Mis devant l'obligation de choisir entre deux vocations, Roussel envoie sa démission au ministre de la marine et se livre tout entier à l'étude et à la composition. Dès 1897, il obtient, pour deux *Madrigaux* envoyés à la Société des compositeurs, un premier prix qui lui vaut de les diriger en public. Il ne s'en inscrit pas moins, l'année suivante, à la Schola Cantorum, pour suivre les cours de Vincent d'Indy.

Rigueur, austerité, goût du classicisme (voire du formalisme), étude des maîtres de la Renaissance, culte de Beethoven, de Wagner et de Franck, voilà ce que d'Indy propose à ses disciples pour les mener vers un art solide, et nouveau si possible, à une époque où Debussy a déjà entraîné la musique vers l'évanescence, la liberté de la forme, le mépris des développements, le goût des couleurs sonores pour elles-mêmes, des harmonies compliquées n'ayant de comptes à rendre à personne.

Comme Ravel ou Florent Schmitt, Roussel ne resta pas insensible à l'appel des sirènes debussystes, mais d'après les commentaires qui accueillirent ses premières compositions, il semble qu'on ait très vite décelé chez lui un goût des rythmes francs et des dissonances saillantes, deux traits qu'il conservera toujours. Il n'y avait là, de son propre aveu, aucune réaction de rejet, mais la

conviction acquise, en contemplant les nouveaux horizons découverts par Debussy, qu'un champ de possibilités inexplorées venait de s'ouvrir et qu'il était vain de vouloir creuser le même sillon.

Tout en restant l'élève de d'Indy, Roussel, dont les progrès sont décidément très rapides, est bientôt chargé d'enseigner le contrepoint, tâche qu'il accomplit de 1902 à 1914 avec un rare talent pédagogique. De cette époque datent ses premières compositions d'envergure : le *Poème de la forêt*, qui constitue sa première symphonie (1904-1906), une *Suite* et une *Sonatine* pour piano (1910 et 1912), le ballet *Le Festin de l'araignée* (1912) dont le succès immédiat ne s'est pas démenti puisque, sous forme de suite d'orchestre, c'est peut-être encore son œuvre la plus populaire. Enfin, d'un voyage en Inde, il a rapporté la matière de trois *Évocatoires* pour orchestre et chœur ; il y introduit des gammes inhabituelles, des modes plus ou moins authentiques dont il se servira ensuite pour assouplir les lois de la tonalité auxquelles il restera toujours fidèle.

Roussel a quarante-trois ans en 1912, mais il a acquis en quelques années une célébrité exceptionnelle pour un « débutant » et fait figure d'indépendant radical. On ne lui trouve pas, comme à Stravinski, l'excuse d'être un demi-sauvage : ses duretés sont voulues et ses « notes à côté » irritent d'autant plus.

Livres

Les brèves mais remarquables monographies d'Arthur Honegger (1938) et de Dom Angelico Surcouff (1967) n'ont rien perdu de leur intérêt, à condition de pouvoir mettre la main dessus. Heureusement, quelques ouvrages sont venus enrichir la modeste bibliographie roussellienne. D'abord un recueil de cent quarante-deux lettres et d'une quarantaine d'écrits du compositeur choisis et présentés avec sensibilité et érudition par Nicole Laballe pour la collection « Harmoniques » Flammarion et qui, naturellement, sera l'ouvrage de référence (361 p., 200 F.).

Puis un livre hommage réalisé conjointement par l'École normale de musique et la SACEM, comportant, outre une discographie et une bibliographie très complètes, une analyse brève — et précise cependant — de chacune des œuvres de Roussel par divers auteurs, une courte biographie par Nicole Laballe complétée par des réflexions de Jean Roy sur sa personnalité, laissant à Harry Halbreich le soin d'analyser de façon aussi synthétique que précise les caractéristiques techniques de son style. La mise en pages et l'iconographie de ce recueil conçues par Caroline Bouju et Michel Padoa-Schioppa ajoutent à son attrait (éditions Papiers-Actes Sud, 125 doubles pages, 140 F. Diffusion : PUF).

Enfin, le Centre interdisciplinaire d'études et de recherche sur l'expression contemporaine de Saint-Étienne, vient de publier le *Carnet de bord* d'Albert Roussel, annoté par Daniel Kawta (203 p., 135 F. Tél. : 77-25-22-02).

d'un solitaire

A la demande du nouveau directeur de l'Opéra, Jacques Rouché, il se lance dans la composition d'un grand opéra-ballet, *Padmavati*, inspiré d'un ancien récit de l'Inde. Il a presque fini l'esquisse complète quand éclate la guerre de 1914. Comme Ravel, il doit insister beaucoup pour qu'on accepte son engagement volontaire. Il va cesser de composer pendant quatre ans mais, de toute façon, disait-il, il ne lui aurait pas été possible d'écrire une note s'il était resté à l'arrière. Il prévoit aussi qu'après la guerre on ne pourra plus faire la même musique.

En effet, que ce soit à Paris, à Vienne, à Berlin ou ailleurs, les années 20 verront l'avènement de ce qu'on a appelé le néoclassicisme, marqué par le retour à Bach, à Mozart, aux formes bien arrêtées, à la musique pure sinon dure. Roussel achève néanmoins *Padmavati* (qui sera créé à l'Opéra en 1923) sans modifier sensiblement le premier jet : l'ouvrage est discuté mais moins unanimement rejeté que la *Deuxième Symphonie* (créée en 1922 et entièrement composée après la guerre), dont les rythmes obstinés, presque mécaniques, les dissonances cruelles, firent écrire à Emile Vuillermoz : « Albert Roussel nous quitte. Oh va-t-il ? Vers l'inconnu, vers le mystère ? Non. Il n'y a dans sa nouvelle manière aucune obscurité, aucun élément énigmatique. Sa technique, actuelle ne tend pas vers le raffinement, au contraire. L'écriture est presque fruste, elle ne redoute ni la gaucherie ni la maladresse. Elle est en réaction volontaire contre l'écriture « artiste », dont il est fort à la mode, en ce moment, de parler avec mépris. »

Renouvellement épanouissement

Roussel reconnaît par la suite qu'il était allé un peu loin, mais il lui fallait peut-être éprouver certaines limites avant de se stabiliser définitivement : « Cette symphonie me fut-elle un enseignement ? Je demandais. A partir de ce moment, sans exclure le principe du développement mené suivant la logique de l'idée et la signification intime de l'œuvre, je revêts d'une manière plus dépouillée, plus épurée, plus schématisée. De cette tendance de mon esprit naquirent successivement la *Suite* en fa (1926), la *Sérénade*, le Concerto pour petit orchestre, et, tout récemment, le Concerto pour piano. Dans ces œuvres, je crois avoir adopté un style plus clair, aboutissement d'une recherche plus complétement personnelle poussée vers la réalisation d'une musique pure. »

Sans jeter d'ombre sur ses meilleures œuvres d'avant-guerre, celles qui succèdent à la *Suite* en fa possèdent, en effet, une spécificité si forte qu'on ne voit plus l'apport de Roussel qu'à travers elles. Outre les pages qu'il cite lui-même, les *Symphonies* n° 3 et 4 (1930 et 1934), la *Sinfonietta* (1934), le ballet *Bacchus et Ariane* (1930), le *Psautier LXXX* (1928), le *Quatuor* (1932) et le *Trio à cordes* (1937) sont bien ce que Roussel a écrit de plus caractéristique et de plus séduisant ; mais aussi de plus inaltérablement jeune, ce qui ne laisse pas d'étonner de la part d'un artiste dont la santé déclinait et qui, à cinquante-cinq ans, célèbre et admiré, n'était pas forcé de se renouveler à ce point.

Mais, plutôt que d'un renouvellement, c'est d'un épanouissement qu'il faudrait parler, car tous les éléments étaient présents dans sa manière depuis le début. Il ne manquait peut-être que la coïncidence stimulante de ce qu'il avait toujours voulu faire avec ce dont une époque avait besoin. Dès 1919, Roussel avait salué dans un article les jeunes compositeurs (Poulenc, Auric, Milhaud, Honegger) qui allaient bousculer l'esthétique des années 20 ; ils avaient à ce moment toute la force de l'ignorance, mais Roussel possédait l'avantage sur eux d'une longue expérience.

Si l'on voulait replacer l'œuvre de Roussel dans le cadre étroit du néoclassicisme, on s'apercevrait vite qu'elle débordait de tous les

côtés : ses effets d'orchestre éclatants, la rapprochement de Berlioz, ses pulsations régulières dans les crescendos évoquent le jazz, la richesse harmonique et l'enchevêtrement des lignes dans les mouvements sombres et méditatifs (*Troisième Symphonie*) le rapprochent de Berg. Enfin, cette alternance régulière de tensions et de détentes, d'élans qui se dissolvent tout à coup pour reprendre de plus belle — et où l'on a voulu voir l'éternel mouvement des vagues — n'appartient qu'à lui.

C'est peut-être cette ample respiration qui permet à la musique de Roussel de ne jamais tomber dans la froideur des œuvres « motoriques » écrites par certains de ses contemporains. Certes, les rythmes s'installent parfois de façon autoritaire, mais ils vont de l'avant et leur énergie mène à autre chose bien avant de s'éteindre. De la même manière, les dissonances, si franches qu'on a parlé d'« école de la fausse note », conservent cette force de tension qui était la leur dans l'harmonie classique car, ici aussi, elles sont prises dans un tissu de lignes (le contrepoint) qu'elles contribuent à faire évoluer ; par ailleurs, elles modifient la sonorité par un phénomène de distorsion qui naît alors de l'acoustique plus que de l'harmonie. Enfin, l'usage parfois simultané de diverses gammes moins rigides que le majeur et le mineur traditionnels, contribue à atténuer cette trivialité qui menace toujours les musiques aux rythmes trop crus.

Ainsi, par un savant jeu de couleurs éclatantes mais jamais tout à fait pures, de rythmes intus mais changeants, d'harmonies classiques détournées, Roussel s'est créé un langage entièrement personnel. En outre, il n'aime pas s'étendre, se répéter, les mouvements sont brefs, les fins abruptes, sans complaisance. Cette redresse, pourtant, à quelque chose de chaleureux, à l'image de l'homme tel qu'on le devine dans sa correspondance. Et puis il y a cette tendresse profonde des mouvements lents qui justifie, s'il le fallait, les débordements sonores des allégres dont le triomphalisme choqué aujourd'hui les oreilles timides : on ne pourrait peut-être pas avoir l'un sans l'autre ou, du moins, pas avec cette intensité qui, justement, fait le prix de la musique d'Albert Roussel.

GÉRARD CONDÉ.

Concerts

Pour discrète qu'elle soit restée, la célébration du cinquantième anniversaire de la mort d'Albert Roussel aura été l'occasion d'un certain nombre de manifestations, parmi lesquelles il faut signaler — pour les actes qui en seront sans doute — la colloque international organisé par Manfred Kellner qui s'est tenu à l'université de Saint-Étienne du 12 au 14 novembre ; l'exposition réalisée par Danielle Colin et Caroline Bouju, présentée d'abord à Dieppe en septembre, puis à Saint-Étienne (où on peut la voir jusqu'au 25 novembre).

Enfin le festival du à l'initiative du Groupe vocal universitaire de Saint-Étienne dans divers lieux de la ville : *Symphonie* n° 3 et *Bacchus et Ariane*, le 18 novembre, par l'Orchestre de Bordeaux ; le *Poème de la forêt*, le *Rapsodie flamande* et le *Psautier LXXX* par l'Ensemble instrumental de Grenoble et l'Ensemble vocal universitaire de Saint-Étienne, le 20 ; le *Trio* op. 2 et la deuxième *Sonate* pour piano et violon, le 21 ; l'intégrale de l'œuvre pour piano, par Alain Raës, le 23 ; les trois *Trios*, le *Quatuor* et la première *Sonate* pour piano et violon, le 27 à 18 h 30 ; le *Divertissement*, *Joueurs d'âmes* et la *Sérénade*, le 27, à 21 h ; le *Testament de la tante Caroline* et le *Marchand de sable* qui passe les 28 et 29 ; enfin un recueil de mélodies par François Le Roux, le 29 (sans, tél. : 77-90-59-94).

GALERIE FÜRSTENBERG
8, rue Jacob (6^e) Tél. : 43 25 89 58
CHAPELAIN-MIDY
Retrospective peintures
de 10 à 13 h, 14 à 18 h (si lundi), jusqu'au 24 décembre

GALERIE FELIX VERCEL
9, avenue Maignon - Paris 8^e
Tél. 42 56 25 19
EPKO
peintures récentes
5 novembre
5 décembre

(Publicité)
A LA MONNAIE DE PARIS
11, quai de Conti - 75006 PARIS
SCULPTEURS DE RÊVES
L'ATELIER BUSATO
Tous les jours de 12 h à 18 h, jusqu'au 30 décembre
sauf 11 novembre et Noël

Aux côtés de Mario et Gualtiero BUSATO, sont présentés BRANCUSI, FAUTRIER, GARGALLO, ETIENNE MARTIN, entre autres... Cette exposition résume soixante ans d'art du bronze.

A l'occasion de cette exposition, VISITE EXCEPTIONNELLE DE LA FONDERIE D'ART DE LA MONNAIE — sauf le samedi et le dimanche — entre 15 h 30 et 16 h.

EXPOSITION « COTÉ JARDIN »
'SYLVIE RICHARDIERE

Tout d'abord elle crée toute seule à Paris, avec 500 F et un arrosoir une toute petite entreprise de location de plantes qui grandit ; elle entretient des jardins et crée des terrasses...

Avec des horticulteurs qui lui font confiance, elle cherche maintenant à faire partager dans sa boutique sa passion pour les orchidées et les plantes exotiques.

L'exposition, qu'elle organise du 12 au 27 novembre à l'Espace Vendôme-UAP est l'occasion de présenter une centaine de variétés d'orchidées rares et de plantes exotiques. La plupart de ces spécimens seront ultérieurement proposés dans sa boutique-jardin de la rue des Belles-Feuilles à Paris.

Exposition « COTÉ JARDIN » - Espace Vendôme-UAP - 9, place Vendôme - 75001 Paris. Ouverture du lundi au vendredi de 10 h à 18 h. Sylvie Richardière-MANTOUT 43, rue des Belles-Feuilles 75116 Paris Tél. : 47-27-98-39

Le Festival du cinéma espagnol à Paris

Les fureurs de l'humour

Le ministère de la culture espagnol, l'Institut du cinéma et des arts audiovisuels, organisent à Paris, du 18 au 24 novembre, un Festival de cinéma. Douze films inédits en France, qui racontent l'évolution des mentalités, montrent les blessures mal cicatrisées, marquent la diversité des talents.

LS sont une troupe de comédiens errants, quelques enfants de la belle, qui pèlent sur les routes boueuses et s'arrêtent dans les bons-bons de village, collent leurs fausses barbes, cachent leur fatigue sous le fard. Sont payés d'un repas,

Le Voyage nulle part a été converti de prix - meilleur film, meilleur acteur, meilleur scénario, meilleur réalisateur. Mais, parmi les films présentés à Paris, la Vie joyeuse, de Fernando Colomo, Prix spécial du jury à Vevey, est sans doute le plus populaire - il tient depuis avril dernier dans une salle de mille trois cents places à Madrid. Il faut vraiment être de là-bas pour saisir le sel d'une histoire pas vraiment légère, celle d'un ministre de la santé qui attrape une MST... L'acteur, paraît-il, ressemble à un vrai ministre, d'où le succès de cette comédie lourdingue, fabriquée à la va-vite mais qui, du moins, se passe aujourd'hui. Sans même parler de Divines paroles et de la Maison de Bernarda, classiques intemporels venus de la scène,

movida, dont la star, Pedro Almodovar, est représentée au Festival par un film tourné en 1986, déjà montré à Rio, Toronto et Bruxelles : *Matador*. Histoire très vénérable d'un matador blessé qui, ne pouvant plus tuer de taureaux, assassine des jennes filles, et d'une avocate qui tue ses amants comme les toreros tuent les taureaux, d'un coup de dague à l'échine.

Pedro Almodovar est certainement un personnage intéressant. Il a entraîné un mouvement, osé bâtir ses films sur l'homosexualité et la drogue, ce qui n'est plus tout à fait original ni andaloux. Il travaille contre les codes habituels et sur le désordre, les couleurs criardes, les sentiments exacerbés, la provocation sarcastique. En définitive, son style le rapproche de

des palais, confinés sur une scène minuscule, interprétaient avec majesté des textes théologiques. Les autres, les saltimbanques, jouaient en plein air dans des cours, sans décors, sur d'étroites estrades, avec l'émphase d'un jeu sur quoi tout le spectacle reposait. Les uns et les autres interprétant les pièces - dites d'honneur, ou bien d'intrigue, ou encore métaphysiques - de Calderon, de Lope de Vega... Auteurs prolifiques dont, en Espagne comme ailleurs, on représente toujours les trois ou quatre mêmes titres.

Par-delà l'océan

Aujourd'hui, à Madrid, un théâtre, dirigé par un très grand comédien d'origine castilane, Adolfo Marcillach, est chargé de faire revivre les classiques espagnols. Autant dire qu'il se consacre au Siècle d'or. Les pièces existent par centaines et ne sont pas toutes des chefs-d'œuvre. La principale difficulté est de trouver comment les jouer. La tradition s'est perdue. Les jeunes, dit Adolfo Marcillach, ne savent pas rythmer la versification très sophistiquée des baroques. En fait, ajoute-t-il, la manière s'est perdue. De siècle en siècle, quelques grands acteurs ont donné leur interprétation personnelle, plus ou moins bien imitée par les disciples. Mais l'enseignement dans ce domaine semble devoir être inventé.

Le besoin d'un tel effort n'est pas évident. On pense plutôt à une action volontariste du ministère de la culture. L'affaire date de deux ans, il est trop tôt pour mesurer son efficacité. Le premier spectacle d'Adolfo Marcillach a été créé - et coproduit - à Buenos-Aires. Le langage facilite le contact. Pourtant, les gens de spectacle disent regarder vers l'Europe. Et, par exemple, Luis Pasqual, directeur du centre dramatique de Madrid, a fait ses classes chez Grotowski et Strehler. Il est totalement européen. Son théâtre est devenu « Théâtre de l'Europe à Madrid ». Il apporte un air neuf sur la scène espagnole : il est l'enfant chéri de la presse et des spectateurs.

Son cas demeure exceptionnel. L'Argentine et le Mexique principalement offrent un marché naturel pour les tournées de théâtre et de variétés. Les acteurs espagnols y sont appréciés. Les films s'y vendent bien, compte tenu de l'empire hollywoodienne. Mais l'intérêt des producteurs est culturel plus que commercial : l'argent est rare là-bas et met longtemps à traverser l'océan.

L'obsession de l'isolement

Dans le pays même, la tâche des distributeurs n'est pas de tout repos. Dans un rapport que lui a commandé le ministère de la culture, Elias Quejedo (producteur de *Taxi*, de *Vingt-Sept Heures*) fait remarquer que dans certaines régions on peut calculer une fraude de 35 % sur les recettes. Dans ce même rapport, il réclame une aide à la production - contre le cinéma américain - et à la coproduction - avec la CEE. Bien qu'il soit rarement d'accord avec Luis Megino - producteur du *Milieu du ciel*, de *Démons dans le jardin*, - tous deux - et d'autres - se rejoignent sur un point important : il ne faut plus penser cinéma, mais audiovisuel.

Ils suivent leur ex-directrice du cinéma - aujourd'hui passée à la télévision, qui s'était publiquement énervée à Cannes sur les quarante films français offerts dans l'année aux téléspéctateurs espagnols, tandis que les productions espagnoles sont absentes des chaînes françaises. C'est effectivement regrettable, car l'est d'autant plus quand des personnalités comme Alfonso Marcillach ou Fernando Fernan-Gomez demeurent pratiquement inconnues en France.

On se demande d'ailleurs pourquoi, si ce n'est pour cause

de passivité routinière, on ne cherche pas davantage de coproductions avec l'Espagne. On y rencontre une rage de créer qui secourait avec bonheur le Vieux Continent. Mais peut-être faut-il attendre que son entrée dans la Communauté européenne soit parfaitement assimilée de part et d'autre des Pyrénées. Ce n'est pas si simple. Souvent on a l'impression d'un complexe de l'isolement. Le mot revient tout le temps, à la fois comme une justification et un défi : « Nous avons été si longtemps isolés, nous recevons tout sans rien donner », dit Ana Belen, ce qui est excessif. Tous reconnaissent que la situation a précédé de longtemps le franquisme, mais que le franquisme l'a confortée, comme il a conforté de façon navrante le nationalisme, y compris dans les domaines artistiques.

Toute culture est ouverte ou n'est pas. Le ministère subventionne le Théâtre des Nouvelles Tendances, voué à des recherches de formes, de langages dramatiques et aussi chorégraphiques. Il est censé essayer dans plusieurs villes d'Espagne, fait largement appel à l'étranger (Gilda Bourdet doit venir y travailler), mais l'équipement est encore succinct et le public clairsemé.

L'atavisme joue. La movida a voulu jeter aux orties les us et traditions. L'après-movida retrouve les délices des racines folkloriques. Le flamenco est entré à l'université de Grenade, des écoles s'ouvrent un peu partout. Les mains crispées sur le gilet, les *yupies* madrilènes trépiennent de la talonnette face à leurs épouses qui claquent des doigts : la *sevillana* est la danse à la mode depuis déjà plusieurs mois dans les boîtes. La nuit est courte à Madrid, elle commence à 2 heures du matin, quand un travesti basque en mini-jupe rouge chante avec émotion *Adios Marilyn* devant un autel où de fausses bougies entourent un chrono de l'éternelle idole. Le vrai folklore.

COLETTE GOGARD.



José Sacristán, Fernando F. Gómez, Laura del Sol et Juan Diego dans le Voyage nulle part.

d'une chambre miteuse pour la nuit. Pourtant ils vivent, aiment, espèrent on ne sait d'ailleurs pas trop quoi. Quelque chose à raconter.

Dans une maison de retraite, Carlos, fils d'Arturo, raconte. Il se confie au paysan, se voit défilé en retour arrière - ses amours, l'arrivée d'un fils oublié, les beuveries, la déchéance, les morts, la réussite, le prix du meilleur second rôle, la déchéance à nouveau... Il ment bien sûr, se sert du vrai pour se bâtir du faux, mais plausible. Ce n'est pas pour les autres. C'est lui qui a besoin d'y croire. Et en valant avec Marilyn il s'en va pour le voyage vers nulle part.

Le Voyage nulle part fait partie de la Semaine du cinéma espagnol qui se tient du 18 au 24 novembre au Gaumont Colisée. C'est un film de Fernando Fernan-Gomez, un très grand comédien et auteur. Il a tiré le scénario d'un roman écrit à partir d'une série radiophonique qu'on lui avait commandée en lui laissant choisir le sujet. Comme il est fils et petit-fils de comédiens, il a utilisé ces histoires mille fois entendues qui façonnent la légende du théâtre, et sa profonde connaissance des gens et son expérience, l'expérience de la peur. A sa première grande peur, il avait six ans. Sa mère jouait une pièce où il fallait un enfant. Celui qui était prévu est tombé malade, on l'a obligé à le remplacer. Soixante ans plus tard, il se souvient encore d'un trac qui ne l'a pas quitté.

En fait, le métier familial ne le tentait guère. Il aurait préféré devenir professeur, mais a dû gagner sa vie. La scène lui était ouverte, ça marchait mieux que les études. Pendant la guerre - la guerre civile - il souhaitait parfois que les bombes le débarrassent de la représentation. Il a quand même réussi à surmonter cette torture jusqu'à il y a environ huit ans. Là il s'est dit : à quoi bon souffrir, et a décidé de se consacrer au cinéma. Car c'est le public qui lui fait peur, cette présence multiple, aux réactions imprévisibles, et, dit-il, impossible à intégrer au jeu.

les autres productions de la semaine parlent du passé, de l'époque Franco, fort longue il est vrai, et dont toutes les blessures ne sont pas guéries.

A partir d'une anecdote peut-être réelle (dans la confusion de la bataille, des malades mentaux échappés d'un asile se mêlent à un groupe de combattants), la Guerre des fous, de Manolo Matji, est une parabole sur l'absurdité des violences fratricides, les incertitudes de la raison et des identités. A la rigueur, on pourrait penser aux Nègres de Genet...

El Lute, marche ou crève, de Vicente Aranda, raconte comment un chiffonnier, pris dans un casse qui se termine par un meurtre, devient une sorte de héros national, parce que la police monte l'affaire en épingle pour faire oublier une série d'attentats antifrancistes - c'est une histoire vraie. De plus El Lute n'a jamais trahi ses copains, s'est évadé plusieurs fois, a suivi des études de droit en prison, et écrit ses Mémoires. Le film - un film d'action soigné, efficace, où le monde des marginaux est montré avec un réalisme stylisé beau et cruel - s'achève au moment où El Lute est repris, après sa première évasion. Le personnage de fiction rencontre la même popularité que le personnage réel, la suite est en cours de tournage.

Mais, étant donné l'âge des réalisateurs, qui ont évidemment tendance à puiser dans leurs souvenirs, on assiste beaucoup aux aventures d'adolescents fébriles qui ont bien du mal à vivre leur sexualité, brimée par l'Eglise et la Phalange. On trouve autant de vitalité, et moins de sens concret, moins de gaieté triviale que dans les films anglais actuels, qui démontrent avec une sourde satisfaction les relents de morale victorienne toujours en vigueur dans les années 50, à la charnière des *swinging sixties*.

Les *swinging sixties*, avec quinze ans de retard, ont déferlé sur l'Espagne à la mort de Franco, et ça s'est appelé la

l'underground allemand des années 60 et le place entre Rosa von Praunheim et Robert Van Ackeren.

Ce qui est très espagnol, chez lui, est cet humour crispé qui va jusqu'à la fureur, jusqu'à une folie totalement tragique dans le grotesque, et qu'on retrouve dans presque tous les films à un moment ou à un autre. Même dans les comédies, même pour les scènes de tendresse, les personnages donnent l'impression de rester sur le qui-vive, au bord de l'exaspération, prêts à toutes les outrances sans crainte du ridicule, au contraire. Impression due le plus souvent aux comédiens, y compris quand ils s'en tiennent à un jeu monolithique et impassible, à la façon d'Imanol Arias (*El Lute*, *Divines paroles*). Un exemple étonnant est Angela Molina, qui traverse les situations les plus extravagantes avec un superbe détachement. Mais son visage est ainsi modelé que la moindre lumière y pose un masque fidèle.

Dans le Voyage nulle part, Fernando Fernan-Gomez interprète un vieux comédien dépassé, qui, au cours d'une audition pour un film, se fait larguer sans comprendre pourquoi : « Mais ma réplique est dramatique, il faut bien que je le montre... » Les acteurs espagnols, d'une manière générale, ne craignent pas de « montrer », avec beaucoup de noblesse souvent, de finesse aussi. Comme on dit « ils en font », et tant mieux s'ils savent le faire, si, comme Fernando Fernan-Gomez, ils savent se rendre proches en laissant passer à travers le filtre de l'ironie une formidable force d'émotion.

Fernando Fernan-Gomez dit qu'il n'y a pas tellement de différence entre les grands acteurs et les ringards de son film. Au fond c'est vrai, il y a seulement une différence de talent. Les uns et les autres vivent les mêmes galères, les mêmes utopies. Ils ont puisé aux mêmes sources, ont les mêmes ancêtres lointains, qui sont de deux sortes. Ceux

Programme

18 novembre. - 14 h 30, 16 h 45, 20 h 30 : *El Lute, marche ou crève*, de Vicente Aranda, avec Imanol Arias, Victoria Abril.

19 novembre. - 14 h 30, 20 h 15 : *La Forêt animée*, de José Luis Cuerda, avec Fernando Rey, Fernando Valverde.

16 h 35, 22 h 20 : *La Vie joyeuse*, de Fernando Colomo, avec Veronica Forque, Antonio Resines-Massad.

20 novembre. - 14 h 30, 20 h 15 : *Divines paroles*, d'après Valle Inclán, par José Luis Garcia Sanchez, avec Ana Belen, Francisco Rabal, Imanol Arias.

16 h 35, 22 h 15 : *Tant qu'il y aura de la lumière*, par Felipe Vega.

21 novembre. - 14 h 30, 20 h 15 : *Matador*, de Pedro Almodovar, avec Assumpta Serna, Antonio Banderas.

16 h 35, 22 h 15 : *La Guerre des fous*, de Manolo Matji, avec Alvaro de Luna, Joan Potau, Manuel Carvino, Patxi Catala.

22 novembre. - 14 h 30, 20 h 15 : *Année des lumières*, de Fernando Trueba, avec Jorge Sanz, Maribel Verdú.

16 h 35, 22 h 15 : *Le Voyage nulle part*, de Fernando Fernan Gomez, avec Jose Sacristan, Laura del Sol.

23 novembre. - 14 h 30, 20 h 15 : *Mon Général*, de Jaime de Arminan, avec Fernando Rey, Fernando Fernan Gomez.

16 h 35, 22 h 15 : *Laura*, de Gonzales Herraide, avec Angela Molina, Juan Diego.

24 novembre. - 14 h 30, 16 h 35, 20 h 22 h 15 : *La Maison de Bernarda*, d'après Garcia Lorca, par Mario Camus, avec Ana Belen, Irene Gutierrez-Cabe, Florida Chino.

Renseignements : 43-59-29-48, Gaumont Colisée.

D'autre part, la cinémathèque du Centre Georges-Pompidou organise une rétrospective du cinéma espagnol des trente dernières années, du 20 janvier au 3 mars, puis du 16 mars au 18 avril.

Enfin, la Biennale du cinéma espagnol à Annecy propose, du 24 novembre au 6 décembre, des rétrospectives de Siqueiros, Luis Buñuel, Jaime Chavarrin, Montxo Armendariz (vingt-sept heures), Miguel Gutierrez Aragon et une sélection de films inédits en France.

Renseignements : 50-45-08-80.

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (7^e) - M^e Varenne
Ornement de la Durée
Isadora Duncan, Ruth St-Denis, Adolphe Villany, Loie Fuller
Photographies : Collection Auguste-Rodin
Tous les jours, sauf mardi, 10 h - 17 h, du 30 SEPTEMBRE AU 30 NOVEMBRE

Rencontres du Théâtre
EN VAL DE MARNE
organisées par le Conseil Général du Val de Marne
dans le cadre de son 20^{ème} anniversaire
15 COMPAGNIES • 4 CREATIONS • FORUMS
JOURNÉE DES AUTEURS • THÉÂTRE JEUNE PUBLIC...
18, rue Eugène Varlin - Villejuif - 47261502 - Métro Paul-Vaillant-Couturier

AUBERVILLIERS GROUPE TSE
Du 26 novembre au 3 janvier
MAISON DE POUPEE
Henrik Ibsen
Mise en scène : Claude Santelli
Avec Jean-Marc Bory, Nathalie Fillion, Arlette Gilbert, Jean-Jacques Moreau, Magalie Renoire, Claire Wauthion, Wladimir Yordanoff
Jusqu'au 28 décembre
LEQUEL EST FOU DE NOUS DEUX ?
Luigi Pirandello
Mise en scène : Philippe Brigaud
Avec Michel Duchaussoy et Philippe Brigaud
THEATRE DE LA COMMUNE Loc. 48346767 et FNAC

CINEMA

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All. v.o.) : Gaumont les Halles, 1^a (40-26-12-12) ; Gramont Opéra, 2^e (47-42-50-33) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (40-26-12-12) ; 48-18) ; Gaumont Colisée, 8 (43-59-29-46) ; La Bastille, 11^e (43-54-07-76) ; 25-46) ; 47-42-50-33) ; Gaumont Alésia, 14^e (43-57-20-57) ; Biéman Montparnasse, 15^e (44-44-25-02) ; v.f. : Biémanne Montparnasse, 15^e (44-44-25-02).

L'AMI DE MON AME (Fr.) : Forum Orient Express, 1^{er} (42-33-19-67) ; Trois Luxembourg, 6^e (46-33-97-76) ; Elysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Troisième République, 10 (40-30-50-19).

ANGEL HEART (A., v.o.) : Locomobile, 6^e (44-54-57-34).

AU REVOIS LES ENFANTS (Fr.-All.) : Gaumont les Halles, 1^a (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-50-33) ; Gaumont Opéra-Comique, 3^e (47-42-50-33) ; Odéon, 6^e (43-52-59-59) ; La Paquette, 7^e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8^e (45-59-19-08) ; George V, 9^e (45-62-41-46) ; Ségur, 10^e (45-62-41-46) ; 87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-50-81) ; Les Nations, 12^e (43-57-50-81) ; Faveuse Bix, 13^e (45-61-60-74) ; 60-74) ; 87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-50-81) ; Mirmar, 14^e (43-20-89-92) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-57) ; Gaumont Convention, 15^e (48-28-22-44) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-57) ; Pathe Clichy, 18^e (45-22-46-61).

LA BAMBA (A., v.o.) : Elmy Palace, 9^e (43-54-07-76) ; UGC Normandie, 9^e (45-63-16-16) ; v.f. Rex, 2^e (43-54-83-93) ; UGC Normandie, 9^e (45-63-16-16) ; UGC Normandie, 9^e (45-63-16-16) ; UGC Boulevard, 9^e (45-74-95-40).

BARFLY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1^{er} (42-33-42-26) ; Cinépolis, 6^e (44-53-10-82).

BOIRE ET DÉBOÛTER (A., v.o.) : George V, 9^e (45-62-41-46).

LA BONNE (***) (It.) : George V, 9^e (45-62-41-46) ; Maxéville, 15^e (40-74-72-86).

CHAMBRE AVEC VUE (Brit. v.o.) : Gaumont Opéra, 2^e (47-42-50-33).

COMÉDIE (1 Fr.) : Gaumont les Halles, 1^a (40-26-12-12) ; Épis de Radio, 1^a (40-26-12-12) ; Épis de Radio, 1^a (40-26-12-12).

LE CRI DU HIBOU (Fr.-It.) : Forum Orient Express, 1^{er} (42-33-42-26) ; Impérial, 2^e (47-42-50-33) ; 60-74) ; 87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-50-81) ; George V, 9^e (45-62-41-46) ; Sept Passions, 14^e (43-20-32-20).

CROCODILE DUNDEE (Amér. v.o.) : Le Triomphe, 1^a (45-74-76-76) ; v.f. : Francis Pathe, 9^e (47-70-33-33).

DÉMONS DANS LE JARDIN (Esp. v.o.) : Latine, 4^e (43-78-47-86) ; Sept Passions, 14^e (43-20-32-20).

LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2^e (47-42-50-33).

EVIL DEAD 2 (*) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9^e (47-70-10-41).

LA FAMILLE (Lr.-Fr. v.o.) : Studio de la Harpe, 5^e (46-34-25-32) ; Publicis Matignon, 6^e (46-34-25-32) ; Trois Passions, 14^e (43-20-30-19).

LE FILM DE BEVERLY HILLS 2 (A., v.o.) : George V, 9^e (45-62-41-46) ; v.f. : Lumière, 8 (43-46-49-49) ; Les Monstres, 14^e (43-20-32-20).

LA FOLLE HISTOIRE DE L'ESPACE (A., v.o.) : George V, 9^e (45-62-41-46) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2^e (47-42-50-33) ; George V, 9^e (45-62-41-46) ; Faveuse, 13^e (45-61-60-74) ; Les Monstres, 14^e (43-20-32-20).

FUCKING FERNAND (Fr.) : UGC Normandie, 9^e (45-63-16-16).

FULL METAL JACKET (*) (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2^e (47-42-50-33) ; 14 Juillet Odéon, 6^e (43-52-59-59) ; Gaumont Champs-Elysées, 8 (43-59-36-14).

Publicis Champs-Élysées, 19 (47-20-37);
J. J. Bouillat, 19 (47-20-37);
90-81; Encornal, 19 (47-20-37);
Pauvret, 19 (43-31-56-86); Gaumont
Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont
Parnasse, 14 (43-35-30-40); 14 Juillet
Parnasse, 14 (43-35-30-40);
Bergmaître, 19 (45-75-70-79);
Gaumont Opéra, 29 (47-42-60-33); Rez.,
29 (42-36-83-93); Miramar, 14 (43-20-
37-40); UGC Convention, 19 (43-74-
93-40); Trévis, 19 (43-74-93);
46-01); Trois Secrétaires, 19 (42-
06-79-79).
LE GRAND CHEMIN (Fr.): George V,
19 (42-06-79-79).
LES INCORRUPTEBLES (A.) v.a.
Forum Horizon, 19 (45-08-37-57); UGC
Danton, 6 (42-25-10-30); George V, 19
(45-62-41-46); Marguerite Concorde
(45-62-41-46); UGC Biarritz, 9
(45-62-50-40); La Palmyre, 19 (45-75-
54-07-76); Kinopanorama, 15 (43-06-
50-50); Mayfair Pathé, 16 (45-25-
55-55); UGC Biarritz, 9 (45-62-50-40);
UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94);
Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31);
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59);
Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC
Gobelins, 19 (43-36-23-44); UGC
Gobelins, 19 (43-36-23-44);
14 (43-39-52-43); Montparnasse Pathé,
14 (43-20-12-06); Convention Saint-
Louis, 19 (45-74-93-40); Gaumont
Convention, 19 (45-74-93-40); Le Ma-
jol, 17 (47-48-06-06); Images, 19 (45-
22-74-94); La Gambetta, 20 (46-36-
10-96).
LES ROIS STRAUSS, LE ROI SANS
COURONNE (Fr.-Aust.), 9 (45-06-06)
Opéra, 29 (47-42-57-52).
LES LUNETTES D'OR (Fr.-It., v.a.);
Ciné Bastille, 39 (42-71-52-36);
Ciné Bastille, 39 (42-71-52-36);
Ciné Bastille, 39 (42-71-52-36);
Champs-Élysées, 39 (45-62-20-40); 14
Juillet Bergmaître, 19 (45-75-79-79);
v.l.: UGC Montparnasse, 6 (45-74-
94-94); UGC Boulevard, 19 (45-74-
94-94); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-
01-59); UGC Gobelins, 19 (43-36-
23-44); UGC Convention, 19 (45-74-
93-40); La Mairie, 17 (47-48-
06-06); Le Majol, 17 (47-48-06-06).
MALADIE D'AMOUR (Fr.): Forum
Opéra Express, 19 (45-33-42-26);
George V, 19 (45-62-41-46); Sept Pa-
rarnasse, 14 (43-20-37-40).
MESSON (Brit., v.a.): Elysees Lincoln,
19 (42-06-79-79).
MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE
(Brit., v.a.): Chocohs, 6 (46-33-10-82).
NADINE (A.) v.a.; Ciné Beaubourg, 39
(42-71-52-36); UGC Danton, 6 (42-25-
10-30); UGC Biarritz, 9 (45-62-50-40);
UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94);
v.f.: Impérial Pathé, 19 (47-42-56-31);
Rez., 29 (42-36-83-93);
UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94);
UGC Biarritz, 9 (45-62-50-40);
UGC Gobelins, 19 (43-36-23-44);
Convention Saint-Charles, 15 (45-79-
33-00).
DEUX SEMAINES ET DEMIE (A.) (A.,
v.a.); UGC Biarritz, 9 (45-62-50-40).
LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It.-Al.),
v.l.; Lumière, 9 (42-06-49-07).
POEL AU DEURENO NOIR (Fr.):
Forum Arco-Ciel, 19 (42-97-43-74);
Rez., 29 (42-36-83-93); UGC Danton,
6 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 9
(45-62-50-40); Marguerite Concorde
Pathé, 6 (43-39-92-92); UGC Biarritz,
9 (45-62-50-40); UGC Boulevard,
19 (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille,
12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 19 (43-
36-23-44); Mitalal, 14 (45-39-52-43);
Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06);
Trois Secrétaires, 19 (42-06-79-79); La Gam-
betta, 20 (46-36-10-96).
LA PASSION NÉCESSAIRE (A.) (Fr.-It.),
v.a.; Forum Horizon, 19 (45-08-37-57); 14
Juillet Opéra, 29 (47-42-60-33); Haute-
Feytaud, 39 (47-05-12-15); Miramar,
14 (43-20-37-40).

CONCORDE PATHÉ, 85 (43-59-92-82);
 Publicis Champme-Elysées, 19 (47-20-
 35-35); Gaumont Opéra, 19 (43-59-
 87-35-43); Paramount Opéra, 9 (47-43-
 56-31); Les Nations, 12 (43-03-04-67);
 Fauvette, 19 (43-51-56-86); Gaumont
 Convention, 19 (43-59-84-50); Gaumont
 Aléxis, 14 (43-27-84-50); Montparnasse
 Pathé, 14 (43-20-12-08); 14 Juillet
 Beauregard, 19 (43-55-79-79); Gaumont
 Convention, 19 (43-59-84-50); Pathé
 Wexler, 19 (43-52-26-01).
PÊCHEURS DE REQUINS (Mec.,
 v.a.): Utopia Champollion, 5 (43-26-
 84-65); République Cinéma, 11 (48-05-
 45-76).
LA PHOTO (Gr. v.a.): Forum Opéra
 Express, 19 (43-43-42-26); Racine
 Odéon, 6 (43-26-19-68).
PRICE UP YOUR EARS (v.) (Brit.,
 12-12): Gaumont Opéra, 9 (43-59-
 12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-
 60-33); Bretagne, 6 (43-22-57-97);
 Saint-Antoine-des-Arts 1, 6 (43-26-
 84-50); Gaumont Colisée, 9 (43-59-
 29-46); La Baucille, 11 (43-54-07-76);
 Gaumont Aléxis, 11 (43-27-84-50);
 Gaumont Convention, 19 (48-28-42-27).
RADIO DANCE (A. v.a.): Studio de la
 République, 19 (43-52-26-01).
LE REPENDRE (Sov. v.a.): Cosmos, 6
 (45-44-28-68); Le Triomphe, 8 (45-63-
 45-76).
UN TUS A RIOL, TU MEURS (Fr.-
 Béla): Gaumont Ambassade, 9 (43-59-
 82-82); Gaumont Opéra, 9 (43-59-
 87-35-43); Paramount Opéra, 9 (47-42-
 56-31); Les Nations, 12 (43-03-04-67);
 Montparnasse, 14 (43-27-84-50); Pathé
 Wexler, 19 (43-52-26-01).
LA RIVIERA (Fr. v.a.): Forum Horizon,
 5 (43-08-57-57); Rive Gauche,
 5 (43-29-44-40); 14 Juillet Odéon,
 6 (43-25-98-83); Gaumont Ambassade,
 6 (43-59-82-82); Gaumont Beauregard,
 6 (43-55-79-79); Gaumont Convention,
 19 (43-59-84-50); Gaumont Colisée,
 9 (43-59-29-46); Bretagne, 6 (43-22-57-97);
 Marguerite Concorde Pathé, 85 (43-59-
 92-82); Français Pathé, 47 (47-70-
 35-35); Gaumont Opéra, 9 (43-59-87-
 35-43); Gaumont Aléxis, 14 (43-27-84-
 50); Gaumont Convention, 19 (43-59-84-
 50); Gaumont Opéra, 9 (43-59-87-35-43);
 Gaumont Aléxis, 14 (43-27-84-50); Gaumont
 Convention, 19 (43-28-42-27); Pathé
 Wexler, 19 (43-52-26-01).
LES SOUS-PIEDS DE LUTWICK (A.
 v.a.): Forum Opéra Express, 19 (43-23-
 42-28); Publicis Saint-Germain, 6 (43-
 22-72-80); UGC Ermitage, 8 (45-63-
 45-76); Gaumont Paramount, 19 (43-
 59-84-50).
DOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.):
 Gaumont les Halles, 19 (46-26-12-12);
 Les Trois Luxembourg, 6 (40-33-97-77).
SUPERMAN IV (A. v.a.): UGC Ermi-
 tage, 8 (45-63-45-76); Gaumont Con-
 vention, 19 (43-59-84-50); Gaumont
 Colisée, 9 (43-59-29-46); UGC Ermitage,
 8 (45-63-45-76); Paramount Opéra, 9 (43-
 59-87-35-43); Le Galicée, 19 (43-80-
 03-03); Convention Saint-Charles, 19
 (43-59-84-50); Images, 19 (43-52-
 47-94).
UN QU'IL Y AURA DES FEMMES
 (Fr.): Gaumont Ambassade, 9 (43-59-
 82-82); Français Pathé, 47 (47-70-
 35-35); Mitrana, 14 (43-50-49-49).
LES scéances spéciales
AGENT TROUBLE (Fr.): République
 Cinéma, 19 (48-05-51-53) mer., 22 h.
 mer., 10 h. 20.
MADEUS (A. v.a.): Grand Palais, 19
 (43-54-46-85) mer., 10 h., ven., dim.
 19 h 45, 20 h, 22 h, 10 h., mer., 14 h.
MADEUS A LA (A. v.a.): Grand Palais,
 19 (43-54-46-85) Reflet Joie 12, 9 (43-42-64-34) L.J. à
 12 h.
MONSIEUR TROSTER (Can.): Saint-Lambert,
 19 (43-52-91-68) mer. 21 h, ven. 17 h.
PANNÉE DU DRAGON (A. v.a.): Grand
 Palais, 19 (43-54-46-85) mer., 10 h.
 22 h, 20 h, 14 h, 20 h, 22 h 45.

L'APICULTEUR (Gr.-Fr., v.o.) : Reflet
Lugo, 15 (45-34-42-54) t.l.j. à 12 h.

ASPENSIC ET VIEILLES DÉTACHÉES
(Gr.-Fr., v.o.) : Reflet Lugo, 15 (45-
26-19-09) mer., jeu., sam., dim., 1 h à 3 h.

ASTÉRIX CHEZ LES BRÉTONS (Fr.)
Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer.,
dim., 17 h.

AUTOBUS DE MINUIT (Fr.-A., v.o.)
Templiers, 3 (47-72-04-56) mer., jeu.,
sam., dim., lun. 20 h 10.

LE BAISER DE LA FEMME ARABE
(A., v.o.) : Desferat, 14 (43-21-
21-18) mer. 20 h, ven. 22 h, dim.
17 h 40.

BEYOND THEATER (A., v.o.) : Épée de
Bois, 5 (43-37-57-47) t.l.j. à 18 h 30 et
22 h.

BLEADE RUNNER (A., v.o.) : Grand
duf, 15 (45-54-46-85) mer., 30 h, dim.
22 h, mar. 18 h 15.

BLUE VELVET (A.) (A., v.o.) : Tem-
pliers, 3 (47-72-04-56) mer., ven., lun.
20 h.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galand, 5
(43-54-72-71) t.l.j. sances à 20 h 05,
film 5 mn après, Saint-Lambert, 15
(45-32-91-68) mer., sam., lun. 21 h.

BRESSY ET LE SECRET DE NINH
(Gr.-Fr., v.o.) : Reflet Lugo, 15
10 h 15 (T.R.), 13 h 10, sam., dim.
13 h 10.

LE CANARDEUR (A., v.o.) : Action
Joy Ganche, 3 (43-52-44-40) t.l.j.
à 18 h 10 et 20 h après.

CASABLANCA (A., v.o.) : Les Trois
Luxembourg, 67 (44-33-97-71) t.l.j. films
à 12 h.

CHAMP D'HONNEUR (Fr.) : Cinéchos,
3 (43-33-19-41) t.l.j. film à 13 h 10.

LE CHANT DES SIRÈNES (Can., v.o.)
Utopia Champlain, 5 (43-26-84-65)
t.l.j. à 16 h 20 et 20 h 20.

LES CHARLOTS DE FEU (Brit., v.o.) :
Templiers, 3 (45-32-91-68) mer.,
18 h 30, dim. 21 h, lun. 14 h.

CHRONOS (A., v.o.) : La Géode, 19 (40-
05-06-07) mer., jeu., ven., sam., dim.,
18 h 30, 20 h 15, 22 h 15.

LA DAME AU LÉGITIME CHIEN (Sov.,
v.o.) : Reflet Médias Lugo, 5 (43-54-
42-34) t.l.j. à 12 h.

**LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRI-
CAINE** (Gr.-Fr., v.o.) : Cinéchos, 3
(43-33-19-41) t.l.j. film à 13 h 10.

DOWN BY LAID (A., v.o.) : Cinéchos, 3
(43-33-10-82) t.l.j. film à 16 h 40,
20 h 20.

L'EXTRATERRESTRE (A., v.f.) :
Grand Pavée, 15 (45-54-46-85) mer.,
ven. 14 h, sam. 17 h 15, dim. 13 h 45.

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La
Géode, 19 (40-05-06-07) mer., jeu.,
sam., dim., mer. à 10 h 10, 12 h,
13 h, 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h.

L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A.,
v.f.) : Grand Pavée, 15 (45-54-46-85)
mer., ven. 14 h, sam. 17 h.

L'EMPIRE DES SENS (**) (Fr.-Jap.,
v.o.) : Desferat, 14 (43-21-41-01) mer.,
dim. 22 h.

L'EMPIRE SAUVAGE (Fr.) : Desferat,
14 (43-21-41-01) mer., dim. 22 h.

EVIL ET LE NOUVEAU MONDE
(A., v.f.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-
91-68) mer., dim. 13 h 30, sam. 17 h.

LA FLÛTE À SIX SCHRÖDINGER
(A., v.o.) : Grand Pavée, 15 (45-54-
46-85) mer., ven. 14 h, sam. 17 h.

FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) :
Château Victoria, 14 (45-08-94-14) t.l.j.
à 19 h 50.

FRANZESKA BARBILONA (It.-A.,
v.o.) : Templiers, 3 (47-72-04-56) mer.,
ven., dim., mar. à 13 h 45.

HANNAH ET SES SEIGNEURS (A., v.o.) :
Château Victoria, 14 (45-08-94-14) t.l.j.
à 13 h 25.

HOMME D'ÉBÈNE (It., v.o.) : Desferat,
14 (43-21-41-01) mer., ven. 17 h 30,
21 h 40.

JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Temples
34 (42-78-94-14) Lj. à 18 h 45.

LES CHIFFES NOIRS (A. v.o.) : Châ-
teau Victoria, 11 (45-09-94-14) Lj. film
13 h 35 et 20 h 30 à 20 h.

LILY MARLEEN (All. v.o.) : Châ-
teau Victoria, 11 (45-08-94-14) Lj.
17 h 35.

LE LOCATAIRE (Fr., v.o.) : Utopia
Champollion, 35 (42-36-84-65) Lj.
14 h (version anglaise).

LONATY (Fr., v.o.) : Studio des Urs-
ins, 11 (43-26-19-09) Lj. à 22 h 15.

MANON DES SOURCES (Fr.) : Tem-
pliers, 3 (42-72-94-56) Lj. à 18 h.

MATAGI LE VIEUX CHASSEUR
D'OURS (Jap., v.o.) : République
Cinéma, 11 (43-03-51-33) mer-
credi 15 h 40, sam. 14 h.

MEURTRE DANS UN JARDIN
ANGLAIS (Brit., v.o.) : Studio
Champollion, 35 (45-54-71-11) séances
15 h 50, film 5 mm après.

MIDNIGHT EXPRESS (**) (Brit.
v.o.) : Cinéoches, 46 (43-33-10-82) Lj.
13 h + 5 mm après.

MIRIANA (Young, v.o.) : Chûny Palace,
11 (45-07-76) mer., ven., lun., mar.,
à 12 h.

MISSION (FR. v.o.) : Châ-
teau Victoria, 11 (45-08-94-14) Lj.
à 17 h 45.

MON CAS (Fr.-Por.) : Latina, 42 (43-78-
10-14) Lj. à 22 h.

MORT VÉNÉRALE (A. v.o.) : Studio
Galande, 56 (43-54-72-71) Lj. séances
11 h 50 film 5 mm après.

LA MORT D'EMPÉDOCLE (Fr.-All.)
v.o.) : Studio 43, 14 (47-70-63-40) mer-
credi 15 h 40, film 5 mm après.

MOSQUITO COAST (A. v.o.) : Châ-
teau Victoria, 11 (45-08-94-14) Lj. film
15 h 25.

LA MOUCHE (A. v.o.) : Châ-
teau Victoria, 11 (45-08-94-14) Lj. film
à 17 h 45.

M. SMITH AU SÉNAT (A. v.o.) : Stu-
dio 18, 18 (46-06-36-07) mer., lun.,
à 19 h 21 h.

ORANGE MÉCANIQUE (**) (Brit.
v.o.) : Châ-
teau Victoria, 11 (45-08-94-14) Lj. à 15 h 20 et 22 h + 5 mm
0 h 15 : Studio Galand, 56 (43-54-72-71)
Lj. séances à 17 h 45 film 5 mm après.

4 VENTURES DE REINETTE ET
MIRABELLE (Fr.) : Les Trois Luxem-
bourg, 67 (46-33-97-71) Lj. à 12 h.

QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF
(A. v.o.) : Le Champso, 43 (43-54-31-60)
Lj. à 17 h 45.

RADING IN THE MOUNTAIN (Hong-
Kong, v.o.) : Chûny Palace, 35 (43-54-70-76) mer., ven., lun., sam. à 14 h
16 h 30, 19 h, 21 h, 23 h.

LE BAYON VET (Fr.) : Saint-Lambert,
35 (43-53-91-68) mer., dim. 19 h, lun. 17 h.

LE REPÉTITUR (Sov., v.o.) : Epée d'
Bois, 54 (43-37-37-77) Lj. à 15 h et
21 h.

LE BOULEAU COMPRESSEUR ET LE
VIOLETT (Sov., v.o.) : République
Cinéma, 11 (48-05-51-33) mer-
credi 15 h 40.

SAUVAGE ET BEAU (Fr., v.o.) : Aus-
trent Convention, 15 (48-26-42) mer-
credi 15 h 40.

STRANGER THAN PARADISE (A. All.,
v.o.) : Utopia Champollion, 35 (43-26-84-65) Lj. à 16 h 10.

SYLVIA SCARLETT (A. v.o.) : Studio
Champollion, 35 (45-54-71-11) séances
à 14 h 10 film 5 mm après.

TAXI DRIVER (**) (A. v.o.) : Gran-
de Poste, 15 (45-46-84-85) mer. à 22 h 30
jeu. 14 h, lun. 22 h.

THE HORROR PICTURE
SHOW (**) (A. v.o.) : Studio Galand,
56 (43-54-72-71) Lj. séances à 22 h 30

+ ven., sam., séances à 0 h 20 film 5 mm
TINTIN ET LE LAC AUX REQUINES
(Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 19 (45-32-
91-68) mer., 10 h T.U. 15 F., sam.
13 h 45
TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL
(Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 19 (45-32-
91-68) mer., 17 h, dim. 13 h 45
TOP GUN (A., v.o.) : Grand Pavés, 15
(45-54-46-85) mer., lun., mar. 16 h, jeu.
ven. 17 h 30, sam. 21 h, dim. 15 h 45
LA TRAGÉDIE D'UN HOMME RIDICULE
(Ch. Ill., v.o.) : Acropole (ex Studio
Cajoux), 6 (46-33-86-86) mer., ven.,
dim., mar. 17 h, 21 h 30, jeu., sam.
14 h 30, dim. 19 h 45
LE CENTRE DE L'ARCHITECTURE
(Br.) : Les Trois Luminères, 6
(46-33-97-17) Li., film 12 h
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU
(A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5
(45-33-11-11) mer., ven., lun. 12 h, jeu.
sam., lun. 20 h
ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Républic
Cinéma, 11 (48-05-51-33) mer.,
dim. 14 h

Les grandes reprises

BAMBI (A., v.o.) : Templiers, 3 (42-72-
94-56)
BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.)
Napoleon, 17 (42-67-63-42)
LA BELLE AU BOIS DORMANT (A.,
v.f.) : Napoleon, 17 (42-67-63-42)
BIRDY (A., v.o.) : Lœnmare, 6 (45-44-
57-34)
CLAUDINE À L'ÉCOLE (Fr.) : Smolod
(45-39-06-60)
LE DIABLOLE DU POU (Fr.) :
Latina, 6 (42-78-47-86)
DIAMANTS SUR CANAPÉ (A., v.o.) :
Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40)
Les Trois Balzacs, 9 (45-61-10-60)
DOCTEUR FOLAMOUR (Bril., v.o.)
Napoleon, 17 (42-67-63-42)
L'ENFER DE LA VIOLENCE (***)
(A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-
10-41)
ET TOUT LE MONDE RIAIT... (A.,
v.f.) : Saint-Germain Village, 5 (46-33-
36-14) ; Elyseu Lincoln, 8 (43-38-
36-14) ; Sept Parmanes, 14 (43-38-
32-20)
HANTISE (A., v.o.) : Action Christine, 6
(45-39-13-30)
LES INDIENS DONT LA MAISON
(Fr.) : Reflet Logos 1, 5 (43-54-43-34)
INDISCRETIONS (A., v.o.) : Action
Ecoles, 5 (43-25-72-07)
INFERNÔ (***) (Il., v.f.) : Hollywood
Boulevard, 9 (47-70-10-41)
LÉTTRE D'UNE INCONNUE (A.,
v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-
11-30)
LA LUNA (**) (Il., v.o.) : Acropole (ex
Studio Cujas), 1 (46-33-86-86)
MAD PAPPY (A., v.f.) : Napoleon, 17
(42-67-63-42)
OVER THE TOP (A., v.f.) : Hollywood
Boulevard, 9 (47-70-10-41)
LA POISON (Fr.) : Reflet Logos 1, 5 (43-
54-43-34)
QUE LE SPECTACLE COMMENCE
(A., v.o.) : Saint-Michel, 5 (43-28-
79-17)
LE ROMAN DE MILDRED PIERCE
(A., v.o.) : La Saint-Germain Village, 5
(46-33-36-14) ; Les Trois Balzacs, 9
(45-61-10-60)
SANS PITTIE (A., v.f.) : Hollywood Boulevard,
9 (47-70-10-41)
LE SECTEUR 88 (A., v.o.) : La Porte
du Soleil, 5 (43-28-79-17)
LE SILENCE DE LA MER (Fr.) : Reflet
Mégas Logos, 5 (43-54-43-34)
LE TRÉSOR DE SAN-LUCAS (A.,
v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-
10-41)

Les grandes reprises

BAMBI (A., v.f.) : *Templiers*, 3 (42-72-94-56).

RASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : *Napoléon*, 17 (42-67-63-42).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : *Napoléon*, 17 (42-67-63-42).

BIRDY (A., v.o.) : *Lucernaire*, 6 (45-44-57-34).

CLAUDINE À L'ÉCOLE (Fr.) : *Smidg*, 43, 9 (47-70-43-40).

LA DIAGONALE DU POU (Fr.) : *Smidg*, 43, 9 (47-70-43-40).

DIAMANTS SUR CANAPÉ (A., v.o.) : *Action River Ganche*, 5 (43-29-44-40).

Les Trois Balzac, 3 (45-61-10-60).

DOCTEUR FOLAMOUR (Bel., v.o.) : *Le Champ*, 9 (43-54-31-60).

L'ENFERMÉ LA VIOLENCE (**) (A., v.f.) : *Hollywood Boulevard*, 9 (47-70-10-41).

ET TOUT LE MONDE RIAIT... (A., v.o.) : *Saint-Germain Village*, 5 (46-33-63-20); *Elysée Lincoln*, 16 (43-59-36-36); *Sept Paravents*, 14 (45-320-32-20).

HANTISE (A., v.o.) : *Action Christine*, 6 (43-29-51-50).

LES ÉCHOS DANS LA MAISON (Fr.) : *Reflet Logos*, 15 (43-54-43-24).

INDISCRETIONS (A., v.o.) : *Action Ecoles*, 5 (43-25-72-07).

INFERNO (**) (It., v.f.) : *Hollywood Boulevard*, 9 (47-70-10-41).

LETTRE À MON ANNONCIE (A., v.o.) : *Action Christine*, 6 (43-29-51-50).

LA LUNA (**) (It., v.o.) : *Acoustone* (en Studio Cugni), 5 (46-33-66-46).

MARY POPPINS (A., v.f.) : *Napoléon*, 17 (42-67-63-42).

OVER THE TOP (A., v.f.) : *Hollywood Boulevard*, 9 (47-70-10-41).

LA POISON (Fr.) : *Reflet Logos*, 1, 9 (43-54-42-34).

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : *Saint-Michel*, 5 (43-26-79-17).

LE ROMAN DE MILDRED PIERCE (A., v.o.) : *Le Saint-Germain-des-Près*, 6 (45-61-10-60); *Les Trois Balzac*, 3 (45-61-10-60).

SANS Pitié (A., v.f.) : *Hollywood Boulevard*, 9 (47-70-10-41).

LE SECRET DERRIÈRE LA PORTE (A., v.o.) : *Action Christine*, 6 (43-29-51-50).

LE SILENCE DE LA MER (Fr.) : *Reflet Magma Logos*, 5 (45-42-24-14).

LE TRÉSOR DE SAN-LUCAS (A., v.f.) : *Hollywood Boulevard*, 9 (47-70-10-41).

DE 20 H A 4 H DU MATIN
JEUDI 19 NOVEMBRE

MATISSE, MODIGLIANI, VALLOTON... INAUGURENT DROUOT-MONTAIGNE AU THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

15, AVENUE MONTAIGNE 75008 PARIS

COMPAGNIE DES
COMMISSAIRES-PRISEURS
DE PARIS

DROUOT
MONTAIGNE

PROGRAMME D'INAUGURATION

La Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
vous invite :

ELUDI 19 NOVEMBRE

20 H À 4 H DU MATIN :
Exposition de Compagnie "Les Temps Forts de Drouot-Richelieu" et exposition "Collection Georges RENAND".

"UNE NUIT POUR UNE COLLECTION!"

Une nuit pour voir les chefs-d'œuvre de MATISSE, MODIGLIANI, DALI, BONNARD, PICASSO, COROT, VAN GOGH, CÉZANNE, MONNET, RENOIR, GRIS, LÉGER... et bien d'autres. Un événement unique et éphémère.

VENDREDI 20 NOVEMBRE

10 H À 16 H :
Exposition de Compagnie "Les Temps Forts de Drouot-Richelieu" et exposition "Collection Georges RENAND"
19 h 30 :
Vente aux enchères de la collection Georges RENAND.

SAMEDI 21 NOVEMBRE

12 H À 18 H ET 21 H À 23 H :
Exposition de Compagnie "Les Temps Forts de Drouot-Richelieu" et exposition de la vente du 22 novembre.

DIMANCHE 22 NOVEMBRE

11 H, 14 H 30 ET 20 H 30 :
Ventes de tableaux modernes et anciens, meubles et
objets anciens.
Exposition de Compagnie "Les Temps Fort de
Drouot-Richelieu".

INFORMATIONS : TÉL 42 46 17 11 - 40 70 11 11

CINEMA

Les festivals

CHARLES CHAPLIN. Studio 43, 9 (47-70-63-40). La Ruée vers l'or, mar. 14 h avec en complément Une vie de chien; le Cirque, sam. 14 h; Les Temps modernes, dim. 14 h; Le Kid, mar. 16 h.

CINEMA ESPAGNOL PARIS A L'HEURE ESPAGNOLE (v.o.), Gaumont Colisée, 9 (43-59-29-46). El Lute, mar. 14 h; La Vie joyeuse, mar. 16 h 30 et 20 h 15; Divines paroles, ven. 14 h 30 et 20 h 15; Tant qu'il y aura de la lumière, ven. 16 h 30 et 20 h 15; Matador, sam. 14 h 30 et 20 h 15; La Guerre des fous, sam. 16 h 30 et 20 h 15; L'Amie des lumières, dim. 14 h 30 et 20 h 15; Le Voyage de mille part, dim. 16 h 30 et 20 h 15; Mon général, lun. 14 h 30 et 20 h 15; Laura, lun. 16 h 30 et 20 h 15; Le Maître de Bergues, mar. 14 h 30, 16 h 30, 18 h 30, 20 h 15; 35 F. Abt trois films: 50 F. rem. au 43-59-29-46.

DEUXIEME FESTIVAL CINE CHINE (v.o.), Utopia Champillon, 5 (43-24-84-65). La Terre jaune, mar. 18 h, sam. 20 h; Dans les montagnes sauvages, mar. 20 h; Shoulin Nuo et Sud, (en anglais), mar. 22 h, ven. 20 h, sam. 22 h; Souvenir du vieux Pékin, jan. 18 h; La Basketeuse n° 5, jan. 20 h; Le Retour des grues, jan. 22 h, dim. 22 h; Le Talisman, ven. 18 h, mar. 20 h; La Maison de thé, ven. 22 h, dim. 20 h; L'Auberge du printemps, sam. 18 h, mar. 20 h; Le Tiroir de pousse-pousse, dim. 18 h, lun. 20 h.

ERIC ROHMER. Denfert, 14 (43-21-41-01). La Marquise d'O, jan. 18 h; Les Nuits de la pleine lune, jan. 20 h; Pauline à la plage, jan. 22 h; Le Beau Mariage, dim. 15 h 40; Perceval le Gallois, lun. 14 h.

ERIC ROHMER. République Cinéma, 11 (48-05-51-33). Pauline à la plage, jan. 18 h; La Femme de l'aviateur, ven. 18 h; Les Nuits de la pleine lune, dim. 15 h 40; Le Signe du lion, sam. 12 h 20.

FEMMES FATALES (v.o.), Action Christine, 6 (43-29-11-30). La Nuit de l'iguane, séances mar. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; Niagara, séances jan. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Arrangement, séances ven. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; L'Inquietante Dame en sol, séances sam. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; Salomé, séances dim. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Le Facteur comme toujours deux fois, séances lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; La Femme et le Pantin, séances mar. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20.

FEMMES FATALES (v.o.), Mafalou, 17 (43-29-79-39). La Belle du Maroc, séances mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Le Grand Somnambule, séances jan. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; La Guitte sur un toit brûlant, séances ven. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Pandora, séances sam. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; Mon petit pousin chéri, séances

dim. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20; The Shanghai Gesture, séances lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; La Femme aux deux visages, séances mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

FESTIVAL LUIS BUNUEL (v.o.), République Cinéma, 11 (48-05-51-33). Nazario, ven. 14 h; Un chien andalou, sam. 18 h; Les Ovidios, sam. 18 h; El, lun. 14 h.

FESTIVAL D'AUTOMNE. LES CAHIERS DU CINEMA (v.o.), 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-39-43). Réves d'or, mar. à 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les hommes préfèrent les blondes, lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Ecce homo, jan. lun. à 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Biscuits, dim. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Jo suis un amoureux, mar., ven. à 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

HONORACE A ANDREI KONCHALOVSKY (v.o.), Reflex Logos II, 5 (43-54-42-34). Runaway Train, séances mar. à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, film 10 mm après; Le Premier Maître, séances jan. à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, film 10 mm après; Onkel Vania, séances ven., mar. à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, film 10 mm après; Maria's Lover, séances sam. à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, film 10 mm après; Rinde, séances dim. à 17 h, 20 h 30; Le Nid des gentils hommes, séances lun. à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, film 10 mm après.

HONORACE A NIKITA MIKHAILOV (v.o.), Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77). La Parenté, ven. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Partition inachevée pour piano mécanique, mar., sam. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Quelques jours de la vie d'Obolomov, jan. dim. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; L'Écluse de l'Amour, film à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Cinq portraits, mar., film à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

JEAN-LUC GODARD. Denfert, 14 (43-21-41-01). Masculin-Féminin, jan. 16 h; Je vous en prie, mar. 16 h; Deux ou trois choses que je sais d'elle, lun. 16 h 20.

L'ATELIER LUMIERE. Studio 43, 9 (47-70-63-40). Tokyo-Ga, jan. 20 h avec un film japonais surprise.

LES QUATRIEMES NUITS DU DESIN ANIMÉ. Ecurial, 13 (47-07-28-04). Les Aventures des Pieds nickelés, ven. 0 h 30, Pl. 65 F, soiré: Le paillard des deux villages; Le Circuit de l'Alcool; Antoine fait du camping; Antoinette; Steinberg; le Journal de Léonard; le Petit Chaperon bien blanc rouge; Siam-messure; la Corrida; Ubu; Les oiseaux sous des coqs; le Sourire de Léonard de Vinci; Rambo; Anatole à la tour de Neale; les Écargons; Sélection de films publicitaires; Films-amoureux; Sélection des meilleures bandes-annonces.

LES CHEFS-D'OEUVRE DE L'HUMOUR ANGLAIS (v.o.), Action Écologie, 5 (43-25-72-97). De l'or sur les herbes, lun., séances à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Noblesse oblige, jan. dim., séances à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Whisky à gogo, ven., séances à

14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Tancus de dames, sam., séances à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; L'Honneur est commandé, mar., séances à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

LEUR PREMIER FILM. Pastiche, 5 (43-54-15-04). Les Mères fous, séances à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30, film 5 mm après suivi de: Les Mères; Les Mères d'un; L'Amour est; le Chant du Sylène; Une partie de campagne; Festival de courts et moyens métrages.

MARILYN MONROE (v.o.), Le Champ, 5 (43-54-31-60). Agence de mariage, ven., séances à 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, film 10 mm après; Les hommes préfèrent les blondes, lun., séances à 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, film 10 mm après; Sept ans de réflexion, sam., séances à 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, film 10 mm après; Comment épouser un milliardaire, mar., séances à 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, film 10 mm après; Bus Stop, jan., séances à 13 h 55, 15 h 55, 17 h 55, 19 h 55, film 10 mm après; Je t'aime, mar., séances à 13 h 40, 15 h 40, 17 h 40, 19 h 40, film 10 mm après; Les hommes préfèrent les blondes, mar., dim., séances à 14 h 20, 16 h 20, 18 h 20, 20 h 20, film 10 mm après.

MARILYN DIETRICH (v.o.), Studio des Ulys, 5 (47-70-63-40). Agence de mariage, ven., séances à 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, film 10 mm après; X 27, ven., mar. à 14 h 30, dim. 12 h; Morocco, mar., jan., ven., mar. 16 h 30; L'Éternelle rouge, mar., ven., dim., mar. 20 h; Angel, mar., jan., ven., mar. 18 h 15.

MONTY PYTHON (v.o.), Saint-Germain Studio, 5 (46-33-63-20). Monty Python, le vin de Brian, mar., ven., séances à 14 h 20, 16 h 10, 18 h 10, 19 h 50, 21 h 45, film 10 mm après; Jabbok, jan. dim., séances à 13 h 45, 15 h 45, 17 h 45, 19 h 45, 21 h 45, film 10 mm après; Monty Python, mar. Grand, sam., lun., séances à 14 h 20, 16 h 10, 18 h 10, 19 h 50, 21 h 45, film 10 mm après; Monty Python, le vin de Brian, mar., ven., séances à 13 h 45, 15 h 45, 17 h 45, 19 h 45, 21 h 45, film 10 mm après.

NUIT DE LA BOITE (v.o.), Studio 43, 9 (47-70-63-40). Six films sur le bon sens, de 20 h à l'aube, organisé par le réseau Cinéma 87.

RETROSPECTIVE DAVID NEVES. CINÉASTE BRÉSILIEN (v.o.), Studio 43, 9 (47-70-63-40). Mémorandum d'Hélius, (11F) mar., jan. 20 h; Enchaînement, (11F) jan. 20 h; Luz del Paço, (11F) ven. 20 h; Lucia McCarthy, (11F) sam., dim. 20 h; La Petite Usine, (11F) sam., dim. 22 h.

WIN WENDERS. 14 Juillet Festival, 6 (43-26-58-00). Alice dans les villes, sam., film à 13 h 45, 15 h 50, 17 h 55, 19 h 55, 21 h 50, 23 h 15; Himmels, mar., film à 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50; Au Fil du Temps, dim., film à 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50, 23 h 15; Paris, Texas, mar., film à 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50, 23 h 15.

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi intitulé "Le Monde radio-télévision". Signalez dans "Le Monde radio-télévision" si Film à éviter ou On peut voir sans Ne pas manquer ou Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 18 novembre

TF 1

20.30 Variétés: Sacré mariage. Émission présentée par Jean-Pierre Foucault. Invités: Sylvie Vartan. Avec Guy Béart, Michèle Torr, Patsy Laite, Martin Circus, Depêche Mode, Phil Barney, Les Petshop Boys, Claude Barzotti.

A 2

20.30 Le grand échiquier. Émission de Jacques Chancel. La longue marche de Mireille Mathieu. Avec l'Orchestre des Concerts Colonne, dir. Jean-Claude, La chorale de Radio-France. Les chœurs d'Amélie, Jeanne Reim, pianiste. Francis Lalanne, Rafaela Carr, Les ballets du Kirov, Francis Lai, Jean Leffebvre, Didier Barbelivien, Luciano Pavarotti, Ruggiero Raimondi, Charles Aznavour. 23.30 Informations: 24 h sur FA 2. 0.00 Émissions: Le retour du marin, de Sylvie Chauvet et Charlotte de Trenchard; Anges et Cochons, de Régis Daval.

FR 3

20.35 Théâtre: Elvire Jourdain 40. Spectacle de Brigitte Jacques, réalisé par Benoît Jacquot, en hommage à Louis

ATHENÉE (jusqu'au 20 décembre à 18 h 30)
ELVIRE JOURDAIN 40
MISE EN SCÈNE BRIGITTE JACQUES
AVEC PHILIPPE GLEVENOT
MOULIERE ET DU MEILLEUR COMÉDIEN
LOC. 47 42 67 27 • AGENCES • FNAC

Jouvet. Avec Philippe Glevenot, Marie de Modèles, Eric Jouvet, Vincent Violette. Spectacle suivi du documentaire: Le schizophrène. 23.30 Journal. 23.00 Magazines: Océaniques. Questions sur le théâtre: Peter Brook. Réal. J.-C. Lutherski. La seconde partie de ce document nous emmène au cœur du travail de l'acteur. Une fois les questions posées, il s'agit de répondre. Les questions sont de Peter Brook: faut-il travailler ses comédies sur l'intonation d'Athènes et sur le Corinthe. La sonorité, le rythme, le timbre. 23.55 Musique, musique. Susan Cane et Slop Time Rag, de Scott Joplin.

Jeudi 19 novembre

TF 1

15.35 Quarté à Vincennes. 15.50 Série: Chaplin maison et de la rue. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Flash d'informations. 16.10 Flash d'informations. 16.15 Flash d'informations. 16.20 Flash d'informations. 16.25 Flash d'informations. 16.30 Flash d'informations. 16.35 Flash d'informations. 16.40 Flash d'informations. 16.45 Flash d'informations. 16.50 Flash d'informations. 16.55 Flash d'informations. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Flash d'informations. 17.10 Flash d'informations. 17.15 Flash d'informations. 17.20 Flash d'informations. 17.25 Flash d'informations. 17.30 Flash d'informations. 17.35 Flash d'informations. 17.40 Flash d'informations. 17.45 Flash d'informations. 17.50 Flash d'informations. 17.55 Flash d'informations. 18.00 Flash d'informations. 18.05 Flash d'informations. 18.10 Flash d'informations. 18.15 Flash d'informations. 18.20 Flash d'informations. 18.25 Flash d'informations. 18.30 Flash d'informations. 18.35 Flash d'informations. 18.40 Flash d'informations. 18.45 Flash d'informations. 18.50 Flash d'informations. 18.55 Flash d'informations. 19.00 Flash d'informations. 19.05 Flash d'informations. 19.10 Flash d'informations. 19.15 Flash d'informations. 19.20 Flash d'informations. 19.25 Flash d'informations. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Flash d'informations. 19.40 Flash d'informations. 19.45 Flash d'informations. 19.50 Flash d'informations. 19.55 Flash d'informations. 20.00 Flash d'informations. 20.05 Flash d'informations. 20.10 Flash d'informations. 20.15 Flash d'informations. 20.20 Flash d'informations. 20.25 Flash d'informations. 20.30 Flash d'informations. 20.35 Flash d'informations. 20.40 Flash d'informations. 20.45 Flash d'informations. 20.50 Flash d'informations. 20.55 Flash d'informations. 21.00 Flash d'informations. 21.05 Flash d'informations. 21.10 Flash d'informations. 21.15 Flash d'informations. 21.20 Flash d'informations. 21.25 Flash d'informations. 21.30 Flash d'informations. 21.35 Flash d'informations. 21.40 Flash d'informations. 21.45 Flash d'informations. 21.50 Flash d'informations. 21.55 Flash d'informations. 22.00 Flash d'informations. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Flash d'informations. 22.15 Flash d'informations. 22.20 Flash d'informations. 22.25 Flash d'informations. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Flash d'informations. 22.40 Flash d'informations. 22.45 Flash d'informations. 22.50 Flash d'informations. 22.55 Flash d'informations. 23.00 Flash d'informations. 23.05 Flash d'informations. 23.10 Flash d'informations. 23.15 Flash d'informations. 23.20 Flash d'informations. 23.25 Flash d'informations. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Flash d'informations. 23.40 Flash d'informations. 23.45 Flash d'informations. 23.50 Flash d'informations. 23.55 Flash d'informations. 24.00 Flash d'informations.

A 2

14.35 Magazines: Dominique A2. De Liliane Bordon, présentée par Marc Besson. 15.00 Flash d'informations. 15.05 Flash d'informations. 15.10 Flash d'informations. 15.15 Flash d'informations. 15.20 Flash d'informations. 15.25 Flash d'informations. 15.30 Flash d'informations. 15.35 Flash d'informations. 15.40 Flash d'informations. 15.45 Flash d'informations. 15.50 Flash d'informations. 15.55 Flash d'informations. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Flash d'informations. 16.10 Flash d'informations. 16.15 Flash d'informations. 16.20 Flash d'informations. 16.25 Flash d'informations. 16.30 Flash d'informations. 16.35 Flash d'informations. 16.40 Flash d'informations. 16.45 Flash d'informations. 16.50 Flash d'informations. 16.55 Flash d'informations. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Flash d'informations. 17.10 Flash d'informations. 17.15 Flash d'informations. 17.20 Flash d'informations. 17.25 Flash d'informations. 17.30 Flash d'informations. 17.35 Flash d'informations. 17.40 Flash d'informations. 17.45 Flash d'informations. 17.50 Flash d'informations. 17.55 Flash d'informations. 18.00 Flash d'informations. 18.05 Flash d'informations. 18.10 Flash d'informations. 18.15 Flash d'informations. 18.20 Flash d'informations. 18.25 Flash d'informations. 18.30 Flash d'informations. 18.35 Flash d'informations. 18.40 Flash d'informations. 18.45 Flash d'informations. 18.50 Flash d'informations. 18.55 Flash d'informations. 19.00 Flash d'informations. 19.05 Flash d'informations. 19.10 Flash d'informations. 19.15 Flash d'informations. 19.20 Flash d'informations. 19.25 Flash d'informations. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Flash d'informations. 19.40 Flash d'informations. 19.45 Flash d'informations. 19.50 Flash d'informations. 19.55 Flash d'informations. 20.00 Flash d'informations. 20.05 Flash d'informations. 20.10 Flash d'informations. 20.15 Flash d'informations. 20.20 Flash d'informations. 20.25 Flash d'informations. 20.30 Flash d'informations. 20.35 Flash d'informations. 20.40 Flash d'informations. 20.45 Flash d'informations. 20.50 Flash d'informations. 20.55 Flash d'informations. 21.00 Flash d'informations. 21.05 Flash d'informations. 21.10 Flash d'informations. 21.15 Flash d'informations. 21.20 Flash d'informations. 21.25 Flash d'informations. 21.30 Flash d'informations. 21.35 Flash d'informations. 21.40 Flash d'informations. 21.45 Flash d'informations. 21.50 Flash d'informations. 21.55 Flash d'informations. 22.00 Flash d'informations. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Flash d'informations. 22.15 Flash d'informations. 22.20 Flash d'informations. 22.25 Flash d'informations. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Flash d'informations. 22.40 Flash d'informations. 22.45 Flash d'informations. 22.50 Flash d'informations. 22.55 Flash d'informations. 23.00 Flash d'informations. 23.05 Flash d'informations. 23.10 Flash d'informations. 23.15 Flash d'informations. 23.20 Flash d'informations. 23.25 Flash d'informations. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Flash d'informations. 23.40 Flash d'informations. 23.45 Flash d'informations. 23.50 Flash d'informations. 23.55 Flash d'informations. 24.00 Flash d'informations.

FR 3

15.00 Flash d'informations. 15.05 Série: Sur la piste du crime. La mutinerie. 16.00 Magazines: Dictionnaire 3. Les arts maritimes au Japon. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Flash d'informations. 17.10 Flash d'informations. 17.15 Flash d'informations. 17.20 Flash d'informations. 17.25 Flash d'informations. 17.30 Flash d'informations. 17.35 Flash d'informations. 17.40 Flash d'informations. 17.45 Flash d'informations. 17.50 Flash d'informations. 17.55 Flash d'informations. 18.00 Flash d'informations. 18.05 Flash d'informations. 18.10 Flash d'informations. 18.15 Flash d'informations. 18.20 Flash d'informations. 18.25 Flash d'informations. 18.30 Flash d'informations. 18.35 Flash d'informations. 18.40 Flash d'informations. 18.45 Flash d'informations. 18.50 Flash d'informations. 18.55 Flash d'informations. 19.00 Flash d'informations. 19.05 Flash d'informations. 19.10 Flash d'informations. 19.15 Flash d'informations. 19.20 Flash d'informations. 19.25 Flash d'informations. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Flash d'informations. 19.40 Flash d'informations. 19.45 Flash d'informations. 19.50 Flash d'informations. 19.55 Flash d'informations. 20.00 Flash d'informations. 20.05 Flash d'informations. 20.10 Flash d'informations. 20.15 Flash d'informations. 20.20 Flash d'informations. 20.25 Flash d'informations. 20.30 Flash d'informations. 20.35 Flash d'informations. 20.40 Flash d'informations. 20.45 Flash d'informations. 20.50 Flash d'informations. 20.55 Flash d'informations. 21.00 Flash d'informations. 21.05 Flash d'informations. 21.10 Flash d'informations. 21.15 Flash d'informations. 21.20 Flash d'informations. 21.25 Flash d'informations. 21.30 Flash d'informations. 21.35 Flash d'informations. 21.40 Flash d'informations. 21.45 Flash d'informations. 21.50 Flash d'informations. 21.55 Flash d'informations. 22.00 Flash d'informations. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Flash d'informations. 22.15 Flash d'informations. 22.20 Flash d'informations. 22.25 Flash d'informations. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Flash d'informations. 22.40 Flash d'informations. 22.45 Flash d'informations. 22.50 Flash d'informations. 22.55 Flash d'informations. 23.00 Flash d'informations. 23.05 Flash d'informations. 23.10 Flash d'informations. 23.15 Flash d'informations. 23.20 Flash d'informations. 23.25 Flash d'informations. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Flash d'informations. 23.40 Flash d'informations. 23.45 Flash d'informations. 23.50 Flash d'informations. 23.55 Flash d'informations. 24.00 Flash d'informations.

CANAL PLUS

15.35 Documentaire: Les capybaras de l'Orénoque. 16.00 Chânes: Pas de pas, pas de pas. Film américain de Robert

CANAL PLUS

21.00 Chânes: L'Homme aux deux visages. Film américain de Carl Reiner (1983). Avec Steve Martin, Kathleen Turner, David Warner, Paul Benedict, Richard Bresson. Un neurologue marié à une femme qui se refuse de lui sous prétexte de migraine veut lui proposer un divorce. L'homme vit dans un bocal, dans l'air tout autour. Les perversités d'un père acteur dans une comédie lamentable. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Chânes: A la recherche de Mr Goodbar. Avec Richard Gere, Alan Feinstein (v.o.), 0.45 Chânes: Leçons très particulières. Film américain d'Alan Myerson (1980). Avec Sylvie Kristel, Howard Hesseman, Eric Brown. 2.10 Série: Ravitail.

LA 5

20.30 Variétés: Caléidoscope. Émission de Stéphane Collaro. Avec Alain Chamfort, Michel Fugain, Nicolas Lio et Les Portes, Pierre Perret. 21.45 Série: La loi de Los Angeles. 22.35 Chânes: Arabesque. Le journaliste d'investigation. 23.30 Série: Les chevaliers du ciel. 1.50 Feuilleton: Le temps des copains. 2.15 Série: Maligne. Maligne, L'opéra des gangsters.

M 6

20.30 Série: Dynamite. Le douché. 21.20 Série: Falcon Crest. Ultimatum. 22.10 Journal. 22.20 Météo. 22.25 Série: Les espions. Ma mère est une espionne. 23.15 Magazine: Club 6. De Pierre Bouillier. 0.00 Série: Les têtes brûlées. Objectif Rahab. 0.50 Musique: Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips. Le chouchou de la semaine: Serge Gainsbourg.

FRANCE-CULTURE

20.30 Titre à l'antenne. Pierre Jean Jouvet. 21.30 Correspondance. 22.00 Commentaire des nouvelles littéraires de langue française. Il est des parfums. 5. Connaissance. 22.40 Nuits magnétiques. La Camargue (2 parties). 0.05 De jour et de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Centre culturel de Handbourn Festival de Lillo). Albert-Ludwig, de Bery. Prémium. Strophe, Orchestre, de Amy, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Gilbert Amy; sol. Mary Schaefer, soprano. 23.07 Jazz club. Le chanteur Meredith Atwood avec Patrice Caratini, un Petit Journal-Montparnasse.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. • prix moyen du repas • J. H. • ouvert jusqu'à 22 heures

DINERS

RIVE DROITE		
DARKOUM 44, rue Sainte-Anne, 2 ^e	43-96-43-76 F. mardi	Spécialité MAROCAINES, TAGINES, COUSCOUS, MÉCHOUL. Cadre typique et raffiné. Déj. d'affaires en cuisine. Accueil jusqu'à 23 h 30.
JOHN JAMISON 10, rue des Capucines, 2 ^e 40-15-00-30/40-15-08-08	T.L.J. F. sam., dim.	As 1 ^{er} et 2 ^e de la cuisine. Menu de 150 F. As 1 ^{er} et 2 ^e de la cuisine. Menu de 150 F. As 1 ^{er} et 2 ^e de la cuisine. Menu de 150 F.
RELAIS BELLIAM 37, rue François-I ^{er} , 8 ^e	47-23-54-42 F. sam., dim.	Jusqu'à 22 h 30. Cadre entièrement rénové. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYAL. Soit soit compotés. FILETS A L'ESTRAGON. Gîte du jour.
COPINERACQUE 142, Champs-Élysées, 8 ^e	43-59-20-41 F. dim.	De midi à 22 h 30. Spécialité: DANOISES et SCANDINAVES, CANARD, SAIGON. SAUMON mariné à l'ail, MIGNONS DE RENNES au vin blanc de pin.
LUDMILA PAVILLON RUBIE 45, rue François-I ^{er} , 8 ^e	47-20-40-49 F. dim.	Le restaurant russe de TOUT-PARIS. Dîners, Soupers dans une ambiance russe avec LUDMILA et ses chanteuses-guitaristes.
L'ARISTOCRATE 12, rue La Fayette, 9 ^e	47-70-60-43	Repas d'affaires. Spéc.: « Agence et cochon de lait à la broche ». Fennel 63 F. 44. (entrée au choix et cochon de lait à la broche ou pièce de bœuf).
L'ATLANTIQUE 51, bd Magenta, 10 ^e	42-08-27-20 F. dim.	Près de la gare de l'Est: les plaisirs de la mer « cordon bleu de France 86 ». Pruits de mer. Pâtisseries fines. Langoustes au vin. Menu gastronomique. 140 F. 20.
LE PICHET 174, rue d'Orléans, 18 ^e	Rés.: 46-27-45-28 F. dim. soir et dim.	C'est une maison fort sympathique que ce PICHET. Son hôtesse, madame Ceillette, a l'accueil chaleureux et souriant, dans ce décor rustique, rempli de cuivres antiques, orné de pichets anciens et d'un vitrail d'ébénisterie lapponaise et humoriste que monsieur Ceillette, le chef, prépare tout au long de l'année. L'atmosphère est propice à la dégustation d'un repas fleurissant bon le terroir d'Aquitaine. Parfums d'adoption, depuis dix-neuf ans, il n'a rien oublié de leur origine bordelaise et propose une carte qui foisonne de délicieuses tentations tant en fruits de mer, crustacés grillés, suggestion du jour qu'en cuisine à la bonne maison. On trouve aussi un large choix de grillades et de viandes préparées. De même, côté mer, les Saint-Jacques, à la provençale ou à l'américaine, les sautés de grenouilles, turbidines grillées constituent de superbes tentations à la gourmandise. La terrasse de foin gras mûre, le magret de canard aux morilles, figurent dans l'éventail des spécialités du patron, qui revendique une originalité de bon aloi dans les mets qu'il propose. De savoureux desserts classiques permettent d'achever agréablement votre repas. Une carte des vins remarquable complète la prestation de cet aimable restaurant où règne une ambiance tranquille et feutrée. Les prix sont fort raisonnables, puisque le menu est à 77 F et que le prix moyen du repas se situe vers 200 F.

Le Monde EDUCATION

Les petits Turcs de Berlin

AUCUN mur n'a encore été dressé entre Berlin-Ouest et son quartier turc de Kreuzberg. Cette ligne de démarcation-là est douce : les Weinstubbe cossues se changent, imperceptiblement, en cafés turcs, quelques drapeaux frappés du croissant et de l'étoile surgissent sur des devantures. Des banderoles écarlates strient les façades des « squats », tandis que fleurissent les librairies alternatives et qu'éclatent sur tous les murs le malaise du quartier : « Où est la vie ? », ou plus couramment « Amis Roux ! », version germanique du classique « US go home ! », graffiti adressé aux soldats américains qui contrôlent le secteur.

Dégradé, coincé entre une ligne de métro aérien et le mur, au centre de la ville, Kreuzberg compose un curieux melting pot où cohabitent des familles turques, des gauchistes — qui ont remplacé les habitants précédents, au fur et à mesure de leur départ pour des quartiers plus huppés — et des grands-mères, qui n'ont pas pu, ou voulu, suivre l'exode. Un mélange étonnant et potentiellement détonnant, enclavé de pauvreté dans une ville elle-même enclavée, mais qui tente de l'oublier en brillant des mille feux de l'Occident. En juin dernier, pour la visite du président Reagan, le quartier avait été bouclé : quelques semaines auparavant, la population de Kreuzberg avait affronté violemment la police pour la première fois, et l'on avait vu des adolescents turcs et de vieilles dames allemandes piller au couteau un supermarché incendié.

Ce « copinage » entre les petits Ali et les Grossmutter berlinoises est l'une des situations intercul-

telles vécues choisies pour illustrer une méthode d'apprentissage simultané des deux langues — turc et allemand — expérimentée depuis quatre ans, dans trois écoles du quartier. On s'est aperçu depuis longtemps que les jeunes Turcs de la seconde génération, même nés à Berlin, parlaient très mal l'allemand. Leur communauté vit très repliée sur elle-même : jusque dans les cours de récréation, les enfants parlent turc entre eux. Ils n'ont de l'allemand qu'une connaissance réceptive et restent incapables de s'exprimer. D'où l'idée d'un enseignement bilingue précoce.

Deux institutrices

A la Nürtingen Grundschule, une école élémentaire de Kreuzberg, qui dispose de vastes espaces en dépit de la proximité du mur, près de cinq cents des six cents élèves sont étrangers et dix-sept des vingt-quatre classes accueillent uniquement des enfants turcs. Dans les deux premiers niveaux (CP et CE 1 français), on a remplacé les leçons de turc, autrefois séparées du cursus allemand, par un enseignement en double commande. Deux institutrices, l'une allemande, l'autre turque, sont présentes dans la classe et interviennent alternativement. Ce matin, Mehmet, Fadim, Yusuf, six ans, et leurs camarades, sont invités à s'exprimer à partir de diapositives sur le thème du ballon (1). Réunis en un petit groupe de douze — la moitié de la classe — ils sont vifs et attentifs, mais se montrent nettement moins bavards en allemand que dans leur langue maternelle.

La méthode d'enseignement d'abord de faire apparaître les similitudes

Les Turcs sont majoritaires dans le quartier de Kreuzberg à Berlin-Ouest. Dans certaines écoles, leurs enfants apprennent à la fois le turc et l'allemand.

de son entre les deux langues, puis aborde les différences. « A chaque étape, il s'agit de transférer les capacités d'une langue sur l'autre : les progrès en turc débouchent sur des progrès en allemand, et les apprentissages sont coordonnés », explique M^{me} Monika Nehr, une linguiste spécialement détachée par la municipalité pour l'expérience.

Deux manuels — l'un en allemand, l'autre en turc — et un recueil d'exercices ont déjà été publiés. Ils sont l'aboutissement — provisoire — d'un long débat politico-pédagogique amorcé dans les années 70. A cette époque, le problème turc commençait à se poser dans les écoles, et les socialistes, alors majoritaires au Sénat (le gouvernement de Berlin), proposent une politique volontariste d'intégration, excluant la langue turque de la scolarité obligatoire. L'échec est total, car les enfants, élevés dans un milieu non germanophone, s'enlèvent dans le système scolaire allemand. L'introduction d'institutrices turcs dans les écoles de Kreuzberg, n'améliore pas la situation, car ils sont humanistes et pédagogiquement isolés de leurs collègues.

Un débat houleux au sein de la gauche enseignante n'aboutit qu'après l'avènement, en 1981, d'une majorité chrétienne-démocrate au Sénat. La dégradation de la situation sociale du quartier est telle que le nouveau

pouvoir de droite est amené à soutenir une expérimentation pédagogique menée par des enseignants de gauche, qui aboutit aux classes bilingues actuelles. Mais l'opposition est un peu désarmée par le nouveau discours des chrétiens-démocrates favorables à l'intégration. « Nous espérons que les élèves turcs resteront à Berlin », déclare M^{me} Hanna-Renate Laurien, ministre de l'éducation du Land de Berlin-Ouest et maire adjoint de cette ville. Mais ils devront pour cela acquiescer la nationalité allemande.

Partir ou s'intégrer

Partir ou s'assimiler, telle est en effet l'alternative radicale que propose le gouvernement berlinois aux jeunes Turcs, persuadé qu'une troisième voie ne mènerait qu'à la création d'une ville turque, perspective exclue dans une cité aussi corsetée que Berlin-Ouest. Pourtant, les Turcs de Berlin sont très loin de se sentir citoyens de cette ville. Même pour les jeunes nés sur place, l'acquisition de la nationalité allemande n'est pas automatique et les barrières sociales et culturelles s'opposent à l'intégration.

Si la présence globale des élèves étrangers frise 20 % des effectifs scolaires totaux à Berlin, elle tombe à moins de 6 % dans les lycées. Dans l'enseignement primaire, les autorités ont fixé à 30 % de l'effectif des élèves allemands de chaque classe le seuil maximal pour l'admission des enfants étrangers non germanophones. Mais la forte concentration de ces enfants dans certains quartiers ne permet pas de l'appliquer. Une tentative de bus (transport des élèves destinés à répartir les étrangers) a échoué devant l'hostilité des parents. Même le système de formation en alternance (dual system) n'est qu'entravé aux étrangers (10 % des Turcs en bénéficient, contre les deux tiers des Allemands).

Les jeunes filles turques en particulier cumulent les handicaps, elles qui sont parfois autoritaires, « exilées » de Berlin par leurs parents vers des internats en Turquie à l'âge de l'adolescence. Aysen, quinze ans, élève au Marie-Curie Gymnasium (lycée) le sait bien : elle s'accroche à ses cours comme par instinct d'éman-

cipation. Dans sa classe, on ne la remarque pas seulement parce qu'elle porte en permanence un fichu blanc à gros pois roses, mais parce qu'elle lève inlassablement le bras pour répondre aux questions. Imbattable sur l'emploi de l'impréatif en cours de français, c'est elle qui traduit la première la phrase proposée ce matin-là par le professeur : « Parle-moi de l'amour », lance-t-elle, triomphante, avec son savoureux accent turco-berlinois.

Aysen symbolise sans doute l'intégration progressive de la seconde génération turque dans l'ancienne capitale du Reich. Avec ses parents, elle parle turc, mais elle n'utilise que l'allemand avec ses frères. Son pays n'est pas la RFA — elle n'a jamais quitté Berlin — mais guère plus la Turquie, d'où elle est partie à l'âge de sept ans. Peut-être est-ce Berlin, où elle affirme se sentir bien, même si elle n'a nullement l'intention de devenir allemande. Son voisin de pupitre est grec, et une iranienne fréquente la même classe. Autant dire que le professeur d'histoire doit user de beaucoup de tact lorsqu'il aborde certains événements.

Le choc des cultures et des idéologies ne va d'ailleurs pas sans scandale. Les autorités scolaires de Berlin viennent de découvrir qu'un manuel en turc qu'elles avaient contribué à financer com-

menait un chapitre pour le moins douteux. Sous prétexte d'humour, il assimilait les Américains au capitalisme, les Allemands à la guerre et les juifs à l'argent. L'ouvrage, utilisé depuis plusieurs années, n'avait jamais été traduit.

Et la ville a récemment gagné le procès qui l'opposait à une famille turque qui refusait d'envoyer une jeune fille au cours — obligatoire — d'éducation physique.

Pourtant quelques signes ne trompent pas : 60 % des Turcs choisissent dès la fin de l'école primaire l'anglais comme première langue vivante, option qui révèle leur désir de poursuivre des études secondaires. Dans les écoles berlinoises, le turc n'est déjà plus considéré comme une langue étrangère, et bien des classes fermentent, au grand dam des enseignants, si les élèves étrangers venaient à quitter la ville. Mais le temps n'est pas encore venu où les Turcs de Kreuzberg pourront conjuguer à tous les modes, à tous les temps, le fameux « Ich bin ein Berliner » de Kennedy.

PHILIPPE BERNARD.

(1) Lors d'une visite à Berlin organisée par l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ).

ANNÉE UNIVERSITAIRE 1988-1989

ÉTUDIANTS DIPLOMÉS DE 3^e CYCLE, JEUNES CHERCHEURS ET JEUNES ARTISTES FRANÇAIS*

Vous qui souhaitez acquiescer une spécialisation, poursuivre des recherches doctorales ou postdoctorales, améliorer vos connaissances linguistiques à l'étranger,

des programmes de BOURSES existent pour les pays suivants :

SPECIALISATION ET RECHERCHE		STAGES UNIVERSITAIRES SPÉC.	
PAYS	DATE LIMITE DE DÉPÔT DES DEMANDES	PAYS	DATE LIMITE DE DÉPÔT DES DEMANDES
EUROPE DE L'OUEST			
ALLEMAGNE (DAAD)	30 JANVIER	URSS	15 FÉVRIER
AUTRICHE	15 FÉVRIER	YUGOSLAVIE	31 DÉCEMBRE
BELGIQUE	30 MARS	PROCHE ET MOYEN-ORIENT	
BELGIQUE	15 FÉVRIER	EGYPTE	2 FÉVRIER
DANEMARK	15 FÉVRIER	ISRAËL	15 DÉCEMBRE
ESPAGNE	15 FÉVRIER	KOWEÏT	30 MARS
FINLANDE	15 FÉVRIER	SYRIE	30 MARS
GRANDE-BRETAGNE	15 FÉVRIER	ASIE-OCCIDENTALE	
GRANDE-BRETAGNE - OXFORD	15 MARS	AUSTRALIE	15 JANVIER
GRÈCE	15 FÉVRIER	CHINE	15 FÉVRIER
IRLANDE	15 MARS	CORÉE	31 DÉCEMBRE
ISLANDE	15 JANVIER	INDE	21 DÉCEMBRE
ITALIE	21 DÉCEMBRE	INDONÉSIE	15 JANVIER
ITALIE	15 FÉVRIER	JAPON	15 OCTOBRE
ITALIE - université autonome de Naples	30 JANVIER	NOUVELLE-ZÉLANDE	15 DÉCEMBRE
NORVÈGE	15 JANVIER	PHILIPPINES	15 DÉCEMBRE
PAYS-BAS	15 JANVIER	THAÏLANDE	15 JANVIER
SUÈDE	15 FÉVRIER	AMÉRIQUE DU NORD	
SUISSE	15 MARS	CANADA	12 DÉCEMBRE
TURQUIE	31 MARS	ÉTATS-UNIS	15 FÉVRIER
EUROPE DE L'EST		ÉTATS-UNIS	2 MARS
ALBANIE	15 FÉVRIER	AMÉRIQUE CENTRALE et du SUD	
ALLEMAGNE (F.R.G.)	15 MARS	BRESIL	5 JANVIER
BULGARIE	31 DÉCEMBRE	COLOMBIE	15 JANVIER
HONGRIE	31 DÉCEMBRE	MEXIQUE	30 NOVEMBRE
POLONIE	31 DÉCEMBRE	VÉNÉZUELA	5 JANVIER
ROUMANIE	31 DÉCEMBRE		
TCHÉCOSLOVAQUIE	31 DÉCEMBRE		

* Les artistes professionnels peuvent également postuler une bourse de création dans le cadre du programme « VILLA MEDICIS HORS LES MURS ».

Pour toutes précisions, veuillez adresser un curriculum vitae et un projet d'études ou de recherche indiquant le pays sollicité au :

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Direction Générale des Relations Culturelles, Scientifiques et Techniques
Direction de la Coopération Scientifique, Technique et du Développement

Division de la Formation des Français à l'Étranger
34 RUE LA PEROUSE 75116 PARIS CEDEX 16

Concours de journaux lycéens

Le quatrième concours de journaux lycéens Scoop en stock organisé par le Centre de documentation et d'information lycéen, avec, cette année, le soutien du Monde, est ouvert à tous les lycéens et collégiens qui désirent ou veulent créer un journal, avec ou sans la participation de leur établissement.

Le concours se déroulera en deux phases : l'une régionale, l'autre nationale. Les journaux doivent être envoyés avant le 15 février. Les prix seront annoncés lors du Salon de l'Étudiant le 27 mars. Les lauréats du premier prix verront leurs articles publiés dans le Monde Campus.

Pour tous renseignements : CDIL 38, rue de Bellefond, 75009 Paris. Tél. : 45-26-29-32.

BAC 88
H.E.C. - SCIENCES - BACCALAURÉAT
21 45 03 01 66

STAGES INTENSIFS TERMINALES A.C.E.D. NOËL - PAQUES

PREPASUP
23 rue Contambert 75116 Paris
enseignement privé secondaire
21 45 03 01 66

Enseignement supérieur privé et formation continue

CESCE

Centre d'études supérieures de la communication d'entreprise

Formation intensive à la Communication multimédias : écrit, radio, vidéo, télématique

Communication externe et interne, relations presse et publiques, communication globale.

SESSIONS DE 6 MOIS : Février-Juillet / Septembre-Février
Enseignement théorique et pratique, stages

Admission : BAC + 2 ou expérience professionnelle

Renseignements-inscriptions

CESCE : 107, rue de Tolbiac - 75013 PARIS. Tél. : (1) 45-85-89-21

Enseignement supérieur privé et formation continue

ISTV

Institut supérieur de la télévision et de la vidéo

Former des professionnels d'un type nouveau au carrefour de la création et du marché

SESSIONS DE 6 MOIS : Février-Juillet / Octobre-Mars

Admission : BAC + 2 ou expérience professionnelle

Renseignements-inscriptions

ISTV : 107, rue de Tolbiac - 75013 PARIS. Tél. : (1) 45-85-89-21

مكتبة النجف

Le Monde CAMPUS

Cachan mise sur la recherche technologique

Il n'est plus nécessaire de présenter les autres écoles normales supérieures. Au fil des décennies, elles se sont fait un nom et une réputation d'excellence. Ulm et Sèvres, maintenant fusionnées, Saint-Cloud et Fontenay, désormais regroupées autour des disciplines littéraires et des sciences humaines, ouvrent la voie aux plus hautes fonctions de l'éducation nationale, de la recherche, de l'administration ou des entreprises privées. Quant à Normale Sup de Lyon, les débats qui ont entouré sa conception à partir de la décentralisation des sections scientifiques de Saint-Cloud lui ont assuré, à peine sortie de terre, une notoriété immédiate (*le Monde* du 19 septembre).

Dans ce paysage des écoles normales supérieures, on cite rituellement la petite dernière, l'ENS de Cachan. Mais sans s'y arrêter. Presque pour mémoire. Qu'y fait-on ? A quoi sert-elle ? Beaucoup seraient bien en peine de le préciser. Il s'agit pourtant du seul établissement national ayant vocation à former des enseignants-chercheurs en technologie et préparant, à ce titre, treize disciplines d'agrégation : depuis les mathématiques, la physique et la chimie, jusqu'à la mécanique, le génie civil, le génie mécanique ou électrique, sans oublier les arts plastiques, la biochimie ou l'économie. Il s'agit aussi de l'école normale supérieure la plus importante en nombre, avec près de 1200 élèves répartis sur quatre ans et quelque 330 candidats à l'agrégation cette année.

Malgré ces signes distinctifs, Cachan n'a pas encore réussi à sortir d'un anonymat relatif. En réalité, le discret dédain qui l'entoure n'a rien de vraiment surprenant. L'école n'a-t-elle pas été placée, lors de sa création en 1912, sous la houlette du ministère de l'Industrie ? N'a-t-elle pas attendu un demi-siècle pour quitter les locaux de l'école des arts et métiers qui l'abritait, pour s'installer sur un véritable campus de 25 hectares et pour rejoindre en 1965 le giron de l'éducation nationale ? N'était-elle pas dirigée, jusqu'au début des années 70, par un inspecteur général de l'enseignement technique et non par un universitaire ? Ne s'appelait-elle pas, jusqu'au décret tout récent du 8 juillet, Ecole normale supérieure « de l'enseignement technique » (ENSET), avec pour mission historique de former le gratin des professeurs des lycées techniques ?

Dans une France dominée par le poids des humanités classiques,

L'Ecole normale supérieure de Cachan rêve de devenir le grand centre de recherche dont l'enseignement technique et l'industrie ont également besoin.

puis par l'impérialisme des mathématiques, il est malaisé de prétendre développer des formations de haut niveau à la technologie. D'autant que tout ce champ de formations supérieures était jusqu'à ces dernières années concédé sans remords aux écoles d'ingénieurs.

M. Marcel Bonvalet, directeur de l'école depuis l'été 1985, n'ignore rien de ces handicaps. Ce physicien de formation a eu tout le loisir de mesurer le discrédit dont souffrait, en France, l'enseignement technique. De son expérience comme directeur de l'Institut des sciences de l'ingénieur de Nancy, puis de l'INSA de Lyon, dans les années 60, puis des années passées à la tête du rectorat d'Amiens dans les années 70 et de Nantes entre 1981 et 1985, il tire un constat sans complaisance. « Nous persistons à croire, estime-t-il, que la consécration sociale ne peut s'atteindre que dans l'ordre des services, c'est-à-dire dans le seul secteur tertiaire. Mais on refuse toujours de voir que ce dernier est directement activé par les progrès acquis dans le secteur secondaire. Autant dire que nous n'investissons pas dans l'enseignement technique. » Alors que l'enjeu est crucial : « Un enseignement technique habilement conçu est l'unique moteur de toute stratégie de développement de l'économie nationale. »

Mécanique et mécanismes

Il n'y avait pas meilleur terrain d'aventure que l'école de Cachan pour défendre cette cause. Le plaidoyer tient en trois points : innovation pédagogique, recherche et ouverture vers l'industrie — qui tracent les grandes lignes d'un projet ambitieux amorcé à la fin des années 70 et vigoureusement accéléré depuis deux ans, à la faveur de la restructuration de l'ensemble des écoles normales supérieures. Il convient tout d'abord, selon M. Bonvalet, de « reconceptualiser l'enseignement de l'école ». « Il n'y a pas, estime-t-il, d'approche plus disruptive de la technologie que celle de la technique. » Or, à tous les niveaux des formations mises en place par l'éducation nationale, y compris dans les

agrégations de technologie créées depuis une vingtaine d'années, « on privilégie la fonction technique par rapport à la fonction conceptuelle ; on confond mécanique et mécanismes ».

Cachan doit donc devenir, à ses yeux, le laboratoire qui permettra de promouvoir une conception « ensembliste » des formations à la technologie, articulant étroitement les dimensions conceptuelle et opérationnelle. Ainsi, il réfléchit, avec des universitaires de Paris-VI, à la définition d'une agrégation de très haut niveau qui associerait les mathématiques, la mécanique et l'informatique. De même, il s'interroge sur l'absence, en France, d'une agrégation d'informatique qui pourrait être fondée sur la logique formelle, la théorie des langages, l'algorithmique et la programmation, bref sur un champ théorique et pédagogique non négligeable. Dans les années à venir, c'est donc un rôle pilote que l'école de Cachan entend jouer dans la définition des formations technologiques supérieures.

Au-delà de ce pôle d'innovation pédagogique, Cachan veut également devenir, dans les domaines des sciences fondamentales et de la technologie, un pôle de recherche capable de supporter la comparaison avec les meilleurs centres universitaires nationaux et internationaux. Il est vrai que l'ancienne ENSET, concentrée sur la formation des professeurs des lycées techniques, a longtemps fait l'impasse sur la recherche. Depuis une quinzaine d'années, elle s'efforce de combler ce retard. Six laboratoires ont été créés : le laboratoire de mécanique et technologie (LMT), associé au CNRS et regroupant près de soixante-dix chercheurs dans les domaines de la mécanique des matériaux, du génie civil, de la conception assistée par ordinateur ou de la mise en forme ; le laboratoire universitaire de recherche en production automatisée (LURPA), dont la trentaine de chercheurs dispose à Cachan d'un atelier automatisé flexible original ; le laboratoire d'électricité, signaux et robotique (LESIR), qui pilote, sur le plan national, le groupement de recherche coordonnée (GRECO) électronique ; le laboratoire d'étude des surfaces par spectrométrie d'électrons (LIESSE) ; enfin deux laboratoires de physiologie biochimique et de chimie.

Aspiration vers le haut

L'actuelle direction de l'école a multiplié les efforts pour développer ce capital : en étoffant sensiblement les équipes des labos, en incitant systématiquement les professeurs de l'école à s'investir dans la recherche ou encore en préparant la création de deux nouveaux laboratoires dans des secteurs en développement : l'automatique et l'économie (gestion assistée par ordinateur) d'une part, la création industrielle et le design d'autre part. Sans oublier la formation de plus en plus poussée des élèves à la recherche et par la recherche.

Cette aspiration vers le haut et vers la parité avec les autres écoles normales supérieures (Ulm et Lyon) a eu un effet considérable sur l'orientation des élèves. Si la quasi-totalité passait l'agrégation en fin de troisième année et font un DEA (diplôme d'études approfondies) en quatrième année, de moins en moins nombreux — un sur cinq environ — sont ceux qui commenceront leur carrière dans un lycée technique, comme autrefois. La plupart s'orientent vers l'enseignement supérieur ou assimilé

(classes préparatoires, instituts universitaires de technologie), ou vers la recherche dans les laboratoires universitaires ou de grandes entreprises.

Une telle mutation soulève un problème de taille : qui assurera à l'avenir la formation des professeurs des lycées techniques ? En voulant devenir une école normale supérieure à part entière, Cachan n'est-elle pas en train d'abandonner sa vocation initiale et de casser l'outil de formation des maîtres, comme le craignent certains « anciens » ? Pas du tout, répond l'actuelle direction. Mais il convient, désormais, de jouer à fond sur l'ensemble du clavier que constitue le CNET, aujourd'hui rattaché à l'école. Or le Centre national de l'enseignement technique est composé de deux sections de lycées expérimentaux, du centre de formation des inspecteurs de l'enseignement technique et surtout du centre de formation des professeurs de l'enseignement technique, qui a précisément pour mission de préparer les candidats au CAPET (certificat d'aptitude à l'enseignement technique) et d'alimenter les lycées techniques en professeurs certifiés. Autrement dit, le rôle de l'ENS n'est plus de former directement des enseignants du secondaire, mais de renforcer son effet de rayonnement et d'entraînement sur l'ensemble de la filière technique de l'éducation nationale. Encore faudra-t-il, pour gagner ce pari, que les pouvoirs régionaux, maintenant responsables des lycées, acceptent de jouer le jeu.

Un pôle de transfert technologique

Reste, pour l'école de Cachan, un troisième impératif : s'ouvrir sur la haute industrie, multiplier les imbrications et les partenariats avec les entreprises et devenir un pôle de transfert technologique dynamique. Des conventions ont été signées récemment avec de grandes firmes comme Renault, Matra, la SNECMA ou l'Aérospatiale pour créer un flux régulier de stages pour les élèves ou d'actions de formation pour les ingénieurs, mais surtout pour développer, en commun, recherches et applications. Sur la base de trocs équilibrés entre des équipements très coûteux et le gisement de matière grise de l'école, Cachan entend bien jouer le rôle de banc d'expérimentation et de démonstration pour des machines très sophistiquées qu'elle ne pourrait offrir autrement. Et développer ainsi son potentiel pédagogique et de recherche.

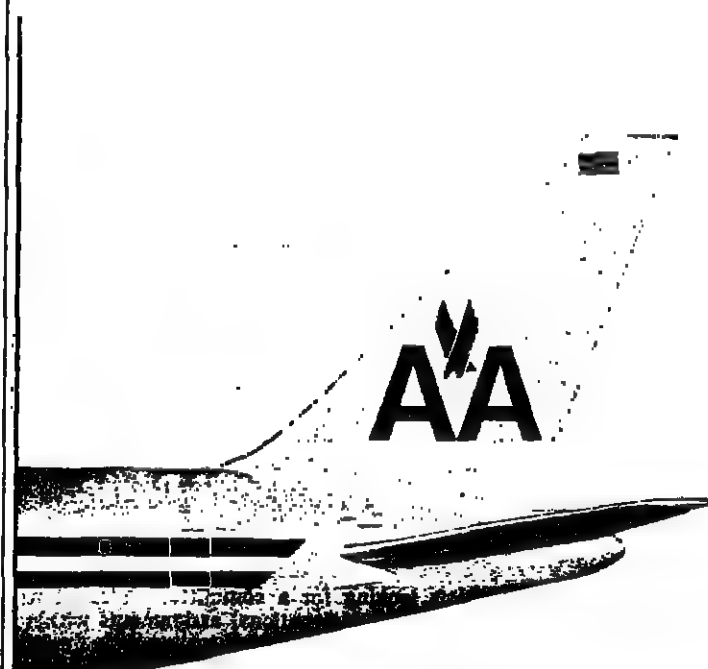
D'autre part, l'ENS a créé il y a quelques mois, avec l'UT de Cachan et l'ensemble des composantes du CNET, un pôle d'innovation technologique en production pour le sud de la région Île-de-France. Soutenu par le ministère de la recherche et les instances régionales, Innotech Sud met ses compétences — en particulier dans les domaines de la production, de la robotique, de l'informatique industrielle et de la gestion automatisée — au service des PME de la région. Qu'il s'agisse des entreprises les plus imposantes ou des PME les plus performantes, M. Bonvalet est convaincu que « la cause de l'enseignement technique ne se gagnera pas à l'intérieur de l'éducation nationale, mais en dehors, auprès des entreprises ».

Repenser l'enseignement de la technologie, ouvrir l'école sur l'université, la recherche et l'industrie, rayonner sur l'ensemble des formations du second degré, autant de défis pour la direction de l'Ecole normale supérieure de Cachan. Autant de conditions nécessaires — mais sans doute loin d'être suffisantes — pour provoquer un déclin décisif en faveur de l'enseignement technique, ce malade du système éducatif français.

GÉRARD COURTOIS.

A ces tarifs vous pouvez maintenant vous offrir le style American Airlines.

NEW YORK	3950 F
CHICAGO	4605 F
DALLAS / FORT WORTH	4945 F
LOS ANGELES	5390 F
SAN FRANCISCO	5390 F
LAS VEGAS	5585 F
HOUSTON	4945 F
SAN DIEGO	5430 F
NEW ORLEANS	5285 F
PHOENIX	5430 F
DENVER	4985 F
DETROIT	4680 F
SEATTLE	5430 F
CINCINNATI	4985 F
RALEIGH / DURHAM	4530 F



**American Airlines.
The American Airline®**

* La compagnie typiquement américaine.

Tarifs aller-retour en classe économique. Validité du 11.08 au 14.05.88, dans la limite des places disponibles. Emission et règlement du billet dans les 24 H suivant la réservation, frais d'annulation avant le départ : 15%. Durée minimale du séjour : 14 jours. Tarifs susceptibles de modifications sans préavis. Taxe de sécurité : 70F.

Contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au (1) 42.89.05.22

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP, ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

- Prochaine session pour la rentrée 1988 : 14, 15, 16 mars
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 janvier 1988.
- Documentation et dossier d'inscription : ESSEC-Admissions BP 105

95021 CERGY-PONTOISE Cedex - Tél. : (1) 30-38-38-00

ESSEC, Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat

L'ENSEIGNEMENT PAR CORRESPONDANCE

NUMÉRO DE NOVEMBRE
EN VENTE PARTOUT

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE
400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT
DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSER-
VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

Directeur des relations humaines

500 000 F +

Une société performante et de notoriété mondiale (700 personnes) rattache à un groupe français de premier plan, recherche son Directeur des relations humaines.

Rattaché au PDG et membre du Comité de Direction, il poursuivra et développera la politique d'entreprise de son prédécesseur qui lui donnera une connaissance approfondie de la société avant son départ en retraite.

Dialogues, négociation, médiation, participation, seront les axes principaux de sa gestion sociale, au sein d'une société dont l'aspect de corps et l'engagement de personnel constituent un des moteurs essentiels de sa réussite.

Ce poste doit ne peut convenir qu'à un candidat de premier plan, ayant une solide expérience de la fonction (environ 8 à 10 ans). Il sera porteur d'un projet d'entreprise, connaissant les responsabilités de la fonction, tant sur le plan des relations sociales que de l'élaboration et la mise en œuvre du plan de formation.

Des qualités marquées de rayonnement et de communication constitueront de réels atouts.

Poste région Sud-Est

Envoyer sous réf. 45A 808 7M

Discrétion absolue

Membre du Syntex

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Laboratoire pharmaceutique
mondialement réputé grâce à
la qualité et à la technicité de nos produits,
nous recherchons le

Directeur général de notre filiale française

• En liaison directe avec le siège, vous conduirez notre politique marketing et commerciale (planification, budget, réalisation et contrôle) et vous assurerez le développement de l'organisation interne (hommes, logistique).

• Vous disposez d'une solide expérience marketing, de préférence dans le domaine des biens de consommation à forte valeur ajoutée. Vous avez de bonnes connaissances en finance et administration, acquises par exemple dans la gestion d'un centre de profit, et vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise. Votre dynamisme et votre autorité sont largement reconnus.

• Nous vous proposons de prendre en charge une petite équipe et de la faire progresser avec un challenge extrêmement motivant, dans un environnement technologique de pointe.

Notre Conseil vous assure d'une totale confidentialité et vous remercie de lui adresser un dossier complet sous la référence EKS à MERCURI URVAL, 14 bis rue Dard, 75008 PARIS, portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

JANVIER 1988

reprise de la rubrique

Le Monde
DIRIGEANTS

le mercredi daté jeudi

Le Monde INTERNATIONAL

Vous qui souhaitez :

- intégrer une équipe gagnante, jeune et motivée ;
- et participer à la révolution électronique des 10 prochaines années.

Le spécialiste européen des circuits intégrés spécifiques (ASIC)

recherche des

Ingénieurs de ventes

- Vous êtes diplômé(e) avec 3 à 5 ans d'expérience de ventes auprès de grands comptes.
- Vous possédez l'anglais.
- Vous souhaitez valoriser vos compétences au sein d'une société dynamique de taille humaine en pleine expansion.

Venez rejoindre MIETEC, le centre micro-électronique du groupe ALCATEL, le N°2 mondial des télécommunications.

Adressez-nous votre dossier (cv et prétentions)



6 avenue de Norvège
91940 Les Ulis
Tél. : (1) 69074034

MILANO-ITALIA

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Filiale de la Compagnie Européenne d'Assurances - Groupe CGE, cette société industrielle et commerciale emploie 200 personnes.

Rattaché hiérarchiquement au Directeur Général, le titulaire du poste assure une mission complète sur le plan administratif et financier. Il supervise la comptabilité, la gestion de trésorerie, le contrôle de gestion et l'informatique. Il encadre une dizaine de collaborateurs et assure personnellement le reporting auprès de la maison-mère.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel d'environ 35 ans, de formation supérieure (ESG + DECS ou équivalent). Il peut justifier d'une expérience de ce type de structure et maîtrise bien évidemment la langue italienne.

Après réussite dans cette fonction, il existe des perspectives de carrière au sein de la maison-mère et de ses filiales.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 19431 AM à :

EGOR CARRIERS INTERNATIONALES

19, rue de Berli - 75008 PARIS



PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASILE CANADA JAPAN



SALES MANAGER FRANCE

BURLINGTON is looking for a committed Sales Manager for France, who should also assume international assignments within Europe after a period of training and acquiring of the according qualifications. BURLINGTON'S products, socks, full-fashioned pantyhose and pullovers are of a high standard. They are featured by their highly fashionable design and their high quality. Thus, above-average sales have been obtained throughout all of Europe.

The ideal applicant is a professional salesman of a high calibre. He should come from the textile industry, but this is not a necessity. He should have good knowledge of English and German.

What do we expect from him? Experience acquired in the sales of top-brands, the personality to motivate, guide and lead a qualified team (employees, free agents, distributors). Your creativity should enable you to determine assortments which emphasize fashionable features.

You will work on new sales activities from Schopfheim (Germany). This is the European headquarters of Arlington Socks, very near to the Swiss and French borders. You should thus also live in this area.

If this is an interesting assignment with attractive conditions for you, then we request you to send us your informative application with a photo and information concerning your salary expectations and the earliest possible date of employment.

Arlington Socks GmbH

Personnel Department Fabrikstrasse 1. D-7860 Schopfheim-Langenau.

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE
FÉDÉRALE DE LAUSANNE
met au concours un poste de

PROFESSEUR EN TÉLÉCOMMUNICATIONS

orientation : logiciel de commutation.

Délai d'inscription : 30 avril 1988.

Entrée en fonction : printemps 1989 ou à convenir.

Les personnes intéressées
voudront bien demander le dossier relatif à ce poste au :

Secrétariat général de l'École polytechnique
fédérale de Lausanne, CE-Ecublens, 1015 Lausanne, Suisse.

LE SULTANAT D'OMAN

INGÉNIEUR DE DÉCOR INTÉRIEUR

Conditions :

- Souhait des diplômes de haut et de format ;
- expérience : pas moins de 15 ans dans le domaine ;
- parler et écrire parfaitement l'anglais ;
- salaire et primes très intéressants ;
- lieu de travail : Sultanat d'Oman.

Les demandes sont à envoyer à : Ambassade du Sultanat d'Oman,
50, avenue d'Iéna - 75016 Paris.

Pour tous renseignements, téléphoner au : 47-23-01-63, poste 769.

ANNONCES DE PLACES VACANTES

Le CHUV, centre hospitalier universitaire vaudois, situé à Lausanne (Suisse), en bord de lac Léman, est un hôpital de 1 200 lits disposant d'un grand bloc opératoire plurispécialitaire.

Pour compléter ses équipes d'infirmières, il cherche plusieurs

INFIRMIÈRES DE SALLE D'OPÉRATION D.E.

- Si vous êtes :
- En possession d'un diplôme d'infirmière en soins généraux ;
- Désireuse d'élargir votre champ d'activité ;
- Attribuée par la sécurité ;
- Dynamique et dotée d'un bon sens de l'initiative ;
- Disponible pour une année ;
- Agée de moins de 30 ans (autorisation de séjour).

Si vous avez :

- Quelques années d'expérience dans trois ou quatre spécialités chirurgicales.

Veuillez écrire à :

M^{me} Edna Chevalley, Coordonnatrice des soins infirmiers,
Maison-Pavillon 16,
CHUV.

CH-1011 LAUSANNE

en joignant : une lettre de motivation, un c.v. détaillé, copies de diplômes et certificats d'employeurs.

Délai de postulation : 30-11-87 au plus tard.

Des entretiens de candidature seront organisés en France ; vous serez renseignés individuellement.

urgent organisation humanitaire

recherche son chef de mission en Ethiopie

POSTE À RESPONSABILITÉ :

- Coordination d'une équipe de dix techniciens expérimentés.
- Gestion et négociation de projets.
- Contrat de deux ans statut de volontaire.
- Anglais courant.
- Première expérience de travail dans le tiers-monde indispensable.
- Disponibilité immédiate.
- Indemnité mensuelle forfaitaire. Assurance sociale prise en charge sur place.

Envoyer CV + lettre + photo à : AICF
34, avenue Ruffe, 75014 Paris.

مكتبة المجلد

Le Monde INTERNATIONAL

DEMANDES D'EMPLOIS

L'IMMOBILIER

ANNONCES DE PLACES VACANTES

Le CHUV, Centre hospitalier universitaire vaudois, situé à Lausanne (Suisse), au bord du lac Léman, est un hôpital de 1 200 lits. Pour compléter ses équipes de soins dans les différents services des secteurs de

**CHIRURGIE
MEDECINE
GYNECOLOGIE et OBSTETRIQUE
CHIRURGIE PEDIATRIQUE
PEDIATRIE
SOINS INTENSIFS (adultes et enfants)**
Il cherche des

INFIRMIERS(ÈRES) D.E.
au bénéfice d'un minimum de 6 mois
d'expérience professionnelle.

- Si vous êtes :
- Désireux (se) d'élargir votre champ d'activités ;
 - Attiré(e) par le changement et le nouveau ;
 - Disponible pour une année ;
 - Agé(e) de moins de 30 ans (autorisation de séjour)
- Vous trouverez dans nos services :
- Une activité variée centrée sur la personnalisation des soins ;
 - Un travail en équipe ;
 - Des possibilités de logement ;
 - Un restaurant d'entreprise ;
 - Un salaire minimum de 3 000 francs suisses brut par mois adapté aux années d'expérience professionnelle.
- Les engagements pourraient intervenir à partir de juillet 1988 jusqu'en octobre 1988.

Envoyez à :

COORDINATION DES SOINS INFIRMIERS
Mont-Pèlerin 16, CHUV, CH-1011 LAUSANNE
en joignant : une lettre de motivation, un c.v. détaillé, copies de diplômes et certificats d'employeurs.
Délai de postulation : 30-11-1987 au plus tard.
Des entretiens de candidature seront organisés en France ; vous serez renseigné(e) individuellement.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

H. 36 ans, études supérieures, triple expérience journalistique et relations publiques. RECHERCHE : poste de responsable de la communication plus proche du stratégique, de l'opérationnel, maîtrisant toutes les techniques de communication : relat. presse, journaux internes, télématique, édition, événements, vidéo, etc. Apportera ses capacités de : consultant, rédacteur, réalisateur. (Section BCO/MS 1104.)

INGENIEUR IST géophysique, géotechnique, 26 ans, 1^{re} exp. terrain mobile géophysique, disponible immédiatement. ETUDIERAIT : toute proposition en recherche-développement, informatique ou de terrain, en géophysique. (Section BCO/BD 1105.)

SPECIALISTE financier, administratif et technique des problèmes d'aménagement et de gestion des collectivités locales disposant d'une grande expérience.

RECHERCHE : emploi dans organisme public ou privé en France ou à l'étranger. Qualifié pour procéder à des audits de services ou à des montages de projets complexes d'aménagement depuis l'élaboration de programmes jusqu'à la mise en œuvre jusqu'à la réalisation en relation avec les pouvoirs publics. (Section BCO/JV 1106.)

GESTION RESSOURCES HUMAINES : maîtrise de psycho, formation IGS à la gestion sociale, 12 ans expérience administration et gestion du personnel, expérience réussie de conversion d'établissement.

PROPOSE : collaboration à organisme ou entreprise ayant projet de développement ou de démarrage de qualité totale, disponibilité immédiate. (Section BCO/Cadres IV.)



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :

12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09

TÉL. : 42-88-44-40, poste 27.

MON EXPÉRIENCE AU SERVICE DES ACHATS DE VOTRE SOCIÉTÉ

INGENIEUR 20 ans d'expérience de la fonction Achat au plus haut niveau.

EXCELLENT NÉGOCIATEUR
Je mets vos intérêts au service de votre société.
Contactez-moi au 60-14-50-18

Homme 39 ans, spécialisé dans l'import-export (transport, transit, douane) en particulier travaux publics. Etudierait toutes propositions. AUTRES DOMAINES acceptés, très urgent.

Tél. le soir à partir de 18 h 30 au 47-22-07-23.

Secrétaire sténographe, sténographe, 17 ans, recherche place stable Paris ou proche banlieue. De préférence public ou privé. Tél. 43-40-95-05 h.b. ou soir.

Assistante, opér. réduction radio et sténographie de presse, 24 ans, bac + 3 commercial, maîtrise des langues, recherche emploi de préférence Presse. Tél. 43-40-95-05 h.b. ou soir.

INGENIEUR INFORMATICIEN GENERALISTE, 17 ans, études, conception, réalisation de p.c., achat, vente, production, conseil, sur IBM, Bull, Médium et Micro G.A.P., C.O.S., B.A.S.I.C. Etude propositions : Responsable organisation et informatique dans PME-P.M.I. Ecrite sous n° 8142 M. LE MONDE PUBLI-TELE, 8, rue Montessuy, Paris-7^e.

H. 43 a., 20 a. de pratique juridique, 10 a., 2^e ent. DEC. am. espagnol, poss. gén. PME, exp. zones. Tél. 93-78-36-36.

Diplômé de muséologie de l'Ecole du Louvre + tit. d'une maîtrise d'histoire ancienne. Ch. emploi chez antiquaire. Tél. 43-70-75-19 sp. 19 h.

LIBRE DE SUITE Femme 53 ans, adresses références, sans responsabilités, secrétaire administrative, secrétaire de production, secrétaire sur SAGEM TX20. Ecrite sous n° 8142 M. LE MONDE PUBLI-TELE, 8, rue Montessuy, Paris-7^e.

H. de form. univ. ch. pl. ASSISTANT DOCUMENTALISTE Ecrite sous le n° 1749, Le Monde PUBLI-TELE, 8, rue Montessuy, Paris-7^e.

Vous possédez une bonne expérience en entreprise ou en cabinet. Vous avez le maîtrise de l'anglais. Votre mission sera de prendre en charge tous les problèmes juridiques : contrats, assurances, contentieux, brevets et marques, droit des sociétés, droit international. Envoyer c.v. et photo, s/n° 2188 à : PIERRE LUCIAU, 10, rue de Louvois, PARIS-2^e.

Le Centre d'information Financière organise un stage pour recruter des CONSEILLERS COMMERCIAUX I.F.P. pour ses 5 agences Paris ou région parisienne. Formation assurée. Rémunération motivante. Tél. 45-83-20-00, p. 107.

Ch. Prigogine (stud.) Syst. au par. pour form. franco-alle. Poss. univers. et stage final. Non fumeur. P. de contact, Rég. de Flandres. Vieux, Dronne, 31, 6074 Riden-mach 3 (P.F.A.), 1948.0074.97827

Groupes chimie Paris rech. JURISTE D'ENTREPRISE Vous possédez une bonne expérience en entreprise ou en cabinet. Vous avez le maîtrise de l'anglais. Votre mission sera de prendre en charge tous les problèmes juridiques : contrats, assurances, contentieux, brevets et marques, droit des sociétés, droit international. Envoyer c.v. et photo, s/n° 2188 à : PIERRE LUCIAU, 10, rue de Louvois, PARIS-2^e.

Le Centre d'information Financière organise un stage pour recruter des CONSEILLERS COMMERCIAUX I.F.P. pour ses 5 agences Paris ou région parisienne. Formation assurée. Rémunération motivante. Tél. 45-83-20-00, p. 107.

Ch. Prigogine (stud.) Syst. au par. pour form. franco-alle. Poss. univers. et stage final. Non fumeur. P. de contact, Rég. de Flandres. Vieux, Dronne, 31, 6074 Riden-mach 3 (P.F.A.), 1948.0074.97827

Le Centre d'information Financière organise un stage pour recruter des CONSEILLERS COMMERCIAUX I.F.P. pour ses 5 agences Paris ou région parisienne. Formation assurée. Rémunération motivante. Tél. 45-83-20-00, p. 107.

Ch. Prigogine (stud.) Syst. au par. pour form. franco-alle. Poss. univers. et stage final. Non fumeur. P. de contact, Rég. de Flandres. Vieux, Dronne, 31, 6074 Riden-mach 3 (P.F.A.), 1948.0074.97827

Le Centre d'information Financière organise un stage pour recruter des CONSEILLERS COMMERCIAUX I.F.P. pour ses 5 agences Paris ou région parisienne. Formation assurée. Rémunération motivante. Tél. 45-83-20-00, p. 107.

Ch. Prigogine (stud.) Syst. au par. pour form. franco-alle. Poss. univers. et stage final. Non fumeur. P. de contact, Rég. de Flandres. Vieux, Dronne, 31, 6074 Riden-mach 3 (P.F.A.), 1948.0074.97827

Le Centre d'information Financière organise un stage pour recruter des CONSEILLERS COMMERCIAUX I.F.P. pour ses 5 agences Paris ou région parisienne. Formation assurée. Rémunération motivante. Tél. 45-83-20-00, p. 107.

Ch. Prigogine (stud.) Syst. au par. pour form. franco-alle. Poss. univers. et stage final. Non fumeur. P. de contact, Rég. de Flandres. Vieux, Dronne, 31, 6074 Riden-mach 3 (P.F.A.), 1948.0074.97827

Le Centre d'information Financière organise un stage pour recruter des CONSEILLERS COMMERCIAUX I.F.P. pour ses 5 agences Paris ou région parisienne. Formation assurée. Rémunération motivante. Tél. 45-83-20-00, p. 107.

Ch. Prigogine (stud.) Syst. au par. pour form. franco-alle. Poss. univers. et stage final. Non fumeur. P. de contact, Rég. de Flandres. Vieux, Dronne, 31, 6074 Riden-mach 3 (P.F.A.), 1948.0074.97827

Le Centre d'information Financière organise un stage pour recruter des CONSEILLERS COMMERCIAUX I.F.P. pour ses 5 agences Paris ou région parisienne. Formation assurée. Rémunération motivante. Tél. 45-83-20-00, p. 107.

Ch. Prigogine (stud.) Syst. au par. pour form. franco-alle. Poss. univers. et stage final. Non fumeur. P. de contact, Rég. de Flandres. Vieux, Dronne, 31, 6074 Riden-mach 3 (P.F.A.), 1948.0074.97827

appartements ventes

1^{er} arrdt
LES HALLES/ST-OPPORTUNE bel imm. rev. mod. surfaces à rénover : 40-80 ou 160 m² en duplex 15 à 17 000 F le m². 48-84-98-07, 42-90-04-28.

4^e arrdt
QUAI DES CÉLÉSTINS, haut de gamme, vue s/Seine, 4-5 p., 3 bns, 3 w.c., 158 m², park. 4 300 000 F. 43-35-18-36.

5^e arrdt
ST-MARCEL, p. de t., 2 p., ent. cuis., bns, w.c., calme, 35 m², 595 000 F. 43-35-18-36.

5^e arrdt
PLACE JUSSIEU, petit studio, belle hauteur s/plafond, refait à neuf, suite de bains, cuisine, 320 000 F. Franco FAURE 48-67-98-17.

6^e arrdt
SELECTION DOLEAC R. des CANETTES, stud., 2 p., 2 bns, 2 w.c., 22 m², ent. cuis., bns, w.c., calme, 35 m², 595 000 F. 43-35-18-36.

6^e arrdt
RUE DE SEVRES Studio, 2 p., 2 bns, 2 w.c., 22 m², ent. cuis., bns, w.c., calme, 35 m², 595 000 F. 43-35-18-36.

6^e arrdt
RUE GUENEGAUD 2 p., 2 bns, 2 w.c., 22 m², ent. cuis., bns, w.c., calme, 35 m², 595 000 F. 43-35-18-36.

7^e arrdt
DURAC, p. de t., 2 p., 2 bns, 2 w.c., 22 m², ent. cuis., bns, w.c., calme, 35 m², 595 000 F. 43-35-18-36.

7^e arrdt
VANEAU, IMM. ANCIEN rev. mod. 2^e étage, beau studio, confort, à rénover, plein soleil. F. FAURE 48-67-98-17.

8^e arrdt
AV. CHAMPS-ÉLYSÉES 7 p., 7 bns, 7 w.c., 72 m², ent. cuis., bns, w.c., calme, 35 m², 595 000 F. 43-35-18-36.

8^e arrdt
RUE DE MARIIGNAN 7 p., 7 bns, 7 w.c., 72 m², ent. cuis., bns, w.c., calme, 35 m², 595 000 F. 43-35-18-36.

8^e arrdt
SELECTION DOLEAC TERNES, 2 p., 2 bns, 2 w.c., 22 m², ent. cuis., bns, w.c., calme, 35 m², 595 000 F. 43-35-18-36.

13^e arrdt
GLACIERE, IMM. 1978, 2 p., 2 bns, 2 w.c., 22 m², ent. cuis., bns, w.c., calme, 35 m², 595 000 F. 43-35-18-36.

13^e arrdt
GLACIERE, P. L. 2 p., 2 bns, 2 w.c., 22 m², ent. cuis., bns, w.c., calme, 35 m², 595 000 F. 43-35-18-36.

16^e arrdt
16^e LA FONTAINE 4 p., 4 bns, 4 w.c., 42 m², ent. cuis., bns, w.c., calme, 35 m², 595 000 F. 43-35-18-36.

16^e arrdt
POINCARÉ/LOINGCHAMP 75 m² imm. gd standing, bon état, 1^{er} étage, loges, cuis., sans vis-à-vis sur jardin. P. 2 500 000 F. Tél. 48-27-86-12. Mer. au vendredi 14 h à 18 h.

17^e arrdt
PTE-MAILLOT PALAIS DES CONGRES PARTICULIER VEND 7 p., 7 bns, 7 w.c., 72 m², ent. cuis., bns, w.c., calme, 35 m², 595 000 F. 43-35-18-36.

17^e arrdt
PEREIRE 60 m² liv. 2 p., 2 bns, 2 w.c., 22 m², ent. cuis., bns, w.c., calme, 35 m², 595 000 F. 43-35-18-36.

18^e arrdt
M^e ABRESSES Coquet 2 p., cuis., salle d'eau, w.c., appartement et immeuble rénové. 470 000 F. MGN 43-87-71-55

19^e arrdt
5^e ET. ASCENSEUR M^e BOTZARIS (60 m²) gd hall, grande cuisine, 2 p., 2 bns, 2 w.c., bns, w.c., calme, 35 m², 595 000 F. MGN 43-87-71-55.

20^e arrdt
SELECTION DOLEAC BOULEVARD D'ALGER 1974 105 m², 2^e ét., sec. d'été, 10 p., 10 bns, 10 w.c., 102 m², ent. cuis., bns, w.c., calme, 35 m², 595 000 F. 43-35-18-36.

92 Hauts-de-Seine
SELECTION DOLEAC BOULOGNE, QUAI GALLIO 95 m², 2 p., 2 bns, 2 w.c., 22 m², ent. cuis., bns, w.c., calme, 35 m², 595 000 F. 43-35-18-36.

locations-muebles demandes

Paris
INTERNATIONAL SERVICE rech. pr BANQUES, STES MULTINATIONALES et DIPLOMATES, stud. 2, 3, 4, 5 p. et +. RSI 42-85-13-05.

propriétés
COSTA-BLANCA (Espagne) Vivre au soleil même l'hiver au milieu d'orangers pr. de la mer, vue panoramique. Pavillon, av. jdn 160 000 F. Villa 3 p., 150 000 F. 42-93-12-28.

GRANDE EXPOSITION
au KISS, 28, r. des Lombards, 23 nov. 87, un cocktail à la soirée vous est offert à l'entrée. S'inscrire à l'entrée. Tél. (1) 43-63-54-54. CREDIT TOTAL POSSIBLE.

BELLE PROPRIÉTÉ
40 KM OUEST, PRES MEULAN Parc clos 1 ha, beaux arbres, tennis, heb. 180 m², confort, 1 550 000 F. 48-65-69-70.

A VENDRE
A 1 heure porte Saint-Cloud au calme PROPRIÉTÉ de caractère, 6 pièces principales, tout confort + dépend. avec parc.

STUDIOS et DUPLEX
à partir de 255 000 F. Crédit poss. par le SOVAC 5 % à la réservation. BUREAU DE VENTE : 48, AVENUE GEORGES-V, PARIS-8^e. 47-20-10-72, 47-20-38-88.

LIMOGES
Quartier calme, proche de CHU, imm. neuf, gd studio, park. 220 000 F. Idéal place, av. de la gare, 2^e ét., 2 p., 2 bns, 2 w.c., 22 m², ent. cuis., bns, w.c., calme, 35 m², 595 000 F. 43-35-18-36.

appartements achats
Recherche 1 à 3 p., Paris, de préf. 5^e, 6^e, 7^e, 12^e, 14^e, 18^e, 19^e, avec ou sans travaux. P. 2 500 000 F. 48-67-98-17.

locations non meublées offres
Paris
2/3 p., 70 m², 2^e ét., 2 p., 2 bns, 2 w.c., 22 m², ent. cuis., bns, w.c., calme, 35 m², 595 000 F. 43-35-18-36.

RUE PERGOLESE
Bel immeuble ancien, liv. d'été, 1^{er} étage, 10 p., 10 bns, 10 w.c., 102 m², ent. cuis., bns, w.c., calme, 35 m², 595 000 F. 43-35-18-36.

Région parisienne
EXCEPTIONNEL Neuf/bon, 6^e/7^e ét., rénové, 2 p., 2 bns, 2 w.c., 22 m², ent. cuis., bns, w.c., calme, 35 m², 595 000 F. 43-35-18-36.

BOULOGNE (82), STANDING
4 p., 127 m², 1^{er} ét., 11 012 F. V. n. n. s. 47-20-38-88.

locations non meublées demandes
Paris
RÉSIDENTIE CITY rech. pour P.D. 2 p., 2 bns, 2 w.c., 22 m², ent. cuis., bns, w.c., calme, 35 m², 595 000 F. 43-35-18-36.

UNION FONCIÈRE EUROPÉENNE
Location - Vente - Gestion 5, rue Berryer, 75008 PARIS. Rech. APPTS vides ou meublés pour se louer, louer garanti. 42-89-12-52.

BOCAREL
DIRECT LINES 18, rue de Saint-Denis 95170 DEUIL-LA-SARRE. Tél. 39-84 13-94.

Calendriers
Publicitaires 1988, grand choix à partir de 60 exemplaires. (1) 43-85-94-85/43-85-64-11.

Carrelages
BOCAREL 18, rue de Saint-Denis 95170 DEUIL-LA-SARRE. Tél. 39-84 13-94.

Vins
INVESTISSEZ DANS LE PLAISIR Grand ou de BOURGOGNE et BORDEAUX très nombreux MILLÉSIMÉS disponibles, quantités limitées. 16-78-36-06. Tél. 306-867.

automobiles
PART VIT CTRON BX 19, GT, 1986, 9 CV, PERM. ELECTRON, PORTES ET FENÊTRES, 30 000 KM, TEL. 80M, CTAT 50 000 F. Tél. 47 32-06-28.

de 8 à 11 C.V.
PART VIT CTRON BX 19, GT, 1986, 9 CV, PERM. ELECTRON, PORTES ET FENÊTRES, 30 000 KM, TEL. 80M, CTAT 50 000 F. Tél. 47 32-06-28.

de 8 à 11 C.V.
PART VIT CTRON BX 19, GT, 1986, 9 CV, PERM. ELECTRON, PORTES ET FENÊTRES, 30 000 KM, TEL. 80M, CTAT 50 000 F. Tél. 47 32-06-28.

de 8 à 11 C.V.
PART VIT CTRON BX 19, GT, 1986, 9 CV, PERM. ELECTRON, PORTES ET FENÊTRES, 30 000 KM, TEL. 80M, CTAT 50 000 F. Tél. 47 32-06-28.

de 8 à 11 C.V.
PART VIT CTRON BX 19, GT, 1986, 9 CV, PERM. ELECTRON, PORTES ET FENÊTRES, 30 000 KM, TEL. 80M, CTAT 50 000 F. Tél. 47 32-06-28.

de 8 à 11 C.V.
PART VIT CTRON BX 19, GT, 1986, 9 CV, PERM. ELECTRON, PORTES ET FENÊTRES, 30 000 KM, TEL. 80M, CTAT 50 000 F. Tél. 47 32-06-28.

de 8 à 11 C.V.
PART VIT CTRON BX 19, GT, 1986, 9 CV, PERM. ELECTRON, PORTES ET FENÊTRES, 30 000 KM, TEL. 80M, CTAT 50 000 F. Tél. 47 32-06-28.

de 8 à 11 C.V.
PART VIT CTRON BX 19, GT, 1986, 9 CV, PERM. ELECTRON, PORTES ET FENÊTRES, 30 000 KM, TEL. 80M, CTAT 50 000 F. Tél. 47 32-06-28.

de 8 à 11 C.V.
PART VIT CTRON BX 19, GT, 1986, 9 CV, PERM. ELECTRON, PORTES ET FENÊTRES, 30 000 KM, TEL. 80M, CTAT 50 000 F. Tél. 47 32-06-28.

de 8 à 11 C.V.
PART VIT CTRON BX 19, GT, 1986, 9 CV, PERM. ELECTRON, PORTES ET FENÊTRES, 30 000 KM, TEL. 80M, CTAT 50 000 F. Tél. 47 32-06-28.

de 8 à 11 C.V.
PART VIT CTRON BX 19, GT, 1986, 9 CV, PERM. ELECTRON, PORTES ET FENÊTRES, 30 000 KM, TEL. 80M, CTAT 50 000 F. Tél. 47 32-06-28.

de 8 à 11 C.V.
PART VIT CTRON BX 19, GT, 1986, 9 CV, PERM. ELECTRON, PORTES ET FENÊTRES, 30 000 KM, TEL. 80M, CTAT 50 000 F. Tél. 47 32-06-28.

de 8 à 11 C.V.
PART VIT CTRON BX 19, GT, 1986, 9 CV, PERM. ELECTRON, PORTES ET FENÊTRES, 30 000 KM, TEL. 80M, CTAT 50 000 F. Tél. 47 32-06-28.

de 8 à 11 C.V.
PART VIT CTRON BX 19, GT, 1986, 9 CV, PERM. ELECTRON, PORTES ET FENÊTRES, 30 000 KM, TEL. 80M, CTAT 50 000 F. Tél. 47 32-06-28.

de 8 à 11 C.V.
PART VIT CTRON BX 19, GT, 1986, 9 CV, PERM. ELECTRON, PORTES ET FENÊTRES, 30 000 KM, TEL. 80M, CTAT 50 000 F. Tél. 47 32-06-28.

de 8 à 11 C.V.
PART VIT CTRON BX 19, GT, 1986, 9 CV, PERM. ELECTRON, PORTES ET FENÊTRES, 30 000 KM, TEL. 80M, CTAT 50 000 F. Tél. 47 32-06-28.

de 8 à 11 C.V.
PART VIT CTRON BX 19, GT, 1986, 9 CV, PERM. ELECTRON, PORTES ET FENÊTRES, 30 000 KM, TEL. 80M, CTAT 50 000 F. Tél. 47 32-06-28.

de 8 à 11 C.V.
PART VIT CTRON BX 19, GT, 1986, 9 CV, PERM. ELECTRON, PORTES ET FENÊTRES, 30 000 KM, TEL. 80M, CTAT 50 000 F. Tél. 47 32-06-28.

de 8 à 11 C.V.
PART VIT CTRON BX 19, GT, 1986, 9 CV, PERM. ELECTRON, PORTES ET FENÊTRES, 30 000 KM, TEL. 80M, CTAT 50 000 F. Tél. 47 32-06-28.

de 8 à 11 C.V.
PART VIT CTRON BX 19, GT, 1986, 9 CV, PERM. ELECTRON, PORTES ET FENÊTRES, 30 000 KM, TEL. 80M, CTAT 50 000 F. Tél. 47 32-06-28.

de 8 à 11 C.V.
PART VIT CTRON BX 19, GT, 1986, 9 CV, PERM. ELECTRON, PORTES ET FENÊTRES, 30 000 KM, TEL. 80M, CTAT 50 000 F. Tél. 47 32-06-28.

Le Monde

EMPLOI

Mourir de la modernisation

ELLE ne le sait pas encore, mais l'entreprise qui se modernise est en danger de mort. Avec les nouvelles technologies et l'automatisation de son outil industriel, elle va découvrir plusieurs des maux qui entravent la société française.

La production souffre d'être trop souvent confiée à des ouvriers peu qualifiés. On manque d'opérateurs compétents et adaptés, soit qu'ils n'aient pas été recrutés, soit qu'ils n'aient pas été formés par le système d'éducation. Les palliatifs utilisés font à leur tour courir des risques graves. On augmente les emplois indirects, de maintenance par exemple, qui alourdissent les coûts. Non seulement ils ne résolvent rien, au fond, mais ils nuisent à la compétitivité. Les pannes, grandes ou petites, se multiplient. L'espoir placé dans la modernisation finit par être déçu. A brève échéance, les conséquences peuvent même devenir catastrophiques pour l'ensemble de l'économie. Des entreprises peuvent disparaître : le cas s'est déjà produit. D'autres peuvent s'essouffier et accumuler du retard quand elles croient prendre un avantage.

D'abord peu présentes dans les réflexions, y compris de chefs d'entreprise, ces préoccupations s'imposent depuis peu, de façon lancinante. Quand il prédit les licenciements de permutation, socialement plus délicats que les licenciements dus aux restructurations, M. José Bidegain n'évoque pas autre chose que cette menace diffuse (le Monde du 27 mai). Quand il décrit le passage de la civilisation de la panne, M. Yves Lasfargues (le Monde du 22 août) souligne, lui aussi, l'un des aspects du problème.

Signe des temps, l'Amicale des ingénieurs du corps national des Mines, prestigieuse s'il en est, fait de ce sujet le thème du premier rendez-vous des Annales des

Mines, sa revue (1). M. Michel Berry, l'un des organisateurs, entend, par cette manifestation, « alerter l'opinion et les dirigeants » d'un danger majeur encore mal mesuré. Il faut réagir à la fois vite et durablement, disent les uns et les autres, si les entreprises françaises veulent éviter de « mourir à petit feu de la modernisation » (2), le supplice inattendu. Deux ingénieurs des Mines, MM. Yves Barraquand et Paul Maruani, ne concluent pas différemment dans un rapport qui a justement servi de détonateur pour l'idée d'un tel colloque (3).

Des retards préoccupants

« Dans le discours actuel sur la modernisation, l'ouvrier hautement qualifié est absent », constatent les deux auteurs. « Cette absence a un effet redoutable », qui interdit à tout responsable de s'occuper du danger qu'il présente, occupé qu'il est par les urgences du court terme. Tous « sont paralysés par le silence sur le sujet », écrivent les deux ingénieurs. « Il est possible que l'industrie française meure lentement de cette carence d'ouvriers qualifiés sans qu'on puisse s'en rendre compte », estiment-ils. « Lorsque l'érosion de la compétitivité et l'effritement des parts de marché de l'industrie française auront produit des effets patents, pronostiquer-ils, il sera sans doute trop tard (...) ».

A partir de cette pénurie, propre à la France, les symptômes s'enchaînent dans un cercle vicieux. Souvent décidés dans l'enthousiasme « ou la fièvre », l'arrivée de nouvelles installations ne donne pas les résultats escomptés. Les améliorations, qui devaient être rapides, se révèlent lentes à venir. Les embauches s'ajoutent au poids de l'investissement, déjà lourd. Il faudrait reprendre la formation, alors que les moyens financiers condamnent à l'asphyxie, surtout dans les

La pénurie d'ouvriers qualifiés dans les entreprises industrielles inquiète les cadres

PME/PMI. Le personnel ouvrier de production se montre incapable de prévenir les pannes et même d'y remédier. Il ne maîtrise pas l'outil, faute de formation suffisante, se révèle impuissant pour surmonter les difficultés qui surviennent et, pis, n'a pas les connaissances théoriques nécessaires pour dialoguer avec le bureau d'études », notent MM. Barraquand et Maruani. « La faible qualification des opérateurs a conduit les ingénieurs qui ont conçu la chaîne à ne pas [leur] laisser la possibilité d'arrêt partiel », par exemple. Ainsi, « le renforcement des services périphériques peut aller à l'encontre de l'objectif de l'amélioration du fonctionnement des installations » et le système « a tendance à évoluer vers la mauvaise solution : un renforcement des techniques périphériques et une plus faible qualification des ouvriers ».

Dans telle usine de composants, la montée en régime exigera quinze mois au lieu des quatre prévus initialement. Elle entraînera aussi un dépassement de 25 % du budget consacré à la modernisation, occasionnera un doublement du temps de stage et se traduira par des coûts de fabrication en hausse de 10 %. Quand on tablait sur une baisse de 20 %... Dans une usine de laminaire à froid, les arrêts peuvent atteindre de 20 % à 30 % du temps de fonctionnement. Sans compter les conséquences sur les cylindres, détériorés, ou les défauts acceptés dans la bande d'acier produite.

Mauvaises solutions

Mais si le diagnostic est facile à faire, les solutions, elles, mettent en évidence d'autres difficultés. Coïncées, les entreprises ripostent dans la majorité des cas en développant les services périphériques à la production. Elles ont recours à des techniciens plus qualifiés, chargés de l'entretien, de la main-

tenance, de la qualité ou des méthodes pour se rapprocher du fonctionnement idéal. Cela les conduit à supporter des dépenses supplémentaires et, malheureusement, n'aboutit pas à une meilleure efficacité dans l'utilisation du matériel. Les choses deviennent vite impossibles « si le personnel de production n'a pas les connaissances théoriques nécessaires pour dialoguer avec le bureau d'études », notent MM. Barraquand et Maruani. « La faible qualification des opérateurs a conduit les ingénieurs qui ont conçu la chaîne à ne pas [leur] laisser la possibilité d'arrêt partiel », par exemple. Ainsi, « le renforcement des services périphériques peut aller à l'encontre de l'objectif de l'amélioration du fonctionnement des installations » et le système « a tendance à évoluer vers la mauvaise solution : un renforcement des techniques périphériques et une plus faible qualification des ouvriers ».

Dans d'autres cas, la tendance consiste à faire occuper les postes de fabrication par des nouveaux embauchés qui sont, eux, trop qualifiés pour cet emploi. On utilise alors des titulaires d'un brevet de technicien supérieur (BTS) ou d'un bac plus deux ans pour, dans l'immédiat, assurer la bonne marche des équipements. Mais, outre que cela représente un glissement et un surcoût, cette solution devient rapidement insoutenable. Les jeunes surqualifiés n'acceptent ce type d'emploi que pour autant qu'ils peuvent y réparer de grosses pannes. Ils admettent difficilement de s'y maintenir au-delà de la période de rodage, et réclament des possibilités de carrière. On retrouve alors le cas de figure précédent : il faut les rem placer sur la chaîne et l'on y place

à nouveau des ouvriers trop peu qualifiés.

En regard de l'analyse des phénomènes en cours, les remèdes sont complexes à mettre en œuvre. Un premier obstacle réside dans la présence, au sein des entreprises, d'ouvriers à la formation inexistante ou inadéquate. Peut-on leur faire gravir les échelons devenus indispensables ou faut-il s'en séparer ? Un deuxième, directement lié, tient dans la responsabilité sociale de l'entreprise. Si les « licenciements de permutation » deviennent inévitables, peut-on, socialement, envisager de les pratiquer et, quand bien même, les employeurs peuvent-ils s'y résoudre ? Il y a là des risques de conflits, de désagrégation d'un corps social.

Un troisième obstacle naît du comportement des entreprises elles-mêmes qui ne parviennent pas à formuler leur demande. Même conscients des enjeux, les responsables intermédiaires ne réussissent pas ou ne veulent pas convaincre leurs supérieurs hiérarchiques. Cela suppose trop de remise en cause du mode de fonctionnement et, surtout, impliquerait un investissement dans la qualification que peu d'entreprises veulent tenter, hormis les leaders d'un marché donné, tels IBM ou Merlin-Gérin.

L'inertie de l'enseignement

Ensuite, et cela est au moins aussi préoccupant, le système d'éducation n'est pas en mesure, techniquement et par son orientation même, de fournir « l'offre » correspondante. Les niveaux exigés pour constituer ces futurs bataillons d'ouvriers hautement qualifiés ou de pilotes d'installation, comme on voudra, ne sont pas ceux que l'éducation nationale, l'APEA et les centres d'apprentissage se consacrent à produire. Ou bien elles visent au-dessus avec les techniciens supérieurs, ou bien elles fournissent des CAP. C'est-à-dire qu'elles laissent un vide béant entre les formations vers lesquelles sont

attirés les meilleurs éléments issus du cycle secondaire technique, à même d'atteindre une théorisation, et les actions menées pour relever le niveau trop faible de plus de la moitié d'une classe d'âge (sur les huit cent mille jeunes qui quittent chaque année le système scolaire, la majorité sortent au mieux avec l'équivalent d'un CAP). Tenus par leur objectif de débouchés sûrs à l'emploi ou de rattrapage de handicaps certains, l'enseignement technique et ses équivalents ne peuvent inverser la tendance. A force d'inertie, cela peut conduire tout droit à l'échec.

C'est donc un ensemble qu'il faut faire bouger. Dans l'entreprise comme à l'école, trop de mauvaises habitudes ont été prises, stratifiées par l'histoire. Le risque et l'ampleur de la tâche peuvent décourager, bien sûr, s'il n'y avait quelques signes encourageants. D'abord, des exemples étrangers existent, plus satisfaisants que le nôtre, qui tendent à prouver que cela est possible dans l'entreprise comme dans l'enseignement.

Ensuite, et ce pourrait être décisif, beaucoup commencent à découvrir la priorité d'une reconstitution de la catégorie des ouvriers hautement qualifiés. Il est tout de même significatif que, ayant le désir de parler de l'emploi, les représentants du corps des Mines décident de ne pas se soucier de leur sort mais de mettre l'accent sur le personnel de production. Ils y voient une garantie pour leur propre avenir, une nécessité vitale pour l'industrie. L'emploi de cadres ne passe-t-il pas par celui des ouvriers et des employés ?

ALAIN LEBLANC.

(1) La 19 novembre à l'Ecole des mines : « Les ouvriers de haute qualification et l'industrie française ».

(2) Revue des Annales des Mines, n° 8, septembre 1987, série « Gérer et comprendre ».

(3) « Les ouvriers de haute qualification de demain », Ecole nationale supérieure des mines de Paris, octobre 1986.

TIMBRES ET COLLECTIONS

Pour découvrir et tout savoir sur la philatélie

- Connaître toutes les formes de timbres et d'oblitérations : série courante, commémoratifs, roulettes, cartes, blocs-feuillets perforés...
- Que collectionner : les timbres classiques, modernes, thématiques, neufs, oblitérés, dentelés ou non, les marques postales.
- Comment commencer une collection ? Avec quel matériel, selon quelle méthode ?
- Acheter, vendre, échanger : les clubs, les négociants, les ventes.
- Le coin de l'expert : les variétés, les faux.
- L'histoire de la Poste jusqu'à P et T modernes.
- Un glossaire des termes philatéliques.

UN OUVRAGE CONÇU ET RÉALISÉ PAR L'ÉQUIPE DU MONDE DES PHILATÉLISTES. UN VOLUME INDISPENSABLE AUX COLLECTIONNEURS CHEVRONNÉS, COMME AUX DÉBUTANTS.

VOLUME CARTONNÉ, 22,5 x 29 cm, 36 pages entièrement en couleurs, 110 F.

TIMBRES ET COLLECTIONS

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

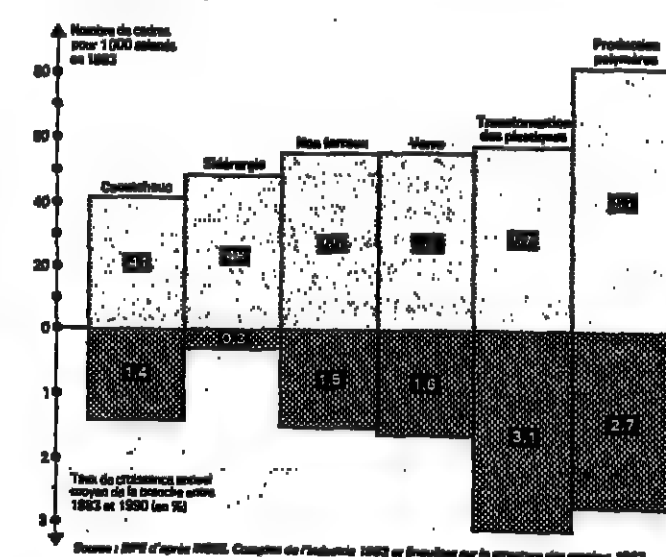
Nombre d'exemplaires x 120 F (Frais d'expédition inclus) TOTAL

Replier à glisser dans le journal Le Monde, service de la vente au numéro, 5, rue des Écoles, 75007 PARIS Cedex 05.

Nouveaux matériaux, nouveaux métiers

Si étrange que cela puisse paraître, il existe un point commun entre un casque de pompier, une raquette de tennis, une planche à voile, et une carrosserie de voiture. Tous intègrent désormais des nouveaux matériaux (matières plastiques, fibres de carbone, céramiques, alliages spéciaux, etc.) dans leur fabrication. La mise au point de ces matériaux et leur utilisation dans une grande variété de produits nécessitent de nouvelles compétences. Les « industries des matériaux » devraient être ainsi fortement créatrices d'emplois dans les années à venir. Une étude (1) récemment publiée par l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), et réalisée en collaboration avec le BIPE, évalue à 7 200 le nombre de postes de cadres à pourvoir annuellement dans ce secteur d'activité, qui en compte aujourd'hui environ 85 000. Selon l'APEC, l'emploi net va en effet augmenter de 2 % à 3 % par an. Si l'on ajoute à ce taux celui occasionné par le remplacement des cadres partant en retraite (environ 3 % par an) et par le remplacement des cadres ayant évolué vers d'autres secteurs d'activités (de 3 % à 4 % par an), c'est plus de 8 % des effectifs qui devront être recrutés chaque année pour participer au développement de cette industrie.

Composée majoritairement de techniciens, elle devra augmenter ses forces commerciales et marketing. Les matériaux disponibles étant en effet de plus en plus nombreux et complexes, les industriels devront jouer un rôle de conseil auprès de leur clientèle : qu'il s'agisse de l'information des caractéristiques physiques des produits proposés, ou de l'aider à sélectionner, au sein d'une gamme, le produit le mieux adapté à l'utilisation envisagée.



En amont de la production, les responsables des services de recherche et développement devront multiplier leurs actions dans trois domaines : « la recherche de nouvelles performances pour les matériaux traditionnels, le développement de nouveaux matériaux stricto sensu, et la recherche de gain de productivité dans la fabrication et la mise en œuvre des matériaux ». Ces trois axes devraient donc, selon l'APEC, ouvrir aux chercheurs deux types de carrières : des carrières de spécialistes, experts dans un matériau particulier ou dans une famille de matériaux ; et des carrières de généralistes dont le rôle sera de développer les outils de travail appropriés.

De nouvelles compétences seront également exigées du côté des entreprises utilisatrices (construction aéronautique, automobile, électroménager), où les ingénieurs devront avoir une vision beaucoup plus globale de leur tâche. Ils ne devront en effet plus seulement sélectionner un matériau en fonction de son seul coût mais plutôt du coût global

d'une fonction, c'est-à-dire du coût de fabrication et d'utilisation d'un ensemble de pièces appelées à remplir une fonction particulière. Selon l'APEC, ce sont donc des entreprises « que les besoins de généralistes connaissant plusieurs matériaux et capables d'effectuer les choix sans doute les plus prometteurs. Encore faudra-t-il pour cela faire état d'une expérience industrielle variée et d'une bonne maîtrise des outils de calcul et de gestion », conclut l'auteur du rapport.

Une dizaine d'organismes assurent d'ores et déjà des stages de formation complémentaire dans ce domaine. L'étude de l'APEC en dresse la liste avec, pour chacun d'eux, une description succincte des matières enseignées.

A. K.

(1) « A l'usage des nouveaux matériaux », dossier publié dans l'emploi cadres, n° 740. Ce dossier est une synthèse du document Nouveaux matériaux, nouveaux métiers, Ed. APEC, 51, boulevard Brune, 75 589, Paris Cedex 14. Tél. : 40-52-20-00, 60 pages, prix : 25 F.

PHENIX-U.D.A.

LES "PHENIX-U.D.A. DU SPONSORING ET DU MÉCÉNAT", CRÉÉS PAR L'UNION DES ANNONCEURS, ONT POUR OBJET DE DISTINGUER LES ACTIONS DE PARRAINAGE LES PLUS ÉMÉRITES MENÉES PAR LES ENTREPRISES. UNIQUE ORGANISATION REPRÉSENTATIVE DES ANNONCEURS, L'U.D.A. ENTEND AINSI PROMOUVOIR LES NOUVELLES TECHNIQUES DE COMMUNICATION ET LES NOUVEAUX TALENTS QUI TÉMOIGNENT CHAQUE JOUR DE L'INTÉGRATION CROISÉE DES ENTREPRISES À LA VIE DE LA CITÉ.



PALMARES 87 PHENIX D'HONNEUR

BANQUE NATIONALE DE PARIS
POUR L'ENSEMBLE DE SA POLITIQUE DE PARRAINAGE

HOMMAGE SPÉCIAL DU JURY

À LA FONDATION CARTIER
ET À L'ACTION DE SON PRÉSIDENT ALAIN-DOMINIQUE FERRIN



PHENIX CULTURE

JOHNSON FRANCE
FONDATION JOHNSON
POUR LE THÉÂTRE

R.A.T.P.
10 ANS D'ANIMATION
CULTURELLE
DANS LE MÉTRO

MENTIONS

STÉ AXON-CABLE
EXPOSITION DU PEINTRE
GLORIA FRIEDMANN
GROUPE C.I.C.
"LE MOIS DES MUSÉES -
LA RUÉE VERS L'ART"
STÉ MONIN
AIDE À L'ACQUISITION
D'ŒUVRES D'ART
CONTEMPORAIN POUR LES
MUSÉES DU SUD-EST



PHENIX CAUSES HUMANITAIRES

ROWNTREE MACKINTOSH
"DONATION BARRE LION"
À LA LIGUE NATIONALE
FRANÇAISE CONTRE LE
CANCER

MENTIONS

A.N.E.P.
LE TEMPS RETROUVÉ
RUEIL-MALMAISON
RADIO BLEUE
"LES PAPYS TURBO"
ÉQUIPAGE DU 3^e ÂGE
DANS LE TOUR DE FRANCE
À LA VOILE 1987
SANOFI
"LUI ET NOUS" SOUTIEN
À L'ASSOCIATION
DE LINO VENTURA,
"PERCE-NEIGE"



PHENIX EXPLOIT AVENTURE

CRUNCH / NESTLÉ
TRAVERSÉE SOLITAIRE
DE L'ATLANTIQUE EN
PLANCHE À VOILE
PAR STÉPHANE PETRON

MENTION

CAISSE NATIONALE
DU CRÉDIT AGRICOLE
TOUR DU MONDE EN
SOLITAIRE À LA VOILE DE
PHILIPPE JEANTOT



PHENIX SPORT

RÉVILLON
"TROPHÉE RÉVILLON"
COURSE INTERNATIONALE
DE CHIENS DE TRAÎNEAUX

MENTIONS

AIR INTER
TOUR DE FRANCE AÉRIEN
DES JEUNES PILOTES
ELF FRANCE
10 ANS DE RECHERCHE
DANS LE DOMAINE DE
LA MOTO
CRÉDIT LYONNAIS
LES OMNIUMS DE GOLF



PHENIX PATRIMOINE

SOCIÉTÉ LYONNAISE
DE BANQUE
"UN GESTE POUR
UN MILLION D'ARBRES"

MENTION

COLGATE-PALMOLIVE
SOUTIEN À 4 JEUNES
ARTISTES PHOTOGRAPHES
POUR LE 30^e
ANNIVERSAIRE DE
L'USINE DE COMPIÈGNE



PHENIX SPÉCIAL DU JURY

SUCHARD-TOHLER
"CARRÉ MILKA
TOP 50" SUR CANAL+

Economie

SOMMAIRE

■ La réunion du comité de politique économique de l'OCDE, qui s'est tenue les 16 et 17 novembre, a donné lieu à une remise en cause de la politique économique de l'Allemagne fédérale (lire ci-dessous).

■ M. d'Ornano, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a demandé que les privatisations

ne soient pas reprises avant que les cours moyens des sociétés privatisées n'aient retrouvé la valeur de la première cotation (lire ci-dessous).

■ La sous-traitance représentée en France un chiffre d'affaires de 163 milliards de francs. Rappel utile au moment où se tient le MIDEST (lire page 34).

■ Le budget 1987 comportera en définitive plus de dépenses mais aussi plus de recettes que prévu (lire ci-dessous).

■ Un succursaliste, AsEco, ouvre cinq hypermarchés 24 heures sur 24, du lundi au samedi, «à l'américaine», avec pour objectif l'accroissement de 20 % de son chiffre d'affaires (lire page 34).

BILLET

La RFA sur la sellette

La réunion, les 16 et 17 novembre à Paris, du comité de politique économique de l'OCDE a donné lieu à une sorte de répétition générale entre pays industrialisés avant la levée de rideau — à une date encore indéterminée — sur le « groupe des Sept ». Le titre de la pièce, dont certaines répliques restent à écrire, pourrait être « Les Nouveaux Accords du Louvre ». Compte tenu de la chute du dollar, ces dernières semaines, les principaux pays industriels seront amenés à réaménager les plages de fluctuation entre leurs monnaies. Il leur faudra également définir une politique économique concertée qui tienne compte des effets dépressifs de l'effondrement brutal des places financières.

C'est pour mieux évaluer les nouveaux rapports de forces créés par la crise des quatre dernières semaines que les hauts fonctionnaires des ministères des finances et de banques centrales se sont retrouvés, plus nombreux que d'habitude, dans le cadre austère mais discret du château de la Muette. Le modèle économique de l'OCDE étant le plus à même d'effectuer des comparaisons internationales, la rétrospective en baisse d'un demi-point des perspectives élaborées par les experts de l'Organisation et limitant à quelque 2 % le croissance moyenne des vingt-quatre membres a servi de point de repère. Tant que les incertitudes continueront d'attiser la nervosité des marchés, de telles estimations ne seront que des hypothèses de travail. Mais l'OCDE paraissant la plus crédible, c'est à partir de l'image encore trouble apportée par ses spécialistes que les représentants des pays industriels pourraient tester leurs arguments.

Même en partant du principe — à vérifier — que les places boursières ont trouvé leur étage et que les politiques de crédit resteront accommodantes pour éviter une récession, un constat s'impose, de pure logique : ce sont les États-Unis, où l'actionnariat est le plus développé, qui seront les plus touchés par le krach de Wall Street. Les perspectives d'expansion pour 1987 qui s'annoncent meilleures que prévu au printemps dernier, devraient continuer de soutenir quelque temps l'activité. Mais dans l'état actuel des choses, la croissance américaine pourrait être ramenée au-dessous de 2 %

en 1988, un point de moins qu'escompté il y a deux mois. Un tel ralentissement se répercutera sur les autres pays et donne une importance particulière au comportement des deux autres vedettes, le Japon et la RFA. Le premier, la majorité des participants à la réunion de l'OCDE l'ont reconnu, a déjà fait une part du chemin en desservant les verrous budgétaires. Il semble en outre prêt à adopter une attitude souple lors d'une réunion à sept. La RFA en fera-t-elle autant ?

Directement placés sur la sellette, les Allemands se sont battus avec énergie, au château de la Muette, contre ceux qui leur demandent un effort de relance budgétaire, affirmant qu'il leur était possible d'assurer l'an prochain une croissance de 2 % et non de 1,50 %, comme le pense l'OCDE. Position tactique pour se laisser une marge de manœuvre, lors de la grande scène finale du « groupe des Sept » ? Certains le pensent qui soulignent l'évolution des esprits outre-Rhin, où les partisans d'une relance deviennent si nombreux qu'ils permettent au ministre des finances M. Gerhard Stoltenberg de ne pas déchoir s'il accepte, au moins, d'accélérer la mise en œuvre de la réforme fiscale de 1990.

L'entêtement

D'autres sont demeurés extrêmement sévères, face à ce qu'ils considèrent comme l'entêtement allemand. Un entêtement dont les autres pays européens ne peuvent que pâtir. La détermination inébranlable de l'activité américaine, même si elle est progressive, doit trouver des compensations et l'on veut éviter que l'Europe, déjà en période de faible expansion, ne s'enlise dans une croissance médiocre (1,5 % en France). Les accords du Louvre de février dernier étaient essentiellement destinés à stabiliser le dollar pour permettre au redressement du commerce extérieur américain de se traduire dans les chiffres, dans l'attente des élections présidentielles de novembre 1988. Un « remake » viendra un objectif similaire. Au cas où l'un des acteurs refusait son rôle, c'est toute la pièce qui risquerait d'être ébranlée par les spectateurs, en l'occurrence les marchés. Nul ne peut aujourd'hui prendre un tel risque.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

L'exécution du budget de 1987

Plus de dépenses et plus de recettes que prévu

Le budget de l'Etat pour 1987 n'aura été modifié qu'une fois, et il l'aura été en fin d'année. Les membres du gouvernement ont été informés, mercredi 18 novembre, au cours du conseil des ministres, que les dépenses publiques avaient été augmentées de 20 milliards de francs par rapport au budget initial voté fin 1986 et que les recettes avaient rapporté 18,6 milliards de francs de plus que prévu. Compte tenu d'une amélioration de 1,5 milliard du solde des comptes spéciaux du Trésor, le déficit de l'Etat reste pratiquement inchangé, à 29,2 milliards, diminuant même de 100 millions de francs (1).

Voilà pour les grandes masses qui montrent tout de suite deux choses : les recettes ont été sensiblement sous-évaluées, les dépenses aussi.

■ Les recettes. Les impôts directs rapportent 12,8 milliards de plus que prévu. Parmi eux, l'impôt sur le revenu fournit aux caisses de l'Etat un supplément inespéré de 9,8 milliards de francs. D'autre part, la taxe à la valeur ajoutée rapporte 1,8 milliard de plus que prévu, les droits d'enregistrement 2,7 milliards, l'impôt sur les opérations de Bourse 1,1 milliard. Au total, si l'on prend en compte les recettes non fiscales et les prélèvements sur les recettes de l'Etat, ce gain est de 18,6 milliards de francs.

■ Les dépenses. Sur les 20 milliards qui apparaissent dans le collectif, 2 milliards ont déjà été financés par des décrets d'avance. Restent donc 18 milliards qui iront notamment au budget de la CEE (8,3 milliards de francs), à l'assurance-crédit exportation (2,5 milliards), à des dotations aux lycées (500 millions), à l'AID (Association internationale pour le développement), à la Bretagne pour

les dégâts causés par la tempête (340 millions), aux rapatriés (400 millions).

Toutes ces dépenses sont considérées par le gouvernement comme exceptionnelles. C'est dire que théoriquement elles ne seront pas reconduites.

D'autre part, le gouvernement a eu à faire face à 14 milliards de dépenses supplémentaires : 7,5 milliards pour la défense, 2,1 milliards pour les intérêts de la dette publique, 2,3 milliards pour les fonctionnaires, 1,2 milliard pour l'emploi, 1 milliard pour l'APL (aide personnalisée au logement), 1 milliard pour les collectivités locales, etc. Ces 14 milliards de francs de dépenses ont été intégralement couverts par des annulations de crédit (bonifications d'intérêt, charges de retraite des régimes spéciaux tels ceux de la SNCF).

Au total, les dépenses progressent de 2,4 % par rapport au budget 1986 tel qu'il se trouvait à la fin de l'année dernière.

[Si l'on veut comparer des budgets homologues — à structure constante, — il faut ajouter 23 milliards de dépenses en capital (17,5 milliards, plus les 5,5 milliards des caisses d'amortissement des nationalisations) aux dépenses de cette année. On passe alors de 1 072,2 milliards de dépenses publiques à 1 095,2 milliards. La progression des dépenses par rapport au budget de 1986 dans l'Etat est la fin de l'année dernière après deux collectifs (il incluait les dotations aux collectivités) est donc de 4,6 %. — A.V.]

(1) Tous ces chiffres prennent en compte les trois décrets d'avance pris par le gouvernement en mars (université), en juillet (emplois et Sécurité sociale), en septembre (allègement des départements trop imposés).

A la commission des finances de l'Assemblée nationale

La majorité débat de la reprise des privatisations

Devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, M. Edouard Balladur a exprimé, le mardi 17 novembre, ses inquiétudes devant la baisse du dollar, comme il l'avait fait le jeudi précédent devant les députés. M. Michel d'Ornano, président de la commission des finances, est tombé d'accord avec M. Balladur pour estimer que les conséquences de la crise actuelle étaient pour l'heure difficiles à quantifier, mais qu'on y verrait plus clair lors de la deuxième quinzaine de janvier. Aussi a-t-il invité le ministre d'Etat à revenir à ce moment-là devant la commission « pour examiner alors s'il faut modifier la politique économique ». Pour l'instant, le ministre a affirmé qu'il n'entendait pas modifier sa politique.

Il a même annoncé que la bonne exécution du budget de 1987 permettrait, dans le collectif de fin d'année, d'augmenter les fonctionnaires et d'assurer sur le budget national la continuité du financement de la politique agricole commune.

Pour le reste, il fait étudier, « sans modifier l'équilibre du budget 1988 », une rénovation de la technique fiscale en matière d'investissement pour aider les entreprises et s'approprier à proposer une réforme d'ensemble de la fiscalité des implantations à l'étranger.

A propos des privatisations, M. Balladur a confirmé qu'il fallait laisser aux investisseurs le temps de s'adapter à la nouvelle situation des marchés. A ce sujet, M. d'Ornano a demandé que les

privatisations ne soient reprises que lorsque le cours moyen des actions des sociétés privatisées aura retrouvé le cours des premières cotations. Sans rejeter cette idée, le ministre a fait remarquer que, pour lui, bonne référence était le cours de l'offre publique de vente.

Par ailleurs, le ministre d'Etat, qui citait, le 17 novembre, un colloque de deux jours sur les marchés financiers organisé par la revue britannique *Euramoney*, a déclaré que l'utilisation des nouveaux instruments financiers devra peut-être subir « des améliorations ou des limitations indispensables ». Il faut « étudier de façon approfondie les événements des dernières semaines pour en tirer les leçons ». (...) Je souhaite que les autres grandes places en fassent autant », a ajouté le ministre. « Je sais que c'est le cas à New-York (...). Il faut parvenir, sur le plan international, à une véritable harmonisation des règles prudentielles et de sécurité ». M. Balladur n'a pas fourni plus de précisions.

Cependant la crise ne doit pas remettre en cause, selon lui, le développement et l'internationalisation des marchés financiers et notamment la modernisation de la place de Paris. « Les techniques nouvelles développées sur les marchés financiers ne sont pas en elles-mêmes à l'origine des phénomènes observés, a-t-il expliqué, tout au plus ont-elles pu avoir un effet de révélation des déséquilibres ».

Th. B.

Réduction du déficit budgétaire américain

L'attente se prolonge sur les marchés financiers

Mercredi 18 novembre, l'attente se prolongeait sur les marchés financiers internationaux, où l'on guettait les moindres signaux en provenance de Washington sur l'avancement du processus de réduction du déficit budgétaire. « *Savez-vous d'ici là, ce sera la déception* », estimait un opérateur, pour qui l'effet d'une réduction est déjà enregistré dans les cours du dollar, appelés à glisser, selon lui. On a entendu, sans doute, M. Thomas Foley, chef de la majorité démocrate à la Chambre des représentants, qui préside aux négociations, déclarer : « Nous avons atteint maintenant un stade où les chiffres sont tellement proches qu'un échec ne paraît imminent ». Il a ajouté, néanmoins, que la date limite fixée par l'amendement Gramm Rudman Hollings pour parvenir à un accord — faute de quoi une diminution automatique de 23 milliards de dollars serait imposée, — pourrait être reculée, essentiellement pour préciser les détails d'une réduction amiable, après un accord de principe.

Par ailleurs, on a pu entendre à Paris M. Berryl Sprinkel, chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, réaffirmer à l'issue d'une réunion de l'OCDE : « Nous n'avons pas l'intention de faire baisser le dollar ». Il a également réaffirmé son hostilité à toute augmentation des impôts, relevant qu'en Europe les taux d'imposition sur les ménages n'étaient « nulle part inférieurs à 30 %, voire 60 % ». Nous ne voulons pas finir dans de telles conditions aux États-Unis. Augmenter les impôts conduirait à affaiblir les forces de la croissance, à décourager l'épargne et l'investissement, à encourager la dépense publique ».

En conséquence, les cours du dollar ont légèrement glissé mercredi, revenant à 1,6950 DM, 135,80 yens et à Paris à 5,7510 F. Le raffermissement est terminé, selon les milieux financiers. A Paris, le cours du mark s'est élevé à plus de 3,39 F, en hausse modérée, après l'annonce des mauvais résultats du commerce extérieur français, en octobre (déficit de 4,9 milliards de francs).

Des circonstances exceptionnelles expliquent la hausse du revenu agricole

Les comptes de l'agriculture pour 1987, arrêtés au 2 novembre, font apparaître une progression de 2,5 % du revenu brut agricole. Le revenu net agricole par exploitation, exprimé en francs constants, devrait pour sa part augmenter de 3 %. L'amélioration observée tient pour l'essentiel à des mesures ou à des circonstances exceptionnelles dont a bénéficié l'agriculture en 1987.

Inférieure aux 4,6 % de hausse annoncés le 20 octobre par l'INSEE (1), la progression du revenu agricole en 1987 dépasse cependant — si elle est confirmée en avril prochain — celle de 0,7 % enregistrée l'an dernier. Est-ce à dire, comme l'ont suggéré certains, que « l'agriculture ne se défend pas si mal en temps de crise » ? On s'en

garderait après l'examen des raisons qui ont permis l'amélioration en 1987 du revenu des exploitants.

Les agriculteurs ont d'abord bénéficié d'un montant élevé de subventions (11,3 milliards de francs, contre 9,6 milliards en 1986), dont les indemnités versées aux victimes

payées par la branche (-7,7 % en 1987, compte tenu aussi de la baisse générale des taux).

La production qui s'est accrue, en revanche, fut moins bien rémunérée que l'an passé. La valeur globale des livraisons a légèrement progressé (+0,9 %). Mais cette évolu-

tion positive masque le divorce entre des prix qui fléchissent (-2,3 %) et les volumes produits qui augmentent (+3,4 %). Dans le secteur végétal, la progression parfois spectaculaire des récoltes (+63 % pour les oléagineux) a ainsi compensé un recul général des prix qui a touché les céréales (-3 %), les vins (-5,4 %), les fruits (-11 %) et les oléagineux (-12 %). L'élevage a, toutefois, vu ses prix se stabiliser, à l'exception notable du porc (-9 %).

Enfin, les agriculteurs ont payé moins cher leurs consommations intermédiaires grâce à la chute des prix des engrais (-10 %), des produits pétroliers (notamment du fioul, -8 %) et, dans une moindre mesure, des aliments pour animaux.

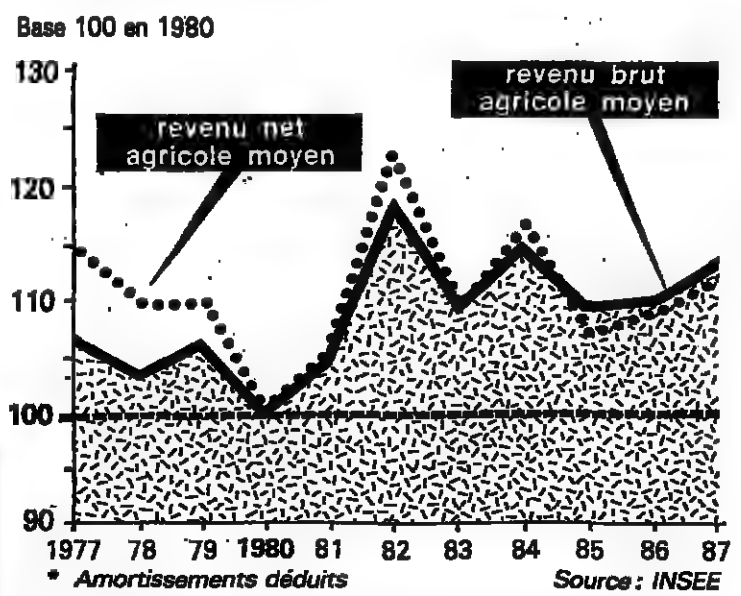
Ainsi, la progression du revenu agricole en 1987 tient pour beaucoup à des mesures exceptionnelles ou conjoncturelles, et à des progrès de production qui, à terme, accroissent le risque d'un recul accablant des prix.

La notion de revenu agricole moyen cache aussi des disparités géographiques. Dans le Nord, où les rendements céréaliers et la qualité du grain ont été moins élevés qu'à l'ordinaire, le revenu a continué de baisser, pendant qu'il progressait au Sud.

Au bout du compte, malgré l'amélioration globale de 1987, l'endettement des agriculteurs (supérieur à 200 milliards de francs, soit deux ans de revenus) et leur manque de capacités à investir continuent de grever l'avenir immédiat du monde rural.

ÉRIC FOTTORINO.

(1) Institut de prévisions économiques et financières pour le développement des entreprises.



Source : INSEE

de la sécheresse survenue en 1986 (2,4 milliards de francs). Le paiement, courant 1987, d'aides spéciales substantielles (pour les truillons, les ovins et les bovins), la prise en charge partielle des cotisations sociales pour les petits producteurs de lait et les compensations financières accordées aux exploitants cessant leur activité (lait, fruits et légumes), ont en outre, gonflé de façon exceptionnelle le revenu des agriculteurs. C'est encore une disposition du plan sécheresse, élargie par la conférence annuelle agricole de décembre 1986, qui a permis d'alléger le montant des charges d'intérêts

de la sécheresse survenue en 1986 (2,4 milliards de francs). Le paiement, courant 1987, d'aides spéciales substantielles (pour les truillons, les ovins et les bovins), la prise en charge partielle des cotisations sociales pour les petits producteurs de lait et les compensations financières accordées aux exploitants cessant leur activité (lait, fruits et légumes), ont en outre, gonflé de façon exceptionnelle le revenu des agriculteurs. C'est encore une disposition du plan sécheresse, élargie par la conférence annuelle agricole de décembre 1986, qui a permis d'alléger le montant des charges d'intérêts

2^e FORUM MICRO SERVEURS VIDEOTEX

24-25-26-27 NOVEMBRE 1987
HOTEL RULMAN SAINT-JACQUES
17, boulevard Saint-Jacques 75014 PARIS

Renseignements et inscriptions :
NTI, 11, rue du Marché Saint-Honoré 75001 Paris
Francis Mantès, Annie Bézat
Tél. (1) 42 96 67 22

Manifestation patronnée par INFOMART, groupe SARI

Toutes les solutions serveurs clés en main :
Pour les entreprises, les commerçants, les artisans, les collectivités locales.

Une exposition :
Constructeurs et distributeurs de microserveurs, sociétés de conseil et de vente de logiciels, concepteurs d'applications télématiques.

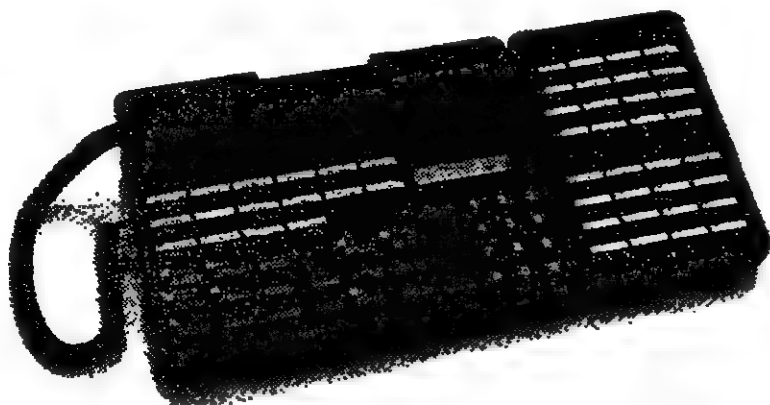
Des conférences :
Comment créer un service videotex ? Les outils de gestion des ventes, évolution de la demande et stratégie des fournisseurs. Sécurité, maintenance et protection des applications. Les microserveurs dans l'entreprise. Les interfaces de télécommunications.

مكتبة الأمل

NE QUITTEZ PAS, NOUS RECHERCHONS VOTRE CORRESPONDANT... NE QUITTEZ PAS...



Si votre standard s'emmêle les fils, vous verrez fondre vos espérances. En revanche, si, automatiquement, il rappelle le numéro pas libre, passe vos communications sur un autre poste, demande qu'on vous rappelle, signale à votre correspondant "occupé" que vous attendez et vous laisse les mains libres. Bref, si c'est un



TELIC 1600, PME et PMI à vous la gloire! Avec ce système et son fil numérique, vous pourrez même, sans bouleverser vos

bureaux, interconnecter téléphones, micro-ordinateurs, terminaux télématiques et bureautiques. Quelle capacité souhaitez-vous? Jusqu'à 48 terminaux et 16 lignes extérieures? Nous avons le fil auquel tient votre réussite.

LA REUSSITE TIENT A UN FIL
TELIC
ALCATEL



Économie

REPÈRES

Emploi

8 400 postes supprimés à la SNCF

La direction de la SNCF a informé, le mercredi 18 novembre, le comité central d'entreprise de son intention de réduire de 8 400 emplois, par le jeu des mises à la retraite et des départs volontaires, les effectifs des cheminots au cours de l'exercice 1988. Ce sera la sixième année consécutive que la SNCF supprimera des emplois à la cadence moyenne de 8 000 à 10 000 par an environ. En dépit des protestations des syndicats, la direction a repoussé le passage de M. Charles Fiterman (PC) au ministère des transports, la politique qui a ramené cette année à 220 000 le nombre des agents, soit un recul de 117 968 salariés entre 1978 et 1987. L'objectif fixé par le contrat de plan assigné à la SNCF de réduire son déficit à 2,2 milliards de francs en 1987, et 1,5 milliard en 1988, et d'équilibrer ses comptes en 1989.

Consommation des ménages

Haussa de 1,6 % au Japon

Les dépenses des ménages japonais ont enregistré une hausse de 1,6 % en septembre 1987 par rapport à septembre 1986, annonce le gouvernement. Cette hausse, pour le neuvième mois consécutif, recouvre une forte progression des achats d'habillement (+ 7,8 %) alors que les dépenses destinées à l'alimentation enregistraient une très légère baisse de 0,9 %.

Le moto militaire de Peugeot a été agréé par l'armée de terre. Les dirigeants de Cycles Peugeot ont annoncé, lors du Salon de la moto qui se tient actuellement à Paris, que leur prototype de moto tout-terrain 180 centimètres cubes destiné aux militaires avait été adopté par l'armée de terre. Ce n'est que la semaine dernière que les autorités militaires auraient écarté les deux concurrents de Peugeot, Ligier-Cagiva et MBK. Aucune commande

Industrie américaine

Utilisation record des capacités

L'industrie américaine a tourné à 81,3 % de ses capacités de production en octobre, le rythme le plus élevé des trente-huit derniers mois, annonce la Réserve fédérale américaine. Cet indice confirme le dynamisme de l'activité économique aux États-Unis, au moment même du krach de Wall Street, le 19 octobre. L'automobile est largement intervenue dans ce phénomène. Par contre, dans les mines et l'énergie, le taux d'utilisation des capacités de production est resté plus faible : 78,9 %.

Elections prud'homales

Plus de treize millions d'électeurs inscrits

Le nombre total d'électeurs inscrits pour les élections prud'homales du 9 décembre prochain s'élève à 13 187 952, contre 14 671 000 aux élections de 1982. Le ministère des affaires sociales et de l'emploi, qui publie ce chiffre, précise qu'il ne tient pas compte des décisions prises par les juges d'instance dans le cadre des recours. Ces 13 187 952 électeurs se répartissent en 12 316 202 salariés et 871 750 employeurs. La répartition des électeurs salariés dans les différentes sections est la suivante : 4 648 840 dans l'industrie, 3 476 836 dans le commerce, 2 058 599 dans les activités diverses, 1 724 811 dans la section encadrement, et 407 416 dans l'agriculture.

n'a encore été notifiée, mais le marché potentiel porte sur huit mille unités dans un délai de cinq à dix ans, ce qui pourrait permettre de lancer une version civile de ce modèle sur un créneau de marché où les marques françaises sont inexistantes. La division véhicules motorisés de Cycles Peugeot va bientôt devenir une société à part entière sous le nom Peugeot-Motocycles (Peugeot MTC).

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES

La Société Burkinabe des Fibres Textiles (SOFITEX) lance un appel d'offres pour la construction à BOBO-DIOULASSO (BURKINA-FASO)

- d'une usine d'égrenage de coton graine,
 - d'un centre de stockage de fibre,
- décomposé en deux lots distincts pour chaque chantier :

LOT 1 GÉNIE CIVIL
LOT 2 CHARPENTES

FINANCEMENT : Caisse centrale de coopération économique

DÉLAIS : date limite de dépôt des offres le 14 décembre 1987

L'AVIS D'APPEL D'OFFRES DÉTAILLÉ peut être retiré auprès de :

la C^e Franc. pour le Développement des Fibres Textiles (CFDT) 13, rue de Monceau 75008 PARIS. Tél. : 43-53-59-95

LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES peut être retiré contre remise d'un chèque de 3 000 FF (ou 150 000 CFA) auprès de la CFDT à Paris ou auprès de la SOFITEX BP 147 DIOULASSO (BURKINA-FASO)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GUY DEGRENNE SA

A la suite de la prise de contrôle de la société Guy Degrenne SA par la société La Table de France, le conseil d'administration de Guy Degrenne, qui s'est réuni le 10 novembre, a coopté M. Bertrand Dechery et M. Gérard Zink en tant qu'administrateurs, en remplacement de M. Emile Thieffry et de M. Sirio Sacco, démissionnaires.

Le conseil d'administration a nommé M. Bertrand Dechery président-directeur général en remplacement de M. Guy Degrenne, qui reste administrateur et devient président fondateur et conseiller de la direction générale.

Par ailleurs, M. Francis Bouyssoy a été confirmé dans ses fonctions de directeur général.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le groupe Guy Degrenne a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 254 millions de francs. Tout en réalisant un chiffre d'affaires sensiblement égal à 1986, Guy Degrenne devait maintenir ses marges pour l'ensemble de l'exercice.

Enfin, Ashberry and Degrenne Ltd, filiale anglaise du groupe, a racheté, en août 1987, les actifs de l'orfèvre Butler à Sheffield, l'ensemble représentant un chiffre d'affaires de plus de 30 millions de francs.

La société Butler est spécialisée dans le métal argenté haut de gamme et occupe la deuxième place de ce marché en Grande-Bretagne.

Ce rachat concrétise la volonté de diversification du groupe Guy Degrenne SA sur un créneau complémentaire.

RECTIFICATIF

Les Etudes de la société EUROSTAF-DAFSA sont en vente à EUROSTAF (Europe stratégie analyse financière), 16, rue de la Banque, 75002 Paris. Pour recevoir gratuitement la présentation de ces Etudes, tél. : 42-61-51-24.

AFFAIRES

Le dix-septième MIDEST

La sous-traitance industrielle pèse 163 milliards de francs

Le MIDEST, principal Salon international consacré à la sous-traitance, se tient, pour sa dix-septième édition, du 16 au 20 novembre, au Parc des expositions de Paris-Nord, à Villepinte. Il a été inauguré, le 16 novembre, par Jacques Chirac, qui a notamment affirmé qu'il fallait « constituer dans les régions de véritables pôles de compétitivité constitués d'entreprises solidaires, travaillant ensemble dans leur intérêt commun ».

La sous-traitance industrielle — une entreprise donneur d'ordres confie une opération (conception, fabrication, maintenance...) à une entreprise preneur d'ordres qui est tenue de se conformer aux directives et aux spécifications énoncées par la première — représente en France 163 milliards de francs, dont 90 milliards pour la production et 73 milliards pour les achats de services et matériels. Les principaux donneurs d'ordres, d'après l'enquête annuelle d'entreprises 1985 réalisée par le ministère de l'Industrie, sont les industries des biens d'équipement (44,2 % de l'ensemble), devant les producteurs de biens intermédiaires (24 %) et des biens de consommation (33 %).

La sous-traitance de spécialité (quand les entreprises font appel à des sous-traitants pour des productions pour lesquelles elles ne sont pas équipées) représente les trois quarts de la sous-traitance industrielle contre un quart pour la sous-traitance de capacité. Avec cependant un besoin plus marqué pour les petites et moyennes entreprises (100 à 499 salariés). L'automobile est le secteur qui fait le plus appel à la sous-traitance de spécialité (85 % de sa sous-traitance).

Les grandes entreprises (plus de 500 salariés) confient, à elles seules, 70 % de la sous-traitance industrielle, mais, proportionnellement à leur production, leur taux de sous-traitance est le plus supérieur à celui des entreprises plus petites : 5,3 % pour les grandes contre 4,2 % pour les firmes de 200 à 499 salariés et 4,6 % pour celles de 100 à 199.

Les achats de services et de matériels, qui représentent 37 % de la sous-traitance globale, se répartissent à égalité entre les achats de services et les achats de matériels. Les premiers sont surtout le fait des fabricants de biens d'équipement et de biens intermédiaires, les seconds concernent principalement les secteurs des biens d'équipement. Les achats de services et de matériels sont d'autant plus élevés que les entreprises sont grandes.

Sur l'ensemble de la sous-traitance, les petites entreprises de 20 à 99 salariés représentent 18 milliards de francs en 1985. Plus de la moitié d'entre elles (10 148 sur 16 853) font appel à la sous-traitance. On constate en outre que ces petites entreprises jouent alternativement le rôle de preneurs et de donneurs d'ordres.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

EURAFRANCE

Le conseil d'administration d'EURAFRANCE, réuni le 16 novembre 1987, sous la présidence de M. Michel David-Wéill, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1987, qui seront soumis à l'assemblée générale ordinaire convoquée le 21 décembre 1987.

Ces comptes font ressortir un résultat courant, après impôt, de 166,70 millions de francs et hors éléments non récurrents de 132,96 millions de francs, contre 108,33 millions de francs pour le précédent exercice. A ce résultat courant s'ajoute un résultat exceptionnel après impôt de 258,89 millions de francs contre 526,63 millions de francs au titre de l'exercice 1985-1986.

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale ordinaire la mise en paiement d'un dividende de 29 F par action ancienne auquel s'ajoutent 14,50 F d'avoir fiscal, et de 14,50 F par action nouvelle auquel s'ajoutent 7,25 F d'avoir fiscal. La distribution totale sera de 79,75 millions de francs contre 63,5 millions de francs au titre de l'exercice précédent, soit 26 F par action avant avoir fiscal.

L'ouverture des magasins 24 heures sur 24

Grandes surfaces en continu

Depuis le 16 novembre, la France compte six magasins de grande surface ouverts 24 heures sur 24, à l'américaine. Un seul est situé hors de l'île-de-France, à Lorient (Morbihan) : deux sont dans les Yvelines (Elancourt et Saint-Germain-en-Laye), un en Seine-Saint-Denis (Aulnay-sous-Bois), un dans le Val-de-Marne (Villeneuve-le-Roy).

Celui qui est situé en plein cœur de Paris, dans le récent quartier de l'Horloge, près du Centre Pompidou, est ouvert en permanence depuis sa création, en 1981. C'est en catimini que cet hypermarché, le seul du centre de Paris, a ainsi innové. Tous portent l'enseigne AsEco, celle d'un groupe familial de magasins à succursales, créé en 1978 par M. Jean Hass, ancien PDG de Savelco.

Les magasins sont ouverts du lundi matin 9 heures au samedi soir 22 heures et tournent avec un personnel masculin très réduit, composé de volontaires qui, à Lorient, par exemple, touchent une prime mensuelle de 1 800 F.

Il s'agit de magasins (hypermarchés ou supermarchés) situés soit au centre ville, en face de la gare ou au carrefour le plus « animé », ou encore le long d'un axe routier à grande circulation et la station-service, ouverte également, représente une incitation supplémentaire à l'automobiliste pour s'arrêter.

Un chiffre d'affaires augmenté de 20 %

Le groupe promoteur de la formule en France ne s'attend pas dans un premier temps à offrir autre chose qu'un dépannage aux consommateurs occasionnels ou habitués qui ambitionnent simplement de trouver une barquette de surgelés, une baguette de pain, enfin un petit quelque chose à se mettre sous la dent en rentrant chez soi.

Mais l'expérience du quartier de l'Horloge prouve que certains n'hésitent pas, en rentrant d'une fête entre amis, à une heure où les problèmes de parking n'existent pas, à faire le gros marché de la semaine plus rapidement qu'aux heures de pointe. Il y a aussi, dans les grosses agglomérations, les salés, aux horaires impossibles (standardisés, travail posté), que cela peut arranger. Outre les couche-tard, il existe peut-être aussi des lève-tôt, qui jugent plus efficace de faire

les courses familiales... à quatre ou cinq heures du matin.

Au mieux, un magasin ouvert en permanence fait 10 % de son chiffre d'affaires pendant la nuit. Mais le fait d'être ouvert sans interruption augmente le chiffre d'affaires habituel de 20 %. Cela, AsEco l'a appris aux États-Unis, dans le Wisconsin, où il avait implanté, à partir de 1982 (avec le groupe Arland — enseigne Record — et Pier Import d'une part, avec l'Alsacienne de Supermarchés d'autre part) quatre hypermarchés qu'il vient de vendre à l'un de ses partenaires, l'Alsacienne de supermarchés.

En fait, AsEco cherche, et c'est une nécessité, à rentabiliser à la fois l'investissement et le personnel, en ou plusieurs personnes étant forcément employées au-delà des heures traditionnelles d'ouverture au nettoyage et au « réassort », cet inévitable et permanent remplissage des rayons. Les problèmes qui se posent la nuit sont de deux ordres, et se conjuguent parfois : la « démarque invisible » — nom pudique que l'on donne au vol dans les magasins — et la sécurité, car les loubards de toutes sortes sont par vocation souvent des noctambules.

Le groupe AsEco possède quatorze hypermarchés (huit en région parisienne, et le reste dans le sud de la Bretagne, dans l'Yonne et dans le Nord), vingt supermarchés, sept magasins en franchise, mais aussi en propre cinq magasins de bricolage, dix-sept boutiques, des stations-service, des centres-antenne... et un hôtel-restaurant à Gif-sur-Yvette, dans l'Essonne. Au total, un chiffre d'affaires de 2,6 milliards de francs en 1986, et d'environ 2,9 milliards en 1987.

JOSÉE DOVERE.

Plus de 72 000 mètres carrés de bureaux et de commerces

Un groupe japonais investit 2,5 milliards de francs dans le programme immobilier de la dalle Montparnasse

La totalité du programme de bureaux et de locaux commerciaux prévus sur la dalle de la nouvelle gare Pasteur du TGV-Atlantique près de la gare Montparnasse, à Paris, a été achetée par le groupe japonais Kowa Real Estate, pour un montant de 2,5 milliards de francs. L'ensemble, qui doit être construit d'ici à la fin de 1991, représente une surface de 72 000 mètres carrés, dont 65 000 mètres carrés de bureaux et 7 000 mètres carrés de locaux en rez-de-chaussée et mezzanine destinés aux commerces et aux services, tels que cafés et restaurants.

L'investisseur japonais conservera dans son patrimoine immobilier l'immeuble « Sud-Pont » (dénomination provisoire), qui compte 25 000 mètres carrés de locaux commerciaux et représente 40 % de l'investissement. Pour le reste — l'immeuble « Nord-Pont » — il s'agit d'une opération de partage, et les locaux seront revendus. D'ores et déjà, le groupe français COFIMECO SÉTIMEC s'est porté acqureur de 10 000 mètres carrés de bureaux pour un montant de 370 millions de francs.

J. D.

SOCIAL

Les vingt ans de l'Agence pour l'emploi

M. Séguin demande à l'ANPE d'être plus efficace

L'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) a célébré ses vingt ans d'existence en organisant, le 13 novembre à Versailles, un colloque où se réunissaient le ban et l'arrière-ban des responsables et des spécialistes de la politique de l'emploi. Un drôle d'anniversaire qui laisse un goût d'amertume...

Avec ses 11 220 agents, ses 434 agences locales et ses 232 antennes, l'ANPE est la dernière des institutions à avoir été bâtie sur le modèle de l'administration française. Un défaut de naissance dont on se remet difficilement. Mais sa mauvaise image ne vient pas de là. Son nom est associé au chômage. Sa longue présence symbolise la crise. Son développement s'explique de l'augmentation des demandeurs d'emploi. Son avenir se confond avec l'état préoccupant du marché du travail.

M. Philippe Séguin, le ministre des affaires sociales et de l'emploi, a profité de cet anniversaire pour rassembler une administration qui s'interroge sur sa finalité. Il a donc affirmé que l'exigence de la mutation de l'emploi, au-delà du chômage, « requerra toujours son existence ». Mais l'ANPE devra passer de la mission de régulation à celle « plus large d'intervention ». « Il faut que cela soit dit et que cela se sache » : près de 6 millions de prestations ont été dispensées et 1 million d'offres d'emploi lui auront été confiées en 1987.

Grève sur la ligne Dieppe-Newhaven. — La ligne maritime Dieppe-Newhaven exploitée par l'armement naval SNCF a été paralysée, le 17 novembre, par un mouvement de grève des marins CGT qui protestent contre la comparaison devant le tribunal de Dieppe d'un des leurs, accusé d'avoir séquestré deux dirigeants de la compagnie en février 1985. Le *Charbon* et le *Senlec*, les deux car-ferries actuellement en service sur la ligne, sont restés au port toute la journée. Des rotations de car-ferries de la SNCF ont également été annulées, sur le détroit, au départ de Calais et Dunkerque et à destination de Douvres à la suite du mouvement de grève.

Pour M. Séguin, l'ANPE et l'UNEDIC doivent se rapprocher toujours plus dans leurs actions respectives, pour l'intérêt « des usagers ». Les partenaires sociaux sont d'ailleurs conviés « à réfléchir aux synergies qui doivent être recherchées entre le versement des allocations et l'aide à la recherche d'un emploi ».

Le ministre a également manié discrètement le bâton. Grâce aux comités régionaux et au nouveau rôle du président de l'ANPE, une deuxième structure pourrait venir doubler l'actuelle direction, en contrôlant le fonctionnement de l'organisme « au quotidien ». Les « orientations (...) pour la mise en œuvre des priorités ». L'autre assurera « la nécessaire coordination ». L'ANPE est aussi rappelée à sa fonction. Il s'agit pour elle de « cerner ses efforts et ses services sur les personnes véritablement à la recherche d'un emploi, d'un conseil ou d'une formation professionnelle », étant entendu que « les usagers », les chômeurs, « ont des droits au regard du service public mais aussi des devoirs ». « C'est une question de justice sociale qui a été récemment soulignée par la Cour des comptes », a dit le ministre.

Usant aussi de la séduction face à un public convaincu d'avance, M. Séguin a affirmé que « le mar-

ché du travail devient de plus en plus sélectif » et le demeurera. Le chômage de longue durée, « la principale cause d'exclusion et de précarité », justifie que des efforts soient consentis. Tout vaut mieux que « la marginalisation économique et sociale » qui entraînerait vers 2 millions d'exclus d'ici cinq ou dix ans. « Pour le coup, nous serions en plein dans la société duale », a prévenu le ministre qui a demandé de redoubler de détermination pour assurer le succès du plan de résorption du chômage : « Je vous demande d'être particulièrement attentif à la pleine exploitation des possibilités nouvelles offertes (...). Je vous demande (...) d'utiliser au maximum l'ensemble des ressources dont nous disposons aujourd'hui (...) rien ne doit être négligé ».

« Soyez assurés de mon appui », conclut M. Séguin. Je sais être exigeant mais aussi reconnaître, et faire connaître, les efforts accomplis à leur juste valeur, et ce qui a été fait, en particulier au cours de ces derniers mois, est remarquable ».

Donnée devant un parterre de directeurs d'agence et de fonctionnaires, la leçon sera reçue comme un aiguisement. Cela valait bien une fête pour les vingt ans d'une ANPE qui vit si mal sa raison d'être.

ALAIN LEBEAUE.

La Pologne confirme son retour à l'Organisation internationale du travail

La Pologne a informé, le mardi 17 novembre, le directeur général du Bureau international du travail (BIT) qu'elle retirait son préavis de départ de l'Organisation internationale du travail. Elle y avait suspendu sa participation en 1984. M. Bogumil Sujka, l'ambassadeur de Pologne à Genève, a expliqué, dans sa lettre à M. Francis Blanchard, que « le gouvernement polonais a pris cette décision, convaincu que les problèmes résultant des actions entreprises contre la Pologne au sein de l'OIT, et qui ont

rendu impossible sa participation aux travaux de cette organisation, seront définitivement réglés ».

Varsovie avait annoncé son retrait de l'OIT le 17 novembre 1984 après la publication d'un rapport sur la situation syndicale en Pologne. Le gouvernement polonais avait dénoncé « la poursuite et l'intensification d'une campagne antipolonoise dans divers organes de l'OIT » et l'« ingérence flagrante dans les affaires intérieures du pays ».

مكتبة الأمل

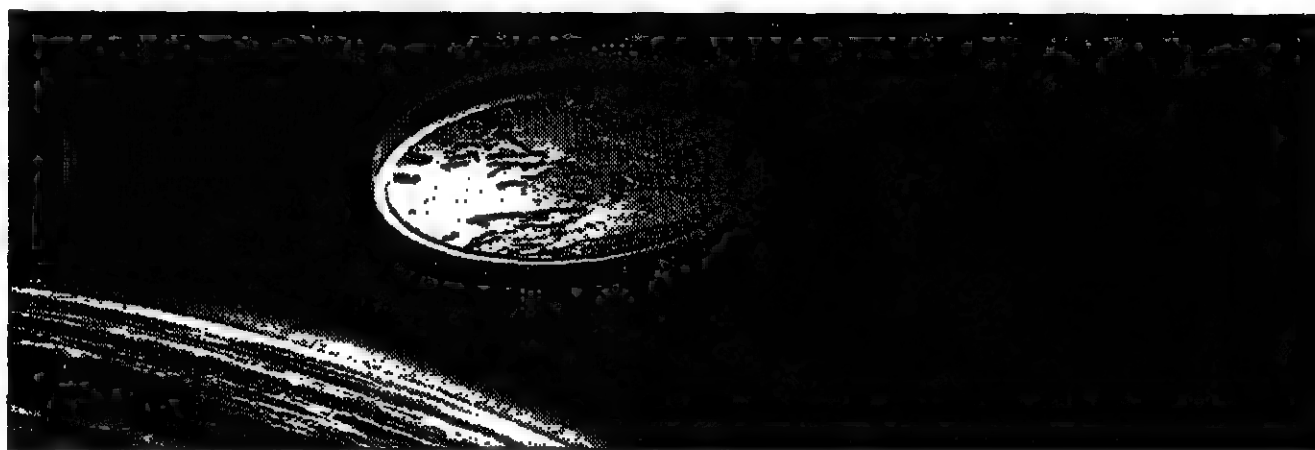
Eurotunnel. Des millions de voyageurs l'attendent. N'attendez pas.

En souscrivant à l'Émission Publique d'Eurotunnel, vous deviendrez actionnaire du plus gigantesque péage du monde aux côtés d'une centaine d'investisseurs institutionnels qui comptent parmi les plus grands groupes financiers internationaux.

"Des unités" franco-britanniques. Vous allez pouvoir acquérir des "unités", composées chacune d'une action française et d'une action anglaise indissociables, et devenir ainsi actionnaire du groupe privé franco-britannique Eurotunnel. 40% de l'émission de 75 milliards de francs environ, sont en effet réservés au marché financier français.

Aucun dividende ne pourra être escompté avant 1995, mais la valorisation du titre, pendant la durée de la construction, telle qu'elle peut être estimée, sur la base des dividendes prévisibles, pourrait être importante. Selon les prévisions des promoteurs du projet, le titre devrait offrir un rendement annuel moyen de quelque 17% pendant toute la durée de la concession.

Des avantages pour les souscripteurs. A chaque unité, acquise pendant l'émission, sera attaché un bon de souscription. Dix bons de souscription donneront le droit de souscrire à une nouvelle



unité entre le 15 novembre 1990 et le 15 novembre 1992.

De plus, pour les souscripteurs qui conserveront leurs titres, des conditions particulières seront consenties pour la traversée du tunnel. Des avantages croissants sont prévus pour les souscripteurs de 100, 500, 1000 et 1500 unités. L'avantage maximum consenti à ces derniers donnera droit, moyennant un forfait annuel d'environ 100 francs et un tarif de 10 francs par passage, à un nombre illimité de trajets pendant toute la durée de la concession jusqu'en 2042 pour le conducteur, sa voiture et ses passagers.

En devenant actionnaire d'Eurotunnel, vous deviendrez actionnaire du plus gigantesque péage du monde. N'attendez pas.

Eurotunnel Information, Tour Franklin, Putaux, Cedex 11 - 92081 Paris La Défense. Minitel 3615 EUROTUNNEL. Note d'information visée par la COB disponible auprès des intermédiaires financiers. (Visa n° 87.427 du 13.11.1987).



EUROTUNNEL. UN PAS DE GÉANT.

Enquête

Crise de recrutement, évolution du salariat

Syndicat peau

(Suite de la première page.)

Certes, il concède que les représentants du personnel sont utiles, mais, « chez nous, les délégués ont recherché un mandat pour avoir une planque ou une protection. À l'exception de la CGT, qui se bat, ils ne vont pas au charbon ».

A Thiers, près de Clermont-Ferrand, où il a été muté il y a quelques mois comme gradé au Crédit lyonnais, Alain, trente-quatre ans, vit dans un véritable désert syndical. Dans cette commune, le Lyonnais a deux agences, une vingtaine de salariés. Et pas un seul syndiqué. Cela ne gêne guère Alain : depuis douze ans qu'il travaille, il n'a jamais été syndiqué. Même quand il était à la Défense ou à Clermont-Ferrand. « Les syndicats, dit-il calmement, ne sont ni très représentatifs, ni très actifs, ni très voyants. On sait qu'ils existent, mais on n'a pas de perception réelle de leur utilité. Les tracts arrivent par le courrier intérieur et ils ne donnent pas d'informations ».

Cheminot, non syndiqué, homme du Nord, Jean-Louis a fait grève jusqu'au bout, à la fin 1986 et au début de 1987. La « coordination » de la gare du Nord, il l'a soutenue. Il proclame, avec la passion qui marque tous ses propos, qu'il n'est pas anti-syndical, mais qu'il a la dent dure : « Dans les écoles du syndicalisme, on n'apprend pas aux militants à avoir une relation réelle avec les travailleurs. Ce sont des cours de manipulation de masse. Du coup, les délégués ne prennent même pas le temps de voir si les besoins exprimés par la base sont pressants ou non ».

« Ne pas être embrigadé »

Technicienne d'administration dans une PME de deux cents salariés des Vosges qui fabrique des peaux de saucisses, Claudie, quarante ans, commence par refuser le sujet : « Les syndicats, je m'en fiche... ». Une pause. Puis l'explication de son attitude arrive sur un ton saccadé : « J'ai une idée très négative des syndicats. Aucun ne représente mes convictions... je ne souhaite pas être embrigadée. Ils s'occupent plus des ouvriers, qui les appellent, que des employés et des techniciens... Indifférence et... dépit ? »

Joue aussi, chez les non-syndiqués, la peur de la répression, en hausse ces temps-ci à en croire un syndicat aussi modéré que la CFTC. « On a démarré il y a dix-huit mois, après les élections de délégués du personnel, raconte Alain Jablonka, délégué CFDT dans une PME de mécanique employant trente salariés, en Moselle. On était trois au départ puis on est monté à sept adhérents. Le patron, farouchement opposé aux syndicats, a recouru aux menaces, aux discrimina-

tions. Il a tenté de monter le personnel contre nous puis a commencé à licencier nos adhérents. J'ai été licencié pour... motif économique. Mais j'ai demandé à l'inspection du travail d'autoriser le licenciement, car je ne pouvais plus supporter... ».

Plus classiquement encore, il y a la crainte, très répandue, que la carrière professionnelle ne soit compromise par une syndicalisation. Secrétaire d'un chef de service chez Chaousson, à Creil, Chantal Pons, la trentenaire pétulante, est catégorique : « Professionnellement, je ne peux être syndiquée. J'ai mes opinions. Mais, comme secrétaire, je m'efface derrière celles de mon patron. Et je suis tenue au secret professionnel... ». Pour autant, Chantal ne tient pas les syndicats en haute estime : « Je leur reproche de mentir. Ils prêchent tantôt le vrai, tantôt le faux. Si j'étais confrontée à un problème grave, j'irais voir un juge, pas un syndicat ».

Nécessaires, les syndicats ? Assurément, répond Chantal comme la plupart des non-syndiqués rencontrés. C'est aussi l'avis de Jean-Maurice, quarante ans, ingénieur chez Alstom à Massy, qui n'a jamais été syndiqué : « Je ne me suis jamais senti attiré. Si je l'étais, cela me poserait des problèmes de carrière. Je connais des cadres qui sont syndiqués à la CGC. Ils sont sur la touche ». Cadre à la Caisse d'allocation familiale de la région parisienne (CAFRP), René est un non-syndiqué qui se dit « syn-

pathisant » du mouvement syndical, et surtout de la CFDT. S'il se sent « plus libre » en restant à l'écart, c'est avant tout parce qu'il a choisi de s'engager en dehors de son travail : à Amnesty International où, il est un vrai militant.

Dans les syndicats, explique Angelo Spataro, un métallurgiste CFDT de Moselle, les gens viennent et partent en fonction des problèmes qu'ils rencontrent. Certains préfèrent s'investir dans un autre mouvement. A l'âge de trente-trois ans, Bernard Thiéry est chef comptable au restaurant du CE du Crédit lyonnais. De 1974 à 1980, il a été syndiqué à la CGT. « J'étais un adhérent passif. Puis, on m'a demandé de collecter les timbres des adhérents. C'était la croix et la bannière. J'ai fait cela pendant deux ans, puis j'en ai eu marre et j'ai tout quitté ». Les timbres et... la CGT. Aujourd'hui, Bernard a des « activités extraprofessionnelles ». Le syndicalisme ne le tente plus.

« Ils ne font pas leur boulot »

A l'usine Chaousson de Creil, où il n'y a guère plus de 5 % de syndiqués pour 3 320 salariés, on rencontre aussi un agent de maîtrise anonyme — d'une quarantaine d'années qui préfère le photo-club au syndicat. Et pourtant, quel parcours ! Autodidacte, tourneur, il se syndiqua, au début des années 60, à la CGT. En 1966, il entre chez Simco et au « syndicat indépendant » CFT... Depuis 1968, juste avant son entrée chez Chaousson, il n'est plus syndiqué. Humaniste, adhérent de fraîche

dade au PS, il reconnaît qu'une carte syndicale « compromettrait » sa carrière. Mais il se montre aussi très critique : « Les syndicats ont emmené les gens dans des coups fourrés. Ils les ont engagés dans des grèves en sachant qu'ils n'auraient pas gain de cause. Ils sont plus intéressés par leur représentativité que par les problèmes réels des salariés. Ils ne font pas leur boulot ». Pour cet agent de maîtrise rebattu par une CGC « passive », les syndicats devraient rester revendicateurs tout en participant au développement économique de l'entreprise. Un rêve ?

D'autres ont rejoint la majorité silencieuse des déçus du syndicalisme parce qu'ils n'ont pas trouvé l'instrument de défense individuelle qu'ils recherchaient. Mathilde, employée dans un organisme social, n'est plus syndiquée depuis deux ans. Elle avait alors rejoint FO : « Dans l'agence de courtage d'assurances où j'avais été recrutée à durée déterminée, j'ai été victime d'injustices énormes. J'ai demandé un coup de main à FO parce que je ne connaissais rien d'autre. FO m'a écoutée, m'a donné des noms. Mais mon patron m'a licenciée. J'ai payé ma cotisation pour rien ».

Soudure P2 de vingt-neuf ans, Philippe reste sur ses gardes. Depuis huit ans chez Chaousson, il n'est pas syndiqué. Il l'a été avant dans une orfèvrerie : « J'ai été traité comme un pigeon. Quand j'ai eu des problèmes, le syndicat m'a laissé tomber. Depuis, le syndicat, c'est terminé pour moi ».

Dans la même usine, Denis Reichardt, trente-trois ans, responsable de chaîne, a fait, lui aussi, une « expérience malheureuse » : « Avant d'aller à l'armée, j'ai été syndiqué trois ans à la CGT. J'ai été mis dehors et la CGT ne m'a pas défendu. Placé au pied du mur, les syndicats ne défendent pas les salariés. Enfin, je parle pour moi... ». Aujourd'hui, Denis fait un « rejet complet » : il ne fait pas grève, ne vote pas. Syndicats, connaît plus.

D'autres sont partis parce qu'ils se sont sentis suspectés ou rejetés. Tel est le cas de cet agent de maîtrise de quarante-quatre ans entré en 1962 à EDF. Et en 1966 à FO, où il joua successivement plusieurs rôles : collecteur de timbres, boîte aux lettres, simple adhérent, membre du comité mixte de production. En 1982, la direction le met à contribution pour une étude sur la réduction des effectifs. FO l'accuse de « cautionner » cette politique. Il s'en va. A EDF, affirme-t-il, les agents se laissent syndiquer par gentillesse, par copinage, par intérêt. On, surtout à la CGT, pour avoir de l'avancement.

Dans le même centre parisien d'EDF, une femme, agent de maîtrise également, n'a pas payé sa cotisation à la CGT depuis dix-huit mois. « Personne n'est venu me la réclamer, précise-t-elle. Comme le PC, la CGT n'admet pas la contestation en son sein. Je préférerais que mes délégués viennent discuter avec moi des causes valables, plutôt que de les voir distribuer les tracts du Parti communiste ». Les deux agents de maîtrise font le même pronostic : même à EDF, les salariés vont « de plus en plus se désyndicaliser ».

Des salariés ne sont plus syndiqués parce qu'il n'y a plus de syndicat quand ils changent d'entreprise. Jeune cadre dans l'informatique chez Digital à Evry, Dominique était syndiquée avant à la CFDT. Mais, chez Digital, il n'y a pas de syndicat. Déjà, la fédération FO de la métallurgie a fait le constat : « Les secteurs de technologie avancée, comme celui des semi-conducteurs, sont dominés par des employeurs antisindicalistes, dans le pire des cas, ou indifférents dans le meilleur ». Peu importe, pour Dominique : même s'il y avait un syndicat chez Digital, il ne l'aurait pas rejoint. « La plupart des syndicalistes, avance-t-il, sont grincheux, frustrés ou utopiques. Quand l'entreprise marche bien, les syndicats ne peuvent apporter qu'une certaine perturbation. Ils sont utiles quand le pouvoir est abusif ».

Enseignants dans le secondaire à Clermont-Ferrand, Sophie, quarante ans, cotise au SNETAA (de la FEN) mais se définit comme, une « fausse syndiquée » : « Face à une administration puissante ou à un inspecteur académique, il

est utile d'avoir une organisation forte derrière soi. Le fait d'être syndiquée, cela aide. Mais je ne participe absolument à rien, et je pense souvent que je ferais mieux de ne plus être syndiquée ».

Quand un salarié quitte un syndicat, il est exceptionnel qu'il en rejoigne un autre. Pourtant, certains se présentent sur des listes de non-syndiqués, qui, depuis quelques années, progressent globalement aux élections des comités d'entreprise. Technicien à Inter Mutuelles Assistance (IMA), à Niort, M. Mounier a été élu au deuxième tour, en mars 1987, aux élections de délégués du personnel, sur une liste de « candidats libres » qui a largement devancé la CFDT jusqu'à alors majoritaire. A près de cinquante ans, le regard malicieux derrière de fines lunettes, M. Mounier a suivi un itinéraire original. « Je suis altruiste, un peu boy-scout », dit-il. Enseignant, il a été syndiqué au SNI : agriculteur, à la FNSEA ; technicien, à la CFDT. En 1967, il a quitté... le PC et, il y a deux ans, la CFDT : « On m'a reproché de dire en assemblée générale ce que je n'aurais dû dire qu'en section. L'esprit statinien, on doit le retrouver dans tous les syndicats ».

« Le dernier carré sous le ciel »

En rupture de ban avec FO, à cause de la mainmise du Parti communiste internationaliste (PCI, trotskiste) à la Sécurité sociale, Josette Amblard et Pierre Porlon, techniciens à la CAFRP, ont été tous deux élus comme non-syndiqués au CE. « Quitter le syndicat, explique Pierre, un Gaudeloupe de trente-quatre ans (adhérent au PS), cela a été un déchirement. On a transmis à FO une pétition avec les deux tiers des syndiqués contre l'emprise du PCI. On nous a répondu : le PCI, c'est un problème, mais on l'a laissé la Sécurité. Alors, je suis parti. Je veux bien être cocu, mais je ne veux pas payer la chambre... ».

Josette aussi est amère : « On a cassé ma machine. Le PCI ne s'implique pas dans la gestion. Il fait appel à des neutres. Il cherche des gens dans mon style, qui ont une foi syndicale un peu primaire et qui accablent l'image de droite de FO. La non-syndicalisation, souligne-t-elle, doit obliger les syndicats à changer. Quand ils perdent des voix aux élections, qu'ils arrêtent de dire que ce sont les salariés qui sont des cons parce qu'ils n'ont rien compris ».

« La syndicalisation, reconnaît Jean Kieffer, un militant CFDT de chez Grundig, en Moselle, n'est pas le premier problème des salariés ». Mais, ajoute-t-il, « on essaie de privilégier l'adhérent ».



Comment séduire les salariés

SECRÉTAIRE général de l'union régionale FO d'Ile-de-France, Jacques Mairé énonce ce qui n'est pour lui qu'une triste évidence : « A Paris, près de 80 % des entreprises emploient moins de dix salariés. On n'y rencontre donc pas de délégués du personnel... ». L'idée de s'efforcer de « garder ses adhérents » pour résister à la désyndicalisation le fait bondir : « Il faut d'abord implanter le syndicalisme dans les nouveaux secteurs d'activité et les nouvelles professions. Sinon, on aura des adhérents fidèles dans des réserves d'indiens ».

Si FO Ile-de-France syndique chaque année des brodeuses à main, elle s'est implantée dans l'intimité — négative si l'on veut — et a créé un syndicat des travailleurs de l'informatique.

Depuis février 1987, des « groupes de syndicalisation » (composés de 7 ou 8 personnes) prospectent la région parisienne pour FO, afin de mener des opérations de syndicalisation dans des secteurs nouveaux. Partant de l'idée qu'il faut « aller au devant des salariés, pour les syndiquer », la métallurgie FO envisage d'arpenter les zones industrielles à l'aide de « camionnettes mobiles ». Dans les garages, FO fait plus de 50 % des voix. « On a lancé diverses actions, dont un sondage, pour sensibiliser cette population à la syndicalisation, raconte Michel Huc, patron des métaux FO. Résultat : on a eu maximum mille syndiqués sur trois cent mille salariés ».

« Tout le monde doit y gagner »

En Moselle, la métallurgie CFDT est partie à la conquête des non-syndiqués. Chez Hartmann et Braun, à Metz, la CFDT a signé en mars 1987 un accord sur une « institution unique » de représentation du personnel (regroupant CE, délégués du personnel, CHSCT) (1) élus tous les deux ans. Le nombre d'élus est passé de quinze à six. La direction a économisé 30 % d'heures de délégation, mais les élus ont eu droit à un crédit annuel de douze jours

destiné « à la formation et à l'enrichissement des compétences économiques ». A tout le monde doit y gagner, souligne Bernard Hentzen, délégué CFDT, la but étant de favoriser le dialogue social. Aujourd'hui, sur soixante-trois salariés, la CFDT compte trente adhérents.

De son côté, la CGT a lancé récemment une campagne de syndicalisation des employés en se dotant d'une structure confédérale « employés-faïsses ». A Nîmes, Jean-Paul Boré se bat dans des déserts : « Nous manquons d'adhérents ». « Dans les banques de Nîmes, raconte-t-il, trois cents salariés sur onze cents votent pour la CGT mais nous n'avons que soixante-cinq adhérents. Il y a un écart considérable ». Il y a un an, l'union locale CGT de Nîmes a été scindée en deux : l'une, avec quatre-vingt-cinq sections, confiée à Jean-Paul Boré, a été chargée des employés. Dans les banques, un collectif a été mis en place. A la préfecture et au conseil général, où il n'y avait pas de CGT, une section a été créée. Dans les petits commerces, les délégués ont monté une « structure d'accueil ». « On s'efforce de s'adresser à ces catégories dans un langage adapté », affirme Jean-Paul Boré qui comptabilise les premiers résultats : cent quatre-vingts adhésions nouvelles en 1987, dont soixante employés...

Pour tenter d'enrayer la désyndicalisation, les syndicats commencent à regarder d'un peu plus près sur le terrain les services et à développer l'information aux adhérents.

La Fédération des services CFDT préconise une extension de la formation (droit du travail, initiation à l'économie) aux adhérents, une expérience pilote étant menée dans la vente par correspondance à Roubaix. Par le biais de ses CE, la CFDT expérimente aussi la « carte Cézam » — aujourd'hui dans la Vienne, le Nord, la Bretagne et l'Alsace, en 1988 en Moselle et en Poitou-Charentes — qui, sans que cela oblige à l'adhésion, accorde des réductions dans les

domaines de la culture, du sport et des loisirs. Les petits ruisseaux...

Le développement des services ne fait pas pour autant l'unanimité. Déléguée syndicale CGC à Inter Mutuelles Assistance à Niort, M^{me} Guillemin est plus réticente : « Je n'en vois pas l'utilité. Si l'on veut se syndiquer, il faut pouvoir le faire sans arrière-pensée. Mieux vaut qu'il y ait moins d'adhérents mais plus militants que davantage qui ne fassent rien ». « Je ne suis pas trop favorable à l'adhérent consommateur », observe Claude Chumiercher, délégué CFDT à la caisse d'allocation familiale de la région parisienne. FO innove aussi dans les services. A Paris, Jacques Mairé met d'abord en garde : « Il faut y réfléchir avant de vendre des gadgets et ne pas faire le syndrome de la carte de réduction... ». Mais dans la région parisienne, FO a sa mutuelle — la Mutuelle des Amis de la fidélité — s'implante bien (grâce à l'AFCC-consommateurs) chez les locataires et va développer, après les élections prud'homales, des services juridiques dans les arrondissements de Paris.

La CFTC en pointe en Alsace

La fédération FO de la métallurgie a lancé, en 1986, une consultation juridique, gratuite pour les syndiqués, sur « toutes les questions personnelles ou familiales », qu'il s'agisse d'un divorce ou de l'achat d'un logement. Moyennant une attestation d'adhésion, l'adhérent peut bénéficier de l'aide d'un cabinet d'avocat ou... d'architecte. Les jeunes métallurgistes qui ont cotisé un an avant leur départ à l'armée ont droit au « sou du soldat » (400 F pour l'année). Attaché à l'idée que « le salarié syndiqué est celui qui sait », Michel Huc va lancer début 1988 un service d'information de ses adhérents par mini-tél.

« Les services, c'est notre doctrine, proclame Fernand Furstoss, président de l'union régionale

d'Alsace CFTC et de la fédération des cheminots. Pour nous, l'homme ne n'est pas seulement huit heures de travail, c'est aussi les seize autres heures où il a des problèmes autres que professionnels ». Dans le bureau très encombré de l'association CFTC des retraités et pensionnés d'Alsace-Lorraine (AREPAC-CFTC) à Strasbourg, Fernand Furstoss a aussi fait ses comptes. De 1973 à 1985, « nous sommes passés pour les seuls cheminots de 18 000 à 25 000 membres (12 par syndicat) : une progression de 75 % alors que les effectifs de la profession ont baissé d'au moins 25 % ». Si l'on n'avait pas les services, on aurait perdu un grand nombre d'adhérents, comme les autres syndicats ».

En Alsace, la CFTC a d'abord l'AREPAC, un service pour ses retraités adhérents (environ 12 000). Quatre permanents entreprennent les démarches pour liquider les pensions et visitent deux à trois fois par an chaque localité. Mais Fernand Furstoss a aussi dans sa musette les nombreux services — souvent très anciens — pour les cheminots : le secours décès (1 500 F par conjoint), la caisse de résistance qui verse 84 F par jour dès le premier jour de grève (la dernière grève SNCF a coûté 300 000 F à la fédération CFTC) et, depuis 1980, « l'assistance professionnelle ». Elle permet à un cheminot mis à pied pour une faute professionnelle d'être indemnisé à 60 % de la rémunération si la section n'est pas due à une bagarre ou à un état d'ébriété...

Tous ces services n'entraînent pas de majoration de cotisation. Seul le dernier-né, la « protection mutuelle et syndicale », réservée d'abord aux cheminots puis étendue à l'ensemble des adhérents CFTC ou aux salariés des entreprises où la CFTC est majoritaire au CE, entraîne un supplément à la cotisation. On n'en est pas encore à brader le syndicalisme.

(1) CHSCT : Comité d'hygiène, sécurité et conditions de travail.

مكتبة الأمل

Enquête

et baisse du militantisme de chagrin

Au centre de de Thomson-CSF à Corbeville, près d'Orsay, la CGT a parfois l'impression de « rassembler le dernier carré sous le cèdre, dans l'indifférence ou la moquerie ». Pour Gérard Bridier, le secrétaire de la section syndicale CGT, « les gens ne sont pas militants. Ils vont à la pêche. Ils ont leurs mœurs. La bannière avec le slogan dessus et tout le monde derrière, c'est fini. Il faut discuter, persuader, ne pas donner le sentiment de tout connaître, laisser le champ au débat ».

« On nous reproche de ne pas poser le problème de l'adhésion, note Alain de Bouard, administrateur CGT, mais la majorité des salariés n'aiment pas qu'on leur présente un bulletin d'adhésion. » A l'unité « semi-conducteurs », la CGT fait 50 % aux élections dans le 2^e collège mais ne compte que douze syndiqués sur trois cents salariés. Au laboratoire central de recherches de Thomson-CSF, la CGT a obtenu, en octobre, 95 % dans le 1^{er} collège, 75 % dans le 2^e et 23 % dans le 3^e, mais elle n'a que de vingt-cinq à trente syndiqués sur trois cent soixante salariés.

« Des coups terribles »

« Notre syndicat a pris des coups terribles », indique Gérard Bridier, en reconnaissant un important mouvement de désyndicalisation. Ainsi, les ouvriers ont été remplacés peu à peu par des techniciens. « De nouvelles couches sur lesquelles on n'a pas réussi à mordre », avoue Alain de Bouard. La CGT, affirme-t-il, doit donc développer des organisations « spécifiques » pour tenir compte des besoins des différentes catégories professionnelles : « Il faut prendre les gens tels qu'ils sont. On ne les fait pas adhérer d'abord sur la base d'idées, mais sur la base de leur situation ».

A la CAFRE, la CFDT dresse un constat paradoxal : en cinq

ans, elle est passée de 20 % environ à 35 % aux élections sans que le nombre de syndiqués ait bougé d'un iota. « On cherche à fidéliser nos adhérents par un bon système d'informations », indique Annick Menanteau, trésorière de la section. Mais on pratique aussi un militantisme à la carte. Les non-syndiqués donnent plus facilement un coup de main. Quand ils adhèrent, ils considèrent qu'ils ont des obligations, qu'ils sont pris dans un carcan.

A Hagondange, François Introvigne, secrétaire général du syndicat CFDT des métaux de Moselle, est passé d'une pratique syndicale dure à un dialogue de bon aloi avec le patronat. Avant de devenir permanent, il y a sept ans, il était OS à la chaîne. Moins pur et dur, il se bagarrait avec les patrons et occupait leurs usines. En septembre 1985, il a créé Stratégic et avenir, association de dialogue social. Il s'agit de « favoriser l'échange entre les acteurs économiques » — quatre directions d'entreprise, dont Delco-Remy, y participent en permanence — et de découvrir sur le terrain des innovations économiques et sociales. Cédétistes et patrons parlent ensemble de reconversion industrielle, d'individualisation des salaires et de projet d'entreprise. Avec quarante sections syndicales, le syndicat rassemble un millier d'adhérents (pour un champ géographique qui regroupe quatorze mille métaux). « Il n'y a pas les gens qui rament et ceux qui tapent sur le tambour. On fait aussi du syndicalisme », assure François Introvigne. Quitte à secourir durement les salariés...

Le 23 janvier 1986, les six cent quatre-vingt salariés de Claas-France (machinisme agricole), à Wolpuy, ont reçu une lettre de la section syndicale CFDT, qui disait notamment ceci : « Vous êtes tous syndiqués, eh oui ! mais au CNPF, car la direction Claas

cotise à cette instance. Et d'après vous, avec quel argent ? Le vôtre, le nôtre ! Et là, vous n'avez pas d'état d'âme. (...) Vous n'êtes pas à une contradiction près, n'est-ce pas ? Vous ne cotisez pas à une organisation syndicale ouvrière, mais, de par votre travail, vous cotisez pour une organisation patronale. » Conséquence du « manque d'intérêt » pour les syndicalistes : « Les représentants CFDT continueront à défendre les intérêts collectifs des travailleurs de toutes catégories ; pour les interventions personnelles, vous devrez justifier de votre appartenance à la section syndicale. » « Maintenant, explique Jean Nimeckern, le délégué syndical, on fait sentir aux salariés qu'on aurait pu faire plus s'ils avaient été syndiqués. » Depuis la lettre, les cédétistes sont passés de vingt-cinq à cent quarante. Adhésion minimale.

Enquête réalisée par MICHEL NOBLECOURT



15 % d'adhérents en France ?

Cette observation se basait sur une estimation officielle des effectifs de chaque confédération : 835 000 adhérents actifs pour la CGT en 1984 ; pour la CFDT, son chiffre de 681 300 cotisants réguliers, en 1983, était jugé « sensiblement surestimé » ; environ 600 000 adhérents pour FO ; 200 000 pour la CFTC, 150 000 pour la CGC...

Officiellement, les confédérations avancent des chiffres plus avantageux tout en reconnaissant généralement leur érosion. Au demeurant, une telle désyndicalisation n'est pas propre à la seule France : elle se manifeste en Belgique, en Grande-Bretagne, en Italie ou encore aux États-Unis et au Japon.

La CGT admet officiellement avoir perdu 700 000 adhérents entre 1977 et 1983. Elle revendiquait 3 952 400 syndiqués en 1948, 4 428 022 en 1948, 1 918 983 en 1980 (année où elle repasse en dessous des 2 000 000), 1 622 095 en 1983. La CFDT avançait le chiffre de 900 000 adhérents actifs et retraités à la fin de 1985. De 1978 à 1983, la chute est importante : le nombre d'adhérents passe de 1 088 590 à 885 671. Mais c'est le chiffre des cotisants réguliers (payant de 6 à 11 timbres par an selon les secteurs) qui est jugé le plus proche de la réalité : 550 000 en 1984, 828 024 en 1978, 775 835 en 1979 et 681 300 en 1983.

FO ne publie pas régulièrement ses effectifs. Pour 1984, elle avançait le chiffre de 1 183 000 cotisants dont 1 083 000 adhérents actifs et 100 000 retraités. Elle a cotisé auprès des confédérations internationales sur la base de 906 000 adhérents en 1978 et 1 095 000 en 1985. Elle parle

de « stabilisation » depuis 1979 mais admet une récente et légère érosion. La FEN comptait 162 752 adhérents en 1948. Elle a atteint les 550 000 en 1978 pour redescendre à 451 447 en 1985.

Après s'être maintenue, au lendemain de la déconfessionnalisation de la CFDT, la CFTC recensait 50 000 syndiqués en 1965. Elle est passée à 160 000 en 1970 et avance le chiffre de 250 000 cotisants réguliers (dont 198 000 actifs à 10 timbres) en 1985, soit une très légère baisse de 0,5 % sur 1984. La CGC qui avait à ses débuts, en 1947, 100 000 adhérents, a culminé à 398 700 en 1976 et revendique le chiffre de 254 840 fin 1985 (-21,8 % par rapport à 1979). Pour 1986, elle annonçait 240 870 adhérents mais seule 111 108 avaient acquitté leurs 4 timbres trimestriels...

A l'heure où il semble que l'électeur se substitue de plus en plus à l'adhérent, la mesure de la syndicalisation peut aussi reposer sur d'autres critères. Ainsi, l'implantation des délégués syndicaux. Au 31 décembre 1985, sur 34 513 établissements de 50 salariés et plus, 57,4 % possèdent au moins un délégué syndical, selon le ministère du travail. Le taux d'implantation était de 30,7 % pour la CGT, 24,8 % pour la CFDT, 17,9 % pour FO, 13,6 % pour la CGC, 6,8 % pour la CFTC et 6,2 % pour les autres syndicats. En 1971, alors que le pourcentage d'entreprises assujetties appliquant cette loi de 1968 n'était que de 31,28 %, les taux d'implantation respectifs étaient de 43,89 % pour la CGT, 28,84 % pour la CFDT, 10,24 % pour FO, 9,81 % pour la CGC, 4,44 % pour la CFTC et 2,86 % pour les autres syndicats.

On vous a déjà presque tout dit sur Alphapage®. EGT vous dit comment vous équiper.

Faites simplement le **47 88 50 13**

Sur Alphapage®, on vous a déjà presque tout dit. On vous a dit que ce tout nouveau service de radiomessagerie permettait de communiquer rapidement à des collaborateurs en déplacement des messages pouvant aller jusqu'à... 80 caractères !

Ce que vous ne savez peut-être pas encore c'est qu'avec Alphapage®, E.G.T., leader de la communication depuis 15 ans, vous propose la gamme la plus performante sur le marché :

- Eurosignal (à couverture nationale et internationale) déjà utilisé par plus de 100 000 personnes ;
- Alphasignal, les nouveaux récepteurs de messages numériques et — pour la première fois — alphanumériques (Service Alphapage®).

Aujourd'hui donc, 18 novembre 1987, le réseau Alphapage® est ouvert, et E.G.T. vous propose d'être parmi les tout premiers à en bénéficier en région parisienne. Simplement, appelez le 47.88.50.13 ou rendez-vous dans la boutique E.G.T. Paris ou La Défense. Nous définirons ensemble le système de communication le plus rentable, le plus efficace et le mieux adapté à votre cas précis.

EGT-Paris : 80, avenue du Maine, 75014 Paris.

EGT-La Défense : 39, rue de l'Alma, 92400 Courbevoie.



Le récepteur, taille réelle.



Communiquer pour gagner.

BOURSE DU 18 NOVEMBRE

Compagnies	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compensation	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compensation	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compensation	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%							
1813	A.S. 5% 1873 ..	1670	1662	1663	..	- 0.42		1820	1670	1662	1663	..	- 0.42		1830	1670	1662	1663	..	- 0.42		1840	1670	1662	1663	..	- 0.42			
1129	C.M.E. 3% ..	2890	4000	4000	..	+ 0.25		1130	2890	4000	4000	..	+ 0.25		1140	2890	4000	4000	..	+ 0.25		1150	2890	4000	4000	..	+ 0.25			
1129	S.A.P. T.P. ...	10840	10525	10555	..	+ 0.67		1130	10840	10525	10555	..	+ 0.67		1140	10840	10525	10555	..	+ 0.67		1150	10840	10525	10555	..	+ 0.67			
1115	Odé. Lyon T.P.	1057	1057	1043	..	+ 0.28		1125	1057	1057	1043	..	+ 0.28		1135	1057	1057	1043	..	+ 0.28		1145	1057	1057	1043	..	+ 0.28			
1848	Remont T.P.	1547	1546	1543	..	- 0.25		1858	1547	1546	1543	..	- 0.25		1868	1547	1546	1543	..	- 0.25		1878	1547	1546	1543	..	- 0.25			
1806	Rhône-Poul. T.P.	1789	1789	1789	..	..		1816	1789	1789	1789	..	..		1826	1789	1789	1789	..	..		1836	1789	1789	1789	..	..	
1130	S.A.P. T.P. ...	1250	1250	1250	..	..		1140	1250	1250	1250	..	..		1150	1250	1250	1250	..	..		1160	1250	1250	1250	..	..	
1135	Thomson T.P.	1789	1789	1789	..	..		1145	1789	1789	1789	..	..		1155	1789	1789	1789	..	..		1165	1789	1789	1789	..	..	
380	Accor	349	340	340 20	..	..		390	349	340	340 20	..	..		400	349	340	340 20	..	..		410	349	340	340 20	..	..	
400	Agence Havas	438	445	448	..	+ 2.05	29	438	445	448	..	+ 2.05	29	438	445	448	..	+ 2.05	29	438	445	448	..	+ 2.05	29	438	445	448	..	+ 2.05
1680	Al. Lapidis	546	544	540	..	- 1.10	40	546	544	540	..	- 1.10	40	546	544	540	..	- 1.10	40	546	544	540	..	- 1.10	40	546	544	540	..	- 1.10
1910	Al. Lapidis	1065	1065	1065	..	+ 1.94	40	1065	1065	1065	..	+ 1.94	40	1065	1065	1065	..	+ 1.94	40	1065	1065	1065	..	+ 1.94	40	1065	1065	1065	..	+ 1.94
300	A.L.S.P. 1	289	289	283	..	- 2.08	82	289	289	283	..	- 2.08	82	289	289	283	..	- 2.08	82	289	289	283	..	- 2.08	82	289	289	283	..	- 2.08
250	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
1600	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71
300	Al. Lapidis	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.71	110	289	289	289 10	..	- 0.7

Comptant

(détaché)

SICAV

(détaché)

17/11

VALEURS	% du port.	% de coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emis. franc incl.	Recher. net	VALEURS	Emis. franc incl.	Recher. net	VALEURS	Emis. franc incl.	Recher. net
Obligations																	
Exp. 7% 1972	5790		Compt. (N°)	185		Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	A.A.A.	887 41	670 84	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (N°)	185	111	Lownd (S&P)	1240	1280	Suez (S&P de CP)	278	282	Action	182 18	176 94	Francis Paine	90 98	88 33
Exp. 8,80% 77	124 50	4 328	Compt. (

d'ail-
lé. »
'évt-
uait
nain-
ilibre
ette
e du
ique
: qui
? des
e que
mais
-é : si
te un
ne en

K.

ADMINISTRATIVE
REPORT

1000

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

...gate...

هكذا من الأهل